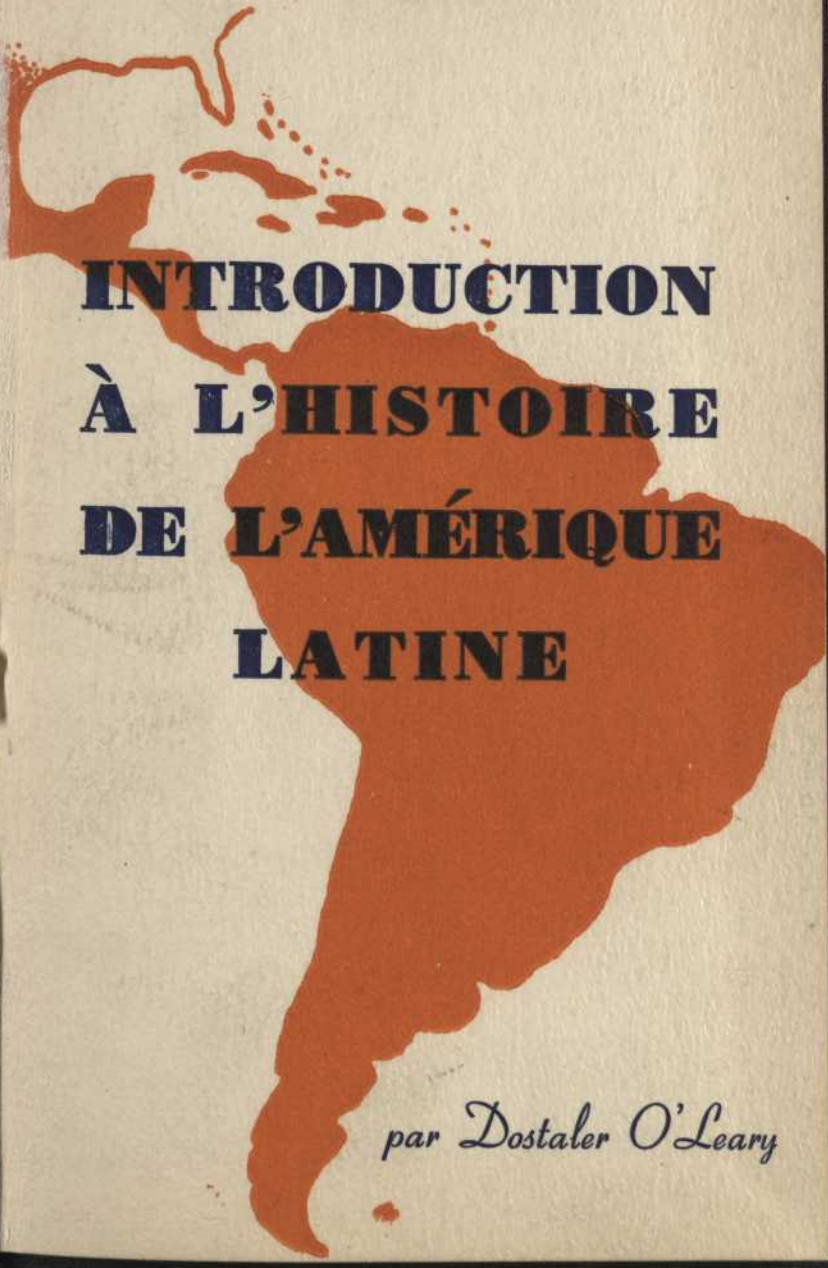


INTRODUCTION À L'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE LATINE

par Dostaler O'Leary

6/7/49 Don Inst. Pub.

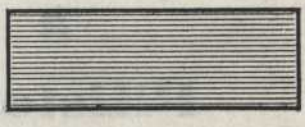
Dostaler O'Leary

Introduction à l'Histoire de l'Amérique Latine

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

ÉDITIONS LATINES
14 EST, rue SAINT-JACQUES
MONTRÉAL

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CE VOLUME 100 EXEMPLAIRES SUR PAPIER IMPÉRIAL DE LUXE NUMÉROTÉS DE 1 À 100 ET 2,000 EXEMPLAIRES SUR PAPIER COQUILLE D'OEUF, LE TOUT CONSTITUANT L'ÉDITION ORIGINALE

EXEMPLAIRE 

F
1410
.044
1949

A ma femme,

à mes petits

PRÉFACE

L'Institut de Sociologie est heureux de présenter au public lecteur, curieux d'histoire et préoccupé de problèmes contemporains de politique internationale, une très brève mais vivante synthèse du passé et du présent de l'Amérique latine.

Ce n'est pas une étude froide, impassible, un simple assemblement plus ou moins heureux d'événements, de dates et de noms que l'auteur s'est proposé d'écrire. Il a une cause à servir, des idées à défendre, une thèse à faire triompher. Ce qu'il veut c'est nous convaincre que nous avons tout intérêt, nous Canadiens français, à nouer des relations étroites avec l'Amérique latine. Aussi est-ce en toute franchise qu'il nous offre un plaidoyer.

Plus de quinze années de fréquentation assidue l'ont familiarisé avec l'histoire, la littérature, les courants politiques et les difficultés économiques des pays d'origine espagnole ou portugaise, qui oc-

138378

cupent tout le continent sud et débordent sur le continent nord américain. La sympathie qu'il éprouve pour leurs masses souffrantes est profonde, son admiration pour leurs élites est grande, sa foi en leur avenir est quasi-illimitée.

Ces sentiments imprègnent son oeuvre et animent toutes ses pages, avec d'autres de nature sensiblement différente qu'il éprouve en présence des influences rivales ou conjuguées de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, responsables suivant lui d'une large part des misères de l'Amérique latine. Ce sont là de bien graves questions où mon incompétence est telle que je dois me garder d'intervenir, serait-ce par une seule parole de blâme ou d'approbation.

Mais ces questions sont grosses de conséquences, mettent en cause de graves intérêts et peuvent même soulever de très vives passions. Pour faire bonne mesure, l'auteur y a ajouté certaines allusions à des problèmes politiques canadiens les plus controversés. Les idées de M. O'Leary vont donc probablement en heurter d'autres qui ne sont ni moins catégoriques, ni moins entières que les siennes.

Dans un débat possible, nous le croyons tout à fait capable de défendre son point de vue. Mais il doit être bien entendu que ce point de vue lui

est propre, et que ses idées n'engagent en rien la responsabilité de l'Institut de Sociologie. C'est une réserve que nous devons expressément faire, comme nous l'avons faite au sujet de trois autres ouvrages publiés par l'Institut ou sous son patronage.[1] *Elle n'empêche que nous croyons faire oeuvre utile en patronnant cette étude de bonne foi, qui comble incontestablement un vide dans notre littérature canadienne, en nous révélant ou en nous faisant mieux connaître une moitié de notre continent, dont nous nous sommes peut-être trop désintéressés jusqu'ici.*

Arthur SAINT-PIERRE,
Directeur de l'Institut
de Sociologie.

[1] **Le Comté de Nicolet,** par Firmin Létourneau;
Témoignages sur nos Orphelinats, par Arthur Saint-Pierre, publications de l'Institut;
Aux Sources de notre Histoire, par Léon Gérin, publié sous son patronage.

AVANT-PROPOS

Qu'est-ce que l'Amérique latine?

Est-ce un mythe? Est-ce une appellation commode sans aucun rapport avec les faits? A-t-on raison de refuser ce nom à l'ensemble des nations situées au sud du Rio Grande?

Il n'existe évidemment pas de race latine, pas plus d'ailleurs qu'il n'existe de race française et encore moins de race canadienne-française. La classification des peuples par races est une monstrueuse erreur que font encore trop souvent, hélas! des gens qui se piquent pourtant d'érudition.

L'Amérique latine constitue aujourd'hui une vivante et dynamique réalité qui est, en elle-même, un argument irréfutable contre le racisme et l'une des preuves les plus fortes de la supériorité de la culture et des valeurs morales dans la formation des nationalités. Là où, jadis, il y avait des centaines de races et peuples totalement distincts

les uns des autres, s'est formé un groupe de nations qui, séparées politiquement, n'en constituent pas moins, sur le terrain de la pensée, un tout homogène contre lequel aucune force matérielle ou économique ne pourra jamais rien. Là où, jadis, il y avait des Toltèques, des Mayas, des Aztèques, des Quichuas, des Moscas, etc., qui tous parlaient des dialectes aussi différents les uns des autres que peuvent l'être nos langues modernes, il n'y a plus de nos jours qu'une seule culture à l'enrichissement de laquelle Mexicains, Colombiens, Vénézuéliens, Argentins, Chiliens, etc., travaillent dans une émulation créatrice et productrice.

Il est vrai que l'Argentin réagit différemment devant certains problèmes économiques ou politiques que le Mexicain ou le Colombien; que le Guatémaltèque pensera autrement que le Péruvien sur certaines questions locales; mais parce qu'ils lisent les mêmes auteurs, parce qu'ils reconnaissent, dans certains tableaux ou certaines compositions musicales, les mêmes motifs de rapprochement, parce qu'en un mot ils sont tributaires d'une même civilisation, ces hommes possèdent entre eux des liens d'une solidité et d'une pérennité à toute épreuve.

Et, vivant aux côtés de ce groupe de nations hispano-américaines, il y a les Brésiliens, que la différence de langue n'exclut pas de cette famille de peuples marqués d'une façon indélébile par cette

grande civilisation gréco-romaine qu'est venu adoucir et perfectionner le catholicisme; cette famille de peuples, enfin, dont le nôtre, perdu dans l'extrême nord de ce continent, fait aussi partie. Car, Latins, nous le sommes aussi intensément qu'eux par notre culture française, qui nous fait communier à leur façon de penser et de sentir, et notre foi catholique qui est précisément demeurée une des caractéristiques de ce monde latin, dont la philosophie, établie avec clarté et construite avec logique, a toujours répugné aux formules empiriques.

* * *

Telle est cette réalité de l'Amérique latine, affirmée par l'existence de ces cent-quarante millions d'hommes!

Or, nous commençons seulement à la découvrir. Nous ne connaissons rien de son histoire et nous faisons encore d'énormes erreurs quant à la position géographique des pays qui la composent. Il est vrai que l'on nous a tellement peu habitués à penser en Américains; et la politique de notre dominion nous a tellement plus tenus les yeux fixés sur l'Europe que sur le continent auquel nous appartenons!... Cette situation explique bien des choses et, notamment, sans qu'il soit nécessaire

d'y insister, notre absence de l'Union panaméricaine.

* * *

Il est pourtant des moments où, dans la vie des peuples comme dans celle des individus, l'on éprouve le besoin de se sentir appuyé. Après le destin tragique de la France, en juin 1940, le Canada français, livré à lui-même, ne pouvait continuer à vivre que si notre élite se décidait enfin à tendre la main au groupe de nations qui, avec nous sur le continent, partageaient le même idéal de civilisation.

C'est de ce besoin d'expansion pour le Canada français, menacé d'asphyxie dans son coin de l'Amérique du Nord, qu'est née et s'est développée, avec l'aide de l'université de Montréal et de son recteur Monseigneur Olivier Maurault, cette Union des Latins d'Amérique, premier mouvement, chez nous, qui s'est dévolu à la tâche de révéler au Canadien de culture française sa réalité latine.

Cette solidarité latine ne doit pas demeurer une simple formule. "Il y a une communauté spirituelle issue de la pensée latine, a déjà écrit, avec raison, le docteur Antonio Cantero; les peuples ayant pris racine sur les bords de la Méditerranée

vivent de l'héritage de pensée et d'action reçu de l'Antiquité gréco-romaine.... Espagnols, Portugais, Français du Nouveau-Monde, vivant dans une ambiance culturelle d'inspiration latine, de formation scientifique et d'humanisme latin, doivent se rechercher et se mieux connaître en rassemblant leurs forces intellectuelles.... L'ambiance culturelle d'inspiration et de formation latines nous est donc nécessaire si nous ne voulons pas compromettre notre raison d'être en Amérique".[1]

Nous pouvons aujourd'hui, heureusement, de nouveau regarder vers la France; cependant, cela ne doit pas nous détourner de l'Amérique latine. Bien au contraire! Car cette France jouit chez tous ces peuples d'un prestige moral et spirituel qu'aucune autre nation n'égale; notre qualité de Français du Nouveau-Monde est donc un précieux atout pour gagner les coeurs de ces hommes épris d'idéal, qui considèrent notre mère-patrie un peu comme la leur et la regardent, avec raison, comme la championne de la liberté humaine dans son sens le plus absolu et le plus vrai.

Et puis, le monde latin d'Amérique a toujours marché sur les traces glorieuses du monde méditerranéen. Il a lui aussi ses fastes que nous ne connaissons pas assez. "De la découverte du Canada à notre cession à l'Angleterre, rappelait Mgr

[1] "Relations" — Montréal.

Maurault, il y eut onze universités — j'insiste, non pas seulement des collèges — fondées en Amérique du Sud. Saint Domingue (1538), Lima (1551), Quito (université augustinienne : 1586), Cuzco (1598), Santiago (université jésuite : 1620), Cordoba, la plus illustre de toutes (1622), Chargas (1623), Bogota (1627), Caracas (1722), Santiago (San Filipi : 1738) et Guamanga, au Pérou (1750).

"Et je ne parle pas des autres universités fondées hors de l'Amérique du Sud elle-même, comme la fameuse université de Mexico, en 1553. Quant au premier diocèse américain, il fut créé à Saint Domingue, en 1518 : puis celui de Caracas, en 1530, donc quatre ans avant la découverte de notre pays; il y eut dix-huit diocèses d'établis au XVIe siècle; quatre au XVIIe et trois au XVIIIe. Il y en a aujourd'hui plus de deux cents, dont quatre-vingt-dix au Brésil seulement.

"Ajouterais-je que toutes ces universités ont produit d'admirables travaux sur la langue des aborigènes, de véritables monuments d'ethnographie, de botanique, etc. Disons, enfin, qu'à la fin du XVIIIe siècle, il y avait déjà plus d'une demi-douzaine de presses à imprimer et qu'aucune ne chômait".[1]

---

[1] Extrait d'une causerie prononcée par Mgr Olivier Maurault au deuxième congrès de l'Union des Latins d'Amérique, le 6 mars 1943. L'Union des Latins d'Amérique fêtera son dixième anniversaire de fondation.

Cette fierté latine, il faut l'inculquer aux nôtres : leur montrer que cette civilisation est une force avec laquelle le monde américain de demain devra compter et, surtout, les persuader que ce n'est qu'en nous intégrant davantage à ce bloc, dont nous faisons partie, et non en nous isolant par peur de déplaire à celui-ci ou à celui-là, que le Canada français passera à travers les tourmentes, de plus en plus nombreuses, qui semblent devoir le menacer désormais.

* * *

Et puis, pourquoi toujours chercher d'abord, un sens négatif, une allure hostile à tous nos actes ou mouvements. Ce mouvement d'unité latine, lancé il y a neuf ans, qu'on se décide donc à le considérer comme un geste créateur, plutôt que destructeur, en vue de l'union de toutes les forces visibles ou latentes de cette grande civilisation que d'autres sont peut-être parvenues à égaler, mais qu'aucune n'a encore jamais dépassée.

Le Canadien français, parce que Latin sans doute, a toujours, dans ses problèmes nationaux, montré plus de largeur de vue qu'aucun autre; jamais, il n'a songé, comme le font malheureusement les majorités anglaises des autres provinces, à brimer une minorité pour ses idées philosophiques, reli-

gieuses ou linguistiques. Nous avons, au contraire, toujours voulu une entente cordiale et sincère avec tous sur le plan national comme international. Et dans ce domaine, particulièrement, notre qualité de Latin, joint à notre statut de Canadien, nous placent dans une situation privilégiée pour servir d'ambassadeur à nos concitoyens de langue anglaise qui veulent jeter les yeux vers la Latinité. Grâce à cette parenté spirituelle avec les Américains de culture portugaise ou espagnole, nous pouvons rendre d'inappréciables services aux Anglo-Canadiens, en créant un courant de sympathie qu'il leur serait peut-être plus difficile de provoquer eux-mêmes et dont non seulement les Canadiens français, mais tous les Canadiens profiteraient.[1]

* * *

La guerre a évidemment retardé beaucoup de projets pour une prise de contact plus intime entre les différents peuples américains. Il en est un toutefois que nous caressons depuis longtemps et auquel nous pensions, il y a neuf ans, lorsque nous

[1] Le but de l'Union des Latins d'Amérique a d'ailleurs toujours été de "travailler, *dans l'intérêt général du pays*, à l'établissement, au développement et au maintien de relations amicales entre les peuples américains de culture latine". Son président actuel est M. Urgel Mitchell qui accomplit un très beau travail qu'il me plaît de souligner.

fondions l'Union des Latins d'Amérique : celui de la création d'un Institut d'études latines, placé sous les auspices de l'université de Montréal en vue de lui être plus tard incorporé. Plusieurs universités des Etats-Unis possèdent de tels instituts; il devrait à plus forte raison, me semble-t-il, en exister un de même nature dans la plus importante université française d'Amérique.

Le présent volume, publié sous les auspices de l'Institut de sociologie de la faculté des Sciences sociales, économiques et politiques de l'université de Montréal, pourrait, malgré ses lacunes, servir de base à l'élaboration du programme que l'on enseignerait à cet institut et chacun des problèmes que j'aborde pourrait faire le sujet d'un cours qui s'étendrait sur une année ou plus. Car cet ouvrage est surtout un essai de synthèse. Je me suis efforcé, dans quelques centaines de pages, de présenter au public de langue française des renseignements ou détails historiques puisés dans plusieurs dizaines de travaux, publiés principalement en anglais ou en espagnol. Chacun de ces livres consultés et les nombreux autres dont je publie la liste en appendice, constitueraient la base de la bibliothèque d'un tel institut, et pourraient sinon tous, du moins ceux que l'on jugerait digne d'intérêt, être traduits en français pour faire, peu à peu, de

Montréal un centre d'études latino-américaines pour tous les pays de langue française du monde.

* * *

En attendant, je me suis proposé de faire connaître les grands traits de cette Amérique latine du sud que nous, Latins du nord, connaissons si peu.

J'ai consacré une large part de ce travail aux civilisations pré-colombiennes, parce que près des trois quarts des habitants de cette partie du continent ont, dans les veines, du sang des multiples races qui se sont illustrées sur le sol américain. Leur passé et leurs civilisations appartiennent donc à l'histoire de l'Amérique latine au même titre que les conquêtes espagnole ou portugaise et leurs guerres de libération nationale.

Sans vouloir prétendre à l'infaillibilité historique, je me suis néanmoins efforcé d'éviter la fantaisie et de traiter les questions que j'abordais avec le sérieux qu'elles exigeaient. Parmi les auteurs que j'ai consultés, je me suis surtout inspiré de ceux qui offraient le plus de garantie d'authenticité et dont les travaux ont déjà subi victorieusement le crible de la critique scientifique ou historique.

Ceux qui désireraient se renseigner davantage le pourront en consultant la bibliographie que j'ai dressée à leur intention à la fin du volume et s'adresser soit à l'Institut de sociologie soit encore à l'Union des Latins d'Amérique pour se procurer les ouvrages qui les intéresseraient : ces deux organismes, s'ils ne les possèdent pas dans leur bibliothèque, s'efforceront sans doute de se les procurer dans un laps de temps le plus court possible.

Si, enfin, je parviens à susciter chez mes compatriotes un intérêt nouveau pour cette admirable Amérique latine que tant d'auteurs brouillons ou de propagandistes à la manque ont si souvent calomniée, j'aurai la satisfaction de ne pas avoir perdu mon temps et d'avoir fait oeuvre utile.

Dostaler O'Leary

PREMIÈRE PARTIE

L'AMÉRIQUE PRÉCOLOMBIENNE

CHAPITRE PREMIER

LES PREMIERS AMÉRICAINS

Le peuplement de l'Amérique a séduit beaucoup de savants et surtout de pseudo-savants, plus enclins à écouter leur vagabonde imagination que de s'en tenir aux données positives et parfois brutales de la science; de cette science qui réduit souvent à néant les plus belles hypothèses que nous sommes tentés d'échafauder pour nous expliquer l'infini des faits mystérieux qui dressent devant nous leurs troublants points d'interrogation.

Si intéressante, toutefois, que soit l'étude des origines des peuples américains, je dépasserais les cadres de ce volume si je m'étendais sur le sujet. Je voudrais seulement souligner quelques aspects du problème que je n'aborderai que dans ses grandes lignes.

Le livre de M. Paul Rivet, "Les Origines de l'Homme américain,"[1] auquel j'ai eu tout particu-

[1] Editions de l'Arbre — Montréal.

lièrement recours dans l'étude de cette question est, sans contredit, l'un des plus sérieux qui soit. Ce livre vise surtout à la rigueur scientifique et il jouit, dans toute l'Amérique latine, où il a été traduit en espagnol, d'un très grand prestige; il est consulté par tous ceux qui s'intéressent à ce problème qui est loin d'être résolu.

J'ai eu le plaisir de causer avec M. Paul Rivet qui, à Mexico, à titre de délégué culturel de la France, a accompli un très beau travail pour la diffusion de la pensée française, aux journées les plus sombres de la guerre. Il a bien voulu me confier que ce problème de l'homme américain, à la solution duquel il travaille toujours, l'a mis sur la trace d'autres données qu'il se propose un jour de nous faire connaître. M. Rivet est un rationaliste de la vieille école et un positiviste qui ne raisonne que sur des faits nettement établis, d'où le sérieux de son étude et, peut-être aussi, l'intransigeance dont il fait preuve dans ses conclusions.

"Les origines des Indiens d'Amérique, dit-il, remontent à la découverte du Nouveau-Monde. Depuis cette lointaine époque, une foule de solutions ont été proposées pour expliquer la présence de l'homme dans les terres immenses que Christophe Colomb et ses successeurs avaient ouvertes à l'expansion européenne. La plupart de ces solu-

tions nous apparaissent aujourd'hui singulièrement puériles; aucune, à vrai dire, n'est parvenue à s'imposer et l'on peut dire que, jusqu'à notre époque, le mystère du peuplement américain est resté entier. Cependant, les multiples études, dont ont été l'objet les populations indiennes, ont mis à la disposition des chercheurs un ensemble de faits qui permettent actuellement d'envisager la question d'un point de vue strictement objectif et scientifique." [1]

Les premières hypothèses sur l'origine des Indiens font intervenir la Bible et c'est un certain Arius Montanus qui, vers 1575, fournit la première explication en les faisant remonter à Noé par l'intermédiaire de Sem; puis, en 1607, Gregorio Garcia, dans un ouvrage pompeusement intitulé : "*Origen de los Indios del Nuevo Mundo,*" s'efforce de démontrer la parenté tant physique qu'intellectuelle entre les Indiens et les Juifs.

Ce sont ensuite les Phéniciens, puis les Cariens, autre peuple de l'Asie Mineure, et même les Egyptiens, que certains voudraient considérer comme les ancêtres de tous ces peuples. L'hypothèse égyptienne, particulièrement, continue à sé-

[1] "Les Origines de l'Homme américain" — Editions de l'Arbre — Montréal.

duire quelques auteurs à cause des nombreux monuments à forme pyramidale que l'on trouve aux environs de Mexico, d'Oxaca et dans la péninsule du Yucatan.

Bien que l'on reconnaisse à l'Indien un type sémite qui pourrait l'apparenter à d'autres peuples de même origine, on doit écarter l'hypothèse qui le ferait venir de l'Asie Mineure ou de l'Egypte. Il ne vient pas davantage d'Afrique d'où il serait passé au Brésil par *l'Atlantide*, à une époque où les deux continents étaient reliés l'un à l'autre, il y a des milliers et des milliers d'années. Qui n'a pas, en effet, entendu parler de cette *Atlantide* et de sa luxuriante civilisation qui a charmé tant de poètes et même de penseurs depuis Platon lui-même, de cette *Atlantide* enfin, mystérieuse jusque dans sa disparition ? Il eût été surprenant qu'on ne l'eût pas fait intervenir dans les multiples essais d'explication de l'origine des Américains.

Que l'Afrique ait jadis été reliée à l'Amérique et formé avec elle un seul et unique continent, la chose n'entre nullement en ligne de compte ici. M. Rivet, après une étude serrée, menée à la lueur de matériaux géologiques et historiques irrécusables, démolit cette trop séduisante hypothèse : "L'Amérique, dit-il, au moment où l'homme

est apparu, avait sensiblement sa configuration actuelle; par conséquent l'histoire du peuplement de ce continent ne doit tenir compte d'aucune des liaisons terrestres, qui ont, autrefois, existé entre l'Ancien et le Nouveau-Monde, et n'envisager comme possibles que les voies d'accès actuelles."[1]

Quant à la civilisation atlantéenne elle-même, M. Paul Couissin, dans "L'Atlantide de Platon et les origines de la civilisation", lui règle son compte en quelques lignes : "La civilisation atlantéenne, dit-il, n'a pu exister à aucune époque, ne peut se placer qu'en dehors du temps comme elle est en dehors de l'espace."[2] C'est bien dommage pour Platon mais, enfin, c'est ainsi !

D'autres ont prétendu que l'Amérique, continent le plus ancien au point de vue géologique, aurait vu la naissance de la race humaine. Je ne puis, encore une fois, exposer ici toutes les réfutations à cette hypothèse que l'on ne peut cependant, a priori, qualifier d'absurde. Seulement, il paraît bien établi aujourd'hui, que l'Amérique est un continent de peuplement et il faut, sans hésitation, écarter toutes les théories qui voudraient en faire le berceau de la race humaine. La grande hypothèse d'Ameghino ne résiste pas à la critique

[1] "Les Origines de l'Homme américain" — Paul Rivet — Editions de l'Arbre — Montréal.
[2] Cité par Paul Rivet dans "Les Origines de l'Homme américain".

serrée de M. Rivet qui l'a étudiée, notamment dans "L'Amérique du Sud est-elle le berceau de la race humaine" et en est arrivé à la conclusion suivante : "L'homme américain n'est pas un autochtone; venu de l'Ancien continent il n'a commencé à apparaître dans le Nouveau-Monde qu'à la fin des temps quaternaires, après le retrait des grands glaciers."

Il a donc dû venir de quelque part ! Il n'est certainement pas le fruit d'une génération spontanée et l'on ne peut davantage prendre au sérieux ceux qui prétendent que l'humanité est issue de deux souches différentes : il est prouvé, aujourd'hui, que tous les hommes ont eu la même origine.

Alors?

La plupart des savants s'accordent, bien que certaines preuves scientifiques irréfutables manquent encore, à faire venir la grande majorité des Américains de la première époque, du centre de l'Asie. Quelques-uns viendraient également des îles polynésiennes et même du continent australien, comme certaines tribus du Brésil et les Indiens Carajas. Il est aussi nettement établi qu'aucun d'eux n'a eu d'origine européenne.

Les Asiatiques eux-mêmes venus en Amérique ont incontestablement appartenu à des races différentes. C'est ce qui nous porte à croire que la première conquête du continent, conquête qui se fit contre la nature et la sauvagerie de forêts vierges

et inextricables, ne fut pas massive et que l'on ne peut, en aucune façon, la comparer aux invasions mongoles qui se sont déversées sur l'Europe et la Chine, bien que le type indien prédominant soit à caractère nettement mongoloïde.

Cette invasion s'est faite à petite dose, si l'on peut dire; les "envahisseurs" étaient des nomades, en continuelle pérégrination, vivant de chasse et de pêche et ils attendirent de nombreux siècles avant de s'adonner à la culture de la terre pour en tirer leur subsistance. Ils essaimèrent partout sans qu'il soit possible de les classer et j'ai trouvé moi-même des points de ressemblance évidents, malgré la différence de climat sous lequel ils ont vécu depuis des dizaines de siècles, entre nos Indiens de Caughnawaga et ceux que je rencontrai dans certains états du Mexique.

Au Mexique, trois peuples ont prédominé. Les Mayas et les Toltèques, malgré une différence ethnique assez prononcée, paraissent avoir, dans leurs ancêtres, certains liens de parenté. C'est ce qui expliquerait certaines croyances religieuses communes aux deux peuples, comme le fameux "Serpent à plumes" que l'on retrouve dans toute l'histoire toltèque et qui existait, sous un autre nom, à l'époque du vieil empire maya du Guatémala. Olmèques et Nahoas semblent à l'origine de ces deux tribus. Venues par le nord-ouest de l'actuelle Californie elles se seraient unies entre

elles ainsi qu'à d'autres tribus plus anciennes, au cours de leurs migrations vers le sud.

"Les Olmèques-Nonohualcas, dit l'historien mexicain Alfonso Teja Zabre, parvinrent aux régions de l'Isthme (le Guatémala) pour y contribuer à la fondation et au développement de la culture maya primitive. Les Olmèques-Vixati émigrèrent vers Oaxaca (environ 500 kilomètres de Mexico) où ils formèrent le noyau mixtèque-zapotèque alors que l'autre branche, les Olmèques-Toltèques se fixèrent sur le plateau même de Mexico."[1]

Seulement, encore une fois ici, il n'y a rien de rigoureusement établi et Zabre cite même plusieurs autres hypothèses sur l'origine des Mayas et des Toltèques. Quant aux Indiens de Oaxaca qu'il mentionne ici et à ceux du Michoacan, dont l'origine est toute aussi obscure, si le degré de civilisation qu'ils ont atteint mérite d'être souligné, ils n'ont pas joué dans l'histoire du Mexique un rôle aussi important que celui qu'y ont tenu les Mayas, les Toltèques et les Aztèques. Ces derniers, qui constituent le troisième peuple du Mexique, ont eu une origine tout à fait différente de celle des deux premiers et ce n'est que bien plus tard, comme nous le verrons, qu'ils sont arrivés sur le plateau central du Mexique.

[1] Alfonso Teja Zabré — Histoire du Mexique — Edition française — 1936.

Les peuples du Pérou comme ceux de Colombie paraissent également avoir une origine totalement distincte des peuples du Mexique. Les Quichas, ancêtres des Péruviens auxquels se heurtera Pizarre, émigrèrent des hauteurs des Andes, aux environs du lac Titicaca, situé sur l'actuelle frontière de la Bolivie et du Pérou. Comment sont-ils parvenus là? L'Histoire garde son secret. Sont-ils apparentés aux Vanniers, à qui certains attribuent l'invention de l'agriculture et de la culture du maïs, particulièrement, ou aux Terrassiers qui rayonnèrent au centre de l'Amérique du Nord, et dont les Péruviens semblent avoir hérité les qualités de constructeurs? Encore une fois, le voile n'a pas été soulevé.

La seule tribu qui paraît avoir quelque parenté avec les Quichas, seraient les Aymaras, créateurs de la civilisation ou plutôt des civilisations préincas, dont les Incas eux-mêmes se seraient inspirés et dont on retrouve les vestiges sur les hauts plateaux boliviens. Et cette parenté fut plutôt de celles qui peuvent exister entre le conquérant et le peuple conquis.

Le secret de l'origine des Indiens de l'Amérique du Sud est loin d'avoir été dévoilé et les Incas n'y ont certainement pas établi la première civilisation. "En réalité, dit J. Tramond, la civilisation était beaucoup plus ancienne dans ces régions et les recherches archéologiques nous ont révélé au

moins trois états antérieurs à celui que nous connaissons : des ruines, qu'il nous a laissées sous le nom de période d'Ica et Nazca, celui des Aymaras-Collas, qui dressèrent les pierres gigantesques de Tiahuanaco, et celui des Yuncas qui construisirent Chauchan, la plus vaste peut-être des cités américaines."[1]

Au point de vue rigoureusement scientifique, le mystère du peuplement de notre continent est loin d'être éclairci. Nous sommes, la plupart du temps, en présence de civilisations dont nous ne connaissons pas l'origine. Toutefois, nous possédons assez de matériaux pour soutenir, en résumé, que la plupart des premiers Américains venaient d'Asie, qu'ils se sont répandus sur notre continent, à une époque qui peut remonter à plusieurs milliers d'années, par pénétrations successives et que les découvertes ou progrès qu'ils ont réalisés dans le domaine culturel ou matériel, ils les ont faits, la plupart du temps, indépendamment les uns des autres.

L'histoire de ces premiers Américains n'en est encore qu'à ses débuts; le champ d'étude en est vaste et mérite certainement l'attention du monde savant.

---

[1] "Amérique latine" par J. Tramond, agrégé d'histoire, chef de service à la section historique de la Marine — Tiré de l'"Histoire illustrée des pays et des peuples" publiée sous la direction de Edouard Petit — Quillet, éditeur — Paris.

Chapitre Deuxième

LES PEUPLES DU MEXIQUE ET DU GUATÉMALA

L'Amérique du Nord a vu l'éclosion de deux groupes de civilisations qui ont laissé, loin derrière elles, l'ensemble de toutes les institutions ou coutumes qu'auraient pu développer les autres tribus ou "nations" indigènes qui y vécurent avant Colomb. Ces civilisations se sont toutes épanouies au sud du Rio Grande del Norte : les Vanniers et les Terrassiers, dont on entend parfois parler, n'ont pas, malgré d'indéniables qualités, atteint le stade des Mayas ou des Toltèques-Aztèques.

Les Mayas et les Toltèques ont incontestablement dépassé tous les autres peuples de ces régions. L'on attribue parfois aux Aztèques plutôt qu'aux Toltèques à qui elle revient en réalité, la plus grande part du mérite de cette civilisation que l'on découvrit au centre de l'Anahuac[1]; on

[1] Nom que les Aztèques donnaient à toute terre voisine de l'eau. Ils désignaient particulièrement ainsi les terres

en trouve l'explication dans leur présence à cet endroit à l'arrivée des Espagnols.

Ce sont néanmoins les Aztèques qui ont laissé leur nom au Mexique, car au point de vue générique, Aztèques et Mexicains sont le seul et même peuple. Lorsqu'ils fondèrent Mexico, en 1325, leur chef était Tenoch, personnage farouche, énergique, courageux, téméraire même, qui exerçait sur eux une véritable autocratie et qui était à la fois leur souverain et leur grand prêtre. D'un autre côté, leur dieu de l'Agriculture, pour lequel, comme tous les autres peuples américains, ils avaient une grande vénération, se nommait Mexitli. C'est en son honneur et en hommage à leur chef qu'ils baptisèrent la ville qu'ils venaient de fonder : Mexico-Tenochtitlan. Ce furent les Espagnols, plus tard, qui désignèrent sous le nom de sa capitale le pays qu'ils venaient de conquérir. Pour différencier l'un de l'autre, les Français désignèrent le pays lui-même sous le nom de Mexique.

A côté de ces deux groupes de civilisations, d'autres peuples méritent certainement une mention, même s'ils ne furent pas aussi brillants que les

---

parsemées de lacs de la vallée de Mexico. Puis on en vint à appeler Anahuac tout l'immense plateau central du Mexique. Ce fut sous ce vocable que le pays fut d'abord désigné aux Espagnols par les indigènes.

premiers. On ne peut ignorer les Tarasques qui vivaient dans l'actuel état du Michocan; ni les Mixtèques et les Zapotèques, dans la région d'Oxaca, qui nous ont laissé les ruines admirables de Mitla; ni non plus la brillante civilisation de Texcoco, dont le roi, Nejahualpilli, à l'arrivée des conquérants, voulait rivaliser de splendeur et de faste avec l'empereur du Mexique lui-même.

Nous nous limiterons toutefois, dans le présent volume, à l'étude des Mayas et des Aztèques-Toltèques, dont les civilisations nous donnent une idée suffisante du passé du Mexique et de son stade à la venue de Cortès.

LES MAYAS

La civilisation maya est la plus ancienne de notre continent puisqu'on est d'accord pour fixer aux environs de 500 ans avant Jésus-Christ ses premières manifestations historiques.

J.-Eric Thompson souligne avec raison que la découverte de l'agriculture provoqua une véritable révolution dans la vie des peuples errants de notre continent et l'établissement des Mayas dans l'isthme du Guatémala ne doit être que de très peu de temps postérieure à cette découverte. De

nomades et sauvages qu'ils étaient, l'agriculture les a très vite transformés en un peuple sédentaire chez qui n'a pas tardé à se manifester une évolution intellectuelle marquée. La découverte de l'agriculture c'était, en effet, la fin de l'éternelle lutte âpre, violente et farouche pour la vie que remplacera un sentiment de sécurité qu'il avait toujours ignoré dans ses pérégrinations aventureuses de jadis. C'était, pour l'homme qui peut se fixer sur son coin de terre, une sorte de quiétude morale et physique qui, dans bien des cas, permettra à l'esprit de trouver le temps nécessaire pour l'invention.[1]

Les Mayas, sans aucun doute possible, avaient été précédés, dans ces régions, par d'autres races dont aucune, cependant, n'atteignit leur développement. Et cette civilisation maya-quichée[2], qui s'est développée dans le Vieil Empire et dont l'influence se répandit de l'Amérique centrale à la péninsule du Yucatan, est également à l'origine du Nouvel Empire qui atteindra son apogée au

[1] "La Civilizacion de los Mayas" — Par J.-Eric Thompson — Edition espagnole — Mexico — 1936.

[2] Les Quichés appartenaient à la même famille que les Mayas dont on peut difficilement les dissocier. Ils ont joué un grand rôle dans l'histoire des civilisations de l'Amérique centrale. La famille linguistique à laquelle appartient la langue des Mayas était précisément le maya-quiché qui a été étudié par plusieurs linguistes éminents, notamment par Brasseur de Bourbourg vers 1860.

siècle précédant la conquête espagnole. Et c'est également "cette même race, presque pure et sans mélange, qui vit aujourd'hui de l'isthme de Tehuantepec à celui de Panama et qui comprend toutes les tribus qui parlent les divers dialectes issus de la langue maya-quichée employée par les habitants du Vieil Empire."[3]

La durée de la civilisation maya se divise en deux périodes, reliées l'une à l'autre malgré une éclipse assez complète qui a duré quelque trois à quatre cents ans. Elle connut une apogée dans le Guatemala et une seconde dans le Yucatan. On désigne ordinairement sous le nom de Vieil Empire la période guatémaltèque et sous le nom de Nouvel Empire celui qui s'est développé au Yucatan. Néanmoins, la pénétration maya dans la péninsule du Yucatan avait commencé bien avant la fin du Vieil Empire et avait déjà pris une considérable expansion alors que ce Vieil Empire était encore dans toute sa splendeur. Il y a donc une partie de l'histoire de la période yucatane qui est contemporaine de celle de la période guatémaltèque et que l'on ne peut donc pas situer dans le Nouvel Empire.

On a d'ailleurs dressé plusieurs plans de division de l'histoire maya. Ricardo Mimemza-Castillo en

[3] "El Arte y la Cultura mayas" — Rocardo Mimenza-Castillo — Coleccion de estudios mexicanos — Mexico — D. F. — 1936.

donne trois ou quatre qui méritent tous considération :[1] cependant, s'ils diffèrent dans les détails, tous sont d'accord sur les grandes lignes et fixent sensiblement entre 500 et 200 avant Jésus-Christ les premières manifestations de cette civilisation. Il se peut qu'elle remonte plus haut, mais aucun document historique ne nous permet de le soutenir.

J.-Eric Thompson place en 97 avant Jésus-Christ l'inauguration du calendrier maya; c'est une preuve irréfutable qu'à cette époque, déjà, soit au commencement du premier siècle avant notre ère, ce peuple avait atteint un développement scientifique assez avancé pour établir un calendrier rigoureusement exact et plus précis que le calendrier Julien qui ne fut réformé qu'une centaine d'années après la découverte de l'Amérique.

La ville maya la plus ancienne que l'on connaisse est Uaxactun, dans le district nord de Peten, soit à peu près au centre de la base du grossier triangle que forme la péninsule du Yucatan. Morley, qui s'est consacré à l'étude des origines de ce peuple, a découvert, sur l'emplacement d'Uaxactun, une statue qui porte une date correspondant à 327 de notre ère. Les autres villes mayas que l'on se doit également de signaler sont Copan, Tikal, Yaxchilan, Piedras Negras et Palenque. Tikal fut célèbre pour la dimension énorme de ses pyrami-

[1] "El Arte y la Cultura mayas — R. Mlnenza-Castillo.

des; Yaxchilan et Piedras Negras pour les bas reliefs sculptés dans la pierre; Palenque pour ses tableaux aux "lignes simples et exquises" dont étaient ornés ses temples : on a découvert, dans le temple du Soleil, un bas relief portant une date qui correspond à 691 de notre ère. Quant à Copan, c'était le centre intellectuel et religieux du Vieil Empire; elle ne le cédait toutefois en rien aux autres cités pour la beauté de son architecture. C'est à Copan que se sont réalisés les grands progrès en mathématiques et en astronomie qui ont illustré les Mayas. Le grand escalier de Copan, couvert d'hiéroglyphes, est d'une splendeur inégalée.[2] Parmi les autres villes fondées avant 731, année que Thompson fixe comme celle de la fin de la période moyenne du Vieil Empire, on peut signaler Quirigua, Naranjo, Coba et Pusilha.

La colonisation du Yucatan, par des tribus venues du sud, commence vers 550, donc au moment où le Vieil Empire était en plein essor. La fondation de Tulum, poste important sur la côte de l'Atlantique, est de 560. Puis cette colonisation se continue. On ne peut, faute de matériaux, en suivre tous les progrès, mais en 711, on trouve les Itzaes fixés à Chichen-Itza, ville qui joua un rôle de premier plan à la fin du Vieil Empire et pendant toute la vie du Nouvel Empire.

[2] "La civilizacion de los Mayas — J. Eric Thompson — Edition espagnole.

Cet afflux, de plus en plus prononcé vers ces nouvelles régions, provoque un déplacement géographique du centre culturel du Vieil Empire. En 800, nous en sommes encore à la première période de cette civilisation et pourtant Chichen-Itza, en plein coeur du Yucatan, se couvre de monuments et de nombreux édifices dont l'architecture et la décoration sont supérieures à celles de l'Isthme, selon certains archéologues les plus sérieux. Il n'est donc pas tout à fait exact, comme je le soulignais plus haut, de n'attribuer qu'au Nouvel Empire le développement de la civilisation maya dans le Yucatan. Seulement rien ne nous empêche de voir dans cette première apogée de Chichen-Itza — cette ville en connaîtra une autre — le dernier sursaut du Vieil Empire. Quoiqu'il en soit le résultat demeure le même. Les divisions chronologiques sont nécessaires à l'étude de l'histoire. Dans le cas des Mayas, la confusion eut été trop grande si l'on n'eut pas posé des jalons nettement mis en relief. Mais ces manifestations, qu'elles fussent de la première ou de la deuxième période, appartiennent toutes à la même civilisation, qui a duré plus de mille années, sans compter l'éclipse de quelques siècles qu'elle a subie, et dont la gloire et le mérite reviennent au même peuple.

En 928, les Itzaes abandonnent la ville de Chichen-Itza : cet événement marque approximativement le commencement de cette éclipse subie par

la civilisation maya. Chichen-Itza demeurera abandonnée pendant près d'un siècle jusqu'en 1027, année où une autre tribu maya, les Xius, s'y installe. Ce peuple, après son apparition au Yucatan, se fixe d'abord à Bakhalal, au centre de la péninsule, en 987, avant de pousser plus au nord jusqu'à Chichen-Itza sans habitant depuis le départ des Itzaes.

Il y demeura jusqu'en 1145 : cette année-là, d'après les indigènes eux-mêmes, la ville aurait été détruite sans que l'on soit très bien fixé sur la nature de cette destruction ni sur ses causes. Les Xius l'abandonnèrent à leur tour pour se rendre sur la côte où à Chakanputun (Champoton), ils se heurtèrent aux Itzaes qui s'y étaient fixés une couple de centaines d'années plus tôt, lors de leur propre départ de Chichen-Itza, et qui y vivaient en paix depuis. Vaincus par ces nouveaux envahisseurs, les Itzaes, après avoir erré pendant une soixantaine d'années et avoir connu, selon leurs propres chroniqueurs, toutes les privations imaginables, reviennent vers leur ancienne capitale où ils parvinrent à s'établir avec l'aide de Mexicains du nord, apparamment les Toltèques plutôt que les Aztèques.

Les historiens ne sont pas d'accord sur la date de l'arrivée des peuples du nord du Mexique dans le Yucatan. Il semble que ce soit vers le XIe siècle que les Itzaes furent pour la première fois en con-

tact avec eux, probablement pendant leur séjour à Chakanputun. Mais quelle que fut la date de cette première influence du nord, celle-ci était évidente, au moment de l'apogée du Nouvel Empire, tant dans le domaine religieux qu'artistique où elle se traduisait dans les motifs de décoration des temples et des monuments en général de cette époque.[1]

C'est après ces trois siècles et demi de ténèbres, qui vont de l'abandon de Chichen-Itza par les Itzaes en 928 jusqu'à leur retour en 1264 et pendant lesquels aucune tribu maya n'a produit quoi que ce fût, dans aucun domaine, que va naître et grandir cette seconde période de la civilisation maya devant laquelle vont se trouver les Espagnols.

Trois villes se disputèrent l'hégémonie de l'Empire tout comme dans la Grèce ancienne : Chichen-Itza, Uxmal et Mayapan. Au lieu d'entrer en guerre immédiatement, elles constituèrent, sous le nom de Ligue des Trois, une alliance solide qui dura assez longtemps pour permettre au Nouvel Empire de s'affirmer et, avant de tomber, de jouer un rôle de premier plan qui lui fit prolonger au delà de mille années, comme nous l'avons souligné, le lustre de l'une des plus brillantes civilisations pré-colombiennes.

[1] Ricardo Mimenza-Castillo.

Des constructions surgissaient de toutes parts; l'architecture et la décoration faisaient des progrès constants. Les arts florissaient partout : de nouvelles colonies s'élevaient à la ronde et la civilisation maya couvrait littéralement la péninsule. On en était même arrivé à travailler le métal, ce qu'aucun peuple de l'Amérique du Nord n'avait encore fait. En un mot, on marchait vers l'âge d'or. "Le Nouvel Empire promettait de surpasser en puissance et en magnificence son prédécesseur du Guatemala. Seulement, le Destin en décida autrement. Le monstre de la discorde, caractéristique à ces régions, allait relever la tête. Ce fut la guerre civile et l'anarchie qui précipita la chute de l'empire."[1] Mayapan gagna la première manche de cette guerre fratricide. Sa tyrannie provoqua la révolte des populations soumises. La ville fut prise et détruite. Cette fin de Mayapan en 1480, marqua bien le crépuscule de la civilisation maya.

Pour comble de malheur, cette guerre fut suivie d'une épidémie de peste qui causa d'énormes ravages dans la population, laissant le peuple épuisé et déprimé. Il sut toutefois trouver l'énergie nécessaire pour se défendre contre le conquérant; seulement, la force organisée de l'Espagne finit par vaincre la résistance, si acharnée fut-elle, de toutes ces tribus dont on ne peut tout de même pas comparer la civilisation à celle de l'Empire de Charles-Quint.

[1] Zabre.

Les premiers Espagnols débarquèrent dans la Péninsule vers 1511. C'étaient des naufragés, rescapés d'une expédition au Darien, échoués sur ces bords. Leur chef était un certain Geronimo de Aguilar. Les Mayas firent un sort cruel à la plupart d'entre eux. Selon leur vieille habitude de sacrifier leurs prisonniers, ils les mirent purement et simplement à mort, au cours d'une cérémonie religieuse et mangèrent leur corps. Aguilar et un de ses compagnons parvinrent à s'enfuir. Ils tombèrent dans les mains d'un autre chef qui les traita heureusement d'une façon plus humaine. Aguilar, qui était un religieux, eut une vie exemplaire, au dire des indigènes eux-mêmes, et il servit plus tard, comme nous le verrons, d'interprète à Cortes lorsque le Conquistador arriva sur ces côtes. Quant à son compagnon, un certain Guerrero, il se maria à une femme maya, adopta les coutumes du pays et, lorsque les Espagnols voulurent le ramener, il refusa de retourner avec eux. Créé capitaine d'une des armées que les Mayas levèrent contre l'envahisseur, il combattit même ses anciens compatriotes.

Si la soumission du Yucatan, malgré les efforts désespérés des Mayas, fut assez rapide, il fut néanmoins un peuple, qui s'est illustré tout au long de l'histoire maya, les Itzaes, qui, au Guatémala, où il s'était réfugié après sa défaite contre Mayapan, refusa de baisser pavillon. Il résista jusqu'en 1697,

soit près de deux cents ans après l'arrivée du premier Espagnol au Yucatan. C'est un titre de gloire que l'on se doit de signaler à la fin d'une histoire qui fut, elle aussi, glorieuse.

LES TOLTÈQUES ET LES AZTÈQUES

Comme on a pu le voir par l'évolution de la civilisation maya et ses deux apogées, l'Américain a fait du chemin depuis son apparition en Amérique, à une époque que Zabre situe à environ 5,000 ans avant Jésus-Christ.

Errants, ne sachant tout au plus, à cette époque, qu'allumer le feu par le frottement des pierres, ils étaient passés, insensiblement, à la taille de cette pierre elle-même et au tissage grossier des étoffes. Puis, véritable révolution, ils avaient découvert l'agriculture qui les avait enfin fixés au sol d'où ils tiraient leur subsistance.

Pendant que les Mayas s'implantaient au sud et pénétraient dans le Yucatan, le centre du Mexique, l'Anahuac, était lui aussi le théâtre de migrations de peuplades et de tribus qui luttaient les unes contre les autres pour imposer leur hégémonie.

Cette histoire, cependant, nous est moins connue que celle des Mayas et que celle des Incas, sur

laquelle pourtant les renseignements ne sont pas des plus abondants. Cependant, le gouvernement du Mexique, particulièrement le ministère de l'Education publique, à la tête duquel s'est trouvé longtemps un véritable érudit doublé d'un poète, M. Torrès-Baudet, fait faire des recherches poussées, par toute une équipe de géologues et d'historiens, pour arriver à jeter plus de lumière sur les pérégrinations et les hauts faits de ces peuples qui sont les ancêtres d'une bonne partie du peuple mexicain moderne.

Ce sont les Toltèques, qui, dans cette région, paraissent avoir atteint le plus haut degré de civilisation. Au cours de son histoire, ce peuple toltèque fut en contact avec plusieurs autres qu'il a plus ou moins assimilés et qui ont, eux aussi, certainement contribué, dans une certaine mesure, à son développement général : ce sont particulièrement les Otomis, les Chichimèques et les Olmèques.

On reconnaît chez les Toltèques, comme chez les Mayas, deux périodes bien distinctes entre lesquelles il y eut une éclipse assez prolongée. La première époque toltèque, cependant, est loin d'avoir possédé le lustre et la grandeur de l'époque maya du Vieil Empire ou même de la première splendeur de Chichen-Itza. Néanmoins, elle n'est pas à dédaigner.

Les Toltèques se sont manifestés pour la pre-

mière fois par la fondation de Tollan ou Tula, où ils se sont établis après avoir vaincu les Olmèques et les Otomis. La précarité de détails et de renseignements aux mains des chercheurs nous empêche d'établir avec certitude non seulement l'évolution des Toltèques, mais aussi celle des autres peuples du Mexique. Alfonso Teja Zabre, l'un des historiens mexicains les plus sérieux, est très sobre et ne fournit que très peu de précisions sur le sujet.

Les Toltèques ont certainement connu une époque de splendeur au cours de cette première période de leur histoire. Sous leur influence, Tollan devint une cité prospère qui éclipsa toutes les autres villes contemporaines du Mexique. On n'est pas d'accord sur la durée de cette puissance : on sait toutefois que, vers l'année 700 de notre ère, c'est un autre peuple, les Alcohuas, que l'on trouve installé à Tollan d'où ils ont repoussé les Toltèques vers le sud.

C'est au cours de la seconde période, apparemment commencée vers le Xe siècle, que les Toltèques sont arrivés au faîte de leur grandeur, et ont fait sentir leur influence jusqu'aux confins du Mexique, au coeur même de l'Empire maya du Yucatan.

Un nom domine toute cette histoire : c'est Quetzalcoalt, chef de la dynastie, personnage entré vivant dans la légende, tenant à la fois du surhomme

et de la divinité; ce Quetzalcoalt, c'est à dire "Serpent à plume" ou "Serpent emplumé", que l'on retrouve sous le nom de Kukulcan, au Yucatan, aurait d'ailleurs été, selon la légende, un personnage d'origine divine. "Il apparût comme un grand prêtre et un sage; il enseigna à cultiver la terre et prêcha contre les sacrifices humains. Attaqué et poursuivi pour ses idées de rénovation, il fuit vers l'Orient, en promettant de revenir un jour."[1]

Parallèlement aux Toltèques, d'autres peuples tentaient eux aussi d'établir leur domination. Mais, encore une fois, on se perd dans ce chassé-croisé où l'on ne commence à voir clair qu'à l'arrivée des Aztèques.

Ces derniers n'appartenaient pas à la famille des Nahoas comme beaucoup d'autres peuples du Mexique. Leur nom leur vient de leur lieu d'origine : "Les Tenochcas ou Mexicains, d'après leurs traditions elles-mêmes, venaient d'Aztlan d'où on tira plus tard le nom d'Aztèque. On a beaucoup discuté l'emplacement exact de ce pays d'Aztlan. Les auteurs modernes s'accordent, assez généralement, pour le situer quelque part le long des côtes de la Californie."[1]

C'est entre 800 et 1200 que commença leur exode; descendant le long des côtes, puis pénétrant à

[1] Alfonso Teja Zabre — Histoire du Mexique — Edition française — Mexico — 1936.

[1] Alfonso Teja Zabre.

l'intérieur du pays, ils se dirigèrent vers le plateau central à travers le Jalisco et le Michoacan, soumettant ou s'alliant les peuples qu'ils rencontraient sur leur passage. Après avoir fondé Mexico, en 1325, ils arrondirent leur patrimoine, supplantant peu à peu les Toltèques.

C'est avec Moctésuma Ier que commence l'ère véritable de l'expansion; ses troupes partent à la conquête des territoires nouveaux et la guerre devient en quelque sorte leur industrie nationale; garçonnets comme fillettes sont éduqués dans le culte de la force et l'idée du sacrifice pour la communauté. Sous le règne d'Ahuizotl, qui commence en 1486, les conquêtes aztèques s'étendent jusqu'au Chiapas, c'est-à-dire jusqu'au pays des Mayas. A l'avènement de Moctésuma II, celui qui devait capituler devant Cortès, on peut dire que l'empire était arrivé à son apogée. Ses soldats poussèrent même jusqu'au Nicaragua, à travers le Guatémala et le Honduras; mais ces nouvelles conquêtes n'ajoutèrent rien ni à la force ni au prestige du peuple Aztèque. Il était incontestablement le plus puissant même s'il n'avait pas assimilé toutes les tribus qu'il avait conquises. A ses côtés vivaient d'autres peuples qui, tout en ayant l'illusion de l'indépendance, étaient en réalité sous la férule de l'empereur de Mexico. Dans la confédération acolhua ou alliance de Ténochtitlan avec

Texcoco et Tlacopan, les Mexicains occupaient une situation tout à fait privilégiée.

C'est à cet empire, apparemment invincible, que se heurtera Cortès!

Chapitre Troisième

LES CIVILISATIONS PRÉ-CORTÉSIENNES

"Aucune des histoires connues de l'Ancien-Monde, dit l'historien mexicain Fernando Ramirez, n'est en mesure de rivaliser avec la nôtre et pas plus Aulu-Gelle que Macrobe ou Pétrone ou que n'importe lequel de ceux qui veulent nous peindre les moeurs privées des peuples qu'ils ont connus, ne peuvent s'appuyer sur des faits aussi réels et aussi probants que ceux que nous décrivent nos chroniqueurs et tout particulièrement Sahagan."

Cette appréciation toute chauvine de Ramirez est évidemment excessive. Les Mexicains ont sans nul doute raison d'être fiers de leur histoire et la civilisation maya, pour n'en citer qu'une, peut certainement se comparer à celle des Incas; mais je crois que la comparaison doive s'arrêter là. Ce n'est pas vouloir les diminuer, mais les placer à leur juste place, que de prétendre que les Mayas, pas plus que les Toltèques ou les Aztèques n'avaient atteint ni la finesse ni la grandeur des Grecs, des Romains ou même des Egyptiens. Les pyra-

mides du Mexique, notamment, ont poussé certains historiens à établir un parallèle entre Egyptiens et Toltèques particulièrement : on n'a découvert, jusqu'ici du moins, aucune preuve qui puisse justifier ces prétentions; et l'on doit à la vérité historique de dire que, même s'ils étaient très avancés, les peuples qui ont vécu au Mexique étaient loin encore de l'Egypte de la Grande Pyramide du trentième siècle avant le Christ.

Malgré toutes leurs connaissances scientifiques et le fameux calendrier maya, entre autres, rien ne nous autorise à croire qu'ils aient connu, tout comme les Egyptiens de cette époque, la forme de notre globe terrestre, la longueur de son rayon, la distance du soleil à la terre, etc.

L'observateur superficiel pourra ne pas cacher sa perplexité ou son étonnement devant cette identité de monuments chez des peuples qui n'ont eu entre eux aucun rapport, et se laisser séduire par la légende qui veut que des marchands phéniciens, partis de Tyr et de Sidon, soient venus en Amérique, après un court arrêt en Egypte, et y aient jeté les bases de ces civilisations qui posent encore tellement de points d'interrogation. Mais, on s'aperçoit, cependant, en examinant les choses d'un peu plus près, que nous sommes en présence de simples coïncidences. "On ne trouve, en définitive, aucune analogie entre ces vieux monuments

mexicains et ceux de l'Asie ou de l'Egypte. Les pyramides d'Egypte n'ont aucun rapport avec celles-ci; elles étaient pointues et constituaient par elles seules un monument, tandis qu'au Mexique, elles sont simplement destinées à servir de support à un monument. Ce sont les restes d'une civilisation originale sans analogies dans le passé."[1]

Toutes les civilisations mexicaines, malgré certains points communs, ont pourtant chacune leurs propres caractéristiques. Si les Aztèques, arrivés les derniers sur le plateau de l'Anahuac où ils ont supplanté les Toltèques, n'ont pas été les plus originaux et n'ont atteint ni la splendeur maya ni la grandeur de leurs devanciers, cela ne veut pas dire qu'ils n'aient rien produit ou se soient contentés de copier servilement les autres, comme on va parfois jusqu'à le prétendre.

En plus d'avoir su faire fructifier la culture toltèque, de l'avoir empêchée de sombrer dans l'oubli, ils ont eu, eux aussi, leurs oeuvres bien originales. Le fameux calendrier aztèque ou "pierre du Soleil" suffirait à lui seul à le prouver. "La computation du temps, essentielle pour les travaux de l'agriculture régularisée et pour les institutions stables est le premier signe de civilisation."[2] Et

[1] Albert Bordeaux — "Le Mexique et ses mines d'argent" — Plon — Paris — 1910.

[2] Alfonso Teja Zabre.

l'astronomie n'est pas le seul domaine où ils se soient imposés, même si, fait néanmoins universellement admis, ils ont été moins brillants que les peuples qu'ils soumirent.

Il ne s'agit d'ailleurs pas ici de discuter les mérites de l'un ou l'autre de ces peuples, mais de considérer plutôt une civilisation aux aspects multiples et d'essayer de la décrire le plus fidèlement possible, ce qui n'est pas toujours facile avec les faibles moyens dont nous disposons à cause, surtout, d'un geste de fanatisme idiot des conquérants qui, au Yucatan comme au Mexique même, ont fait détruire la presque totalité des documents indigènes sous prétexte qu'ils étaient entachés d'hérésie.

Au point de vue artistique, peinture ou sculpture, Aztèques, Mayas, Toltèques et plusieurs autres peuples du Mexique, qui pour nous être moins connus n'en n'ont pas moins autant de mérite, ont produit de véritables merveilles, fresques admirables que l'on a découvertes dans leurs monuments, dont les ruines couvrent tant de régions du pays.

"Les Mayas et les habitants primitifs de Téotihuacan (les Toltèques) exécutèrent de véritables peintures murales. Dans le Palais du Tigre de Chichen-Itza, on a découvert d'authentiques chefs-

d'oeuvre qui nous illustrent certaines scènes typiques des Mayas. A Téotihuacan, outre plusieurs fresques décoratives, on a trouvé des reproductions uniques où les couleurs employées alliaient la grâce à la beauté du dessein et montraient que ces artistes étaient capables de créer des oeuvres qui peuvent soutenir la comparaison avec les produits les plus exquis de l'art européen contemporain. Il semble que seuls les monuments de la meilleure époque de la Grèce et de Rome aient égalé en beauté ce grand édifice qu'est le palais principal de Mitla (construit par les Mixtèques-Zapotèques dans le Oaxaca) : les pierres de la façade, travaillées avec une régularité parfaite, les joints bien coupés, les ciments sans défauts, les angles d'une merveilleuse exactitude prouvent des connaissances profondes et une longue expérience. Dans ce monument, les linteaux ne sont plus en bois, mais formés de grandes pierres comme dans les édifices de Grèce et d'Egypte."[1]

Chez les Aztèques, on peut signaler la construction du grand Temple de Mexico, qui est leur oeuvre propre, puisqu'elle fut terminée aux environs de 1480, et qui ne le cède en rien aux édifices analogues des Toltèques, preuve de l'évolution très rapide d'un peuple dont l'essor ne datait tout au plus que de trois à quatre siècles.

[1] "El Arte y la Cultura mayas" — R. Mimenza-Castillo.

Cette culture des peuples mexicains est une réalité que l'on peut palper tous les jours. Elle ne manque jamais de susciter l'enthousiasme bien légitime des étrangers qui se trouvent en sa présence pour la première fois. Les Européens, comme les Canadiens ou les habitants des Etats-Unis, demeurent parfois déroutés devant les manifestations artistiques de ces peuples qui furent cependant isolés du reste du monde.

Paul Morand, grand voyageur, pourtant, devant l'Eternel, s'exalte devant elles : "Prodigieux sculpteurs que ces hommes durs et réalistes des périodes aztèques et pré-aztèques, plus décoratifs, peut-être, à l'époque maya, s'écrie-t-il. Simplification des plans et des volumes, tout ce que recherchent nos modernes, ils y sont arrivés, peut-être d'un coup. Riches des plus beaux matériels qui soient au monde, les plus rares et les plus durables, ils ont ignoré, jusqu'à l'arrivée des Espagnols, les métaux (sauf, un peu, le bronze) ce qui les obligea à des percussions délicates, à de patients polissages manuels, à des frottements contre des matrices de granit, qui donnent à leurs oeuvres la douceur et le fini des érosions et des usures naturelles, sans rien de la sécheresse des coups de ciseau, de l'arbitraire heurt de l'outil de fer. Spectacle unique d'un art de l'âge de pierre, en pleine époque historique. En statuaire pure, des morceaux comme la "Tête

d'homme mort", en basalte, de l'époque préaztèque ou la "Tête d'homme dans un bec d'aigle" (toutes deux à Mexico), sont d'une puissance que Rodin, m'a-t-on dit, admirait."

Mais ils ne se sont pas limités à l'art pur. "Dans les arts mineurs, tels que le tissage, l'orfèvrerie, la joaillerie, la poterie, leurs travaux valaient certes ce que l'hémisphère occidental pouvait offrir de mieux. Ils avaient une connaissance profonde des plantes et des herbes médicinales. Ils honoraient la femme, avaient le culte des fleurs et.... tuaient les écrivains qui faussaient l'Histoire."[1]

Cette connaissance des plantes était en effet très poussée. "On connaît plus de 1,200 plantes qui portent des noms mexicains et l'histoire naturelle fournit de nombreux noms de reptiles, de poissons, d'insectes et même de minéraux qui sont de même origine. Les médecins employaient la gomme de "copal", le liquidambar, la salsepareille, le jalap (sorte de convolvulus d'Amérique), l'orge, des graines purgatives et beaucoup d'autres plantes à caractère curatif."[2]

La langue maya-quichée était très riche et celle des Aztèques "simple et gracieuse". Ils avaient découvert l'écriture, ce en quoi ils étaient plus avan-

[1] Stuart Chase — "A Study of two Americas".
[1] Alfonso Teja Zabre.

cés que les Incas. Ce n'était évidemment pas les caractères romains de l'Europe, mais des signes imitatifs qui représentaient soit un corps concret ou une idée. Selon certains, ils auraient même connu une sorte d'alphabet, ou tout au moins ses rudiments.

L'ORGANISATION SOCIALE

Au point de vue social, sans avoir atteint l'organisation perfectionnée des Incas, les peuples du Mexique, tant les Mayas que les autres, n'en étaient pas moins arrivés à un stade que nous qualifierions, aujourd'hui, d'"avancé".

Le droit de propriété terrienne n'existait pas, du moins dans les classes populaires. La terre appartenait à la communauté et était, en général, partagée entre chaque famille. Les nobles seuls avaient leur domaine particulier.

Quand un paysan avait le malheur de négliger son lot, il en était impitoyablement dépossédé au bout de la troisième année.[1]

[1] Nous étudierons plus longuement le système social des Incas avec lequel, bien que moins perfectionnés, les systèmes mexicains, présentaient malgré tout plus d'une analogie.

Le Mexicain du peuple mangeait tout ce qu'il pouvait comme "les racines, les plantes fangeuses, les serpents, les fourmis, les moustiques des marais et même les oeufs de ces moustiques. Parfois, il se nourrissait de certaines substances boueuses (la tesquesquite, notamment) qui flotte sur les lacs et qu'il faisait sècher au soleil pour la consommer en guise de fromage."[2]

L'alimentation des nobles, cela va sans dire, était plus recherchée et les viandes de choix qu'ils consommaient n'étaient le partage du peuple qu'aux grandes occasions. Tous, cependant, riches comme pauvres, buvaient le même mauvais vin ou encore des boissons de maguey, de palme, de maïs et de grain : ces liqueurs fortement alcoolisées avaient pour effet, on s'en doute un peu, de jeter dans l'abrutissement le plus complet ceux qui en abusaient.

Il y avait également un tres grand contraste dans les habitations. Les demeures des nobles étaient de véritables palais, au sens le plus réel du mot, richement meublés et décorés avec une pompe et un luxe inouïs, aux parquets recouverts des tapis les plus moelleux et habités par une nombreuse domesticité, recrutée surtout parmi les tribus vaincues et soumises qui formaient, en quelque sorte, une classe d'esclaves, sur lesquels les

[2] Alfonso Teja Zabre — "Guia de la Historia de Mexico".

maîtres avaient le droit de vie et de mort. Ces esclaves se retrouvent chez tous les peuples américains et c'est chez eux également que s'est recrutée, tant au Mexique qu'au Pérou, la main-d'oeuvre nécessaire à la construction des temples, des pyramides, des routes et des grands travaux en général.

L'homme du peuple, par contre, vivait dans des maisons réduites à leur plus simple expression, construites à même la terre battue. Elles étaient d'un seul étage, parfois d'une seule pièce; on les recouvrait de chaume et de branchages; les murs étaient faits de roseaux tressés ou de boue sèche. On trouve aujourd'hui, dans les campagnes, de ces maisons rustiques dont le *péon* semble se contenter. Quant au vêtement, les classes pauvres, encore une fois, étaient satisfaites de peu; les riches, plus exigeants, s'habillaient avec plus de recherche et agrémentaient leurs vêtements d'ornements de toutes sortes.

Cette description du mode de vie du peuple, n'est certainement pas des plus réjouissantes. Il y a une disproportion énorme entre la richesse des monuments, que nous dépeignent tous les historiens et dont on peut soi-même voir les ruines, et la pauvreté de son existence. Cette résignation s'expliquerait mal si on ne constatait pas encore, après plusieurs siècles, le même état d'esprit à peine modifié chez ses descendants, qui font preuve

de ce même fatalisme et de ce même contentement de son sort.

On entend toutefois actuellement et de plus en plus des cris de révolte qui montent des classes populaires et des milieux intellectuels où l'on nous dit souvent, avec parfois une lueur de colère dans les yeux, que ce régime de la masse exploitée par une minorité d'exploitants, vivants en nabab, cessera un jour et que l'homme du peuple ne se contentera pas éternellement de deux à trois pesos par jour pour se nourrir.

Malgré toutes ses révolutions, cependant, le Mexique, comme le reste de l'Amérique latine, est loin d'avoir résolu son problème social. Sauf en Argentine, sans doute parce que la population indienne y est en infime minorité, il y a un fossé énorme entre les classes riches et le peuple. Cette situation n'est pas le fait du racisme, empressons-nous de le dire; le problème y est différend de celui qui se pose aux Etats-Unis, où plus de quinze millions de Nègres continuent à être considérés comme des citoyens d'une catégorie inférieure. L'état de choses qui prévaut en Amérique latine est tout simplement inhérent à la nature même de l'Indien et à son caractère soumis. Depuis quelques années, toutefois, le progrès est manifeste, et, puisque nous en sommes au chapitre du Mexique, il faut signaler les réformes progressives accomplies par le gouvernement de la République.

L'Indien n'est pas plus bête qu'un autre. Il est faux de prétendre que l'on ne peut éduquer les masses indiennes. Elles ont donné des preuves d'une intelligence étonnante déjà; et les civilisations que Toltèques, Mayas aussi bien que Péruviens ont laissées, même si elles n'atteignaient pas celles de l'Occident, sont un indice de leur capacité intellectuelle. Mais opprimés jadis par leur noblesse, ensuite par leurs conquérants, ces peuples furent pétris dans cette mentalité de résignation d'où seul un effort constant venu des couches supérieures de la nation pourra les sortir en leur révélant la dignité de la personne humaine. De nombreux métis et même de purs Indiens occupent déjà des postes élevés dans l'Etat. Malgré leur bonne volonté, on les dirait eux aussi liés par un réseau de fils invisibles qui les empêche de tenter un effort suivi vers l'amélioration sociale de leurs frères de race. Et l'on se demande, comme nous le verrons plus loin, si ce statu quo social n'est pas maintenu à dessein par de puissants intérêts financiers ou industriels qui bénéficient d'un tel capital humain, malléable et corvéable à merci; et si ces conditions des masses, dans l'Amérique latine, si souvent dénoncées par les Yankis (qui ne pensent évidemment pas à leur problème noir) ne sont pas, en fin de compte, imputables à ce capitalisme international, et particulièrement nord-américain, si puissant là-bas.

Le fatalisme de l'Indien vient donc de cette constatation que "plus ça change, plus c'est la même chose". On se doit, toutefois, de reconnaître que toutes les civilisations anciennes d'Amérique, si elles toléraient la pauvreté, ne connaissaient pas la misère. Tout homme était assuré de ne pas mourir de faim et la mendicité, plaie actuelle dans tant de ces pays, était inconnue à l'arrivée des Européens; car les malades, les infirmes, etc, étaient à la charge de la communauté et chacun était tenu de pourvoir à l'entretien de tous, spécialement au Pérou, comme nous l'expliquerons plus bas.[1]

L'Indien admettait donc que toutes les richesses fussent employées à la construction, l'entretien et la décoration des temples, des palais des empereurs et de la noblesse; et que le souverain puisse s'en servir pour faire la guerre et étendre ses conquêtes en ne lui laissant que la portion congrue. Sa crédulité, plutôt que sa foi, dans les dieux qu'on lui apprenait à vénérer, ne devait pas être étrangère à cette résignation : il était persuadé que si un tel état de choses existait, c'était parce que la divinité le voulait ainsi.

Le développement intellectuel et culturel d'un peuple est toujours fonction de la valeur de son élite. Les classes pauvres chez les Mayas ou les Aztèques n'ont pas empêché ces peuples d'attein-

[1] Voir au chapitre cinquième.

dre le niveau qu'on leur a connu, pas plus que la misère des paysans et ouvriers russes, au XIXe siècle, ou les conditions inhumaines des travailleurs de l'Angleterre victorienne n'ont empêché ces deux peuples, pour ne nommer qu'eux, de briller au premier rang des nations civilisées.

Je ne tente pas ici une justification d'un état de choses lamentables qui pousse ainsi les peuples à s'enorgueillir d'une civilisation sans songer à résoudre leur problème social, mais, je le constate, ce qui n'est pas la même chose.

Quant à l'éducation pré-cortésienne, elle était en général très sévère. Comme nous le verrons pour les Incas, les fils de toutes les familles, depuis la famille royale ou impériale, étaient éduqués et formés en vue de la guerre. Rien n'était trop dur pour eux et les châtiments corporels pleuvaient à la moindre incartade à une règle de vie qui évoquait, sous plus d'un aspect, la sévérité spartiate. L'enfant couchait sur la dure dès le bas âge et on le nourrissait avec frugalité pour l'habituer aux privations. On formait, d'un autre côté, la jeune fille en vue de devenir une ménagère ou une maîtresse de maison accomplie; dès cinq ou six ans, on lui apprenait à tisser et à exécuter les différents travaux de la maison; on lui enseignait, en plus, tout comme au jeune homme, les principaux événements de l'histoire et les préceptes de la religion. La jeune fille était aussi astreinte à travailler aux

champs quand, pour une raison ou l'autre, son père ou ses frères en étaient empêchés. Enfin, le père était investi d'une autorité absolue sur toute la famille.

LA RELIGION

Comme nous venons de le dire, la religion occupait, chez tous ces peuples, une place considérable. Elle a même façonné leur existence et leurs prêtres ont joué un grand rôle dans leur évolution scientifique ou culturelle; ce furent eux les plus grands artisans de ces civilisations.

Les religions du Mexique n'avaient cependant pas la simplicité relative de celle des Incas. A l'arrivée des Espagnols, les Aztèques avaient imposé la leur à la plupart des peuples qu'ils avaient conquis; c'est la raison pour laquelle nous manquons de renseignements précis sur les croyances spécifiques à chacun d'eux. Chez les Mayas, la religion avait singulièrement évolué depuis les jours de l'ancien empire du Guatémala et, à la conquête, on retrouvait une forte influence des religions mexicaines proprement dites.

Les croyances primitives des Mayas étaient certainement les plus enchevêtrées que l'on puisse trouver. On a pu en reconstituer une bonne partie

grâce à leurs monuments, temples et fresques murales, et surtout aux travaux d'un éminent érudit espagnol, le Père franciscain Diego de Landa, qui devint évêque de Mérida.

Il semble avoir existé chez eux deux sortes de croyances : l'une pour la classe cultivée, particulièrement les prêtres, et l'autre pour la masse. Et selon J.-Eric Thompson, cette différence entre les deux, entre les croyances purement philosophiques et spéculatives de la première catégorie et les superstitions de la seconde, a toujours été en augmentant.

La masse était polythéiste, bien qu'on lui ait fait soupçonner l'existence d'un Dieu unique. Comme tous les peuples pré-colombiens, les Mayas attachaient une très grande importance à ce qui personnifiait les forces de la nature comme le soleil, la lune, la foudre, les éclairs, la pluie, etc. Toutes les tribus pré-colombiennes avaient effectivement divinisé le Soleil. Mais chacune, cependant, possédait ses dieux bien à elle. Dans ces régions humides et chaudes où la pluie tombait abondamment, mais seulement pendant une saison bien déterminée, il n'est pas surprenant que l'on y ait trouvé une déesse-Pluie. Les Mayas avaient également divinisé le maïs, plante essentielle à leur vie et dont ils tiraient la grande part de leur alimentation. Ils avaient aussi divinisé la sécheresse.

On voit, dans cette divinisation de la pluie et de la sécheresse, l'esquisse, dans cette religion, du dualisme qui existe dans la nature, de cette lutte constante et toujours inachevée entre les forces du bien et celles du mal, entre les puissances de vie et celles de mort. Et c'est ainsi qu'ils avaient leurs dieux protecteurs dont le rôle était de les défendre contre les dieux cruels qui n'existaient que pour le malheur des humains.

On trouve aussi la croyance en une vie future et en "un lieu de récompense pour les bons et de punition pour les mauvais." Leur enfer s'appelait Mitnal et leur diable-en-chef, avait nom Hunachau, prince des démons, tout comme notre Lucifer.

A ce sujet, Thompson fait certaines réserves et prétend que cette conception d'une survie ne s'est développée chez les Mayas que sous l'influence de religieux : "Ces croyances en un ciel et en un enfer doivent être, en partie, attribuées à la prédication des religieux, dit-il; elles ne sont nullement typiques des peuples aborigènes d'Amérique. Les peuples primitifs, en général, ne croyaient qu'en une seule demeure pour les morts; quand ils en concevaient deux, la meilleure devait être réservée à l'aristocratie et aux guerriers."[1]

On ne peut admettre sans discussion le point de

[1] J.-Eric Thompson — "La Civilizacion de los Mayas".

vue de Thompson, qui mérite cependant d'être souligné. Comme nous le verrons plus loin, Prescott, en se basant, dans son "Historia de la Conquista del Peru", sur le témoignage de chroniqueurs de cette époque de la conquête, attribue, lui aussi, aux Péruviens cette croyance "en un ciel pour les bons et un enfer pour les mauvais." Et Alfonso Teja Zabre dit, à son tour, que les Aztèques, qui n'ont pas la même origine que les autres peuples du Mexique, avaient eux aussi, et bien avant leur rencontre avec les Toltèques ou Mayas, cette croyance en un ciel et un enfer suivant les mérites dans cette vie. "Ils croyaient, dit-il, que l'homme a un corps, "notre chair et nos os" et une âme douée du libre arbitre; que ses actes méritent des châtiments ou des récompenses."[2]

Il semble donc bien, contrairement à ce que soutient Thompson, que cette croyance en une survie de l'homme avec un lieu de bonheur ou de châtiment selon sa conduite ici bas, était plutôt répandue sans avoir été inculquée. Et s'il en est, au Pérou notamment, qui aient cru que le ciel n'était créé que pour les classes supérieures de l'humanité, cette croyance ne s'est trouvée que chez certains aristocrates, dont plusieurs se figuraient que les hommes ou les femmes des classes inférieures n'étaient pas assez évolués pour avoir une âme.

[2] Alfonso Teja Zabre — Guide de l'Histoire du Mexique — Mexico — 1936.

Les Mayas et la plupart des peuples américains croyaient toutefois que tous les guerriers allaient au ciel quels que fussent leurs mérites par ailleurs ici-bas. Cependant il était, chez les Mayas seulement, une catégorie d'humains qui allaient au ciel sans condition après leur mort : c'étaient les suicidés. Cette croyance provenait sans doute de la crainte presque maladive qu'ils éprouvaient de la mort, crainte qui les poussait à considérer comme des héros dignes de récompense ceux qui osaient l'affronter de leur propre volonté. Le dieu de la Mort, Ah Puch, avait d'ailleurs une grande influence chez eux et ils lui offraient des sacrifices pour éviter son courroux; on le représentait sous la forme d'un squelette.[1]

Le suicide lui-même était divinisé et ceux qui se donnaient la mort se plaçaient sous l'égide de la déesse Ixtab. Le grand nombre de suicidés que l'on y rencontre est donc une preuve de plus que les Mayas, en général, croyaient réellement en une vie meilleure quelle que fût la classe sociale à laquelle on appartenait. Certains auteurs parlent également de l'existence des "Vierges du Suicide", jeunes filles qui se consacraient à la déesse Ixtab et qui acceptaient de se donner la mort ou de se faire mettre à mort au cours de cérémonies reli-

[1] J.-Eric Thompson — "La Civilizacion de los Mayas" — Mexico — D. F. — 1943.

gieuses, pour l'honorer particulièrement en vue de mériter plus sûrement leur ciel et d'y occuper une meilleure place.

Cette vénération pour la virginité n'est pas spéciale aux Mayas; toutes les religions antiques paraissent d'ailleurs lui avoir rendu hommage et le catholicisme, en l'exaltant, n'a fait que consacrer un fait aussi vieux que l'humanité elle-même. "Chez les Aztèques, on conservait la plus merveilleuse et extraordinaire des légendes : la notion d'un sauveur, qu'on appelait Malintzi, et de sa mère, une vierge, Tonantzin, à laquelle ils avaient consacré un sanctuaire à Tepeyac, à six kilomètres de Mexico."[1] On serait tenté de trouver ici une confirmation de la thèse de certains historiens qui, devant l'analogie de certaines croyances chrétiennes avec quelques superstitions des premiers Américains, affirment que des évangélisateurs seraient venus au Nouveau-Monde aux débuts de l'ère chrétienne. La chose est insoutenable et cette légende aztèque n'a rien non plus de bien probant : "Cette vierge serait la terre qui a produit sans être fécondée; c'est là une analogie avec le mystère du monde et pas autre chose."[1]

A cause de cette légende sans doute, les Aztèques portaient eux aussi un grand respect à la vir-

[1] "Le Mexique et ses mines d'argent — Par Albert Bordeaux — Plon — Paris — 1910.

ginité. Tout comme les Incas, ils avaient leurs "vierges du feu ou du Soleil" qui, à l'instar des vestales romaines, étaient dévolues à la garde du feu. Elles avaient, elles aussi, fait le voeu de chasteté et l'austérité de leur vie ne le cédait nullement à celle de nos religieuses cloîtrées des ordres les plus sévères. Il y avait aussi les "monastères" d'hommes, où l'on se préparait à la prêtrise. Ajoutons toutefois que la rigueur des règlements chez les femmes était infiniment plus grande que celle des "couvents" d'hommes.

La notion du Dieu unique, qui, chez les Mayas, fut surtout réservée à l'élite, était, par contre, chez les Toltèques comme chez les Aztèques, nettement généralisée. Ces peuples n'établissaient pas davantage de distinction entre l'élite et la masse. Tous croyaient au même Dieu, maître du monde, qu'ils plaçaient au-dessus des dieux multiples auxquels ils rendaient un culte sous la forme d'idoles les plus diverses.

"Au dessus de ses idoles, l'ancien Mexicain croyait à l'unité de Dieu, spécifie Zabre. Il attribuait tout aux dieux, mais expliquait l'existence de ceux-ci par une cause unique, dont toutes les autres n'étaient que des manifestations. C'était le Dieu-Cause, qu'ils appelaient Ometecutli, littéralement le "Seigneur-Dieu". Pour exprimer que l'homme n'est pas capable de comprendre Dieu, ils ne lui donnaient pas de visage. Ils le dissimu-

laient sous des masques ou derrière un sceptre, appelé Tlachitloni; c'était un Dieu invisible, impalpable, omniprésent, incorporel, unique qui contenait en soi l'homme et la femme."[1]

Les Aztèques et les Mayas s'adonnaient à la danse pour rendre hommage aux dieux. Ils s'accompagnaient d'instruments de musique assez rudimentaires, comme le tambour, la flutte, taillée le plus souvent dans du bois, parfois des os. Ils agrémentaient leurs cérémonies religieuses de cantiques dont quelques-uns, en langue nahoa, nous furent transmis par Sahagun; ils sont empreints d'une réelle poésie, souvent naïve et aussi d'une grande beauté.

Parmi les dieux visibles, si l'on peut ainsi s'exprimer, il en est un commun à toutes les religions mexicaines, et que nous avons mentionné plus haut. C'est le fameux "Serpent à plumes", Quetzalcoatl des Toltèques, repris par les Aztèques et le Kukulcan des Mayas, où son image se popularisa sous l'influence des Mexicains du nord. Seulement, ce dieu paraît antérieur, chez les Mayas, à la poussée Toltèque-Aztèque. Il existait déjà du temps du Vieil Empire du Guatemala "où l'on trouve plusieurs images d'une conception étrange, d'autant plus que la légende maya-quichée veut

[1] Alfonso Teja Zabre — Guia de la Historia de Mexico — Edition espagnole — Mexico — D. F. — 1944.

que le "Serpent à plumes" eût participé à la création."[1] Son origine est donc totalement différente chez les premiers Mayas et chez les Toltèques.

Sous le nom de Quetzalcoatl ou encore Quetzacoatl, ce dieu, que les Aztèques ont également adopté sous le même vocable, est avant tout un dieu toltèque. Il existait néanmoins chez les Aztèques également une légende dans laquelle intervenait un serpent, ce serpent que l'on voit aujourd'hui enroulé autour de l'aigle mexicain qui était auparavant l'aigle aztèque.[2]

Les Aztèques, en effet, auraient vu, à leur arrivée sur l'emplacement de la ville actuelle de Mexico, un immense aigle, les ailes déployées, qui se débattait pour échapper à l'étreinte d'un serpent enroulé autour de lui. Or l'aigle, était l'emblème des Aztèques; ils virent, dans cet aigle retenu à terre par un serpent, un signe du ciel les invitant à se fixer à cet endroit. Ils y fondèrent la ville qui allait devenir la capitale de leur nouvel empire.

Ce ne fut qu'après leur victoire sur les Toltèques, avons-nous vu, qu'ils adoptèrent eux aussi Quetzalcoatl; ils adaptèrent d'ailleurs à leur con-

[1] J.-Eric Thompson — "La Civilizacion de los Mayas".

[2] L'aigle aztèque est aujourd'hui en plus d'un emblème national, l'une des principales décorations dont se sert le gouvernement de la république du Mexique. Il figure également sur les pièces de monnaie.

ception propre une grande partie de la civilisation toltèque; ici, les vaincus ont assimilé les vainqueurs.

On connaît la légende toltèque qui entoure la disparition de cet homme divinisé que fut Quetzalcoatl, disparu en prophétisant qu'il apparaîtrait un jour sous la forme d'un homme blanc venant de l'Occident. Cortez, qui apprit cette légende, s'en servit pour semer le doute chez les Mexicains et leur désarroi religieux ne fut pas sans l'aider à parachever sa conquête.

Chez les Aztèques, toutefois, Quetzalcoatl, malgré son importance, n'était pas le premier des dieux. Leur Jupiter, si l'on peut dire, était Huizilopochtli ou encore, selon Jose Vasconcellos, Huichilobos, dieu de la guerre, féroce et cruel, auquel on offrait des sacrifices humains en très grand nombre. Il y avait aussi Mexitli que Zabre rapproche de Huizilophctli et qui "semble aussi avoir eu cependant quelque rapport avec les débuts d'une agriculture stable". C'est de son nom, comme nous l'avons vu, que fut tiré celui du Mexique. Parmi les autres dieux, on peut signaler Texcatlipoca, c'est à dire "Miroir enfumé", puis le dieu-Soleil et son épouse la Lune, appelés respectivement Tonatiuh et Meztli, etc.

La confession qui existait chez les Mayas, sous une forme plus ou moins semblable à la nôtre, faisait aussi partie des croyances aztèques. Vascon-

cellos, qui la signale, ajoute qu'on "imposait parfois des pénitences brutales, comme la perforation de la langue et des jeûnes des plus rigoureux."[1] Ils avaient également une forme de baptême, cérémonie compliquée au cours de laquelle, tout comme chez nous, ils donnaient un nom au nouveau né. Seulement, il semble que cette cérémonie était purement et simplement une formalité réservée aux nobles.

Quant aux sacrifices humains, pratiqués par tous ces peuples, ils furent particulièrement sanglants chez les Mayas du Nouvel-Empire et chez les Aztèques. Vasconcellos dit textuellement au sujet des Toltèques qu'ils "ne pratiquaient pas les sacrifices sauvages des Aztèques."[1] Veut-il signifier par là qu'ils n'offraient pas de sacrifices humains? Dans ce cas, il serait l'un des seuls à le soutenir. Ricardo Mimenza Castillo, entre autres, attribue tout au contraire la recrudescence de ces rites sanglants chez les Mayas à l'influence des Toltèques et la fait coïncider avec la renaissance du culte rendu au "Serpent emplumé" : "Ce culte, dit-il en effet, a de nombreuses analogies avec le Quetzacoatl mexicain et son apparition dans le pays a

[1] Jose Vasconcelos — "Breve Historia de Mexico" — Ediciones Botas — Mexico — 1944.

[1] "No praticaron los toltecos los sacrificios salvajas de los aztecos" — Jose Vasconcelos — Brave Historia de Mexico — Page 174.

coïncidé avec l'établissement de la culture toltèque, instaurant un nouvel état de choses et un nouveau culte religieux et *sanglant.*"[1]

Il semble donc que tous les peuples du Mexique, sans exception, ont pratiqué ces sacrifices humains. Et non pas occasionnellement, mais bien comme rite régulier, répété à chaque fête religieuse. Ils furent particulièrement en honneur à Chichen-Itza "la Mecque des Mayas et le Panthéon sacro-saint de leurs dieux"[2] ainsi qu'au sanctuaire des Aztèques à Tepeyac où, à défaut de prisonniers de guerre, on sacrifiait de jeunes enfants, au milieu de scènes d'une sauvagerie inouïe : on arrachait le coeur des victimes et les prêtres le consommait encore tout chaud et tout sanglant. Ces sacrifices se pratiquaient également au temple de Mexico, dont l'inauguration fut elle-même l'occasion d'une véritable orgie sanglante, et dans tous les sanctuaires importants de l'Empire. Les chiffres fournis sur le nombre annuel de ces holocaustes, véritables massacres et hécatombes, varient; certains auteurs soutiennent qu'ils atteignaient les 20,000 victimes par année.

Une telle barbarie de la part de peuples arrivés, par ailleurs, à un certain degré de civilisation qui

[1] "El Arte y la Cultura mayas".

[2] "La Civilizacion de los Mayas" — J.-Eric Thompson.

parfois, dans les sciences notamment, dépassait le stade auquel était arrivé l'Europe de cette époque, n'est pas sans nous surprendre.

Qu'on le veuille ou non, ces sacrifices humains sont une tache qui projette son ombre sinistre sur tous ces peuples et il est inutile de vouloir en dissimuler ou même en diminuer l'horrible cruauté. On ne peut sans doute pas justifier Vasconcellos de désigner ces peuples sous le nom de "cas avortés d'humanité"; seulement, on se doit de reconnaître avec lui que la conquête espagnole, tout comme jadis la conquête des Gaules par César, fut un véritable bienfait pour eux. La civilisation catholique occidentale les a véritablement élevés et régénérés : "Il est temps dit Vasconcelos, de proclamer sans réserve, que la civilisation aztèque aussi bien que celles qui l'ont précédée, formaient un ensemble de cas avortés d'humanité. Ni les moyens techniques dont ils disposaient, ni leur morale, ni leurs idées n'auraient pu les élever. Le seul moyen de sauver ces peuples en décadence fut celui qu'employèrent les Espagnols : le métissage et la légalisation, par bulle papale, des mariages entre les conquérants et les indigènes. Par ce métissage et grâce au miracle du christianisme, la vieille âme de ces peuples a cédé la place à une âme totalement nouvelle... Et l'on peut dire aujourd'hui que nous avons incorporé l'Indien à la civilisation en

le convertissant au catholicisme et en l'intégrant à la culture espagnole."[1]

[1] Jose Vasconcellos — "Breve Historia de Mexico — Ediciones Botas — Mexico — D. F. — 1944.

CHAPITRE QUATRIÈME

L'EMPIRE DES INCAS

L'origine de l'empire des Incas se perd dans les fantaisies de la légende et l'on ne connaît à peu près rien, non plus, des périodes précédentes de splendeur, dont les seuls vestiges qui nous restent sont les immenses monuments des hauts plateaux boliviens qui ne nous livrent rien de la grandeur qu'ils ont connue. Les ruines de l'ancienne capitale des Aymaras, sans doute les prédécesseurs immédiats des Quichas, d'où viennent les Incas, non seulement étonnent et émerveillent les voyageurs, mais elles continuent à donner des cheveux blancs aux savants qui veulent pénétrer ses insondables mystères. Et encore aujourd'hui, malgré les efforts des chercheurs, on est dans l'impossibilité d'établir une filiation entre ces civilisations elles-mêmes et celle des Incas proprement dite, que l'on voudrait parfois considérer comme une restauration de l'âge d'or des Aymaras.

Il est indéniable que ces ruines grandioses, abandonnées sur les hauteurs du lac Titicaca, vé-

ritable mer intérieure à 3,818 mètres d'altitude aux confins du Pérou et de la Bolivie, sont l'indice de l'existence de peuples qui n'avaient plus rien de primitif. On en demeure cependant et on en demeurera aux conjectures et aux hypothèses, tant que l'on n'aura pas mis la main sur des documents plus précis que les vagues indications que l'on possède actuellement.

On sait que sur ces hauteurs, à côté des Aymaras, ou peut-être après eux, vivaient à la ronde des tribus certainement moins avancées, telles que les Quichas, les Guarayos, les Tobas, les Chungos, les Chirigunos, etc. C'est au Xe siècle de notre ère que l'on commence à manoeuvrer avec moins d'incertitude. Les premiers vestiges nettement historiques que l'on parvient à retracer sur les Incas sont de cette époque. On possède des noms : Manco Capac, premier Inca dont on peut établir l'existence avec certitude, et sa femme-soeur, Mama Oello. Mais l'origine de ce premier souverain est, elle aussi, enveloppée de détails merveilleux dont l'Histoire ne peut tenir aucun compte.

Disons tout de suite que le terme *Inca* ne désigne pas, comme pour les Mayas ou les Toltèques, la masse du peuple lui-même. Inca, étymologiquement signifie *père* ou *seigneur*.[1] D'après la légende,

[1] Garcilasso de la Vega.

l'Inca était le fils du Soleil, dieu par excellence des Péruviens. Ce dieu, peiné de voir la barbarie régner sur terre et de constater la profonde dépravation de la majorité des hommes, leur aurait envoyé, dans le but de les regénérer, deux de ses enfants, Manco Capac et Mama Oello, investis, de plus, de la mission de leur enseigner les beaux arts et de les initier à la civilisation, au nom de laquelle, comme nous le verrons, tous les Incas feront leurs guerres de conquête.

Ce couple surnaturel, à la fois frère et soeur et aussi époux et épouse, aurait, avant son avènement, séjourné dans l'île Titicaca, au centre du lac du même nom. C'est cette légende qui nous fait croire qu'il existerait réellement un lien entre la civilisation des Aymaras et celle des Incas.

La légende a évidemment enjolivé une conquête qui fut certainement moins poétique et plus brutale. Manco Capac, chef d'une tribu Quicha, a dû, tout simplement, vaincre les tribus qui occupaient cet endroit et s'emparer des territoires qui leur appartenaient, procédé par lequel ont commencé la plupart des conquérants pour arrondir leur patrimoine. C'est bien lui, en effet, qui fonda El Cuzco, qui signifie le Centre et dont il fit réellement le centre et la capitale de cet immense empire que devait édifier ses descendants.

Il soumit ensuite la tribu des Allcovisas, arrêtant là ses conquêtes pour s'établir solidement comme devait le faire ses successeurs après chaque agrandissement de leur territoire : cette prudente politique n'a certainement pas été étrangère au développement de l'empire et à son invincibilité.

Dans sa défense de cette civilisation, à laquelle il était apparenté puisqu'il avait lui-même du sang inca dans les veines, Garcilasso de la Vega prétend que c'est aux empereurs péruviens, auxquels Manco Capac traça la voie, que l'on doit l'abolition des sacrifices humains chez tous les peuples de l'Amérique du Sud.[1] Nous verrons néanmoins que si ces sacrifices n'existaient pas dans la religion inca, on n'immolait pas moins un bon nombre de victimes à la mort du souverain.

Manco Capac a régné entre 40 et 50 ans, soit jusqu'aux premières années du XIIe siècle. Mais ce règne lui-même, comme celui de ses héritiers immédiats, Sinchi-Roca et Illoqué-Upanqui, est encore trop nébuleux pour que les historiens puissent en fixer les détails avec précision. Prescott[2], qui est certainement l'un des auteurs les plus com-

[1] Garcilasso de la Vega, dit l'Inca, est considéré comme l'un des premiers écrivains de l'époque coloniale de l'Amérique ibérique.

[2] William-H. Prescott publia de nombreux ouvrages sur les premiers Américains, notamment sur les Mexicains

pétents en la matière, soutient même que cette obscurité s'est prolongée jusqu'aux XIVe et XVe siècle. "Les mêmes ténèbres qui entourent les origines des Incas, dit-il, continuent, dans une certaine mesure, à couvrir leurs annales elles-mêmes; et si peu précis sont les documents au sujet des Péruviens et si confuses sont leurs traditions que l'on ne peut travailler sur un terrain ferme avant le siècle qui précéda la conquête."

Les détails sur le quatrième Inca, Mayta Capac, sont un peu plus nombreux que ceux que nous possédons sur ces deux ascendants immédiats. Il fut incontestablement un grand conquérant; il étendit l'empire vers le sud jusqu'à la frontière nord du Chili actuel et soumit définitivement les Aymaras. Il fut aussi un constructeur de génie. C'est lui qui jeta, à travers le désert marécageux du Contisuyu, une route dont la réalisation coûta

---

et les Péruviens. La première édition de son étude sur le Pérou fut publiée en 1847 sous le titre de "History of the Conquest of Peru, with a preliminary view of the Civilisation of the Incas". La première édition espagnole de cet ouvrage parut à Madrid la même année. Nous avons puisé un grand nombre de nos renseignements chez cet auteur. Ces renseignements ainsi que les citations de ce volume ont été tirés de "Historia de la Conquista del Peru, Con observaciones preliminares sobre la civilizacion de los Incas — Ediciones Iman, Buenos Aires — 1944. — Malgré tout leur intérêt, les ouvrages de Prescott n'ont pas encore été traduits dans notre langue. Pour plus amples détails, voir l'appendice.

la vie à des milliers de travailleurs et qui évoque, par l'énormité du travail accompli, la construction d'ouvrages gigantesques de notre époque, comme les canaux de Suez et de Panama. Il construisit également le premier "pont suspendu" du monde, sur l'Apurimac, cette rivière d'Amérique du Sud qui coule entre des rochers escarpés qui sont autant de ravins infranchissables. Afin d'éviter de trop longs détours à l'une des nombreuses routes dont il couvrait littéralement son empire, il n'hésita pas à relier les deux rives surplombant un de ses torrents par un pont flexible de plusieurs centaines de mètres de long. Ce pont était fait de lianes entrelacées, à la texture d'une solidité à toute épreuve, sur lesquelles il fixa transversalement des madriers d'un bois incorruptible comme on en trouve dans les immenses forêts des Andes.

Monarque énergique, il ne recula devant rien pour arriver à ses fins. On croit que c'est lui qui inaugura ce système de déportation en masse des populations, dont nous reparlerons plus loin, dans le but de prévenir toute révolte au sein des nouvelles régions qu'il conquérait.

Il régna une trentaine d'années.

D'autres Incas ont aussi laissé un nom, comme Pachacutec, le petit-fils du précédent, qui porta les frontières méridionales de l'empire jusqu'au centre du Chili, point extrême qu'il devait atteindre de ce côté. Jamais les Incas, pas plus que les Espa-

gnols ne le seront, ne furent capables de venir à bout des Araucaniens auxquels ils se heurtèrent toujours sans succès.

C'est aussi Pachacutec, croit-on, qui a construit ce système de fortifications pour la protection de l'empire et que Ringuet qualifie de "travail de génie qui, par la difficulté vaincue, jette dans l'ombre la pourtant plus fameuse Grande Muraille de Chine."[1]

L'Empire atteignit son apogée à la fin du XIVe et au XVe siècle. A la mort du successeur de Pachacutec, Tupac-Yupanqui, que l'on considère comme l'un des plus illustres "Fils du Soleil", le domaine des Incas allait de l'Equateur jusqu'à l'Araucanie. Le fils de Tupac-Yupanqui, Huayana Capac, compléta et affermit les conquêtes de son père en soumettant définitivement le puissant Etat de Quito, dont la civilisation et la richesse pouvaient rivaliser, à tous points de vue, avec celles du Pérou lui-même. Cette conquête fut l'apport le plus considérable que reçut l'empire depuis la fondation de la dynastie. "Le monarque employa les dernières années de sa vie à réduire les tribus limitrophes qui n'étaient pas complètement soumises et à affermir ses conquêtes en y introduisant les coutumes et la culture péruviennes. Il s'em-

[1] Ringuet — "Un Monde était leur empire" — Editions Variétés — Montréal — 1943.

ploya activement à compléter l'oeuvre de son père, spécialement par la construction d'une route entre Quito et sa capitale (Cuzco). Il perfectionna le système des courriers et travailla à la diffusion du dialecte quicha dans toutes les provinces; il améliora l'agriculture et stimula les diverses branches de l'industrie domestique par le développement de plusieurs initiatives de ses prédécesseurs, pour adoucir les conditions de vie de son peuple. La monarchie péruvienne était au faîte de sa splendeur. Sous son règne comme sous celui de son illustre père, la cause de la civilisation inca avait fait tant de progrès qu'elle avait atteint le niveau de celle des peuples les plus avancés de l'Asie."[1]

Telle était la situation de l'empire inca lors de l'arrivée des Espagnols. Cette civilisation pouvait certainement rivaliser avec celle de tous les autres peuples d'Amérique, y compris les Mayas. Et s'il y a une comparaison à faire, ce sont les Incas qui en auraient l'avantage, car leur civilisation ne contenait pas cet aspect de cruauté que renfermait celle des Mayas, même si, comme je viens de le dire, on immolait de nombreuses victimes à la mort de l'Inca. Cette coutume, dont nous expliquerons les motifs, n'était qu'occasionnelle et ne s'est répétée que sept à huit fois au cours de 500 ans d'histoire.

[1] Prescott — "Historia de la Conquista del Peru".

Huayana Capac eut connaissance de l'arrivée des premiers Espagnols au Pérou. Mort en 1525, ce fut en effet en 1515 que Vasco Nunez toucha la côte occidentale de l'Amérique du Sud. Ce fut lui qui apporta aux Antilles et en Espagne les premières relations concernant le monde péruvien et ses immenses richesses qui devaient, plus que toute autre chose, attirer les Espagnols. On prétend même que l'Inca eut le pressentiment de ce qui allait arriver et qu'il prédit bel et bien la fin de son empire et sa conquête par les Blancs.

Si l'assertion est vraie, ce monarque, qui fit preuve de tant d'intelligence et même de génie dans la pacification et la consolidation de son empire, est encore plus coupable de l'avoir affaibli en le divisant. Huayana Capac, selon la coutume, avait eu lui aussi de nombreuses concubines et laissé plusieurs fils de ses différentes femmes. La couronne, toutefois, revenait de droit à l'aîné de ses fils issu de son mariage légitime avec sa femme-soeur, en l'occurence Huascar.

Mais il se trouva que son fils préféré fut celui qu'il avait eu de la seule femme qu'il aima, la propre fille du dernier Scyri (chef ou roi) de Quito, que son père avait vaincu et qui était mort de peine à la suite de la conquête de son pays. Cette femme était d'une rare beauté et lorsqu'il la rencontra, l'Inca alla jusqu'à abandonner toutes ses concubines pour se retirer à Quito auprès d'elle.

Il y vit grandir son fils Atahuallpa, s'y attacha de telle sorte que son amour pour cet enfant le poussa à accomplir un acte qui non seulement rompait avec la tradition mais qui, au point de vue strictement politique, était le plus malhabile que le souverain aurait pu poser.

Et ce qui devait arriver arriva. La rivalité d'abord pacifique des deux demi-frères se termina par la lutte armée. Atahuallpa triompha! Selon Garcilasso de la Vega, il se serait montré d'une cruauté inouïe envers le clan des vaincus. Sous prétexte de les consulter, il fit réunir les nobles Incas dans la capitale et, devant son frère, fit massacrer tous les princes qui, de près ou de loin, étaient apparentés à la famille royale. Il voulait exterminer tous ceux qui auraient pu lui reprocher un jour son usurpation ou lui disputer sa couronne.

Certains historiens, comme Prescott lui-même, mettent en doute cet acte d'inouïe cruauté d'Atahuallpa, d'autant plus qu'après son exécution par Pizarre, les Péruviens tentèrent de se grouper autour du frère d'Huascar pour chasser les Espagnols. On comprend mal, dans ce cas, que si Atahuallpa se fut vraiment rendu coupable du massacre qu'on lui impute, il eût laissé échapper ce frère de son rival, le personnage le plus susceptible de lui disputer son trône.

Quoiqu'il en soit, cette lutte fratricide affaiblit considérablement le puissant empire des Incas.

Même s'il avait reconstitué l'unité impériale, par sa victoire sur Huascar, Atahuallpa se trouvait en fait devant des foyers de révolte intérieure sans cesse attisés par les partisans d'Huascar qui ne désarmeraient pas aussi facilement. Cette unité théorique n'en demeurait pas moins, dans la pratique, des plus précaires. Les événements montreront combien cette manifestation d'amour paternel d'Huayana Capac envers Atahuallpa, même si on la comprend et la défend au simple point de vue humain et naturel, était impolitique et dangereuse de la part d'un chef d'Etat. La politique, comme le coeur, a des raisons que la raison ne connaît pas et il faut souvent se marcher sur le coeur pour se rendre à toutes ses exigences. Pour ne pas en avoir tenu compte, Huayana Capac, s'il n'a pas causé la chute de son puissant empire, en a certainement hâté la fin et a grandement facilité la tâche de Pizarre.

Il n'y a évidemment aucun doute que l'empire inca ne fût tombé devant l'empire espagnol : c'était une lutte entre deux civilisations trop inégales pour que l'on puisse supposer que l'Inca aurait pu triompher ou empêcher l'Espagne de s'établir en Amérique. Mais si l'Inca n'avait pas amoindri la puissance de son Etat, sa fin aurait peut-être été plus glorieuse, et il aurait sans doute obtenu, pour les siens, des conditions moins humiliantes de nature à empêcher la déchéance dans laquelle est

tombée cette race glorieuse qui, pendant quatre cents ans et plus, a dominé un empire ne le cédant en rien aux plus grands empires du monde extra-européen.

CHAPITRE CINQUIÈME

LA CIVILISATION INCA

C'est par erreur que les Espagnols donnèrent le nom de Pérou à l'empire des Incas. A leur arrivée, les *conquistadores* demandèrent en effet à un indigène comment on appelait le pays où ils se trouvaient en lui montrant, du geste, l'étendue du terrain. Celui-ci, croyant que les nouveaux venus désignaient tout simplement le fleuve dans l'embouchure duquel ils s'étaient arrêtés, répondit *Pélu* qui, en langue quicha, signifiait précisément *fleuve* ou *rivière*. Pélu devint Peru (Perou en français) que les cartographes attribuèrent à cette nouvelle conquête de l'Espagne.[1]

Le pays des Incas s'appelait en réalité *Tavanstinsuya*, littéralement les "quatre parties du monde", l'empire étant divisé en quatre parties, avec chacune son nom, centrées autour de Cuzco, la capitale. Cette ville était, elle aussi, formée de quatre parties bien délimitées, réplique de l'empire

[1] Garcilasso de la Vega.

lui-même; et les habitants de ces faubourgs appartenaient aux différentes races ou populations du pays qui demeuraient dans le prolongement de chacun d'eux.

Cuzco avait grandi avec les conquêtes des Incas. Sa population et sa richesse s'étaient accrues avec la population et la richesse générales et, à l'arrivée des Espagnols, tant par sa magnificence que par son faste, cette capitale était digne du brillant empire dont elle était la tête.

Cieza de Leon donne d'abondants et intéressants détails sur cette ville.[1] Elle était située dans un endroit idéal qui, dit à son tour Prescott, évoquait la Suisse. Elle n'avait, semble-t-il, rien à envier aux cités européennes de l'époque. Ses rues étaient longues, mais étroites puisque les véhicules roulants, inconnus des premiers Américains, ne devaient pas y circuler. Ses maisons étaient basses et, le plus souvent, construites en terre cuite ou en brique. Mais c'était, avant tout, une ville impériale et royale en même temps que la Cité sainte des Incas; elle renfermait le fameux temple du Soleil, où convergeaient, lors des fêtes religieuses, des populations accourues de tous les coins de

[1] Cieza de Leon — La Cronica del Peru — Coleccion Viajes clasicos — Ediciones Epasa, Alpe — S. A. — Madrid —Bilbao — Barcelone — 1932.

l'immense territoire. De grandes et spacieuses places, construites spécialement pour la salubrité publique, permettaient, en effet, à des foules considérables de se réunir dans les grandes occasions.

Cuzco était puissamment fortifié. Et ses ruines, que l'on peut encore admirer aujourd'hui, montrent jusqu'à quel point la technique de ce peuple était perfectionnée. D'ailleurs, la forteresse de Cuzco n'était qu'une partie de ce vaste système de fortifications couvrant tout le pays et qui jouait un rôle primordial au point de vue stratégique et militaire.

L'INCA ET LA NOBLESSE

L'Inca était le maître absolu et incontesté de l'Empire. Jusqu'à Huascar, évincé par son demi-frère Atahuallpa, les Incas n'avaient eu dans les veines que du sang "purement divin", transmis sans mélange depuis le premier couple impérial Mama Ouello et Manco Capac. Il n'y eut donc bien qu'une seule dynastie inca.

Pour assurer la pureté de cette race "divine", l'Inca épousait toujours sa soeur qui était sa seule femme légitime et qui, seule, pouvait donner naissance à l'héritier du trône. L'empereur avait ce-

pendant le droit d'avoir autant de concubines que le voulait son bon plaisir et avec lesquelles il lui était permis de multiplier les enfants jusqu'à la limite de ses forces, à condition, toutefois, d'assurer la continuation de la dynastie. La noblesse suivait avec beaucoup d'enthousiasme l'exemple royal et certains de ses plus authentiques représentants eurent jusqu'à deux cents enfants.

L'héritier du trône avait une éducation très sévère. Il fallait que le futur Inca fut à la fois l'homme le plus savant et le plus habile de l'empire. Après une formation de base toute spartiate, on l'envoyait à une école militaire que fréquentaient également les jeunes gens de la haute noblesse. Comme eux, il devait se faire recevoir *chevalier* et se soumettre à toutes les épreuves que cet honneur exigeait, avant d'être digne d'y accéder. Cette *chevalerie* des Péruviens, sans se comparer à celle de notre Moyen-Age, avait, néanmoins, avec elle, plus d'un point de ressemblance.

La noblesse se divisait en deux classes bien distinctes, que séparait une barrière infranchissable. La première, la noblesse de sang royal, descendait directement des guerriers qui aidèrent Manco Capac à fonder son empire. La seconde, aux privilèges infiniment moins nombreux, se composait de celle des peuples conquis. L'Inca lui laissait, en général, quelques-unes de ses prérogatives.

La noblesse inca avait d'abord le droit de porter un costume spécial qui la différenciait des "classes inférieures" et parlait, en second lieu, un langage différent de celui du peuple. Ses représentants vivaient à la Cour, près de la personne impériale, accédaient à l'usage de la plupart des propriétés publiques, celles de l'Inca lui-même et les temples exceptés, et faisaient partie des Grands Conseils. C'est chez eux uniquement que se recrutaient le haut clergé, les officiers de l'armée et les titulaires des postes de confiance dans l'administration civile. Il semble, enfin, que les lois, si sévères pour ceux qui n'appartenaient pas à leur caste, n'existaient pas pour eux; ils pouvaient les violer impunément et sans limite.

En revanche, c'est sur la noblesse que s'appuyait l'empire; courageuse, intrépide, audacieuse, téméraire même, elle en constituait en quelque sorte l'armature. Ses privilèges étaient sans doute excessifs, mais elle en payait la rançon : jamais elle ne recula devant un sacrifice, si dur fût-il, quand l'intérêt national (si l'on peut se servir de cette expression toute moderne dans sa conception) était en jeu. Elle allait même jusqu'à réclamer pour elle d'abord le droit au sacrifice qui semblait, lui ausi, faire partie de ses privilèges. Elle ne pouvait concevoir qu'une autre classe qu'elle-même puisse s'arroger ce droit de défendre l'empire et de veiller au maintien de sa gloire.

Elle répugnait, sans doute, aux travaux des champs comme aux autres grands travaux manuels que faisait exécuter le souverain, mais elle considérait la guerre comme un art noble, puisqu'elle exigeait le sacrifice suprême pour l'Inca, représentant de la divinité sur terre. On peut dire enfin, que c'est à cette classe éduquée et instruite que la civilisation inca doit sa grandeur.

Il est assez difficile de définir exactement la situation de la noblesse de seconde zone. On pourrait la comparer à celle des peuples conquis par Rome par rapport à la noblesse romaine elle-même ou encore à la noblesse saxonne en regard de la noblesse normande qui s'établit en Angleterre avec Guillaume le Conquérant.[1]

Le Pérou avait un gouvernement nettement dictatorial sans être tyrannique, car l'Inca, qui exerçait l'autorité suprême et absolue, n'avait rien d'un tyran : quelque chose comme, avant la guerre, le mikado, dont le caractère quasi divin peut nous donner une juste idée de ce que pouvait être le monarque péruvien.

La richesse et la pompe dont s'entourait l'Inca, tant dans ses manifestations publiques que dans sa vie privée étaient tout simplement inouïes; on se demande même parfois si les chroniqueurs les plus sérieux de cette époque, comme Garcilasso de

[1] Prescott.

la Vega et Pedro de Cieza de Leon, n'ont pas donné libre cours à leur imagination dans les descriptions abondantes qui nous placent sous les yeux un faste et une magnificence dignes des contes des Mille et une nuits.[1]

L'Inca, par exemple, quelle que fût la longueur du voyage qu'il accomplissait, ne se déplaçait que transporté sur une litière d'or massif, sertie d'émeraudes. Les murs de ses innombrables palais, dispersés à travers le pays et qui tous rivalisaient de somptuosité et de splendeur, étaient recouverts de plaques d'or; les pièces elles-mêmes étaient remplies de statuettes du même métal, évoquant les plantes et les animaux les plus divers, naturels ou inventés; la vaisselle, les ustensiles, les coupes, tout était en or le plus pur. On peut dire, sans exagération, que l'or abondait, ruisselait même à travers l'immense pays des Incas.

Et, chose la plus incroyable de toutes, ces inconcevables richesses, le souverain, en mourant, les emportait avec lui dans sa tombe ou les abandonnait dans ses palais où ne pouvaient demeurer ses successeurs. La chose est affirmée par Garcillasso de la Vega et corroborée par Prescott, qui n'a jamais eu l'habitude de prendre pour argent comptant, c'est ici le cas de le dire, toutes les ex-

[1] Presque tous les chroniqueurs sont unanimes sur cette question de la richesse des Incas.

travagances que l'on a pu raconter sur les civilisations pré-colombiennes et qui a toujours passé au crible les sources auxquelles il a eu recours.

"Il est encore plus surprenant, dit-il, de penser que chaque monarque péruvien édifiait lui-même sa fabuleuse richesse et que rien ne lui venait par héritage de ses ascendants. Quand un Inca mourait, on abandonnait ses palais ainsi que tous ses trésors, à l'exception de ceux que l'on enfouissait avec lui dans son tombeau, comme ses meubles, ses vêtements, etc. Et l'on fermait pour toujours ses nombreuses demeures. Le nouveau souverain devait se procurer lui-même ce qu'il lui fallait pour être à la hauteur du luxe qu'exigeait son rang. On agissait de la sorte parce que les Péruviens croyaient que l'âme du monarque revenait se réincarner quelque temps après. A son retour sur la terre, l'Inca voulait retrouver toutes les choses auxquelles il était habitué dans le même état où il les avait laissées."[1]

Cette mort de l'empereur donnait lieu à toute une suite de cérémonies grandioses et lugubres à la fois. C'est à cette occasion qu'avait lieu cette terrible coutume du sacrifice de ses domestiques, coutume qui se pratiquait également au Mexique et que, selon certains historiens, on répétait là-bas

[1] Historia de la Conquista del Peru.

au décès des épouses des souverains dont on brûlait vives les suivantes.

"Quant un Inca mourait, ou, suivant l'expression consacrée, quand "il retournait à la demeure de son père le Soleil", on célébrait ses funérailles avec grande pompe et solennité. On embaumait son corps et on le déposait dans le temple de Tampu, situé à environ cinq lieues de la capitale. On plaçait à ses côtés une grande quantité de bijoux et, sur sa tombe, on immolait un grand nombre de ses domestiques et de ses concubines favorites; le nombre des victimes dépassa parfois le millier. Dans certains cas, on rencontrait une certaine résistance, comme on le voyait, notamment aux Indes, de la part de victimes d'une superstition analogue; mais il semble que ce fût seulement chez les domestiques inférieurs. On a vu, au contraire et en maintes occasions, des femmes de l'Inca tenter de se suicider quand on voulait les empêcher de figurer au nombre des victimes pour prouver ainsi leur fidélité par cet acte de martyr conjugal.

"Cette triste et funèbre cérémonie précédait un deuil général à travers tout l'empire. Pendant un an, le peuple se réunissait, à intervalles réguliers, pour renouveler l'expression de sa douleur; il y avait des processions au cours desquelles on déployait l'étendard du monarque disparu. L'on confiait, enfin, à des poètes et des troubadours le soin d'écrire et de chanter les exploits du défunt. Et

l'on répétait ces chants dans toutes les grandes occasions, en présence de son successeur, pour stimuler le courage des vivants avec le rappel de la gloire du mort."[1]

Le système d'embaumement des Incas avait atteint un très haut degré de perfectionnement. Garcilasso de la Vega signale que l'on a trouvé les momies de cinq corps, trois hommes et deux femmes, dont la mort remontait à plusieurs siècles; les trois momies masculines étaient celles de Viracocha, du grand Inca Tupac Yupanqui et de son fils, Huayana Capac. De la Vega dit qu'en 1560 elles étaient encore dans un tel état de conservation que "pas un cheveu ne leur manquait". Et vingt ans plus tard, un franciscain espagnol, le père Acosta, qui les vit à son tour, assura qu'elles étaient toujours dans le même état.

LA RELIGION

Les Péruviens croyaient donc en l'existence de l'âme et à sa survivance après cette vie. Cette croyance s'intégrait dans un système religieux que dominait l'idée d'un seul Dieu "régulateur et ordonnateur" de l'univers, supérieur au Soleil lui-même.

[1] "Historia de la Conquista del Peru" — Prescott.

"Il faut souligner, dit Prescott, combien de tribus sauvages du continent américain, sinon toutes, quelque déformées que fussent par ailleurs leurs croyances générales et grossières leurs superstitions, en étaient arrivées à la conception supérieure d'un grand Esprit, créateur de l'univers. Ce grand Esprit, immatériel de par sa nature même, on ne devait le représenter sous aucune forme concrète; et comme il occupait tout l'espace, on ne devait pas davantage l'enfermer dans un temple d'aucune sorte. Néanmoins, ces idées sublimes, qui dépassent l'intelligence moyenne quand celle-ci est livrée à elle-même, ne semblent pas leur avoir inspiré une règle de vie qu'une telle croyance nous aurait permis d'espérer."

Ce Dieu suprême des Péruviens s'appelait Pachacamac, ce qui en langue quicha, signifie "celui qui soutient ou donne la vie à l'univers." Sans l'avoir représenté sous une forme palpable, ils lui avaient néanmoins consacré un temple, un seul pour tout l'empire, dont l'emplacement se trouvait à quelques kilomètres de l'actuelle ville de Lima. Ce temple semble avoir existé avant la conquête de Manco Capac, preuve que, pour sauvages que fussent ses prédécesseurs, eux aussi en étaient arrivés à cette idée de l'unité divine.

Nonobstant l'existence de ce Dieu supérieur en laquelle croyaient les Incas, c'est le Soleil qui représentait à leurs yeux la forme concrète de la di-

vinité; et ils en imposèrent le culte à tous les peuples qu'ils conquirent. Et le Soleil fut apparemment le seul dieu qu'ils adorèrent. Alors que les Mexicains sacrifiaient à plusieurs divinités, les sacrifices propitiatoires des Péruviens ne s'adressaient qu'au Soleil; et bien qu'ils lui aient donné la Lune comme épouse, on ne trouve pas de traces de sacrifices à notre satellite.

L'empire était littéralement couvert de temples du Soleil, temples d'une splendeur et d'une richesse que seuls égalaient les nombreux palais de l'Inca, dont la "filiation divine" autorisait un tel faste. Dans ces temples d'une richesse provocante, les objets du culte étaient au diapason de l'ensemble et ne juraient nullement avec le décor. Tous les vases, ornements et les autels eux-mêmes étaient en or massif ou parfois, mais plus rarement, en argent; les murs étaient couverts de métal précieux et les jardins qui entouraient les temples ou autour desquels ils étaient construits, étaient parsemés de statues également en or massif et couvertes de pierreries, d'émeraudes et parfois de diamants.

Les Péruviens vénéraient aussi les forces de la nature, les astres. Outre la lune, on honorait, sans aller jusqu'à lui rendre un culte, Vénus, que l'on considérait comme un page du Soleil, le Vent, les Eaux, les Montagnes, la Foudre, le Tonnerre, les Eclairs, etc., qui, chez les Mexicains étaient déifiés.

Il semble que les Péruviens, même dans leurs croyances et rites extérieurs, s'en soient tenus davantage à l'idée du dieu unique que ne l'ont fait les peuples du Mexique.

La principale fête des Incas était le Raymi qui se célébrait au solstice d'été (aux environs du 22 décembre). Un jeûne général la précédait et l'on n'avait pas le droit, pendant cette période, d'allumer de feu dans les maisons. Le jour de la fête elle-même, on sacrifiait un lama dans les entrailles duquel le Grand Prêtre s'efforçait de lire l'avenir. Si la première victime se montrait défavorable, on recommençait le sacrifice jusqu'à ce que l'on eût forcé le Destin à prédire d'heureux événements. On croyait, en effet, que la façon dont se présentaient les augures était un indice de la plus ou moins bonne humeur du dieu. Si elles étaient sombres, c'est qu'on avait mécontenté le Soleil qui exigeait, alors, un nombre plus grand de victimes avant de manifester ses bonnes dispositions aux humains.

A la fin des sacrifices, on distribuait au peuple du pain et de la viande des victimes ainsi que des boissons fermentées, vins ou autres, coutume dans laquelle on a voulu, encore une fois, voir une analogie avec notre communion. Les Péruviens avaient également, tout comme les peuples du Mexique, un genre de confession et leurs "religieuses cloîtrées", sous le nom de "Vierges du Soleil", aux-

quelles nous avons déjà fait allusion plus haut. On les considérait comme les épouses de l'Inca avec tout ce que cela comporte si celui-ci, au cours d'une visite de monastère, décidait de choisir une de ces vierges pour son sérail.

Ils croyaient aussi à un ciel et à un enfer où allaient les humains, suivant leurs mérites en cette vie. Leur conception du ciel était plutôt simpliste; c'était pour eux le prolongement de cette vie avec, évidemment, une plus grande quantité de bonheur; quant à ceux qui se méconduisaient, ils étaient voués à passer leur survie en de sombres lieux où ils seraient astreints aux plus durs travaux.

Un clergé très nombreux veillait à l'intégrité de la foi et au respect de la religion dans le peuple : à sa tête se trouvait le grand Prêtre que nommait lui-même le souverain; il était nécessaire, comme d'ailleurs tous les prêtres du grand temple de Cuzco et le chef religieux de chaque province, qu'il appartînt à la noblesse inca. Les devoirs sacerdotaux se limitaient au seul service du culte et la paroisse, du moins sous la forme que nous connaissons aujourd'hui, n'existait pas.

L'enseignement, exclusivement réservé aux classes privilégiées, n'était pas de leur ressort. Exception faite, en effet, pour la religion et l'histoire, qui se confondaient d'ailleurs, comme on a pu le voir, à cause de l'étroite relation entre la divinité

et la monarchie, l'Inca tenait à dessein le peuple dans la plus complète ignorance. C'était une politique guidée par raison d'Etat, dirions-nous aujourd'hui. "Le souverain veillait avec une inlassable sollicitude sur ses sujets, pourvoyait à tous leurs besoins physiques, se faisait le gardien de leur morale et, en toute occasion, leur manifestait une affection toute paternelle; et il les considérait réellement comme des enfants dans toute l'acception du mot, des enfants qu'il maintenait dans un perpétuel état de tutelle et dont le seul devoir à son égard était de se confiner dans une obéissance aveugle et absolue."[1]

D'ailleurs Tupac Upanqui, l'un des plus célèbres des rois péruviens, avait sans ambages, défini cette politique : "Il est inadmissible que l'on enseigne aux fils du peuple les sciences qui sont l'apanage exclusif des classes privilégiées. Si, en effet, on laissait la populace s'élever, elle ne pourrait que se monter la tête, manquer de mesure et nuire à la république. Il suffit que les gens de la plèbe apprennent le métier de leurs pères; commander ou gouverner n'est pas dans leurs attributs et ce serait commettre une grave offense au gouvernement, comme à ses membres, que de confier un poste de commande à une personne de basse extraction."[1]

[1] Prescott — "Historia de la Conquista del Peru".
[1] Garcilasso de la Vega.

Par contre, l'Inca mettait tout en oeuvre pour que la noblesse tirât le plus large profit possible de l'enseignement que l'on donnait dans certaines écoles; les princes faisaient même construire leur palais dans le voisinage de ces établissements, souligne Prescott, pour que leurs fils puissent s'y rendre plus facilement. Outre les sciences générales, comme la géométrie, la géographie, l'astronomie, etc, que l'on enseignait à tous, on avait créé des cours spéciaux pour ceux qui voulaient entrer dans l'administration ou aspiraient au sacerdoce; il y avait également des écoles militaires que fréquentait une bonne partie de la noblesse; c'est apparemment dans ces écoles que l'on formait les aspirants-chevaliers et, comme nous l'avons dit plus haut, c'était un grand honneur pour un jeune homme de connaître assez de sciences et d'avoir assez d'habileté pour se faire admettre dans cet ordre de la chevalerie.

Il y avait aussi des écoles pour les jeunes filles; en plus d'y apprendre, elles aussi, les sciences purement théoriques, elles se familiarisaient avec le tissage, la peinture et les autres travaux ou arts domestiques que leur permettait leur rang social.

Mais il était nécessaire, comme on vient de le dire, que le peuple connût lui aussi, à défaut d'autres sciences, les principes fondamentaux de la religion, les origines célestes de l'Inca ainsi que les actions d'éclat de ce représentant de la divinité

pendant son séjour sur la terre. Il y allait de son prestige : il attachait une importance primordiale à ce que son peuple soit bien pénétré de sa mission divine et terrestre pour mieux le tenir en mains. C'est de la religion, en effet, que l'Inca tirait tout son prestige et il ne pouvait, à moins de manquer de logique, laisser le peuple s'en détacher ou l'ignorer.

Cette instruction religieuse incombait au chef de famille ainsi qu'aux prêtres, lors des cérémonies du culte seulement.

* * *

Les analogies entre les diverses religions américaines sont en somme assez nombreuses, bien qu'on ne se les explique pas dans bien des cas, à cause de l'absence presque complète de communications entre les peuples du Mexique, notamment, et les Péruviens.

On ne s'explique pas davantage celles que l'on peut trouver entre certaines coutumes pré-colombiennes et des sacrements ou rites de l'Eglise catholique. On a voulu y voir une preuve de la venue en Amérique d'évangélisateurs chrétiens aux premiers siècles de notre ère: ces apôtres, disparus, sans que l'on sache comment ni sans laisser de trace, auraient introduit l'usage de nos sacrements

chez les peuples pré-colombiens qui, abandonnés ensuite à eux-mêmes, auraient laissé se déformer ces rites catholiques sans, toutefois, leur enlever leur caractère essentiel.

Une telle hypothèse ne résiste pas à un examen sérieux malgré la découverte, dans les ruines aux environs du village actuel de Santo Domingo de Palenque, d'un bas relief représentant une croix la plus authentique, placée entre deux personnages inclinés dans une attitude de vénération. Sans vouloir trancher définitivement la question, on peut affirmer que cette croix elle-même ne constitue pas une preuve suffisante d'une évangélisation antérieure à la découverte. Cette croix ne diffère dans son style d'aucun des autres bas reliefs de ce temple de Palenqué qui, plus peut-être que les autres, évoque l'Egypte et même la Grèce ancienne. Pas plus que l'on n'a jusqu'ici établi de filiation entre l'art mexicain et l'art égyptien on n'a davantage prouvé cette venue, de ce côté-ci de l'Océan, d'évangélisateurs catholiques avant ceux qu'y ont amenés les Espagnols.

Nous sommes plutôt en présence de coïncidences qui, pour troublantes qu'elles soient parfois, n'en sont pas moins des coïncidences. Quant au fameux bas-relief, on peut en conclure avec Albert Bordeaux[1] que cette croix, "emblème ou instru-

[1] "Le Mexique et ses mines d'argent".

ment de supplice en Asie, aurait pénétré au Nouveau-Monde" à une époque et par ces chemins qu'il nous est encore impossible de déterminer.

Toutefois, la conception d'un Dieu unique est, sans contredit, un point sur lequel les Américains avaient dépassé les Européens de l'antiquité païenne. On ne peut établir l'origine de cette croyance. Les tribus asiatiques l'auraient-elles apportée avec elles lors de leurs migrations en Amérique? Ce monothéisme des Péruviens et des Mexicains avait-il un lien de parenté avec celui qui existait en Asie même, en Chine et aux Indes notamment, bien avant le Christianisme? La chose est possible si, comme nous l'avons vu, plusieurs de ces peuples venaient des hauts plateaux du centre de l'Asie.

Est-il anti-scientifique de supposer, enfin, qu'après la dispersion de Babel, ces tribus venues plus tard en Amérique, auraient conservé, dans leurs traditions, la croyance en ce Dieu unique qu'ils vénéraient et que c'est elle, si estompée qu'elle fût, que l'on a retrouvée ici ? Les partisans irréductibles de l'évolution matérialiste souriront sans doute à cette hypothèse, naïve, diront-ils, d'une création surnaturelle et de la Révélation originelle.

Mais, combien de peuples n'avaient pas, dans leur religion, cette croyance en un âge d'or antérieur aux âges de pierre et de fer, desquels on veut, à tout prix, faire remonter l'humanité dans son

évolution scientifique. On peut avoir le culte de la raison sans oublier pour cela que l'homme intégralement cérébral ne serait pas un homme complet. Pense-t-on qu'une humanité rationaliste, faisant fi des autres facultés inhérentes à notre nature, nous assurerait cet âge d'or vers lequel nous tendons? Pourquoi l'homme ne serait-il pas réellement "ce dieu tombé qui se souvient des cieux"? N'aspirons-nous pas tous et de toutes nos forces à ce paradis terrestre dont on nous assure l'existence aux commencements de notre espèce? Pourquoi rejeter notre origine divine pour lui préférer cette évolution purement matérielle à partir d'une cellule initiale qui, à travers mille espèces inférieures, aurait enfin abouti à l'homme ? Et pourquoi, même en acceptant ce principe évolutionniste, se refuser à admettre l'intervention divine au moment de l'apparition de notre premier ancêtre? La raison humaine croirait-elle déchoir par une telle admission? N'est-ce pas plutôt l'orgueil rationaliste qui s'y refuse?

On admet une seule origine matérielle commune à tous les hommes. Pourquoi en serait-il autrement de leur origine spirituelle ? D'où viendrait, sinon, cette unanimité de l'humanité dans la croyance d'un ordre surnaturel, si elle n'en avait pas été convaincue dès ses premiers moments ?

Réflexions qui dépassent peut-être le cadre du sujet, mais qui soulèvent un autre aspect de cette

... des premiers Américains et nous fait conclure que le mystère de l'origine de leurs croyances meure aussi complet que celui de leur origine atérielle elle-même. La solution de celle-ci nous eclairera peut-être davantage sur celle-là.

LOIS — COUTUMES — ORGANISATION — ÉTAT — ETC.

Les origines célestes de l'Inca, admise par tout le peuple, non seulement donnaient une place prédominante à la religion dans la vie de l'empire, mais déterminaient aussi toute l'organisation civile de l'état. L'Inca, avons-nous déjà dit, était le maître visible et absolu de l'empire et l'Etat était non seulement autocratique, mais théocratique. Le souverain prétendait, en effet, gouverner au nom du Soleil dont il était le fils.

On conçoit tout de suite combien une telle interférence des domaines religieux et civils contribuait à assurer à l'Inca une autorité indiscutable et à augmenter son prestige auprès d'une population volontairement tenue dans l'ignorance, en proie à toutes les superstitions possibles et imaginables et d'une crédulité insurpassable. C'était, en outre, pour préserver la pureté de la descendance

des "fils du Soleil", dont le premier avait été envoyé sur terre avec sa soeur qui fut son épouse, que les empereurs du Pérou continuaient à épouser leur soeur. Ce mariage, imposé par la volonté du dieu lui-même, était en outre nécessaire afin d'accréditer dans le peuple cette légende de l'origine céleste de l'Inca, que n'était venue souiller aucune alliance avec un sang humain ou inférieur.

Le crime suprême était donc la révolte contre ce fils du Soleil. Cette révolte entraînait les pires châtiments et, dans le cas d'une province ou d'une ville, on assista à des répressions dont nous n'avions pas eu d'exemple avant la guerre que les peuples civilisés d'Occident se firent à partir de 1939 : la ville ou la province qui se rendait coupable d'un tel sacrilège était impitoyablement rasée et tous ses habitants exterminés. Cette énergie dans la répression s'étendait aux provinces nouvellement conquises qui s'exposaient à un traitement identique si elles manifestaient la moindre velléité de se soustraire à l'autorité de leur nouveau maître.

Toutes les guerres de l'Inca se faisaient au nom de la religion et de la civilisation, preuve que rien ne change sous la voûte des cieux. La vie de l'empereur ne devait être qu'une perpétuelle croisade pour répandre, chez les barbares, le culte du Soleil et leur faire connaître des formes plus douces de gouvernement. Le mot démocratie n'était pas

encore inventé, sans cela, il y a fort à parier qu'on l'aurait employé !

Une fois sa conquête achevée, cependant, le souverain prenait le temps d'asseoir son autorité avant de partir en guerre contre de nouvelles tribus : il construisait des routes pour relier le nouveau territoire au reste de l'empire, y introduisait graduellement la langue, les coutumes et les moeurs péruviennes, etc; il procédait, en un mot, à l'assimilation de sa conquête. Lorsque, par hasard, on se montrait trop rétif à cette assimilation, l'Inca recourait aux grands moyens : il déportait soit le quart, soit parfois la moitié des habitants de la nouvelle province dans une partie du pays où la fidélité de ses sujets était à toute épreuve : ces habitants, il les remplaçait par un nombre égal qu'il retirait de cette dernière région; il réalisait ainsi un brassement et un mélange de populations qui se montraient toujours infaillibles dans leurs résultats.

Et ainsi peu à peu, de père en fils, les empereurs du Pérou arrondissaient le patrimoine ancestral. Ils ont construit un empire, mieux une nation, dans la meilleure acception du terme, formée à l'origine de peuples différents et hostiles qui en sont venus insensiblement à parler le même langage, à professer la même religion, à communier à la même civilisation. Mais une telle assimilation fut possible parce que précisément la civilisation

inca dépassait de loin et dominait indiscutablement celle des pays voisins. Ni les Aztèques, ni les Toltèques, ni même les Mayas n'avaient atteint cette unité organique.

Un vice-roi, nommé par le souverain, administrait chacune des quatre parties de l'immense territoire des Incas. A intervalles réguliers, ces tétrarques se rendaient à Cuzco pour assister au Conseil souverain de l'Empire dont ils faisaient partie. L'organisation administrative elle-même, à l'intérieur de ces cadres de base, était décimale. Tout en bas du système se trouvait la décurie dont le chef, choisi par eux, était l'un des dix hommes qui la composait. Il devait assurer la protection des droits de ses compagnons, solliciter l'appui du gouvernement en leur nom, veiller à l'exécution d'une pénalité en cas d'infraction à la loi, etc; si le chef de la décurie laissait une faute impunie, c'est à lui que l'on appliquait la peine qu'il avait négligée, pour quelque raison que ce fût, d'imposer au coupable.

Cette décurie faisait elle-même partie de divisions administratives plus importantes, également établies sur le système décimal, avec chacune un chef choisi, lui aussi, parmi ses membres. Au sommet se trouvait le gouverneur de district, choisi par le souverain lui-même au sein de la noblesse inca. Dans le cas des peuples conquis, ce gouverneur déléguait ses pouvoirs aux "curacas" ou ca-

ciques des anciennes tribus. Chaque district groupait approximativement une dizaine de milliers d'hommes. Ces gouverneurs étaient eux-mêmes sous l'autorité de l'un des tétrarques qui dépendait directement de l'Inca.

Chaque ville ou village avait sa cour de justice à l'autorité strictement limitée aux délits d'importance secondaire. Les fautes plus graves tombaient sous le coup des gouverneurs de districts. Ces juges de village, que l'on peut comparer à nos juges de paix, recevaient leur autorité et leur appui de la couronne qui les nommait ou les révoquait à volonté. Ils étaient tenus de rendre leur sentence moins de cinq jours après la comparution et il n'y avait aucun appel d'un tribunal à l'autre. On prenait cependant toutes les précautions requises pour assurer l'intégrité de la justice, grâce notamment à des commissions d'enquête qui fonctionnaient régulièrement à travers tout le pays. Enfin, tous les mois, les juges devaient remettre un rapport circonstancié au gouverneur du district sur leur activité.

Les lois étaient peu nombreuses à cause de la nature et de l'essence même du régime politico-social et économique des Péruviens qui ne possédaient rien en propre et qui, par conséquent, ne se livraient pas ou presque pas au négoce entre eux. Néanmoins, cette législation, pour rudimentaire qu'elle fût, était d'une extrême sévérité. Certains

délits, anodins en eux-mêmes, étaient souvent passibles de la peine de mort : tout acte de nature à changer les limites des lots attribués à chaque famille, l'incendie d'une maison, la destruction d'un pont, le vol de quelque nature qu'il fût, tombaient pêle-mêle dans cette même catégorie.

Prescott se refuse à voir dans cette sévérité législative, dans cette disproportion entre le caractère de certains délits et leur châtiment, une preuve d'une civilisation primitive : on s'explique cette anomalie si l'on admet que le châtiment imposé ne l'était pas en fonction du délit lui-même ou de l'offense, mais en fonction de la personne offensée. Comme tout, dans l'empire, appartenait au souverain, personnage divin, on se rendait coupable, en violant la loi, non seulement d'un crime de lèse-majesté, mais de lèse-divinité, en d'autres mots d'un sacrilège. C'est la raison pour laquelle la plus petite faute pouvait parfois entraîner la peine de mort; et comme l'on ne peut envisager de peine plus considérable que celle-là, il s'en suivait que les crimes les plus grands ne pouvaient non plus entraîner de châtiment plus important.

Il semble toutefois que, malgré les réserves de Prescott, le code aztèque se soit montré beaucoup plus souple que le code inca et que l'échelle des peines y fut plus proportionnée à la faute commise. Les Péruviens, s'ils furent plus avancés que d'autres peuples américains sur plus d'un point

ne l'étaient certainement pas dans leur conception de la justice.

ORGANISATION SOCIALE

Mais c'est dans leur législation sociale que les Incas se sont particulièrement signalés. Malgré l'existence d'une classe privilégiée, dont nous avons défini plus haut le caractère, on peut dire qu'ils ont réalisé un état communiste avant le mot, état que ni Marx ni Lénine n'auraient pu désavouer.

La seule différence juridique, si l'on peut dire, avec l'U.R.S.S., était qu'au lieu d'appartenir au peuple les terres appartenaient à l'Inca d'où émanait toute autorité. Mais comme en Russie, bien que la base du partage fut encore différente, c'était, en fin de compte, au peuple, que l'on donnait la jouissance effective de la terre.

Ces terres étaient divisées en trois parties plus ou moins égales entre le Soleil, l'Inca et le peuple.

L'exploitation des terres de la divinité servait à la construction, la conservation ou la décoration des temples, à l'entretien du clergé, etc., et l'on prévoyait également, chaque année, des sommes fabuleuses pour défrayer le coût des grandes cérémonies religieuses auxquelles le peuple tenait par dessus tout. Le rendement des terres de l'Inca était dévolu à son entretien et au maintien du

luxe inouï dont il s'entourait; on payait aussi, à même ses revenus, son train de cour y compris celui des très nombreux parasites qui y vivaient; il fallait également payer les frais de l'administration, frais sans cesse croissants de par la complexité même des rouages de l'Etat. Mais la plus grande partie de ces bénéfices, semble-t-il, allait à l'armée et contribuait à maintenir ainsi qu'à agrandir le puissant empire et, lorsqu'une conquête était achevée, à l'organisation de la nouvelle province : construction de routes nouvelles, mises en valeur des terres annexées, etc. Quant au peuple, il tirait sa subsistance du reste. Seulement, rappelons-le, c'est lui qui cultivait toutes les terres : c'était la forme d'impôt que l'Etat exigeait de lui puisqu'il ne pouvait le payer en espèces sonnantes, ne possédant rien en propre. La contribution du peuple à la vie et à l'organisation du pays était donc des deux tiers de son travail.

La famille était la cellule de base de l'organisation sociale de l'Etat. Arrivé à un certain âge — vingt-quatre ans pour les hommes, dix-huit pour les jeunes filles — tout citoyen était obligé de se marier; la question sentimentale était tout à fait secondaire. L'Etat réglait la vie matrimoniale de tout homme ou femme qui, à l'âge légal, n'avait pas convolé en justes noces, comme il réglait tout le reste. On peut toujours supposer qu'avant cet âge fixé par la loi il pouvait y avoir une cer-

taine liberté de choix et qu'il ait pu se faire des mariages d'inclination. Quant à la polygamie, elle était rigoureusement interdite au peuple; et cette cause de perturbation sociale qu'est le divorce était inconnue des Incas.

Chaque couple recevait, lors de son mariage, un terrain jugé nécessaire à sa subsistance; jusque là, il dépendait de sa famille : à chaque enfant, l'Etat lui octroyait une part supplémentaire de terrain deux fois plus grande pour un garçon que pour une fille; le partage se faisait une fois l'an aux environs du solstice d'été. Garcilasso de la Vega soutient qu'effectivement, grâce à la grande fertilité du sol, une famille en avait suffisamment pour vivre. Quant au partage, même s'il se faisait tous les ans, le lopin de terre attribué à une famille au fur et à mesure que celle-ci s'agrandissait, ne lui était pas enlevé au mariage ou à la mort de l'un de ses membres; elle conservait son lot jusqu'à la disparition de son chef ou, tout au moins, tant qu'il demeurait en mesure de l'exploiter. Et le droit d'héritage n'existait pas.

Lorsqu'une personne, pour une raison ou l'autre, devenait incapable de travailler, lorsqu'elle était malade, infirme, impotente, etc., c'est la communauté qui prenait soin d'elle et c'était au chef de la décurie dont elle faisait partie de veiller à ce que son lot fût cultivé. On voit, par là, toute la prévoyance de cette législation qui fait dire à Pres-

cott que "jamais l'on n'a pu en imaginer de plus complète."

Le peuple cultivait d'abord les terres du Soleil; puis les hommes valides, avant de s'occuper de leur propre lot, étaient tenus de mettre en exploitation celui des citoyens inaptes au travail; ensuite seulement, il avait le droit de s'occuper du sien. L'Inca acceptait de passer au dernier rang.

Ce communisme agricole s'étendait à l'industrie. C'est le gouvernement, par exemple, qui fournissait aux familles la laine dont elles avaient besoin pour se vêtir. Il faisait élever, dans ce but, de grands troupeaux de lamas sous la garde de pasteurs expérimentés et formés spécialement en vue de cet emploi. La tonte des bêtes, mâles et femelles, se faisait avec beaucoup de soin; on expédiait ensuite la laine aux marchés publics d'où on la répartissait aux personnes du beau sexe; lorsque chaque famille était abondamment pourvue pour elle-même on lui fournissait une part supplémentaire en vue du travail à exécuter pour la communauté. Dans les régions chaudes du pays et d'après le même principe de partage, on distribuait du coton.

Seulement, on ne confiait pas à tout le monde la confection des vêtements fins, comme ceux que portaient l'Inca lui-même, les membres de la noblesse et les prêtres. On en réservait le tissage et la fabrication à des spécialistes, comme les "Vier-

ges du Soleil" qui confectionnaient surtout les vêtements sacerdotaux. Des inspecteurs passaient assez régulièrement dans les maisons pour vérifier le travail effectué; ils veillaient à ce que tout le monde accomplisse consciencieusement sa besogne : depuis la fillette de cinq ans jusqu'à la grand'mère à la voix chevrotante, chacun était tenu de faire sa part. La grande devise péruvienne semblait demeurer l'ordre que Dieu donna au premier homme au paradis terrestre après sa faute : "Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front." Même si c'était du pain de maïs, le sujet de l'Inca était obligé de travailler et de travailler ferme pour avoir le droit d'en manger.

Tout Péruvien était agriculteur et devait, exception faite pour les cas rapportés plus haut, tirer sa nourriture de l'agriculture. Cependant, un pays organisé a besoin d'autres produits que les produits essentiellement agricoles; et l'Etat l'avait très bien compris. C'est pourquoi il formait des hommes pour tous les métiers et professions.

En général, la profession artisanale se transmettait de père en fils et chaque région du pays fournissait ses spécialistes. Ici, les ébénistes, là les décorateurs ou les sculpteurs, ailleurs les artistes, etc. Et, naturellement, c'était encore une fois le gouvernement qui distribuait tout ce dont l'artisan avait besoin pour son travail : matériel et outils.

Tous ces artisans, cependant, ne travaillaient pour le gouvernement ou au service du Soleil que pendant les deux tiers de leur temps. On avait établi une service rotatif pour leur permettre d'aller cultiver eux-mêmes leur lopin de terre; ils n'étaient toutefois pas astreints à la culture des terres du Soleil ou de l'Incas; le travail que l'Etat exigeait de lui, il l'accomplissait dans le cadre de sa spécialité ou de sa profession. En résumé, l'artisan, l'ouvrier des mines, le chemineau, etc., ne travaillait pas plus pour l'Etat que le cultivateur.

Chaque industrie était évidemment, comme nous dirions aujourd'hui, nationalisée et exploitée au bénéfice de l'Etat, donc de la communauté. Les mines, particulièrement, que ce fussent les mines d'or ou d'argent, employaient un grand nombre d'ouvriers qui devaient, eux aussi, posséder une compétence particulière : les Péruviens étaient aussi avancés que les Européens dans le traitement des minerais, notamment dans le traitement de l'or et de l'argent. Quant à leur système d'élevage de leurs immenses troupeaux de lamas, avec lesquels, en plus d'habiller le peuple, ils nourrissaient la Cour, pourvoyaient les temples en victimes propitiatoires, etc, sa règlementation était si parfaite dans les moindres détails, qu'elle souleva l'admiration des Espagnols eux-mêmes, qui étaient pourtant des spécialistes en la matière.

VOIRIE ET AGRICULTURE

Le système routier, nous l'avons déjà souligné, était l'une des principales préoccupations de l'Inca. Il avait pour lui une valeur politique de tout premier ordre; il attachait à sa perfection et à son bon fonctionnement, une importance tout aussi grande qu'à ses guerres de conquête elles-mêmes. Il était primordial que Cuzco, la capitale, fut reliée à toutes les parties de son immense territoire par un réseau de routes où rien ne pouvait clocher. Ce réseau fut l'une des plus belles réalisations de cette civilisation, surtout si l'on songe aux moyens de fortune avec lesquels, parfois, on l'édifia : les Incas ignoraient la dynamite et l'usage des véhicules roulants.

Ces routes, néanmoins, n'en traversaient pas moins les montagnes qu'elles enjambaient souvent à des altitudes vertigineuses. Sans faire de parallèle avec nos autostrades modernes, on peut certainement les comparer aux routes de l'Europe du XVIe siècle. Moins larges, sans doute, puisque l'on n'y roulait pas carrosse, si l'on peut dire, elles étaient aussi solides sinon plus que celles que construisit le conquérant. Certains auteurs ont prétendu qu'elles valaient les routes romaines, dont on a retrouvé des vestiges à travers toute l'ancienne Gaule. Ceux que l'on relève au Pérou prouvent que les Incas, là comme dans tout ce qu'ils

réalisaient dans le domaine technique, ont atteint, toute proportion gardée, une perfection difficilement surpassable. Les ravins eux-mêmes sur lesquels, comme on l'a vu, on jetait des ponts suspendus, ne parvenaient pas à arrêter ces constructeurs.

Il ne faut pas oublier que si le système de voirie des Péruviens était un agent de pacification et de consolidation intérieure, il était aussi, en temps de guerre, de toute première importance au point de vue stratégique, notamment pour le déplacement des troupes. C'est pourquoi, il était parsemé de forteresse, véritable réseau défensif, dont nous avons dit un mot, qui couvrait l'empire comme une toile d'araignée, dont le cerveau se trouvait à Cuzco, relié à tous les points du territoire par les courriers de l'Inca, ses auxiliaires dans la paix comme dans la guerre.

Pour le service de ces courriers, les distances entre les forteresses étaient coupées de postes de relais; grâce à la proximité de ces relais, l'Inca pouvait, dans un laps de temps incroyablement court pour l'époque, communiquer avec les parties les plus éloignées du territoire. La rapidité de ces messagers était telle qu'ils pouvaient, en couvrant chacun la quinzaine de kilomètres qui séparaient deux postes en moins de 90 minutes, faire de 250 à 300 kilomètres en une seule journée. Les courriers transmettaient surtout des messages oraux;

toutefois il arrivait souvent qu'on leur confiait de véritables dépêches, grâce à un système d'écriture qui, pour être rudimentaire, n'en rendait pas moins de grands services. Ces messages étaient rédigés à l'aide de "quipus" ou cordelettes à noeuds et à franges de diverses couleurs qui permettaient aux "lettrés" de communiquer entre eux.[1] Ces courriers transportaient également des objets précieux, des produits comestibles, comme des poissons de mer pour les repas de la cour, etc. On le reconnaissait à un uniforme particulier qui indiquait sa profession et lui conférait un caractère sacré de par sa nature spéciale d'envoyé de l'Inca lui-même. Grâce à ce système de messagers, est-il besoin de l'ajouter, l'empereur pouvait surveiller de près tout ce qui se passait dans le pays, depuis la vie intime de ses sujets jusqu'aux mouvements insurrectionnels qui auraient pu menacer d'éclater. Rien d'analogue n'existait dans l'Europe contemporaine.

[1] Quipu est un mot quicha qui signifie "noeud". Le Quipu était une corde d'environ 3 mètres de long, composée de fils de différentes couleurs, tordus et entrelacés, de laquelle sortait une multitude de fils plus petits en forme de frange. Les couleurs représentaient des objets tangibles : ainsi le jaune signifiait l'or; le blanc, l'argent, etc. Quelques fois aussi, les couleurs pouvaient signifier une abstraction : blanc voulait dire paix et la guerre était représentée par la couleur rouge. En général, toutefois, les quipus s'employaient pour le calcul et les noeuds servaient de numéros qui pouvaient se disposer de façon à représenter la quantité que l'on voulait.

L'Empire possédait aussi un système d'état civil, inconnu également de notre Moyen-Age et même de notre époque moderne, dans bien des cas; l'administration centrale tenait, en effet, un registre de la population où, chaque année, on inscrivait ou plus exactement comptait, grâce au système de quipus, le nombre de décès, mariages ou naissances survenus au cours de ce laps de temps. La répartition de la population en décuries facilitait ce recensement annuel. S'ils eussent connu la photographie, il n'y a aucun doute que les Incas auraient imposé la carte d'identité obligatoire, seul moyen péremptoire d'établir d'une façon indiscutable la qualité d'un citoyen d'un pays. Ils nous auraient rendu des points de ce côté.

En agriculture, les Péruviens ont littéralement fait des merveilles. Les éléments, l'inclémence du ciel, les accidents du sol, rien ne les rebuta.

Ils sont parvenus à niveler les pentes les plus abruptes, dans des régions montagneuses où la fertilité permettait d'obtenir un rendement suffisant pour justifier l'énormité du travail à accomplir. Ils construisaient de véritables plateaux artificiels, arrachant ainsi à la montagne des espaces considérables : au pied de la pente, ils dressaient un mur de remblai circulaire et comblaient la partie inférieure de l'espace à niveler de pierres, roches, cailloux, branchages, etc. Ils recouvraient le

tout d'une épaisseur de terre arable en quantité suffisante pour la culture.

Ailleurs, dans les endroits où la pluie ne tombait jamais ou ne tombait pas en quantité suffisante, ils ont suppléé à cette disette céleste par un système d'aqueducs et de canaux souterrains, qui amenaient l'eau jusqu'aux terres cultivées et les alimentaient artificiellement.

Le maguey et le maïs étaient à la base de leur alimentation; du maguey, dont ils connaissaient de nombreuses variétés, ils tiraient, tout comme les Mexicains, une boisson fortement alcoolique qui fut très populaire dans toute l'Amérique précolombienne. Ils cultivaient aussi le yuca, le coca ou cuca et le tabac; apparemment, à l'inverse des Mexicains, ils ne fumaient pas cette dernière plante qu'ils employaient surtout comme plante médicinale. C'est du Pérou, chacun le sait, que nous vient la patate, dont la pomme de terre est une variété, que les indigènes cultivaient depuis de nombreuses années à l'arrivée des Européens; cette légumineuse était même l'aliment principal de certaines régions du pays, spécialement sur les plateaux élevés où sa culture semblait particulièrement propice.

Avec le peu de moyens dont ils disposaient ils ont, répétons-le, réellement accompli des prodiges; sans connaître, en effet, ni la charrue à soc de fer ni la traction animale ils ont développé,

néanmoins, une culture à nulle autre semblable dans toute l'Amérique.

Ils utilisaient également certains engrais, dont le *guano*, encore employé de nos jours, qui est un composé d'excréments et de déchets d'oiseaux maritimes, dont ils connaissaient les propriétés fertilisantes. Il est peu propable qu'ils aient été au courant des propriétés du nitrate double de potasse et de soude dont les immenses gisements couvrent les versants des Andes, tant au Pérou qu'au Chili et qui est, aujourd'hui, une des principales ressources naturelles de ces pays; ces nitrates naturels ont même joué un rôle considérable dans les guerres modernes pour la fabrication des explosifs, surtout au début du conflit de 1914, avant les découvertes synthétiques du grand savant français Georges Claude et de l'Allemand Haber.

LES SCIENCES ET LES ARTS

En sciences, les Péruviens étaient moins avancés que les peuples du Mexique. Ils n'avaient, notamment, que de vagues notions de géométrie et leurs connaissances géographiques étaient plutôt sommaires. Ils ignoraient la boussole; on leur attribue, cependant, d'assez lointaines expéditions

dans le Pacifique où ils auraient atteint certaines îles polynésiennes : ils furent, croit-on, les seuls en Amérique pré-colombienne, à accomplir de tels exploits maritimes.

En astronomie, ils n'étaient pas davantage à la hauteur de leurs contemporains : leur système de computation était des plus primitifs et n'avait ni l'exactitude ni la valeur scientifique de celui des Mayas, par exemple, qui, nous l'avons vu, avaient atteint la plus haute précision dès le premier siècle avant notre ère.

On prétend également que les arts péruviens n'ont pas atteint la perfection mexicaine. Il est en effet possible, comme le soutient M. A. Tramond,[1] que leurs peintures ou leurs sculptures n'aient eu ni la délicatesse ni le fini de celles des Mayas ou des Toltèques-Aztèques; seulement, à côté de productions tout à fait quelconques, on trouve des oeuvres qui, sans avoir la majesté des fresques de Palenqué, de Mayapan ou des monuments de l'Anahuac lui-même, n'en sont pas moins d'authentiques manifestations artistiques.

On peut faire la même remarque pour leurs tissus et ils ne se sont pas davantage imposés dans l'art de la céramique. On a trouvé, néanmoins, dans certains tombeaux d'Incas, des spécimens de

[1] A. Tramond — "L'Amérique latine" — Histoire illustrée des pays et des peuples — A. Quillet, éditeur — Paris.

poterie qui ne le cèdent en rien à ceux des autres peuples américains et qui évoquent, parfois, la perfection chinoise.

Il y eut cependant un domaine où leur supériorité fut manifeste; ils ont été les seuls, peut-être avec les Mayas de la seconde époque, à exécuter des oeuvres artistiques avec quelques métaux, dont l'or, l'argent et probablement le cuivre. Alors que les Mexicains du nord se contentaient de battre ces métaux en lamelles ou plaques pour recouvrir ou décorer certains monuments, les Incas sculptaient ces mêmes métaux avec lesquels ils moulaient également des statues. Seulement, pas plus que les autres, ils n'ont connu l'usage du fer, que tous les premiers habitants de notre continent ont totalement ignoré.

LA PLACE DES INCAS

La civilisation inca occupe une place de premier rang dans l'Amérique pré-colombienne. Fut-elle supérieure aux autres, comme on l'a déjà prétendu ou n'a-t-elle pas atteint leur degré de raffinement, comme d'autres le soutiennent? Je n'ai pas à trancher la question. Chacun de ces peuples qui ont eu, entre eux, plus d'un point de ressem-

blance, n'en ont pas moins possédé leur cachet propre et nettement spécifique.

Il est indubitable, par exemple, que la religion inca fut moins brutale, plus humaine et peut-être même plus spiritualiste que celle des Mayas ou des Aztèques. Personne, non plus, ne refusera de reconnaître aux Péruviens un système d'organisation politique qui en fait un modèle du genre, qu'aucun peuple contemporain n'a dépassé. M. Tramond, qui n'hésite pas à donner la palme aux civilisations du nord, reconnaît, sans hésitation, leur infériorité sur le plan de l'organisation politique. "Seule peut-être de toutes les parties de l'ancien empire espagnol — car l'unité du Mexique est postérieure à la conquête — la région péru-bolivienne avait des traditions politiques, qui n'ont jamais été entièrement oubliées : l'Espagne elle-même ne s'est, à beaucoup d'égards, comportée que comme l'héritière et la continuatrice des Incas : c'était toujours le même despotisme patriarcal, servi par un système de castes soigneusement hiérarchisé, appuyé sur une religion formaliste et soupçonneuse; une gentilhommerie d'hidalgos y avait simplement remplacé, parfois même en se confondant par des alliances avec elle, l'aristocratie de sang indigène, pendant que les prêtres catholiques s'installaient au lieu et à la place des pontifes du Soleil. Nulle part, si l'on met à part les troubles des premiers temps qui furent d'ailleurs

surtout des querelles entre les conquérants, la transition ne fut si facile, si même elle ne fut pas seulement un changemnet de personnes.....

"La nature même de ces populations y a contribué puissamment : à vrai dire, la masse impassible, lente et robuste de ces paysans quichas, qui encore aujourd'hui font l'immense majorité de ces sept ou huit millions d'hommes que l'on nomme les citoyens péruviens ou boliviens, a continué à vivre comme elle le faisait depuis des siècles : agriculteurs ou pasteurs, mais d'une agriculture ou d'un élevage dont les procédés ont à peine varié, ils s'alimentent pauvrement, sobrement, comme faisaient leurs ancêtres de maïs, de quinoa et de pommes de terre gelées, se vêtent de *ponchos* aux couleurs écarlates, pour lesquels les lainages et les cotonnades d'Europe n'ont pas encore complètement remplacé les tissus indigènes faits de poils de leurs lamas, et s'abritent, comme autrefois, dans de misérables massures d'adobe, avec pour tout luxe l'ivresse du *chicha* ou l'excitation plus spécifique encore de la coca."[1]

Quant au régime social, malgré son incontestable valeur et le souci de perfectionnement avec lequel il fut édifié, l'existence de classes privilégiées (au fond n'y a-t-il pas toujours eu, même en dé-

[1] "L'Amérique latine" — J. Tramond — "Histoire universelle illustrée des Pays et des Peuples".

mocratie, des classes privilégiées) en viciait certainement le fonctionnement. Mais le plus grand reproche qu'on puisse lui faire est inhérent à l'essence elle-même de ce système.

"Le Péruvien travaillait autant pour les autres, sinon plus, que pour lui-même; quelque laborieux qu'il fût, il ne pouvait s'enrichir ni monter dans l'échelle sociale. Il ignorait ce grand stimulant au travail qu'est l'espoir, enraciné au coeur de chaque homme, d'améliorer sa condition. Ce système bannissait toute espérance et c'était sûrement là son plus grand défaut. Tel naissait le Péruvien, tel il devait mourir."[1]

Il est évident qu'un tel système, qui ne tenait aucun compte de la liberté personnelle et ne considérait l'homme que comme un rouage d'une grande machine administrative au service d'un Etat omnipotent en ignorant totalement le côté spirituel de sa nature, ne pouvait répondre à ses aspirations même les plus légitimes, pour peu qu'elles quittassent le champ purement matériel. C'est d'ailleurs le vice de structure de tous les régimes, anciens ou modernes, qui ont voulu ou veulent diviser arbitrairement l'homme en deux parties se développant sur deux voies parallèles qui, parce qu'elles ne se rencontrent jamais, le maintiendront dans un perpétuel écartellement et l'empê-

[1] Prescott — "Historia de la Conquista del Peru".

cheront toujours de se retrouver pleinement. C'est en un mot le partage de tous les Etats qui essayent de bannir toute spiritualité de leur vie organique; l'Inca n'excluait évidemment pas la religion de son organisation civile, mais cette religion n'a jamais pu, malgré sa supériorité monothéiste, (reçue plutôt en héritage qu'atteint par la raison), découvrir cette nature profonde de l'homme que certains philosophes païens, comme Aristote, sont parvenus à soupçonner et que le Christianisme fut le premier et le seul à proclamer.

Cependant, on ne peut tout condamner en bloc dans ce système social des Incas. "Si au Pérou, par contre, aucun homme ne pouvait devenir riche, on ignorait la misère : l'objet principal de la loi était d'assurer la tranquillité matérielle du travailleur;"[1] et elle y réussissait pleinement; car, sans allocations familiales, sans pensions de vieillesse, etc., l'empire des Incas ignorait la misère et la mendicité, ce chancre de notre vie sociale, qui s'étale encore trop souvent, dans nos villes, avec toute son horrible laideur. La charité publique n'était pas davantage nécessaire parce qu'il n'existait pas de miséreux, parce que tous étaient obligés de prendre soin de chacun et parce que cha-

[1] Prescott.

cun, s'il était dans l'impossibilité de travailler, était à la charge de tous; en un mot, si cette législation sociale était loin d'être parfaite, elle était encore, sous certains rapports, plus avancée que celle de certains Etats modernes où le chômage et le paupérisme semblent s'être établis en permanence. Enfin, sans vouloir le citer en modèle, on pourrait certainement y puiser certains enseignements dont notre société pourrait vraisemblablement tirer profit.

C'est un manque de spiritualité qui a tué ces civilisations. Elles en étaient arrivées au point mort; c'est pourquoi, au premier choc avec la civilisation espagnole, elles se sont écroulées malgré leur splendeur et leur puissance apparentes. C'est que la civilisation européenne était une civilisation en perpétuel développement alors que les civilisations américaines, même si elles se sont développées très vite et si on veut leur reconnaître une très grande valeur, étaient depuis longtemps stagnantes. "L'homme américain, écrit Rivet, qui dès l'époque tertiaire aurait su non seulement tailler la pierre, mais aussi la polir, découverte que l'homme de l'ancien monde n'a faite que très tardivement, aurait vécu depuis le miocène jusqu'à la conquête espagnole, sans rien changer dans ses habitudes ni perfectionner ses

techniques. La précocité de son génie étonne autant que sa rapide stérilisation inventive.'"

Néanmoins, ces civilisations, malgré leurs défauts — et laquelle en est exempte — ont profondément marqué l'Amérique. Elles sont tombées, répétons-le, parce qu'elles furent incapables de se renouveler. Il est temps que nous aussi, si nous ne voulons pas sombrer, fassions une sérieuse révision de nos valeurs pour que toutes nos forces spirituelles prennent enfin le pas sur les forces matérielles qui nous dirigent actuellement et nous entraînent vers l'abîme à une vitesse vertigineuse. Car sans cela, sans cette réhabilitation d'un ordre spirituel, absolument indispensable à toute société humaine qui veut vivre, nous nous écroulerons au premier choc d'une autre civilisation plus jeune et plus dynamique, malgré l'invention de toutes les bombes atomiques du monde. Car il devient éminemment dangereux, selon l'expression de Georges Duhamel, de s'habituer à confondre *progrès* et *civilisation;* il y a même un moment où l'un ne peut continuer sa trajectoire qu'aux dépens de l'autre. Nous sommes arrivés à ce point, à ce point critique où la Révolution a son mot à dire; il s'agit de

[1] Rivet — "Origines de l'Homme américain".

savoir si cette révolution sera spiritualiste ou matérialiste, si c'est la matière ou l'esprit qui l'emportera. Le problème est là et pas ailleurs; mais ne l'oublions pas, nous n'échapperons pas à la Révolution, quelle que soit son origine. Elle nous engloutira ou c'est d'elle que sortira notre regénération! Tout comme les peuples de l'ancienne Amérique.

DEUXIEME PARTIE

LA CONQUÊTE LATINE

CHAPITRE PREMIER

L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE

L'acte officiel qui entérine la découverte de l'Amérique est de 1492. C'est à cette date que commencent tous les manuels, européens comme américains, qui relatent l'histoire de notre continent. On fait table rase de ce passé millénaire, dont je viens très incomplètement de tracer les grandes lignes; et si l'on accorde quelque crédit aux hommes qui, avant la fin du XVe siècle, se sont lancés à la recherche des terres nouvelles, les Northmans au Xe siècle par exemple ou les Vikings, on n'y insiste pas quand on les mentionne; c'est à peine si on ne les classe pas dans la préhistoire.

Loin de moi l'idée de vouloir diminuer le mérite de Colomb ou le rôle que l'Espagne a joué dans la découverte du Nouveau-Monde. Cependant, on peut regretter le conformisme historique qui, d'une façon tout arbitraire, laisse dans l'ombre des faits qui, sans être d'une importance primordiale, appartiennent à l'histoire de notre con-

tinent; et l'histoire demeurera incomplète tant que l'on continuera à les ignorer.[1]

Je dépasserais cependant les cadres du présent volume si je m'arrêtais à la narration des prédécouvertes de l'Amérique; je crois néanmoins qu'il n'est pas superflu de rappeler que ce furent des Français qui, immédiatement après les Scandinaves — à qui revient la gloire d'avoir colonisé le Groënland — touchèrent réellement notre continent. Des marins et pêcheurs bretons, en effet, ont abordé à Terre-Neuve dans la seconde moitié du XVe siècle et les premières années du XVIe — donc avant Colomb puisqu'on les signale vers 1480 — et qui ne connurent sans doute rien des grands voyages du célèbre Gênois.

Mais il serait injuste de vouloir enlever au grand découvreur le mérite d'avoir intégré, si l'on peut dire, le continent américain au reste du monde connu et d'avoir, dans toute la force du mot, révélé à l'Europe l'existence de l'Amérique.

On connaît les efforts de Colomb pour décider les souverains occidentaux à s'intéresser à ses projets; on sait aussi les difficultés de toutes sortes qu'il eut à surmonter pour arriver à bon port et atteindre la première terre américaine presque

[1] Je suis heureux de m'associer ici à Ringuet qui, dans l'introduction de "Un Monde était leur empire", s'élève lui aussi contre cet ostracisme dans lequel on tient toute une partie de notre histoire américaine.

malgré son équipage, sur le point de se mutiner. Et l'on n'ignore pas, non plus, les menées sournoises des courtisans espagnols qui firent l'impossible pour le discréditer et réussirent même, à force d'astuce et de calomnies contre lui, à le faire tomber en disgrâce, malgré l'oeuvre gigantesque, qu'en dépit de tout, il avait réalisée. Je n'y insisterai pas; mais une chose demeure : malgré ses défauts ou tares, que certains auteurs, comme Zweig par exemple, mettent surtout en évidence, Colomb avait accompli un exploit unique, dont l'Histoire de l'humanité ne fournit pas d'autre exemple.

Au cours de ses quatre voyages, il explora et fixa sur la carte les Antilles, dont certains géographes soupçonnaient sans doute l'existence mais qu'ils ne désignaient que d'une façon toute approximative, et débarqua sur les côtes mêmes du continent en plusieurs endroits entre la Floride et la presqu'île du Yucatan; mais il eut surtout le mérite indiscutable d'avoir ouvert la voie aux grandes découvertes. La phalange des conquérants, aventuriers, pirates, trafiquants, corsaires, flibustiers, etc., dont les exploits ont entouré ces grandes découvertes d'un véritable halo de légendes, ne vinrent qu'après lui. Que ce fût aux Antilles, au Mexique, en Amérique centrale ou en Amérique du Sud, partout, en effet, la route est

jalonnée de noms plus ou moins glorieux qui brillent tous, cependant, d'un éclat moins puissant que celui de Colomb.

Tous ceux-là ont aussi leur mérite ! Ils étaient souvent des hommes sans scrupule, pour qui la vie ne comptait pas — pas plus la leur que celle des autres — et qui, malgré leurs excès, leurs crimes, même, ont réussi à entourer leur nom d'un certain panache qui nous empêche de voir en eux de véritables criminels. Les *conquistadores* comme Cortès ou Pizarre, les corsaires comme l'Olonais, surnommé la "Terreur des Espagnols" et tant d'autres ne sont pas, quoi qu'en disent certains historiens, ce que l'on appellerait aujourd'hui des "criminels de guerre". Vivant dans un siècle où l'héroïsme était devenu la norme de vie, ils se sont haussés à la hauteur du moment et ont accompli, parfois et même souvent en hors-la-loi, des choses véritablement grandioses qu'on serait malvenu de tendre à sous-estimer, au nom de je ne sais quelle morale plus puritaine et janséniste que véritablement chrétienne.

S'il existe encore aujourd'hui des Antilles françaises, si toutes ces îles ne sont pas passées sous la tutelle espagnole ou anglaise, si Haïti est encore un foyer de culture française, si le tricolore flotte encore à la Martinique, à la Guadeloupe et ailleurs, des hommes comme l'Olonais y furent cer-

tainement pour quelque chose, quels qu'aient été, par ailleurs, leurs mérites ou démérites.

* * *

La découverte et l'ouverture du continent américain furent surtout l'oeuvre de Latins. En plus de ceux que je viens de mentionner, on ne peut oublier des Espagnols comme Hojeda, Juan de la Cosa, Dias de Solis, qui découvrit le Rio de la Plata; Ponce de Léon, qui débarque en Floride; Nunez de Balbo, le premier à franchir l'Amérique centrale d'une côte à l'autre et à découvrir le Pacifique; il y eut aussi les Italiens Giovanni et Sebastiani Cabot, au service du roi d'Angleterre, qui touchèrent Terre-Neuve et sans doute les côtes du Canada, à l'époque où le Portugais Cabral prenait possession de la côte du Brésil au nom de son roi; Magellan qui contourne pour la première fois le continent américain. Puis c'est, après la découverte elle-même, la conquête avec Cortès qui vainc les Aztèques dont il s'empare du royaume; Pizarre, qui défait les Incas et annexe leur empire; Almagro, qui pénètre le premier au Chili; et tant d'autres dont notre Jacques Cartier qui découvre le Canada et remonte le Saint-Laurent jusqu'à la bourgade Hochelaga.

Cette fin du XVe et la première moitié du XVIe siècle marquent la prise de possession de

l'Amérique par les peuples européens, particulièrement par l'Espagne, le Portugal et la France; ce n'est que plus tard que l'Angleterre devait se tailler dans notre continent un si vaste empire qu'elle conquit surtout sur les champs de bataille de l'Europe.

C'est l'Espagne qui s'installe d'abord; île après île, elle prend les Antilles et, avec Diego Velasquez, se fixe solidement à Cuba dont elle fera le tremplin de la conquête du continent lui-même : du Mexique d'abord vers 1520 et du Pérou, environ une quinzaine d'années plus tard.

Chapitre Deuxième

L'ÉPOPÉE DE CORTÈS

C'est par le Mexique que l'Espagne pénètre réellement sur le continent.

Trois expéditions importantes permirent à Charles-Quint d'ajouter le riche empire aztèque à ses déjà vastes territoires européens. Mais avant l'aventure de Francisco Hernandez de Cordoba, au Yucatan, des Espagnols, bien que ce fût un peu malgré eux, avaient pénétré au coeur du royaume des Mayas. Ils seront les premiers Européens à prendre contact, un contact plutôt brutal, avec les peuples du continent lui-même.

Vers 1511, en effet, une expédition qui s'en revenait de l'isthme de Panama vers l'île du Cuba, fut jetée par la tempête sur les côtes du Yucatan. Six naufragés, parmi lesquels il y avait deux femmes, purent gagner le rivage; attaqués par les Indiens du littoral, ils furent faits prisonniers et, comme nous l'avons vu plus haut, sacrifiés puis mangés par les Mayas, sauf deux qui parvinrent à s'échapper : un soldat, du nom de Gonzalo

Guerrero et un religieux franciscain, Fra de Aguilar. Nous avons vu comment ces premiers Espagnols se mêlèrent aux Indigènes et comment l'un d'eux s'assimila complètement, au point de combattre plus tard ses propres compatriotes et de faire le coup de feu avec ses nouveaux compagnons pour la défense de l'empire maya.

* * *

L'Espagne ne devait ni ne pouvait cependant se contenter des Antilles; mais on manquait de détails sur l'étendue et la valeur des terres nouvelles dont on parlait partout, en ce début du XVIe siècle; des expéditions de la Floride, au nord, à l'isthme de Panama, au sud, n'avaient donné aucun résultat tangible; de ces contrées fantastiques, gorgées d'or, dont la renommée arrivait jusqu'à Cuba, on n'avait encore rien vu.

Diego Velasquez, premier gouverneur de l'île de Cuba, eut le mérite de donner corps aux premières expéditions vraiment lucratives qui devaient aboutir à la conquête de tout le pays de l'Anahuac. Personnage ambitieux et sans scrupule — ce qui souvent va de pair — désireux de jouer en Amérique un rôle de premier plan, Velasquez confie à Cordoba la mission d'aller reconnaître les côtes du Mexique. Mais pour empêcher que d'autres ne lui enlèvent l'avantage, l'honneur et sur-

tout le bénéfice pécuniaire de la découverte, il fit décréter que seules, les entreprises qu'il patronnerait, recevraient l'investiture de la Couronne.

En 1517, quelques mois à peine après l'accession au trône de Charles-Quint, Hernandez de Cordoba quittait la Havane à la tête d'une centaine d'hommes montés sur trois bateaux. Il avait comme pilote un ancien compagnon de Colomb même, Anton de Alaminos, qui fut également des expéditions de Grijalva et de celle de Cortès l'année suivante. Cet Alaminos, navigateur expérimenté, qui connaissait les côtes et leurs moindres méandres pour les avoir suivis en tout sens, ne doit pas être oublié quand on parle de la conquête du Mexique; sans lui, qui sait si Cortès serait arrivé à bon port et aurait pu débarquer aux environs de l'actuelle Vera Cruz. Et ce n'est certainement pas à lui que l'on doit imputer l'échec de cette tentative de Cordoba.

Ce dernier, en effet, après un premier succès contre les Indiens du Yucatan, dut finalement battre en retraite, laissant en fin de compte à la Baie du Mauvais Combat (nom qu'il donna lui-même à cet endroit en s'enfuyant) plus de la moitié de ses hommes; et lui-même ne dut son salut qu'à une fuite précipitée avec deux flèches dans le corps. Mais cette expédition ne demeura pas sans résultat, puisqu'elle permit de connaître avec certitude l'existence du Yucatan, pays fabu-

leux, possédant réellement des temples et des édifices où l'or était abondant et dont on n'avait eu écho jusque là que par des qu'en-dira-t-on. On avait fini maintenant de tabler sur la légende pure et simple.

Sans se décourager, Vélasquez confie une deuxième expédition à Juan de Grijalva qu'accompagnaient trois hommes qui s'illustreront par la suite : Pedro de Alvarado, Francisco de Montejo et Bernal Dia del Castillo. Cette expédition toucha terre à Vera Cruz où les Espagnols prirent contact avec les Indiens de qui ils exigèrent de l'or. Ceux-ci leur en remirent un peu, en précisant que le gros de ce métal précieux se trouvait à l'intérieur des terres, au coeur de l'Anahuac.

On avait donc mis pied au Mexique même. Les bénéfices de l'expédition étaient assez minces; mais un fait demeurait : il y avait réellement de l'or et l'on avait maintenant plus que de l'espoir; il existait bel et bien un riche royaume que les Espagnols, avec une bonne armée et surtout un bon chef pourraient, croyait-on, conquérir sans coup férir.

Ce chef, il fallait le choisir avec discernement si l'on ne voulait pas, une fois de plus, courir à un échec : "La conquête du Mexique ne pouvait être réalisée par Charles-Quint lui-même, qui était trop loin, ni par ses capitaines trop occupés par les guerres européennes. Ni par Velasquez qui

voulait découvrir et conquérir des terres sans payer de sa personne... La conquête du Mexique attendait son heure et son homme."[1]

Cette heure était venue et cet homme serait Hernan Cortès. Un capitaine de *conquistadores* devait avant tout être un "homme d'affaires". Il lui fallait, en outre, posséder les qualités essentielles à l'homme de guerre : le courage personnel qui demande de la décision pour risquer la vie d'autrui et la sienne propre, de l'énergie, de la cruauté, un coeur endurci, le don du commandement et la protection de la Fortune... "En réalité, Cortès n'avait rien, dans ses antécédents, qui le désignât pour cette mission. A trente-six ans, ce n'était qu'un agriculteur jouissant d'une modeste aisance. Il était né à Medellin, dans la province d'Estremadure, en 1485, et avait quitté l'Espagne à l'âge de 19 ans. Il lui était resté de ses études, avec une vague teinte de latin, "une adresse et des habiletés d'écrivain".[1] Un moment, il songea à servir en Italie, affichant déjà un caractère remuant et son esprit d'aventure; mais il se rendit à San Domingo, avec Nicolas de Ovando, puis aida Velasquez à faire la conquête de l'île du Cuba, ce qui lui valut bien un peu de gloire militaire... C'était, en résumé, un homme d'apparence

[1] Alfonso Teja Zabre — "Historia de Mexico".

pondérée; il avait "le jugement droit, du talent et une ambition sans bornes."[1]

A peine l'eut-il choisi, que Velasquez s'en mordit les pouces. Il se rendit compte que Cortès ne serait pas un homme qu'il pourrait manier à sa guise et que cette conquête du Mexique dont il lui avait confié la tâche, s'il la réussissait, il en aurait le bénéfice et la gloire, bénéfice et gloire qu'il n'accepterait certainement pas de partager avec lui.

Cortès se mit tout de suite à l'oeuvre. Devant les hésitations de Velasquez à lui donner les fonds nécessaires, il jeta toute sa fortune dans l'aventure. Cette expédition serait *son* expédition et malgré toutes les embûches qu'il sentait le gouverneur de Cuba lui dresser déjà dans l'ombre, il décida de hâter son départ "avec ou sans le consentement de Velasquez."

Il partit de La Havane avec six vaisseaux, équipés d'hommes racolés un peu partout et qu'il avait aguichés avec l'espoir d'une conquête facile de terres nouvelles et de monceaux d'or à portée de la main. A ce noyau d'Espagnols, il avait, pour compléter son armée, fait appel à des créoles "acclimatés dans les tropiques et connaissant les Indiens tant comme amis que comme ennemis."[1] Il était parvenu, en outre, à obtenir de nombreux

[1] Alfonso Teja Zabre — "Historia de Mexico".
[1] Alfonso Teja Zabre.

marchands ou trafiquants de Cuba ou des autres colonies ainsi que de la métropole elle-même, du crédit tant en espèces sonnantes qu'en marchandises à troquer contre les richesses du peuple à l'assaut duquel il se lançait.

Parti de La Havane avec six navires, il en avait neuf à son arrivée à la côte mexicaine. "Ses forces armées se composaient de 518 soldats, de 32 arbalétriers, de 110 marins, avec 10 canons de bronze, quatre fauconnets et plusieurs mâtins ou chiens de proie. Le maître pilote était une fois de plus Anton de Alaminos. L'expérience acquise, au cours des voyages antérieurs, servait Cortès; de plus, maints capitaines et maints soldats, qui avaient déjà servi à Cuba et dans les autres îles sous Hernandez de Cordoba ou sous Grivalja, l'accompagnaient également."[1]

Il eut de plus l'avantage de s'attacher en passant, Fra Aguillar, ce franciscain dont nous avons déjà parlé et qui avait vécu plusieurs années avec les Indiens; il devait lui rendre d'immenses services tant par sa connaissance des langues locales que par son expérience des indigènes. Et dans le Tabasco, les chefs de tribus lui firent cadeau de plusieurs esclaves, dont la Malinche ou "Dona Marina", qui lui fut également d'une très grande utilité.

* * *

[1] Alfonso Teja Zabre.

Et là-bas, à Tenochtitlan, parvenaient des rumeurs de plus en plus précises de l'arrivée d'hommes blancs dont la ferme intention était de s'emparer de l'empire des Aztèques. Netzahualpili, le roi de la puissante Texcoco, aurait même prédit à Moctésuma, la fin de son empire : "Grand et puissant Seigneur, aurait-il dit, je ne voudrais pas te tourmenter par de vaines inquiétudes, mais mon devoir est de te servir : je suis arrivé à cette conviction que, sous peu, nos villes seront détruites et, avant longtemps, l'on verra dans le ciel des signes qui confirment mes prédictions."

L'apparition d'une comète et la prophétie de Quetzalcoalt, que ces évocations d'hommes blancs rendaient plus précise encore, furent deux facteurs qui influencèrent profondément Moctésuma. Impressionné en outre par ces "maisons flottantes" que ses émissaires lui disaient être les navires espagnols, l'empereur, qui ne connaissait réellement ni la force ni les intentions des nouveaux venus, se décida à parlementer pour éviter le pire.

Aussi, lorsque Cortès arriva en vue des côtes, fut-il surpris d'y voir une multitude d'Indiens qui semblaient l'attendre et dont l'attitude paraissait des plus amicales. "Cortès leur fit des protestations d'amitié au nom du plus puissant monarque du monde. Il leur remit une chaise, des grains de verre et un chapeau rouge pour leur empereur. En

voyant le casque d'un soldat, un Indien le demanda à Cortès pour Moctésuma. Le *conquistador* lui remit à condition qu'il le lui rapportât plein d'or."[1]

Les premières relations entre Mexicains et Espagnols furent donc des plus cordiales, du moins en apparence. En réalité, chacun s'observait, scrutait les intentions de l'adversaire et cherchait à évaluer la force de l'autre.

Cortès ne perdit pas de temps; riche déjà des somptueux cadeaux que lui avait envoyés Moctésuma à qui il remettait de son côté des choses sans valeur, il prit immédiatement contact avec les habitants des tribus côtières. Il apprit ainsi bien vite qu'il pourrait s'appuyer sur certaines d'entre elles, dont les sentiments à l'égard de l'empereur aztèque n'étaient pas des plus sympathiques; il n'avait pas tardé, en effet, à comprendre que cet empire était malgré tout une force et que sans de solides appuis au sein du pays où il s'engageait, il ne pourrait pas grand chose. Il avait de plus à vaincre la rivalité de Velazquez, dont l'animosité envers lui s'était changée en une hostilité ouverte; et il soupçonnait même l'astucieux gouverneur de Cuba de s'être assuré la complicité de certains de ses propres hommes dont la mission

[1] Zabre.

devait être, sans aucun doute possible, de tout faire pour l'empêcher de réussir.

Mais Velazquez comptait sans la farouche énergie et l'esprit de décision du conquérant. Payant d'audace, celui-ci décida en effet de porter un coup qui découragerait non seulement les partisans de son rival, mais tous ceux qui, d'une manière ou de l'autre, auraient l'intention de lui tirer dans le dos. Sans hésitation aucune, il fit jeter en prison tous ceux qu'il suspectait et avertit les autres qu'ils avaient à choisir entre une part dans les bénéfices et profits de l'expédition ou le gibet.

Il rejeta ensuite officiellement l'autorité du gouverneur de Cuba et s'adressa directement à la Cour d'Espagne où il envoya des émissaires, chargés de présents, avec mission d'annoncer là-bas la fondation d'une nouvelle ville, la Vera Cruz (la Vraie Croix), qu'il organisa et modela à l'image des municipalités espagnoles. Puis, pour enlever toute hésitation à ceux qui auraient refusé de le suivre, il fit purement et simplement brûler ses vaisseaux... et fonça de l'avant !

"Dans la conquête du Mexique, écrit Zabre, ce qui surprend, c'est la réussite de cette entreprise gigantesque avec les médiocres moyens dont disposait Cortès. On a cherché bien des explications à ce quasi-miracle : le génie de Cortès, ses dons de conquérant, d'organisateur, de politicien et de

soldat y ont certainement été pour quelque chose. Mais il faut y ajouter la chance qui le favorisa, sans pour cela vouloir diminuer son mérite, qui est immense. Mais, tout au long de sa chevauchée, Cortès semble guidé par une main qui le dirige, le protège et le mène par les meilleurs chemins... Il se trouva en présence de peuples profondément influencés par la crainte du surnaturel et de l'inconnu, telle la légende de Quetzalcoalt qui devait revenir restaurer son pouvoir sous la forme d'un homme blanc; enfin, la faiblesse de Moctésuma, les guerres entre les peuples indigènes, etc., furent autant de facteurs qui contribuèrent à faciliter sa tâche". Ajoutons la supériorité de l'armement européen, l'usage des chevaux, inconnu des Aztèques, etc., "en somme, la force d'une civilisation en plein développement qui déferlait comme une houle sur le Nouveau-Monde"[1] et emportait tout sur son passage.

* * *

Allié aux Cempoaltèques, Cortès pénètre à l'intérieur des terres et part à l'assaut du vaste pays de l'Anahuac, où il ne tarde pas à découvrir un monde, dont les relations qu'il en avait eues ne lui avaient pas permis de se faire une idée assez juste.

[1] Zabre.

Il avance lentement et se heurte d'abord aux Tlaxcaltèques rapidement mis en déroute et qui, dans la défaite, vinrent lui offrir leur alliance. Malgré la défiance qu'il gardait envers ces tribus, sa situation au milieu de ce pays inconnu, montagneux, aux sentiers plutôt qu'aux routes véritables, dont chacun était un véritable coupe-gorge, le força à accepter toutes les protestations d'amitié qu'on lui faisait. Mais cela ne l'empêchait pas de se tenir sur ses gardes.

Au fur et à mesure qu'il avançait, des émissaires de Moctésuma, chargés de cadeaux les plus fabuleux, venaient à sa rencontre, le suppliant, au nom de leur empereur, de ne pas pousser plus avant; mais sourd à toutes ces objurations, Cortès s'approchait lentement, mais combien sûrement, de Tenochtitlan, coeur de cet empire de l'égende qu'il voulait conquérir.

On a souvent accusé Cortès et les Espagnols de massacres inutiles, particulièrement à Cholula, où plus de trois mille Mexicains demeurèrent sur le carreau à la suite d'une attaque non provoquée, dit-on, de la part de ces indigènes désarmés sur lesquels ils s'acharnèrent. A Cholula, cependant, il semble bien que ce fut pour prévenir l'anéantissement de son armée qu'ils se jetèrent à l'offensive. Jose Vasconcellos, historien mexicain, affirme que Moctésuma dépêcha aux caciques locaux des ambassadeurs, appuyés par une armée de vingt mille

hommes, avec mission de s'emparer des Espagnols pour les envoyer à Tenochtitlan et de n'en garder que vingt pour offrir en sacrifices à leurs idoles. Cortès se douta du traquenard et, avec son esprit de décision habituel, il prit les devants. Les Indiens furent massacrés sans pitié. Et sans se retourner, le conquérant continua sa route vers Mexico où il lui tardait enfin de parvenir. Il y arriva le 7 novembre 1519.

Changeant de tactique à la suite du désastre de Cholula — quels qu'en fussent les responsables, le résultat en était une incontestable défaite pour lui — Moctésuma alla au devant de Cortès et le traita en véritable ambassadeur d'un souverain ami et il laissa les soldats espagnols pénétrer et se répandre dans la ville.

Ce fut alors, au tour de Cortès d'être embarrassé. Cette reddition de Mexico, qui n'en était pas une au strict point de vue militaire, ne réglait rien. Moctésuma n'avait fait aucun acte officiel de soumission; il demeurait toujours le maître de son empire et Cortès avec ses quelques centaines d'hommes ne pouvait pas grand chose. Le considérait-on comme un visiteur de marque, ambassadeur comme il s'était défini lui-même du "plus puissant monarque de la terre", ou comme un intrus, sinon un ennemi dont on essayerait de se débarrasser à la première occasion ? Cortès ne le savait pas !

Encore une fois, ici, il paya d'audace. Il décida de s'emparer de la personne de Moctésuma et le massacre de quelques soldats espagnols des garnisons de Cempoala et de Vera Cruz lui en fournit le prétexte. Mais, même prisonnier, l'empereur des Aztèques demeurait une force avec laquelle il lui fallait toujours compter. Son coup d'audace ne produisit apparemment aucune réaction hostile dans la ville; il traitait d'ailleurs son prisonnier avec tous les égards dus à son rang, ne changeant aucune de ses coutumes, lui laissant, notamment, ses nombreuses femmes et ses innombrables serviteurs.

Moctésuma demeurait, cependant, d'une passivité qui irritait le *conquistador*, parce qu'elle lui liait littéralement les mains; il demeurait en fait le seul maître d'une situation que la faiblesse des Espagnols était impuissante à changer.

Cortès se rendait compte que son prisonnier avait toujours l'avantage sur lui; ses neveux se préparaient ouvertement à la guerre et un mot du monarque ou un geste contre lui aurait suffi à déclencher le massacre des quelque cinq cents soldats de Sa Majesté catholique. Le conquérant était prisonnier de sa conquête !

Cette inaction lui pesait. Encore une fois il joua le tout pour le tout. La conquête du Mexique d'ailleurs, ne fut possible que parce que Cortès jeta si souvent les dés et que chaque fois qu'il

jouait son sort il gagnait. Spéculant sur la division des Mexicains eux-mêmes et la rivalité des chefs, découvrant à l'empereur de prétendus ennemis, notamment le roi de Texcoco qu'il accusait de vouloir le détrôner, le chef espagnol offrit à Moctésuma de se placer sous la "protection" de son empereur, qui lui garantirait, en échange, la conservation de sa propre couronne. En gage de sa bonne foi, il exigea qu'il lui remît les trésors de son palais d'Axayacatl. Moctésuma donna-t-il dans le jeu de Cortès dans la seule intention de temporiser ? Il est assez difficile de le dire; mais toujours est-il qu'il remit au capitaine de véritables monceaux d'or que celui-ci partagea en cinq parts : une pour Charles-Quint, la deuxième pour lui, les trois autres pour ses officiers et ses hommes.

Mais un autre problème se posait à Cortès : celui des sacrifices humains qu'il aurait bien voulu voir cesser et dont la cruauté l'horrifiait ainsi que ses hommes, pourtant habitués aux massacres de la guerre. Il s'en ouvrit à Moctésuma et lui dit que pour obtenir l'appui intégral du grand Charles-Quint, il lui faudrait se convertir au catholicisme et faire cesser les sacrifices humains. Mais le monarque aztèque refusa net et persista dans son refus, disant que toute atteinte aux droits religieux du peuple amènerait une révolution, car celui-ci ne pouvait admettre que l'on

"supprimât les coutumes qu'il tenait de ses ancêtres".

Mais la cruauté inouïe de ces sacrifices au cours desquels les grands prêtres mangeaient le coeur des victimes, décida Cortès à empêcher la fête annuelle organisée à l'occasion de l'anniversaire de la construction du Grand Temple de Mexico : et sans hésiter, il ordonna la destruction des idoles et l'érection d'une grande croix sur le sommet du temple.

Moctésuma n'eut aucune réaction bien définie devant ce geste qu'il ne pouvait pas ne pas considérer comme un sacrilège. Seulement, il demanda aux Espagnols de quitter le Mexique et de se rembarquer avant que le peuple ne se révolte : "Je vous ai donné tout ce que vous m'aviez demandé, disait-il à Cortès; que voulez-vous de plus ?" Ce qu'il voulait ? Mais tout simplement son empire, ses richesses et l'annexion de tout le Mexique à l'empire espagnol. Mais ce n'étaient pas choses à lui avouer. En attendant, il demeurait toujours dans une impasse.

* * *

Cet homme toujours sur la brèche, fait pour la lutte et le combat, allait être servi à souhait; mais la diversion que lui offrait le destin n'était pas précisément celle qu'il aurait souhaitée. Ce qui se

préparait cette fois, véritable coup de Jarnac, devait lui venir de ses propres compatriotes. L'ambitieux Velazquez, en effet, n'avait pas désarmé. Instruit des premiers succès de Cortès qui, avec ses faibles moyens, était parvenu au coeur même du pays de l'Anahuac et avait, apparemment, conquis l'amitié de l'empereur des Aztèques, il décida de l'abattre avant que le *conquistador* n'ait le temps de recueillir le fruit et la gloire de ses exploits. Il arma et équipa une flotte de dix-neuf navires sur lesquels prirent place quatorze cents soldats, sans compter les Indiens et les esclaves nègres, à qui il fournit un équipement de cavalerie et une vingtaine de canons. Et trop lâche pour payer de sa personne, il plaça l'expédition sous les ordres de Panfilo de Narvaez.

Bien que prisonnier, ce fut Moctésuma qui apprit le premier la nouvelle de l'expédition et qui, si surprenant que cela paraisse, en avertit Cortès; il lui révéla même que son ennemi l'avait accusé auprès de lui d'être "un vulgaire chef de brigands et que Narvaez disposait d'une armée suffisante pour le châtier et le mettre à mort en même temps que tous ses hommes".

On ne trouve qu'une seule explication possible à l'attitude de Moctésuma avertissant ainsi son geôlier d'un danger qui le menaçait; l'empereur espérait voir les Espagnols s'exterminer eux-mêmes; après, devait-il penser, ce ne serait qu'un

jeu pour ses soldats d'en débarrasser complètement le pays.

Cortès feignit d'accueillir cette nouvelle avec beaucoup de désinvolture; c'était pourtant un coup terrible de nature à abattre tout autre que lui. Prompt à l'action comme toujours, il décida de marcher à la rencontre de l'expédition de Narvaez et confia Mexico à Pedro de Alvarado avec un peu plus d'une centaine d'hommes. Il engageait une partie serrée, au cours de laquelle il révélera non seulement son habileté, mais son véritable génie. Il commença par envoyer des émissaires de paix à Narvaez lui enjoignant de ne pas diviser les faibles forces de l'Espagne devant les ennemis innombrables qu'elle avait en ce pays et surtout de ne pas s'offrir en spectacle aux Indiens dans une lutte fratricide et meurtrière, dont ils ne pourraient qu'être les bénéficiaires. A ces émissaires, il avait confié d'innombrables cadeaux, surtout de l'or, pour remettre en son nom à Narvaez, spécifiant que ce n'était là qu'une faible partie de ce qui l'attendait à Mexico s'il voulait s'allier avec lui.

Mais Narvaez se moqua des ambassadeurs du *conquistador* et, devant toute son armée, le lieutenant de Velazquez alla même jusqu'à dire "qu'il couperait les oreilles de Cortès pour en manger une". Cependant, si Narvaez ne se laissa pas séduire par les richesses qu'envoyait Cortès, il y

avait dans son armée et même parmi ses principaux lieutenants, des hommes que "le reflet que fait le soleil sur le vil métal" ne laissait pas insensibles. Il y eu eut "plus qu'il n'en fallait", surtout parmi ceux qui ne devaient rien à Velazquez, qui se laissèrent séduire par les "arguments brillants" du *conquistador*.

"Il n'y eut qu'un simulacre de combat. Narvaez fut surpris au milieu du camp. Ses canons n'eurent le temps que de lancer quelques décharges qui tuèrent quatre hommes de Cortès. Et ce fut la musique de Narvaez qui joua en l'honneur de la victoire du conquérant... Amené devant lui, Narvaez lui dit : "Vous pouvez être reconnaissant à la Fortune de vous être emparé de moi à si peu de frais". Ce à quoi Cortès répondit : "Vous dites vrai; mais c'est le moindre de mes exploits dans ces terres". Il aurait pu ajouter que ce n'était rien auprès de ce qu'il aurait encore à surmonter."[1]

* * *

A Mexico, pendant ce temps-là, les événements se corsaient. Si dès son arrivée au Mexique, Cortès avait révélé partout non seulement de grandes

[1] Zabre.

qualités de chef et de conquérant mais aussi des qualités d'administrateur et de fin politique, il n'en était pas ainsi pour le lieutenant à qui il avait confié la capitale à son départ. Agissant comme capitaine général du royaume d'Espagne, Cortès prenait toujours soin de s'effacer devant Moctésuma et les autres caciques, leur demandant conseil et feignant de suivre leur désir dans toutes les décisions importantes qu'il prenait. Il voulait, en quelque sorte, laisser aux indigènes l'impression qu'ils étaient toujours les maîtres et que c'étaient eux, en dernier ressort, qui commandaient.

Mais Alvarado était tout à l'opposé de son chef, dont il ne possédait ni la prudence ni l'habileté. Soldat avant tout, arrogant et suffisant par dessus le marché, il avait le tort de tirer un peu trop vite le glaive. Enervé par l'atmosphère d'hostilité qui régnait dans la ville, hostilité que ses maladresses ne faisaient qu'augmenter, il vivait dans l'appréhension continuelle d'une révolte.

Ses craintes, néanmoins, étaient tout à fait injustifiées. Et s'il n'avait pas perdu la tête, il semble que les événements auraient pris une tout autre tournure. Moctésuma, en effet, qui cherchait toujours à gagner du temps dans l'espoir, sans cesse caressé, de voir les Espagnols quitter le pays, se montrait envers eux des plus conciliants. Son mot d'ordre était de ne leur rien refuser. Et

seule la stupidité d'Alvarado vint tout gâter et fit naître contre les conquérants une méfiance que rien ne pourra plus jamais faire disparaître. Son intervention maladroite a contribué, plus que toute autre chose, à accréditer la renommée de cruauté et d'inhumanité des Espagnols que les historiens superficiels ou des reporters, comme Gunther, ne se sont pas fait faute d'exploiter ou de répandre. Et c'est elle, dans une certaine mesure, qui a terni la gloire de Cortès.

Au cours d'une fête religieuse au Grand Temple de Mexico, les Espagnols, sur l'ordre d'Alvarado, se lancèrent contre une foule sans défiance et sans armes et effectuèrent un horrible massacre avant que les Aztèques n'aient pu se rendre compte de ce qui arrivait. Mais ils ne tardèrent pas à se ressaisir, à s'armer à leur tour, puis à foncer sur leurs agresseurs; ceux-ci débordés par le nombre, furent poursuivis jusqu'à leurs casernes et s'ils ne furent pas sur le champ massacrés, ce fut encore une fois grâce à Moctésuma. Les Mexicains se contentèrent d'assiéger les Espagnols dans leur retraite et de leur couper les vivres : leur situation eût été désespérée sans l'arrivée de Cortès qui, dès qu'il apprit le massacre, se dirigea vers Mexico à marche forcée. Il arrivait dans la capitale avec une armée grossie des effectifs de Narvaez et de quelques milliers d'Indiens qui s'étaient joints à lui, attirés par le prestige que

lui avait valu sa si rapide victoire sur l'envoyé de Velasquez.

Mais l'arrivée du *conquistador* ne parvint pas à rétablir le calme. L'irréparable avait été accompli. Cortès arriva à Mexico le 24 juin 1520; une révolte éclata le 27; son chef était un jeune homme de 18 ans, Cuauhtémoc.

Pour les Mexicains, Cuauhtémoc est ce que fut Vercingétorix pour les Gaulois. Il incarne l'âme nationale, si l'on peut déjà employer ce mot qui n'aura son plein sens qu'à la fin de la période moderne : c'est le héros par excellence en qui se trouvent résumées les vertus, les gloires et les qualités de la race aztèque tout entière. Le 27 juin, devant les proportions inquiétantes que prenait l'hostilité des Mexicains, Cortès demanda à Moctésuma d'intervenir une autre fois. L'empereur toujours conciliant, qui espérait en dépit de tout par la pratique d'une politique de bonne entente amener les Espagnols à la raison, se rendit aux désirs du conquistador et se montra au balcon de son palais. Avant même qu'il n'eût le temps de dire un mot, Cuauhtémoc poussa le cri de la révolte qui rompait toutes les amarres et mettait en hostilité ouverte Espagnols et Mexicains : "Moctésuma n'est plus notre roi, s'écria le jeune chef... C'est un lâche et nous le châtierons comme il le mérite." Et joignant le geste à la parole, il visa l'empereur et lui décocha une flèche. Son

geste, suivi par toute l'armée, força les Espagnols à retraiter et à se barricader dans leurs quartiers.

C'était le siège qui commençait. En vain, Cortès essaya-t-il de parlementer; en vain fit-il mille et une promesses, celles de se retirer de la ville, de rendre l'or et les bijoux que lui avait donnés le défunt empereur : rien n'y fit. Les Mexicains semblaient décidés à exterminer les Espagnols et se préparaient à monter à l'assaut de leur garnison.

Jamais Cortès ne s'était trouvé dans une situation plus dangereuse. Mais une fois de plus, il montra son esprit de décision, ses qualités de guerrier et de capitaine. Trois jours après l'attaque contre Moctésuma c'est-à-dire dans la nuit du 30 juin, il tenta cette fameuse sortie dont la réussite ou l'échec devait décider de son sort. La nuit était opaque et lourde. Il avait plu jusque tard dans la soirée. Dans un silence tragique où l'on sentait l'ennemi aux aguets, les troupes de Cortès, Espagnols et Indiens qui s'étaient alliés à lui, s'avançaient lentement à travers le camp des Mexicains. Tout semblait devoir se passer sans accroc, lorsque soudain, du plus profond de la nuit, retentit un cri : "Les teules (dieux) s'en vont. Vite les canots : arrêtez-les".

Pour s'échapper, Cortès avait fait construire un pont mobile en remplacement de celui que les Mexicains avaient coupé. Lorsque sa tentative de sortie fut découverte, à peine la moitié de son

armée était parvenue à le franchir. Ce fut, dans l'obscurité, un véritable combat d'aveugles. L'arrière-garde n'eut d'autres ressources que de se replier et ce ne fut qu'en arrivant à Tacuba, au petit jour, que le *conquistador* put se rendre compte de l'énormité de ses pertes. "La moitié de son armée était détruite; les Espagnols étaient morts par centaines et leurs alliés indiens par milliers. La plupart et Cortès lui-même étaient blessés, les trésors que l'on avait distribués avant la fuite et l'artillerie, restés dans les fossés, étaient perdus; beaucoup de chevaux ne pouvaient plus servir. Les Espagnols se trouvaient sans vivres et sans ressources. On dit qu'à ce moment, le *conquistador* ne put s'empêcher de verser des larmes."[1] Dans l'histoire, cette nuit désastreuse reçut le nom de "La Noche triste", la nuit triste.

Néanmoins, la situation des Espagnols était meilleure que celle dans laquelle ils se trouvaient la veille, puisqu'au moins, ils étaient parvenus à lever le siège. Cortès se rendit chez les Tlaxcaltèques où il entreprit de redonner du corps à son armée. Son premier souci était de partir à l'assaut de Mexico pour délivrer son arrière-garde et les quelques centaines de ses soldats qu'il savait condamnés au supplice sur la "pierre des sacrifices". Mais il se rendit vite compte que dans l'état d'im-

[1] Zabre.

puissance de ses hommes, il ne pouvait rien tenter de ce côté.

A Tenochtitlan, les Aztèques ne perdaient pas leur temps et le général s'aperçut bien vite qu'il lui faudrait engager avec eux une bataille décisive, d'autant plus que ses alliés tlaxcaltèques étaient loin d'être sûrs. Mais un chef de la trempe de Cortès ne se laisse jamais décourager. Il rallia ses troupes, leur montra que la bataille que l'on allait engager était une partie de "quitte ou double" et, qu'à moins de victoire, c'était la mort certaine pour eux. Alors autant valait périr sur les champs de bataille qu'au milieu des supplices que leur feraient subir ces barbares.

La partie fut engagée près d'Otumba. "En rase campagne, entouré de milliers d'ennemis, le groupe castillan démontra une fois de plus la force de son organisation et la supériorité de ses armements. Les soldats blessés et fatigués se battaient avec un courage que décuplait le désespoir. Et le capitaine Cortès, comme dans un poème épique, se jeta sur le chef de ses ennemis, le terrassa dans un combat corps à corps, lui arracha l'étendard qui servait de point de ralliement aux indigènes, et, par ce coup d'audace, brisa l'élan de l'ennemi et ramena la victoire dans les rangs des Castillans".[1]

[1] Zabre.

Cette victoire redonna courage aux troupes qu'avaient profondément démoralisées les événements des mois précédents; bon nombre avant le combat, parlaient déjà de s'en retourner, de regagner Cuba, d'abandonner la partie. Après Otumba, ce fut un revirement complet. Le chef laissa d'abord reposer ses troupes; il s'occupa surtout de se faire des alliés à travers le pays dans le but de retourner à Mexico le plus tôt possible. Jouant sur la division des différents clans, encore une fois comme César jadis sur celle des Gaulois, sur leur vieille rivalité, sur l'hostilité de plusieurs peuples à l'égard des Aztèques, il manoeuvra avec tellement d'habileté que dix mois environ après la "nuit triste", il avait groupé sous son étendard la plupart des peuples de l'Anahuac. Et le 26 mai 1521, avec une centaine de mille alliés indiens, il mettait le siège devant la capitale.

Cortès livra plusieurs assauts à la ville; mais ce fut en vain. Au cours d'un engagement, lui-même fut pris et aurait été sans aucun doute sacrifié sur la pierre des sacrifices si ses soldats n'étaient parvenus à le délivrer : les Aztèques voulaient en effet s'en saisir et avaient proclamé leur désir de l'immoler à leur dieu pour faire manger son coeur par les grands prêtres à la face du peuple. Et c'est seulement parce que les Aztèques le voulaient vivant qu'il dut de ne pas avoir été massacré pendant le combat.

C'est par la famine qu'il prit la ville et lorsqu'il y pénétra, il n'y trouva que des ruines. Les Mexicains se défendirent avec l'énergie du désespoir. L'histoire de ce siège est l'une des plus belles et des plus héroïques qui soient. Avant de tomber, le peuple Aztèque a affiché un courage, une ténacité et une énergie qui révèlent les profondes qualités latentes qu'il possédait encore en lui et qui lui avaient permis de construire l'empire que trouva Cortès.

* * *

Selon un auteur ancien et inconnu que cite Zabre, Cuauhtémoc fut pris par un Espagnol du nom de Garcia Olguin. "Cortès, continue cet historien, fit demander à Cuauhtémoc pourquoi il avait sacrifié une telle quantité de vies des deux côtés et pourquoi il avait détruit sa belle ville, alors qu'il lui avait fait de si fréquentes propositions de paix". Et le chef indien eut cette fière réponse : "Dites au capitaine que j'ai fait mon devoir en défendant ma ville et mon empire, comme il eût fait le sien si j'avais tenté de les lui ravir; mais puisque j'ai échoué et que me voici en son pouvoir, qu'il prenne ce poignard et qu'il me tue". "Mais, dit à son tour Zabre, Cortès ne voulait pas encore sa mort. Le prestige qui s'attachait au roi vaincu pouvait aider à la reconstruction de

la nouvelle ville de Mexico et contribuer en quelque sorte à la fondation d'une nouvelle nationalité".

* * *

Le Mexique devenait colonie espagnole et la première vice-royauté de l'Empire de Charles-Quint. Cortès avait nommé Cuauhtémoc gouverneur de Mexico pour tâcher de se concilier les Indiens qui étaient demeurés fidèles au monarque. Mais cela n'empêchait pas les révoltes sporadiques et les attentats contre les occupants. La fierté aztèque s'accommodait mal de la conquête et Cuauhtémoc lui-même fut impliqué dans un complot contre la vie de Cortès. Un chroniqueur espagnol du nom de Bernal, prétend que l'on devait massacrer le chef et sa suite à l'occasion d'un voyage aux Hibueras où il forçait Cuauhtémoc à l'accompagner. On devait ensuite revenir à Mexico, lever l'étendard de la révolte et tenter de chasser les Espagnols du pays ou supprimer ceux qui résisteraient.

A la découverte du complot, Cortès ne se contint plus et sévit avec la dernière rigueur. Il fit exécuter Cuauhtémoc. Geste malhabile qu'il accomplit sans doute sous le coup de la colère et probablement excité par son entourage qui mettait en balance sa bonté envers le monarque et l'atti-

tude "perfide" de ce dernier. Cette exécution nous fait regretter que Cortès n'ait pas pu se montrer généreux jusqu'au bout; il a fait du malheureux Cuauhtémoc un martyr national; cette exécution creusa entre les deux races un fossé que quatre siècles ne sont pas parvenus à combler tout à fait.

CHAPITRE TROISIÈME

LA CONQUÊTE DU PÉROU

La figure de Pizarre domine toute l'histoire de la conquête du Pérou comme celle de Cortès domine l'épopée mexicaine. L'un et l'autre furent certainement les deux plus grands conquérants non seulement de l'Espagne mais aussi de l'Amérique. Ni les Français, ni les Portugais, ni les Anglo-saxons n'eurent d'homme comparable à ces deux géants. Et ceci dit sans diminuer le rôle d'un Iberville, par exemple, que M. Frégault a surnommé avec raison le conquérant.[1]

Alors que les premiers se trouvaient en face de peuplades incultes pour lesquelles la civilisation n'existait pas ou à peu près pas, Pizarre et Cortès eurent affaire à des peuples organisés, dont les moyens défensifs n'étaient pas sensiblement inférieurs à ceux dont se servait l'Espagne pour les conquérir. De plus, alors que les conquérants du

[1] Iberville, le Conquérant, par Guy Frégault — Editions de l'Arbre — Montréal 1944.

nord n'eurent presque pas à lutter pour se rendre maîtres des territoires qu'ils occupaient — les guerrillas que Français et Anglais durent soutenir contre les peuplades indiennes furent subséquentes à la prise de possession du territoire — les Espagnols qui s'attaquaient aux Mexicains et aux Incas soutinrent une véritable guerre, une guerre sans merci menée contre des armées et des peuples qui leur étaient jusqu'à cent fois supérieurs en nombre.

Gunther, dont l'inqualifiable partialité à l'égard de l'Amérique latine rend souvent le témoignage sujet à caution, décrit néanmoins en ces termes les conquêtes espagnoles : "Comme chacun le sait, Christophe Colomb découvrit le monde occidental — il croyait, c'est entendu, aborder en Orient — en 1492. Après lui se produisit la ruée tumultueuse des *conquistadores* qui se taillèrent de vastes empires. Cortès subjugua le Mexique en 1521 et Pizarre écrasa les Incas au Pérou en 1533. On obtint du pape Alexandre VI le partage du Nouveau-Monde entre l'Espagne et le Portugal, et les trésors du nouveau continent s'offrirent à la cupidité des capitaines. La rapidité et l'étendue en profondeur des conquêtes espagnoles furent effarantes. Cinquante ans après Christophe Colomb, des lieutenants hardis comme Pierre de Alvarado et Pierre de Valvidia, à la tête de poignées de soldats, avaient établi le règne de l'Espagne, de-

puis le Guatémala jusqu'au Chili, sur un territoire d'au moins huit millions de milles carrés qui s'ajoutaient alors au monde connu. Ils construisirent des villes, fondèrent des universités, bâtirent des monastères. Ils pillèrent, dépouillèrent le pays, prièrent et gouvernèrent. Vers l'an 1600, 200,000 Espagnols avaient traversé en Amérique latine. Pas plus. Le nombre des Indiens qu'ils avaient conquis s'établissait entre 25 et 30 millions. Ce fut la plus grande *blitz* de l'Histoire".[1]

Gunther, malgré son mépris affiché envers tout ce qui n'est pas anglo-saxon et protestant, ne peut s'empêcher de rendre, si mitigé qu'il soit, un hommage à la catholique Espagne.

* * *

Le nom de Pizarre appartient à l'histoire de cinq à six pays américains : ces quatre frères Francisco, Gonzales, Hernando et Juan, contribuèrent à établir l'emprise espagnole sur toute la partie occidentale de l'Amérique du Sud.

Le plus grand d'entre eux fut sans contredit Francisco, le vainqueur des Incas et le fondateur de Lima. Ce géant de l'histoire hispano-américaine eut une origine des plus humbles. Si l'on

[1] John Gunther — "L'Amérique latine" version française de "Inside Latin America"; traduction d'Albert Pascal— Editions de l'Arbre — Montréal 1944.

en croit certains chroniqueurs, celui que l'on devait appeler plus tard le "Grand Marquis", commença sa carrière comme gardien de pourceaux. Mais la soif de l'aventure et surtout de l'or le tenaillait et, un bon jour, on le retrouve en Amérique sous les ordres de Vasco Nunez de Balboa, un autre des nombreux conquérants espagnols de ce début du XVIe siècle.

Ame de chef, Francisco Pizarre quitta bientôt son capitaine pour partir lui-même à l'aventure. En compagnie de Diego d'Almagro, qui devait devenir plus tard son rival malheureux au Pérou, il se rendit sur la côte du Pacifique à la recherche de cet empire fabuleux dont on parlait partout et où l'on n'avait qu'à se baisser pour ramasser de l'or.

Ambitieux, mais aussi perspicace, Pizarre se mit dans la tête de se faire attribuer le gouvernement de cette nouvelle région par l'empereur Charles-Quint. Il revint donc en Espagne et, à force de menées, d'intrigues et de persévérance malgré les premières rebuffades, il parvint à se faire nommer gouverneur non seulement des terres qu'il venait d'explorer mais de toutes celles qu'il pourrait découvrir par la suite et rattacher à la couronne de Castille.

La ruse et l'astuce furent les deux armes principales dont se servirent les grands *conquistadores* du XVIe siècle; et Pizarre fut certainement l'un

de ceux qui surent les manier avec le plus d'habileté. Et, alors que Cortès avait à son service des hommes qui lui étaient dévoués jusqu'à la mort et prêts à se faire couper en quatre à son commandement, Pizarre ne tenait les siens en haleine que par l'appât du gain. La légende de la richesse fabuleuse du Pérou lui permit de réunir une troupe assez imposante de corsaires et de soudards sans scrupule qui lui permettait de tenter sa chance. Accompagné de ses frères sur qui il pouvait entièrement compter — la suite des événements le prouvera—il arriva sur le territoire des Incas en 1532. Les circonstances devaient singulièrement le servir.

A son arrivée, l'Empire des fils du Soleil était en pleine guerre civile. Huana Capac, selon la coutume inca qui voulait que les princes eussent de nombreuses concubines, s'était, comme nous l'avons dit plus haut, véritablement épris de l'une d'elles et avait partagé son empire entre son héritier légitime Huascar et Atalhualpa, le fils que cette dernière lui donna. C'est à ce dernier qu'eut affaire Pizarre. Mais Atalhualpa gouvernait un empire affaibli par la longue guerre qu'il venait de mener contre son demi-frère : malgré cette faiblesse cependant, il ne faut pas croire que ce fut sans difficulté que le Grand Marquis eut raison de l'Empire des Incas.

* * *

Tout comme Cortès, il dut traverser un pays escarpé et se frayer un chemin à travers une suite de montagnes que coupaient de larges et profondes vallées. Et si le passage des Alpes par Annibal et Bonaparte est digne de mention et mérite la célébrité, la traversée des hautes montagnes mexicaines comme l'Orizaba, l'Ixtaxihualt et le Popocatepelt par Cortès et celles des Andes péruviennes par Pizarre et plus tard par Bolivar n'eurent rien d'une partie de plaisir.

Arrivé au coeur du pays des Incas, Pizarre leur envoya des émissaires et, tout comme Cortès au Mexique, il se présenta à Atalhualpa comme l'ambassadeur pacifique du roi d'Espagne. On demeure néanmoins perplexe devant le peu de méfiance que montra l'empereur en se laissant attirer dans la ville de Caxamalca par les belles paroles et les protestations d'amitié du conquérant; on ne peut comprendre une telle naïveté de la part d'un monarque qui n'était pas un enfant et qui avait fait preuve d'une rare intelligence et d'un génie politique et militaire des plus développés dans sa lutte contre son demi-frère. Dans son "Histoire de la conquête du Pérou", Prescott l'explique en disant que l'Inca ne pouvait supposer que Pizarre pousserait l'audace jusqu'à porter atteinte à sa personne dans un pays hostile au milieu de ses troupes en armes : "Mais, ajoute Prescott, Atalhualpa ne connaissait pas le caractère espagnol".

Quoiqu'il en soit, l'empereur, sans méfiance aucune, se rendit jusqu'à la grande place de Caxamalca, escorté de serviteurs désarmés. L'Espagnol avait dissimulé ses troupes dans les alentours. Le Père Vicente de Valverde, moine franciscain qui devait devenir plus tard évêque de Cuzco et se trouvait à ce moment le chapelain personnel de Pizarre, adjura, au nom du Christ, le souverain d'abandonner sa religion, de se convertir au catholicisme et d'accepter de plus la protection et la suzeraineté de Charles-Quint. Pour toute réponse, Atalhualpa jeta au loin l'Evangile que lui tendait le religieux.

Ce fut en quelque sorte le signal qui déclencha l'attaque; les soldats espagnols, en armes, apparurent de tous côtés tuant par centaines les suivants de l'Inca, dont Pizarre s'empara en déclarant le placer sous sa protection personnelle. Cet événement se passa le 16 novembre 1532.

Une fois qu'il se fut assuré la personne de l'Inca, Pizarre ne rencontra à proprement parler plus aucune résistance; ce coup d'audace avait désarmé cette armée pourtant beaucoup plus nombreuse que les troupes espagnoles et composée surtout de soldats jeunes et aguerris, qui occupaient encore malgré tout les meilleures positions stratégiques. Le monarque prisonnier se rendit bientôt compte que la soif de l'or dirigeait tous les actes des Espagnols; aussi leur promit-il toutes

les richesses qu'ils désiraient s'ils lui rendaient sa liberté. Il craignait surtout que, profitant de sa captivité, Huascar, qu'il tenait toujours prisonnier, ne parvint à corrompre ses gardes et à s'évader pour tenter de reconquérir son trône. Il s'en ouvrit à Pizarre et lui demanda, contre d'autres richesses, de faire disparaître son demi-frère. L'astucieux Pizarre promit tout; mais s'il avait soif d'or, il était un ambitieux dans toute la force du terme et comprenait quel parti il pourrait tirer de cet empire immense dont il tenait le chef en son pouvoir. Et lorsqu'il fut en possession de toutes les richesses qu'il désirait non seulement il ne libéra pas le malheureux Atalhualpa, mais chercha une occasion de motiver son exécution.

Entre temps, le Père de Valverde multipliait les efforts pour convertir l'Inca au catholicisme, lui disant, notamment, que ses dieux l'avaient abandonné puisqu'ils l'avaient laissé tomber aux mains de ses ennemis. Tout en acceptant de se faire catéchiser par le Père de Valverde, Atalhualpa préparait la mort de son demi-frère qu'il fit, disent certains, noyer dans la rivière Andamarca. Cependant, si les historiens ne sont pas d'accord sur le genre de mort d'Huascar ni sur l'endroit de son exécution, comme le souligne Prescott, l'accord semble fait pour en imputer la responsabilité à Atalhualpa. Huascar lui-même, qui n'entretenait aucun doute à cet égard, prédit, avant

de mourir, que les blancs le vengeraient et que son rival ne lui survivrait pas de beaucoup.

Et cette prédiction s'est réalisée. Pizarre impliqua Atalhualpa dans un complot dirigé contre les Espagnols et le fit condamner à mort. Le monarque qui se rendait compte de la duplicité du conquérant lui dit tout simplement: "Comment aurais-je pu fomenter une insurrection en sachant que j'en serais la première victime?". Lorsque la date de son exécution fut fixée, le Père de Valverde demanda au prisonnier de se faire baptiser; mais celui-ci ne se décidait pas à abandonner la foi de ses pères. Pour le décider, le chapelain alla jusqu'à lui promettre une commutation de sentence, promesse que confirma Pizarre. Atalhualpa accepta donc de recevoir le baptême et reçut le nom de Jean de Atalhualpa en l'honneur de saint Jean-Baptiste dont on célébrait la fête ce jour-là. Mais le monarque ne fut pas épargné et le 29 août 1533 il était exécuté; les Espagnols rendirent les honneurs militaires à sa dépouille.

On peut douter de la sincérité de la conversion d'Atalhualpa; il dut être ulcéré après son baptême en voyant qu'on ne lui avait promis la vie sauve que pour le faire entrer dans le giron de l'Eglise. De tels procédés ne sont pas à l'honneur de ceux qui les ont employés; on peut dire toutefois à la décharge du Père de Valverde que, persuadé de la damnation de son pénitent si celui-ci ne se con-

vertissait pas, il devait mettre tout en oeuvre pour lui épargner ce triste sort, d'autant plus qu'à cette époque le catholicisme espagnol était d'une intransigeance absolue.

Quant à l'utilité de sa mort, on peut également la mettre en doute, bien que Pizarre fût persuadé qu'elle s'imposait pour raison d'Etat. On a même soutenu que le conquérant du Pérou fut véritablement affecté et peiné d'avoir à prendre une telle décision, mais qu'il le fit pour la gloire et la grandeur de l'Espagne, dont la domination en ces régions n'était possible que si l'on privait de leur chef les peuples qui les habitaient. Cet argument est assez faible, parce que le malheureux Atalhualpa avait été réduit à l'impuissance et que, de plus, il aurait pu servir d'otage aux conquérants. Pizarre est infiniment moins justifiable que Cortès d'avoir exécuté son prisonnier; Cortès était même décidé à laisser la vie sauve à Cuauhtémoc et s'il a ordonné sa mort, c'est poussé à bout par la crainte de voir le monarque mexicain prendre la tête d'un complot contre sa vie. On comprend mieux, sans l'excuser toutefois, son geste que celui de Pizarre, qui fut absolument inutile.

* * *

Jusqu'ici, les difficultés de Pizarre avaient été minimes à côté de celles qu'avait dû surmonter

Cortès pour conquérir le Mexique; mais celles du Grand Marquis ne faisaient que commencer. Elles débutèrent avec le retour d'Almagro. Brave jusqu'à la témérité, mais, comme Pizarre, cupide et sans scrupules, Diego de Almagro était l'un de ces aventuriers comme l'ère des grandes découvertes en suscita tant et, comme bien d'autres, il avait été attiré au Pérou par la soif de l'or et des richesses fabuleuses que la renommée attribuait à ce pays. A la demande de Pizarre, d'autres disent de sa propre initiative, il partit en expédition vers le sud où, racontait-on, les trésors que l'on y rencontrait dépassaient de loin ceux, déjà extraordinaires, qu'on trouvait au Pérou. Son équipée dura une couple d'années. Almagro traversa les grands déserts nitratés et poussa fort avant dans le futur Chili. Il y rencontra les Araucaniens; mais il rebroussa chemin sans chercher à les combattre.

De retour au Pérou, il exigea de Pizarre sa part de butin, prétendant que le conquérant l'avait éloigné afin de garder pour lui seul les richesses découvertes : ce fut la guerre entre les deux hommes en même temps que le commencement des luttes fratricides que se livreront les Espagnols sous les yeux des Indiens qui, de leur côté, allaient en profiter pour tenter de secouer leur joug. Almagro fut vaincu et exécuté sans pitié par son ancien frère d'armes. Pizarre triomphait; il était à l'apo-

gée de sa gloire et son autorité incontestée s'étendait sur tout l'empire des Incas.

Mais l'Histoire a maintes fois prouvé qu'il n'y avait pas loin du Capitole à la Roche Tarpéienne. A Madrid, on commençait à s'inquiéter. L'exécution — on peut presque dire l'assassinat de Almagro — fut assez mal vue. On voulait, d'une façon ou de l'autre, mettre un terme au despotisme de Pizarre. Mais le conquérant tenait ses hommes à sa dévotion et il pouvait leur faire faire à peu près tout ce qu'il aurait voulu. Il est évident que si on l'avait tout simplement démis de ses fonctions, il se serait révolté. Cet homme au caractère irascible et d'une audace inouïe n'aurait pas accepté une disgrâce sans résistance, dût-il y laisser la vie.

Il était surtout important que le Pérou fût pacifié. La rivalité entre Pizarre et Almagro avait déjà assez coûté de sang espagnol, sans qu'il fût nécessaire de risquer le sacrifice de nouvelles vies, précieuses pour l'édification de l'Empire que Charles-Quint voulait construire en Amérique. C'est pourquoi, tout en maintenant Pizarre, on décida de lui adjoindre un homme qui jouerait en quelque sorte le rôle de modérateur. C'est alors que la Cour de Madrid dépêcha au Pérou un magistrat de Valladolid, Vaco de Gastro, qui s'embarquait à l'automne de 1540.

* * *

Entre temps, Manco, l'un des frères d'Atalhualpa, fils comme lui de l'Inca, croyant le moment propice pour chasser les Espagnols, se lança dans la lutte à la tête des Indiens. Pizarre envoya contre lui son frère Gonzalo; les quelques succès que Manco pouvait remporter dans des guerrillas de montagne n'eurent aucun résultat pratique. Abandonné par ses troupes qui se rendaient le plus souvent presque sans combat, il parvint néanmoins à s'enfuir; il fut, dit-on, assassiné dans la montagne quelques années plus tard.

Pizarre commença alors une tentative d'organisation du pays. Il avait fondé Lima et fixé ses troupes dans des établissements où les soldats se mêlaient à la population indigène. Il y eut de nombreux mariages et, au Pérou comme ailleurs, les Espagnols, de religion catholique et de civilisation latine, s'unirent sans aucune hésitation aux Indiens, fondant cette race de métis qui fait que l'Amérique latine n'a pas, comme les Etats-Unis, de problème de race. A la fin de 1539 ou au commencement de 1540, Pizarre envoie au Chili celui qui sera le premier explorateur sérieux de ce pays, Pedro de Valvidia, fondateur de Santiago, qui découvrit les premières mines d'or et de cuivre; ces mines, même si elles étaient moins riches que les trésors des Incas, n'en étaient pas moins d'un apport précieux pour les conquêtes américaines de l'Espagne.

Au nord, Pizarre délègue, investi du titre de gouverneur, son frère Gonzalo avec mission de s'emparer de Quito et de prendre possession du pays au nom du roi. Cette expédition de Gonzalo Pizarre fut l'une des plus terribles, des plus cruelles et des plus meutrières que firent les Espagnols en Amérique du Sud. Gonzalo Pizarre se rendit effectivement d'abord à Quito puis il atteignit le Napo, affluent de l'Amazone, qu'il prit d'abord pour un fleuve, tant il était large et majestueux d'aspect. Ensuite, sur la foi de sauvages qui lui dirent que vers le nord il trouverait d'immenses richesses, le frère du gouverneur du Pérou poussa jusqu'à l'Amazone; dans ces régions torrides et humides à la fois, il perdit des milliers d'hommes: les fièvres, la malaria entre autres, les décimèrent littéralement. Et lorsqu'il revint à Quito à la fin de juin 1542, deux ans et demi plus tard, la moitié des Indiens qui l'accompagnaient étaient morts et, sur environ 300 Espagnols, il en restait environ 80, dont la plupart avait contracté des maladies incurables. A son arrivée à Lima, enfin, Gonzalo apprenait que son frère, le conquérant du Pérou, Francisco Pizarre lui-même, avait été assassiné l'année précédente.

* * *

Au Pérou, les événements s'étaient en effet précipités. On attendait avec impatience l'arrivée de

l'émissaire du roi, Vaca de Castro. Mais comme celui-ci tardait, les partisans d'Almagro s'agitaient. Son fils, plus que tout autre, était décidé à venger la mort de son père, d'autant plus qu'il prétendait que Pizarre l'avait lésé de son héritage et qu'il le privait injustement du gouvernement de la Nouvelle-Tolède, que son père lui avait laissé. Ce fut la nouvelle (reconnue plus tard comme fausse) du naufrage de de Castro, naufrage privant les partisans d'Almagro de tout recours légal, qui déclencha une nouvelle guerre civile.

A la suite d'un complot, Francisco Pizarre fut assassiné dans son propre palais au cri de "Le tyran est mort; les lois sont rétablies; vive notre seigneur le roi et son gouverneur Almagro". Cette proclamation d'Almagro comme gouverneur fut envoyée dans toutes les villes de la colonie. Mais Pizarre avait aussi ses partisans et l'un d'eux, Alonzo de Alvarado, (que le premier Almagro avait vaincu quelques années auparavant lors de sa lutte contre Pizarre) écrivit à Vaca de Castro pour le mettre au courant des événements et lui demander de venir prendre possession de son poste de gouverneur auquel l'avait nommé le roi en cas de mort de Pizarre.

De Castro avait appris la mort du conquérant à Popayan où il se reposait de sa périlleuse traversée. Il se hâta donc de se rendre à Quito où il annonça son intention d'exercer les prérogatives

dont l'avait investi Madrid. Il voulait surtout gagner du temps. Mais Almagro était plus pressé. Sans attendre, il dépêcha une troupe contre Holguin, partisan de Pizarre, pour l'empêcher de rejoindre Alvarado, déjà rendu auprès du nouveau gouverneur.

Il serait trop long d'entrer dans tous les détails de ces luttes fratricides qui opposaient les Espagnols les uns aux autres. En fin de compte, le jeune Almagro, qui ne voulait pas être déclaré coupable de rébellion armée contre le gouverneur, représentant l'autorité royale, lui envoya un émissaire pour lui dire qu'il ne demandait que justice et le gouvernement de la Nouvelle-Tolède que son père lui avait laissé en héritage. Il ajoutait qu'il ne lui disputait pas son titre de gouverneur de la Nouvelle-Castille et qu'il était prêt à se soumettre au jugement de la Cour de Madrid pour la délimitation de leurs provinces respectives. Il ne reçut pas de réponse de Vaca de Castro. Il franchit le Rubicon et le 16 septembre 1542, il fut vaincu dans une furieuse bataille où les deux camps prétendaient combattre au nom du roi : les uns au cri de "Almagro y el Rey" et les autres au cri de "Castro y el Rey".

Malgré sa victoire, Vaca de Castro ne parvenait pas à rétablir l'ordre; une sourde agitation continuait de régner, agitation portée au paroxysme par une proclamation royale déclarant qu'il était

temps de "rétablir la paix par la nomination d'un vice-roi dans ce pays où l'on avait fait preuve d'un tel état d'esprit d'insubordination".

Les capitaines qui avaient pris part à la conquête considérèrent cette attitude royale comme un affront tandis que, malgré toute sa bonne volonté, le nouveau vice-roi effectivement nommé par Charles-Quint, Blasco Nunez Vela piétinait. Arrivé à Lima au début de 1546, il y avait été accueilli très froidement; incompétent et gaffeur par dessus le marché, il fit preuve d'une telle malhabileté qu'il indisposa tout le monde contre lui. Gonzalo Pizarre, profitant du mécontentement général, leva une armée : le vice-roi prit la fuite et Pizarre entra dans la capitale. Il se fit ensuite proclamer gouverneur et capitaine général du Pérou "jusqu'à ce que Sa Majesté ait fait connaître sa volonté". Le vice-roi lui-même fut tué dans une désastreuse bataille, le 18 janvier 1546.

Jusqu'en 1547, personne ne disputa à Gonzalo Pizarre la possession du Pérou; de l'Equateur jusqu'aux limites septentrionales du Chili, tous reconnaissaient son autorité. Eut-il à ce moment-là comme on l'a soutenu, l'intention de constituer un nouveau pays complètement indépendant de l'Espagne ? Le fait demeure trop obscur pour qu'on puisse s'y arrêter; on a d'ailleurs prêté la même intention à Cortès sans l'avoir prouvée davantage. Mais la chose est plausible et assez probable.

Quoi qu'il en soit, la nouvelle du coup de force de Pizarre consterna le gouvernement espagnol. On craignit en effet, sérieusement, que la nouvelle colonie, à peine fondée, ne se séparât de la métropole. Mais le premier moment de stupeur passé, la Cour se ressaisit et envoya, au Pérou, Pedro de la Gasca, paré du titre de "Président de la Royale audience" avec mission de rétablir l'autorité royale.

Abandonné un à un par ses partisans, Gonzalo Pizarre sentit la partie perdue. Il réunit ce qui lui restait de troupes et provoqua le combat. Vainqueur à la sanglante bataille de Huarina, où il mit en déroute l'armée métropolitaine, il fut finalement défait à Xaquixaguana. Jugé comme rebelle, il fut décapité. Par ruse, mais surtout par la violence, Pedro de la Vasca réussit là où tous ses prédécesseurs avaient échoué. L'année 1548 marque véritablement la fin de l'ère des troubles. Ils avaient duré plus de quinze ans !

CHAPITRE QUATRIÈME

À LA CONQUÊTE DU CONTINENT

C'est à tout le continent américain que s'attaquait l'Espagne. Les luttes les plus vives et aussi les plus dures se déroulèrent sans doute au Mexique et au Pérou, où les *conquistadores* affrontaient des peuples organisés, équipés pour se défendre et qui n'entendaient pas céder la place sans combat. Mais ailleurs, les armées espagnoles eurent à vaincre la nature sauvage et ingrate, foyer de maladies contre lesquelles elles n'étaient pas préparées à lutter; si le choc avec les peuplades qui les habitaient fut moins rude, on ne doit pas conclure que la conquête du reste de l'Amérique latine ait été une partie de plaisir et se soit accomplie sans difficultés. Des hommes tombèrent par milliers, le sang espagnol coula à flots et ce ne fut qu'au prix de sacrifices inouïs que l'Espagne parvint à se tailler un empire qui, à un certain moment, couvrait tout le continent depuis la Terre de Feu jusqu'aux Rocheuses.

LA BOLIVIE

La première mission espagnole à pénétrer sur le territoire de la future Bolivie était dirigée par Almagro, le rival malheureux de Pizarre. Connue alors sous le nom de Collasuyo, la Bolivie était l'une des quatre parties de l'Empire des Incas. On se souvient qu'Almagro avait été attiré au Chili par de fausses rumeurs sur l'existence de fabuleuses richesses qui auraient éclipsé celles du Pérou lui-même; pour se rendre dans ce pays, il se trouva à traverser le Collasuyo où, en 1533, à Paria, près de l'actuelle ville bolivienne de Oruro, il fonda le premier établissement espagnol.

Cinq ans plus tard, le 29 septembre 1538, Pedro de Anzures, agissant sous les ordres de Pizarre, fondait la ville de Chuquisaca, par la suite alternativement appelée La Plata ou Charcas et qui, après l'indépendance, devint définitivement Sucre, en l'honneur du général du même nom, l'un des héros de la libération américaine.

Les Espagnols continuèrent leurs expéditions dans le Collasuyo et les frères de Francisco Pizarre, Gonzalo et Hernando, jetèrent les bases de plusieurs villes. La Paz, alors appelée Choqueyapu, fut visitée par Francisco Pizarre lui-même en 1540 et, en 1546, Diego Centeno, à la suite de la découverte de riches gisements d'argent dans les environs, fondait la ville de Potosi. Ces gisements

devaient, pendant longtemps, demeurer l'une des principales sources de richesses de l'empire castillan et faire de Potosi, pendant près d'un siècle, la ville la plus populeuse du continent américain tout entier.

Plus tard, le territoire bolivien fut rattaché à la Vice-Royauté du Pérou, tout en continuant à être administré directement par l'Espagne; puis, en 1776, il était incorporé à la Vice-Royauté de la Plata. Les Jésuites y établirent de nombreuses missions et se heurtèrent souvent au gouverneur dans leurs tentatives, sans cesse répétées, d'adoucir le sort des malheureux Indiens qui étaient obligés de travailler aux mines d'argent dans des conditions presque inhumaines.

LE CHILI

Le Chili était habité par un peuple qui, sans se comparer à celui de l'empire des Incas, possédait néanmoins son organisation sociale, ses industries et ses arts, un peuple, enfin, que l'on ne peut pas, à priori, comme on le fait parfois, classer parmi les peuplades barbares. Il s'agit des Araucaniens, guerriers habiles que Diego de Almagro fit bien de ne pas affronter lors de la première incursion espagnole dans les régions qu'ils habitaient.

Francisco Pizarre y envoya une deuxième expé-

dition en 1540 et plaça à sa tête Pedro de Valdivia qui remporta beaucoup plus de succès que son prédécesseur. Il s'enfonça vers le sud, escorté de quelques centaines de soldats espagnols qu'accompagnaient plusieurs milliers d'indigènes du Pérou. Il atteignait sans trop de difficultés le site actuel de Santiago le 12 février 1541.

Mais si, à l'encontre de Gonzalo Pizarre lors de son expédition vers l'Equateur et l'Amazone, la troupe de Valdivia n'eut pas trop à souffrir du climat et des intempéries, elle se heurta par contre aux Araucaniens qui n'étaient pas gens faciles. Ce peuple indomptable, que les Incas malgré de fréquentes incursions n'étaient jamais parvenus à soumettre, donna du fil à retordre à Valdivia et à toutes les autres expéditions qui suivirent. Lutte incessante qui dura plus d'un siècle et qui se termina par un véritable traité de paix, que furent obligés d'accepter les Espagnols. Moins civilisés peut-être que les Incas, les Araucaniens ne furent néanmoins jamais subjugués ni conquis et l'on se trouve, je crois, en présence du seul traité signé en Amérique latine entre les altiers *conquistadores* et l'un des peuples auxquels ils s'attaquaient. Par ce traité, les Espagnols reconnaissaient aux Araucaniens un territoire bien délimité sur lequel ils étaient les seuls maîtres; d'adversaires, ce traité fit d'eux des alliés qui les aidèrent à combattre les boucaniers anglais et hollandais qui, à plusieurs

reprises au XVIIe siècle, envahirent le littoral du Chili.

Le fondateur de Santiago, Pedro de Valdivia fut la première victime des Araucaniens; pris par eux, il mourut prisonnier de ces guerriers en 1554. La figure de Valdivia transcende toute l'histoire du Chili; il est considéré comme son fondateur. Outre Santiago, il sema plusieurs villes le long de la côte et à l'intérieur du pays; il mit en exploitation les mines, particulièrement les mines d'or et de cuivre, et comprit tout de suite l'importance des déserts de nitrates, innombrables dans la région. Son lieutenant et successeur, Francisco de Villagran, continua la lutte contre les Araucaniens, dirigés à ce moment, par un chef dans toute la force du mot, Caupolican, qui vint mettre le siège devant la ville naissante de Santiago. Finalement, Garcia Hurtado de Mendoza parvint à les repousser sans pour cela les vaincre.

En 1561, le Chili fut érigé en capitanerie générale dépendant de la Vice-Royauté de Lima. Il conserva ce statut, jusqu'à son indépendance en 1810. Le traité avec les Araucaniens avait été signé en 1640.

LA COLOMBIE

Au cours de son quatrième voyage, en 1502, Christophe Colomb s'arrêta sur la côte de Co-

lombie mais n'y laissa aucune trace. Il revint en Espagne sans y avoir fondé de poste ni établi de comptoir.

C'est en 1508 qu'eut lieu la première prise de possession réelle du pays par Alonzo de Ojeda, car on ne peut pas davantage tenir compte des explorations de la côte colombienne par Rodrigo Batista et Juan de la Cosa qui, selon certains historiens, auraient abordé en Colombie, sur la côte du Pacifique, à l'époque de la découverte du continent par Colomb. Malgré toutes ses tentatives, Ojeda ne put pénétrer à l'intérieur du pays; il se heurta à la résistance farouche des Chibchas (que l'on appelle encore Muyscas ou Muiscas ou Moczas). La conquête du "royaume" des Chibchas n'eut lieu qu'en 1536 et fut réalisée par Jimenez de Quesada.

D'autres expéditions partirent à la même époque, mais d'endroits différents; l'une était dirigée par Frederman et l'autre par un lieutenant de Pizarre, que nous avons déjé rencontré à Quito, où le conquérant du Pérou l'avait envoyé. Il fallut tout le tact de Quesada pour éviter qu'un conflit n'éclatât entre les trois chefs. Et c'est lui qui a eu seul le mérite d'avoir établi des relations amicales avec les Indigènes.

Les Chibchas formaient certes un peuple intéressant, mais d'un intérêt que certains ont voulu grossir démesurément en les comparant aux Incas.

Ces Chibchas étaient certainement, après les Incas, le peuple le plus civilisé de toute l'Amérique du Sud; ils l'étaient certainement plus que les Araucaniens et surtout les Guaranis et les autres tribus du Paraguay, de l'Uruguay et de l'Argentine; mais rien n'indique qu'ils aient atteint le degré supérieur des Mayas, des Toltèques ou des Incas. Leur langue que l'on désignait sous le nom de langue Mosca fut étudiée par les jésuites espagnols qui publièrent au lendemain même de la conquête un dictionnaire et une grammaire qu'ils intitulèrent : "Gramatica en la lengua general del nuevo reno llamado Mosca". C'était une langue assez évoluée qui possédait même sa littérature.

Le véritable fondateur de la Colombie fut donc Quesada qui sut se faire aimer des Chibchas et gagner leur confiance. Il colonisa le pays et fonda Bogota en 1538. Il explora plusieurs régions et organisa le territoire sur une base dont on retrouve encore des vestiges. Les descendants des Chibchas, mêlés ou non aux Espagnols, constituent aujourd'hui une bonne part de la population.

L'Espagne érigea cette colonie sous le nom de la Nouvelle-Grenade qui, en 1718, fut élevée au rang de vice-royauté. Le premier vice-roi fut Antonio de la Pedrosa y Guerrero. Douze vice-rois se succédèrent jusqu'en 1810; le dernier, Antonio de

Amar y Borbon, fut renversé par la révolution qui aboutit à l'indépendance du pays.

LE VÉNÉZUÉLA

Colomb toucha la côte vénézuélienne lors de son troisième voyage en 1498. L'année suivante, un des anciens compagnons du même Colomb, qui devait plus tard explorer les côtes de la Colombie, Alonzo de Ojeda, conduisit une expédition le long de la côte de la péninsule Goajira, aujourd'hui partie de la Colombie, et côtoya celle du Vénézuéla proprement dite dans le golfe de Maracaibo. Le nom de Vénézuéla fut donné au pays par Ojeda lui-même qui, frappé par l'aspect des villages indiens, construits sur pilotis, les appela "petite Venise" ce qui, en espagnol, se traduit par Vénézuéla. Ajoutons, qu'au nombre des compagnons d'Ojeda se trouvait le célèbre Amerigo Vespucci qui devait donner son nom au continent que Colomb venait de découvrir.

En 1520, Gonzalo de Campo fondait le premier établissement permanent du continent sud-américain sous le nom de Santa-Ines de Cumana; et, en 1527, Juan de Ampuez fondait la ville de Coro. Charles-Quint qui était aussi, ne l'oublions pas, empereur d'Allemagne, donna le nouveau pays en concession à des banquiers d'Augsbourg, les Wesler,

avec droit de coloniser le pays et de l'exploiter à leur guise : c'est ce qu'ils firent dans toute la force du mot. Mais en 1547, devant les objurations répétées de Juan Perez de Tolosa, Charles-Quint se décida à révoquer son contrat et plaça le pays sous son autorité directe. Le Vénézuéla se développa alors au rythme des autres colonies; en 1577, la capitale qui avait été successivement Coro, puis Tocuyo, fut définitivement fixée à Caracas, fondée dix années plus tôt.

Au XVIIe siècle, la côte du golfe de Maracaibo fut ravagée à plusieurs reprises par des corsaires, notamment par le célèbre flibustier français, Jean-David Nau, dit l'Olonais, que l'on avait surnommé "le Fléau des Espagnols"; l'Olonais leur vouait en effet une haine inextinguible, parce que les troupes du roi d'Espagne avaient, un jour, massacré la plupart de ses hommes.

Cependant, au cours du XVIIIe siècle, grâce à son commerce, tout particulièrement le cacao, le Vénézuéla connut un très bel essor; rattaché d'abord à la Vice-royauté du Pérou, il fut érigé en capitainerie générale en 1777 et pourvu d'une Audience en 1786. Ce n'est qu'en 1810, après plusieurs tentatives infructueuses, qu'éclata le soulèvement général qui devait amener, sous la conduite de Bolivar et San Martin, la libération de toute l'Amérique du Sud espagnole.

LE PARAGUAY

Les débuts de la colonisation du Paraguay furent une lutte de tous les instants entre les conquérants et les tribus indiennes vivant le long du Rio Paraguay, qui donna son nom au pays. C'est tout au commencement du XVIe siècle, en même temps qu'ils pénétraient au Pérou, que les Espagnols explorèrent le territoire sis entre le Rio Parana et le Rio Paraguay, région occupée par les Guaranis, tribus barbares, sanguinaires et cruelles qui infligèrent de terribles pertes aux conquérants.

Certains historiens prétendent, qu'avant les Espagnols, Cabot aurait remonté le Rio Parana ainsi que le Rio Paraguay; il aurait même établi un fort; il aurait été obligé, toutefois, de retraiter devant les attaques incessantes des Guaranis.

Rien ne fut fait avant 1536, année où don Pedro de Mendoza fonda la ville d'Asuncion et établit le fort de Nuestra-Senora de los Buenos Aires, sur la Plata; mais si d'autres postes furent établis à l'intérieur, les Espagnols ne purent les maintenir à cause de l'hostilité des Indiens.

En 1539, Domingo Martinez de Irala fut nommé gouverneur d'Asuncion; il succédait à Juan de Ayolas, que Mendoza avait chargé d'une expédition au Gran Chaco, expédition dont il ne

revint pas. Le grand mérite d'Irala fut de pacifier les Indiens; non seulement il les soumit, mais il favorisa leur assimilation; aujourd'hui, la population paraguayenne est formée de plus de 80 pour cent d'Indiens purs ou de métis. C'est également sous le gouvernement d'Irala que la ville d'Asuncion prit son essor au point de devenir l'une des plus importantes de l'Amérique espagnole.

Les Jésuites y organisèrent ensuite un véritable gouvernement qui entra plus d'une fois en conflit avec les autorités civiles. En 1591, le peuple obtint la permission de se choisir lui-même son gouverneur : ce fut un Paraguayen de naissance, Hernando Arias de Savedra. C'est lui qui avait appelé les Jésuites.

En 1767, les Jésuites furent expulsés et le Paraguay fut rattaché à la vice-royauté de la Plata. Mais lorsqu'en 1810, éclata la Révolution pour l'indépendance de l'Argentine, le Paraguay ne s'y associa pas; il repoussa l'émissaire envoyé de Buenos Aires pour l'inviter à se joindre au mouvement. L'année suivante, à la suite d'un "pronunciamento", le Paraguay se donna un gouvernement qui proclama son indépendance et de l'Espagne et de l'Argentine et, pendant une quarantaine d'années, il demeurera littéralement isolé du reste du monde.

L'URUGUAY

Lorsque le capitaine Juan Diaz de Solis, mandé par Charles-Quint pour aller explorer la côte sud-est de l'Amérique du Sud, arriva sur le territoire de l'actuel Uruguay, il se heurta lui aussi à une population indigène, sauvage, cruelle et barbare: les Charruas. Intrépide guerrier, doublé d'un savant, de Solis se risqua à l'intérieur des terres, le long de l'estuaire du fleuve de la Plata; il voulait non seulement explorer le pays et en prendre possession au nom du roi d'Espagne, mais en faire la cartographie. Pris dans une embuscade, vers 1515, il fut massacré avec sa troupe par les Indiens.

Cabot, en 1527, explora également la côte et édifia un fortin sur le rio San Salvador; mais, à cause de la pénétration difficile à l'intérieur du pays et aussi de la résistance farouche des Indiens qui connaissaient les moindres replis du terrain, il fallut attendre jusque vers 1680 pour coloniser effectivement le territoire actuel de l'Uruguay.

Ce furent les Portugais qui firent ce premier essai de colonisation; de Rio de Janeiro, ils envoyèrent une expédition avec mission de prendre possession de l'estuaire de la Plata et d'en faire une base stratégique dans la lutte contre les Espagnols. Ces derniers, cependant, en vertu du droit de premiers occupants, considéraient comme leur, le territoire uruguayen, alors connu sous le

nom de Banda Oriental, nom qui lui fut donné du fait de sa situation à l'est du fleuve Uruguay. Le pays fut âprement disputé par les Portugais et les Espagnols; en 1725, le gouvernement de la Vice-Royauté du Rio de la Plata envoya Bruno de Zalaba fonder l'actuelle ville de Montévidéo. La Banda Oriental, qui avait jusque là dépendu de la Vice-Royauté du Pérou, fut placée sous la juridiction de la Vice-Royauté du Rio de la Plata, formée en 1776.

La lutte entre le Portugal et l'Espagne pour la possession de l'Uruguay se termina par le traité de San Ildefonso qui le céda définitivement à l'Espagne le 1er octobre 1777; jusqu'au premier mouvement de l'indépendance à l'appel du fameux patriote Jose Gervasio Artigas, la possession de l'Uruguay par l'Espagne ne fut plus remise en question.

L'ARGENTINE

Les positions réciproques de l'Argentine et du Chili font penser à celles de l'Espagne et du Portugal. De la Terre de Feu, l'Argentine y côtoie, jusqu'à la Bolivie, la frontière du Chili, véritable barrière à l'ouest entre elle et le Pacifique; à l'est, elle est baignée par l'Atlantique jusqu'à l'Uruguay qu'elle longe ensuite pour rencontrer le Brésil avec lequel elle possède également une frontière com-

mune; elle est, enfin, bornée au nord-est par le Paraguay, et la Bolivie constitue sa limite nord jusqu'au Chili.

Les premières tentatives de colonisation de l'Argentine sont presque contemporaines de celles de l'extrême-nord du continent, aux environs des bancs de Terre-Neuve et de l'estuaire du Saint-Laurent. La fondation de Buenos Aires n'est antérieure que de 28 ans à celle de Québec. Cependant la découverte elle-même du pays remonte à près d'un siècle plus tôt. C'est en 1508 que Juan Diaz de Solis atteignit l'estuaire de la Plata; mais le pilote espagnol n'avait que peu pénétré à l'intérieur de l'Argentine proprement dite. Magellan y passa en 1519 et Sébastien Cabot en 1527; c'est ce dernier qui en fit faire la première exploration; mais celle-ci ne fut encore que peu profonde. Tout comme en Uruguay, le pays était peuplé de tribus guerrières décidées à se défendre chèrement et les premières expéditions ne connurent qu'un succès assez peu encourageant. Bien que le site lui-même de Buenos Aires ait été atteint beaucoup plus tôt (vers 1535), ce n'est qu'à 1580 qu'on peut faire remonter la fondation d'un établissement permanent. C'est de là que partirent les expéditions, qui, tout au cours des XVIe et XVIIe siècle, se lançaient au défrichement et à la conquête de la partie sud du continent.

L'Argentine est surtout riche de la fertilité de

son sol; au moment de la conquête, elle ne possédait ni mines d'or ni aucune de ces richesses faciles qui firent se ruer les *conquistadores* sur le Pérou et le Mexique; et longtemps la brillante république d'aujourd'hui devait demeurer une vice-royauté dépendant du Pérou.

L'immense mouvement qui secoua tous les peuples américains — le Canada excepté — ne devait pas laisser les Argentins indifférents. Et avec toute la fougue et l'ardeur qui caractérisent les Espagnols, sous la conduite du grand San Martin, ils se jetèrent dans la lutte et y demeurèrent jusqu'à la victoire finale sur les forces de la métropole.

CHAPITRE CINQUIÈME

LEÇONS DE LA CONQUÊTE

On a beaucoup écrit sur la manière dont les Espagnols ont effectué la conquête de l'Amérique. De nombreux historiens se sont montrés très sévères dans leurs jugements, tout spécialement dans ceux qu'ils ont portés sur Cortès et Pizarre. Il est évident qu'aucun des *conquistadores* ne s'est embarrassé de scrupules, Cortès et Pizarre moins que les autres; mais il y a deux choses que l'on doit accepter de faire entrer en ligne de compte avant de se laisser aller à une sévérité excessive : le milieu dans lequel vivaient ces hommes et l'époque à laquelle ils appartenaient.

Il est vrai que c'est au nom du roi d'Espagne, Sa Majesté catholique, et du catholicisme lui-même, que ces conquérants prirent possession du Nouveau-Monde; seulement, on veut trop souvent voir dans les chefs militaires des ascètes ou des saints. Bien que l'on doive établir une différence notable entre Cortès, véritable génie militaire, et Pizarre, chacun admet qu'ils ont été sur-

tout des ambitieux, dont les noms n'eussent pas figuré parmi ceux des plus grands conquérants de l'histoire, s'il en avait été autrement : durs pour eux-mêmes et pour leurs hommes, impitoyables à quiconque déviait de la ligne de conduite tracée, ces chefs voyaient incontestablement grand et même très grand.

Nul ne nie qu'au Mexique, tout comme au Pérou, les soldats se soient livrés au pillage et se soient servis généreusement à même les trésors qui s'y trouvaient, songeant à se dédommager sur place des sacrifices innombrables et immenses qu'on avait, jusque là, exigés d'eux. Ces hommes, aux prises avec les plus terribles difficultés, qui avaient affronté pire que la mort; ces hommes recrutés dans tous les milieux, surtout dans des milieux qui n'avaient rien de reluisant; ces hommes, enfin, ont appliqué, dans toute leur rigueur, les lois de la guerre alors en honneur. Ils arrivaient dans des pays nouveaux, des pays qui étalaient à leurs yeux leur incomparable et insolante richesse et ils se sont conduits en conquérants et en maîtres.

Cortès et Pizarre, même s'ils eussent voulu le faire, n'auraient pu les empêcher de se comporter autrement à cause, précisément, des coutumes guerrières du XVIe siècle, siècle des grandes dé-

couvertes, siècle de la piraterie érigée en système, siècle, en un mot, du droit du plus fort. Habitués à lutter contre les pirates qui écumaient terres et mers, les marins et les soldats de Sa Majesté catholique, n'étaient pas plus désintéressés que ceux de Sa Majesté très chrétienne ou du roi d'Angleterre. Mais alors que les premiers se trouvèrent en présence de richesses fabuleuses, les seconds ne rencontrèrent que des peuplades pauvres et peu avancées; s'ils s'étaient trouvés dans les mêmes circonstances, sans doute n'auraient-ils pas agi autrement.

Même si la conquête s'est faite au nom de Dieu et du Roi, doit-on pour cela en conclure que tous les conquérants furent des saints que l'Eglise se doit de canoniser ? Je ne sais pas pourquoi on persiste à nous dépeindre les grands découvreurs et tous ceux qui les accompagnaient comme des évadés du ciel pour faire oeuvre de salut sur terre. On commence à en revenir de la sainteté de Colomb ce qui, je m'empresse de l'écrire, n'enlève rien à sa gloire.

Des saints il y en eut certainement et en grand nombre dans ces magnifiques épopées de la conquête des terres nouvelles; mais ils ne se trouvaient pas parmi ceux qui brandissaient l'épée ou le glaive. Le rôle des conquérants dans cette oeuvre d'évangélisation de tout un monde fut d'ouvrir la voie aux missionnaires; et Dieu saura cer-

tainement leur reconnaître leur part dans cette oeuvre d'apostolat, même s'ils y allaient parfois, pour ne pas dire toujours, un peu trop rudement. Mais ce ne sont pas eux qu'il faut nous citer comme des modèles de vertu.

J'aimerais mieux qu'on nous dépeigne, par exemple, notre Dollard sous les traits d'un véritable soldat, quelque peu aventurier, mauvais coucheur, un dur à cuire, pour tout dire, plutôt que ce petit saint de vitrail qu'on s'évertue à nous représenter. Un soldat sait aussi bien faire les choses spirituelles quand il le faut et rien ne s'oppose à ce qu'un tel Dollard ait été s'agenouiller et ait reçu la communion le matin de sa folle équipée. A chacun son rôle. Les constructeurs d'empires ne devaient être ni des premiers de classe ni des modèles de vertu et l'on n'enlève rien à leur mérite en le reconnaissant.

Les conquérants furent surtout des aventuriers; et se voiler la face comme le font certains historiens yankis et cet ineffable Gunther devant un Cortès est la preuve d'une stupidité accomplie ou d'une inqualifiable hypocrisie. "Cortès a massacré les Indiens, il a laissé piller les trésors mexicains, etc.," s'écrient les historiens puritains, trop heureux de trouver une occasion de prendre en faute la catholique Espagne, de monter en épingle l'oeuvre colonisatrice des Anglo-Saxons et de trouver un argument de plus à la thèse que sou-

tient un Gunther dans son "Inside Latin America", à savoir que tout ce qui n'est pas protestant et Yanki en Amérique doit être étiqueté sous le signe de l'obscurantisme, de l'inquisition, du fascisme, pour tout dire.

Il faut s'élever contre cette façon partiale d'écrire l'Histoire. Si les Français et les Anglais n'ont rien pillé dans le nord, s'ils n'ont rien volé, c'est parce que, répétons-le, il n'y avait rien à piller, rien à voler. Les tribus indiennes que nos ancêtres ont trouvées ici étaient dans le plus complet dénuement. Nous sommes tombés sur la moins bonne partie du continent au point de vue de l'inventaire immédiat. Est-ce à dire que les pirates de la Neuvelle-Angleterre et les hommes de Cartier fussent demeurés insensibles devant les richesses du Mexique ou du Pérou ?

Qu'avons-nous fait ici ? Le trafic de l'eau-de-vie; et nous avons si bien manoeuvré que nous avons réussi à exterminer, ou à peu près, les malheureux Peaux-Rouges; aujourd'hui, dans tout le continent américain au nord du Mexique, il reste à peine un million de descendants des Indiens qu'Anglais et Français ont trouvés en débarquant.

Il est vrai que les hommes de Cortès, de Pizarre et des autres conquérants espagnols ont massacré les Aztèques et les Incas, souvent sans aucune raison, et se sont livrés à des excès de toutes sortes; je ne cherche pas à les en excuser, même si je

m'efforce d'expliquer leur attitude : c'étaient des hommes, après tout, que l'on abandonnait la bride sur le cou et qu'on livrait à leur insatiable cupidité. Mais comme le soulignait récemment un professeur de l'université de Mexico, il y a encore en Amérique latine au delà de cinquante millions de descendants de ces hommes et de ces femmes que l'on accuse Cortès d'avoir décimés. Il faut être logique et dire la vérité même si elle ne nous donne pas le beau rôle.

Cortès, surtout, n'était pas l'être fanatique et cupide qu'on veut parfois nous représenter. Je n'hésite pas, pour ma part, à le considérer comme l'un des plus grands conquérants de l'Histoire. Arrivé au Mexique avec 670 hommes, le premier geste qu'il pose est de détruire ses vaisseaux pour enlever à ses compagnons tout espoir de retour. Aujourd'hui, quand on parcourt en automobile les 425 kilomètres qui séparent Vera-Cruz de Mexico, on ne peut se faire qu'une faible idée de l'effort surhumain de cet homme pour atteindre Tenochtitlan, la capitale de l'empire aztèque, à travers un pays inhospitalier, un pays où il n'y avait pas de routes, et où les montagnes atteignent des hauteurs de 3,000 à 5,000 mètres.

Il ne faut pas croire non plus que les Aztèques ne se soient pas défendus. Nous l'avons montré plus haut et la tâche de Cortès fut plus rude en-

core que celle de Pizarre au Pérou. Les Aztèques étaient avant tout des guerriers; c'est même par la guerre et la puissance des armes qu'ils étaient parvenus à dominer la région centrale du Mexique; et ces traditions militaires, qu'entretenait l'éducation tout entière tournée vers le culte de la force armée, ne s'étaient en rien relâchées depuis qu'ils s'étaient installés sur les hauts plateaux de Mexico. Cortès eut donc fort à faire pour les vaincre et ce ne fut que par la ruse, l'astuce et leur soeur jumelle la diplomatie, qu'il parvint à ses fins. Il ne pouvait tout de même pas, comme Colomb, leur préparer une éclipse sur commande, même si ces peuples étaient assez naïfs. Ils connaissaient assez d'astronomie pour ne pas s'en laisser imposer par ces messieurs les Espagnols. Et ce fut une guerre cruelle, comme on a pu le voir, sans merci de part et d'autre. Mais moins civilisé que l'Espagne, le royaume des Aztèques dut s'incliner devant un maître.

Je sais bien que reprenant le refrain yanki, un Thompson, qui est pourtant un historien qui nous a habitués à plus de sérieux, parle d'une conquête effectuée une torche dans la main et une croix dans l'autre. On peut toujours jouer sur les mots et sur les faits. Mais, comme je viens de le souligner, il faut, si l'on est de bonne foi, accepter de faire la part des choses. Cortès s'était fait ac-

compagner de religieux tout comme le fit Pizarre au Pérou. Mais ce n'est pas, je le répète, aux soldats qu'incombait la tâche de faire de l'apostolat. Et les missionnaires furent les premiers à condamner les rapines des troupes de Cortès qui, malgré tous les excès qui s'accomplirent, réalisa une grande oeuvre de civilisation. Et Vasconcellos a raison d'écrire que ce fut une véritable épopée et une croisade dans la meilleure acception du terme.

Si brillantes qu'elles fussent, les civilisations mexicaines étaient stagnantes; elles étaient condamnées à disparaître ou à sombrer dans la plus obscure barbarie dont les sacrifices humains laissent entrevoir l'un des aspects. Elles ne possédaient rien qui soit de nature à nous laisser croire qu'elles auraient pu apporter quelque chose de nouveau à l'humanité; et une civilisation qui cesse d'enrichir le trésor culturel et spirituel du monde ne mérite plus de vivre ou elle a besoin, tout au moins, d'être régénérée. Si l'Amérique n'avait été découverte qu'un ou deux siècles plus tard, ces populations auraient toujours été au même stade; elles étaient au rang d'arrêt depuis des centaines d'années. La conquête espagnole leur a apporté ce sang nouveau dont elles avaient besoin pour se réveiller. Elle les a en quelque sorte fécondées; et mariées à l'Espagne, les anciennes nations américaines ont donné naissance à des civilisations nou-

velles, les civilisations hispano-américaines, différentes de celle de la mère-patrie, précisément à cause de l'apport des peuples autochtones.

La conquête de l'Amérique, on peut y insister, est un fait aussi important pour l'histoire de l'humanité que la conquête de la Gaule par Jules César. Celle du Mexique particulièrement présente avec elle certaines analogies et Cortès peut se comparer au conquérant romain. Il appartient comme lui à la race des grands chefs et des grands civilisateurs.

Vasconcellos a trouvé des accents sublimes pour magnifier la conquête du Mexique. "Par bonheur, dit-il, ce furent les Espagnols qui, les premiers, foulèrent notre sol; et grâce à ce fait, l'histoire de cette région du Nouveau-Monde a été intégrée à la foi catholique... Et dès que le Mexique prend place au sein de l'Histoire universelle, il figure comme partie constituante de la culture latine, la plus profonde et la plus illustre de l'Europe. Cet orgueil latin demeure encore aujourd'hui dans l'âme et le coeur de tous ceux qui s'arrêtent à y penser. Latins se proclament les nègres cultivés des Antilles et Latins se reconnaissent aussi les Indiens du Mexique".

Et l'on reconnaît à cette absence de discrimination des races, la grandeur véritable de cette culture, alors qu'aujourd'hui, encore en plein XXe

siècle et après une guerre contre le racisme en Europe, il existe, en pleine Amérique civilisée et démocrate, des ghettos noirs ! Les Etats-Unis continuent à isoler les Noirs, à les parquer, à maintenir de criminelles différences entre blancs et gens de couleur, alors que l'Amérique latine tout entière, depuis près de 150 ans et sans avoir eu besoin de livrer une guerre civile antiesclavagiste, a résolu la question du racisme et de l'inégalité des races.

Telle est la leçon que l'on peut tirer de la conquête espagnole de l'Amérique. Grâce à l'orientation politique donnée par les *conquistadores*, sous l'influence des religieux, il existe aujourd'hui dans toute l'Amérique latine une population qui se mêle, une population dans laquelle noirs, bruns, jaunes, rouges ou blancs sont tous égaux, jouissent tous des mêmes privilèges.

Quand on veut juger Cortès et les autres *conquistadores*, qu'on le fasse impartialement en tenant compte de tous les facteurs. C'est la seule façon d'écrire une Histoire qui ne soit pas une série de faits divers !

Chapitre Sixième

L'AMÉRIQUE PORTUGAISE

Le monde portugais, en Amérique, se résume au Brésil.

Véritable empire au coeur de l'Amérique du Sud avec lequel tous les pays, le Chili et l'Equateur exceptés, ont une frontière commune, le Brésil est un exemple vivant de la valeur de la petite nation portugaise, de l'énergie et de la persévérance de ce peuple, pionnier des grandes découvertes et colonisateur par excellence, dont les établissements furent les premiers à s'échelonner autour du globe.

Situé en contrefort de l'Europe, selon l'expression de Gonzague de Reynold, le Portugal, acculé à la mer, lutta pendant de longs siècles contre son puissant voisin avant de s'élancer vers les terres nouvelles. C'est que ce pays, à caractère propre, voulait conserver son individualité; et aucune nation que son territoire exigu et ses ressources apparemment modestes semblaient condamner à une activité limitée et même médiocre, n'a occu-

pé une aussi grande place dans le monde. Ce petit peuple, dont la population n'excédait pas alors les deux millions d'âmes, a montré ce que peut une nation dont les habitants comptent plus par la qualité que par la quantité; et aujourd'hui encore, après les années d'anarchie qu'il a connues, le magnifique mouvement de renaissance nationale qu'il accomplit est une autre preuve de ce que vaut un peuple qui ne perd pas le sens de sa grandeur.

C'est la faible superficie de son pays et le besoin inné d'expansion qui l'animait, qui ont lancé le Portugais à la conquête du monde; et si le Portugal a magnifiquement réussi à construire quelque chose de grandiose, c'est parce que, aux moments les plus difficiles, aux heures les plus noires de son histoire, alors que tout poussait au pessimisme et au découragement, il a toujours trouvé l'homme providentiel qui cristallisait les aspirations populaires et savait capter et orienter vers la grandeur de la patrie, les énergies vitales de la nation tout entière.

Le Brésil d'aujourd'hui possède plus de 4,000 milles de côtes s'étendant tout le long de l'Atlantique sud. Dans le nord, cette côte est insalubre et marécageuse : c'est là que débouche l'Amazone, l'un des fleuves les plus longs et les plus importants du globe, que les poètes et littérateurs ne se

sont pas fait faute de chanter, et dont le cours sinueux et plein d'embûches se déroule à travers des forêts à peu près impénétrables, forêts peuplées d'une faune et d'une flore des plus pittoresques que l'on ne fait que commencer à découvrir.

Un peu au-dessous de l'Equateur, le littoral devient plus dessiné, mieux découpé et, à partir de la baie de San Marcos, l'on rencontre ces rades merveilleuses, dont celle de Rio, à la renommée mondiale. Pour résumer, disons qu'au point de vue physique, le Brésil est un vaste plateau incliné, de forme triangulaire dont la base, qui en est la partie la plus élevée, est constituée par les chaînes côtières de l'Atlantique.

L'immensité de ce pays fait également prévoir plusieurs climats. La région nordique est de loin la plus malsaine en même temps que la plus chaude. Cette région, la région amazonienne, est assez peu peuplée : elle est surtout couverte de forêts vierges dont l'exploration méthodique et scientifique n'en est encore qu'à ses débuts. C'est dans ces régions que se rencontrent ces serpents dont la morsure transforme en cadavre, en moins d'une seconde, l'homme le mieux portant. Et cette partie du Brésil a coûté la vie à des centaines, voire des milliers d'explorateurs, hommes intrépides et sans peur, que rien ne rebutait et qui affrontaient

tous les périls, quels qu'ils fussent, sans se soucier le moins du monde de leur existence.

On commence seulement à connaître cette partie du pays et les missions scientifiques, qui se sont donné pour tâche d'étudier l'infinie variété de plantes et d'animaux qui y pullulent, ne semblent pas vouloir abandonner la partie, malgré toutes les rebuffades de leurs devanciers lointains et même immédiats. Il y a peut-être là-bas, dans le suc de certaines plantes, voire même dans le venin de certains serpents, des remèdes qui parviendront à vaincre certaines maladies devant lesquelles, jusqu'ici, la science médicale est demeurée complètement impuissante.

Heureusement pour les Brésiliens, toutefois, le climat ne présente pas partout le caractère inhospitalier de la région nordique; la zone du plateau jouit d'un climat plus sain, plus agréable et parfaitement supportable; mais c'est le long de la côte, au sud de l'équateur, que demeure actuellement la plus grande partie de la population brésilienne. Il y aurait beaucoup à dire sur la géographie du Brésil, sur la topographie de son sol, sur ses forêts, ses fleuves, sa flore des plus intéressantes à étudier; on pourrait écrire des pages et des pages sur ses animaux grands ou même petits, dangereux ou non, sur les innombrables variétés de plantes, encore une fois grandes ou petites, qui

peuplent cet immense pays aux ressources sans nombre qui n'a pas fini de causer des surprises. Mais je dépasserais le cadre de ce volume, dont ce n'est pas le but.

* * *

Après une longue période de troubles et de guerre, la maison d'Aviz, branche cadette de la maison de Bourgogne, à laquelle elle succédait, occupa le trône du Portugal avec Jean Ier. On peut considérer ce roi comme le fondateur de la nation portugaise, car sa victoire sur les Castillans à Aljubatora, permit au Portugal de tenir l'Espagne en respect pour longtemps et de s'organiser.

Sous l'impulsion de cette nouvelle dynastie, la nation connut l'une des périodes les plus grandes de son histoire et devint une puissance maritime de tout premier ordre. Ses explorateurs parcoururent le monde et découvrirent les Açores, Madère, les Canaries et le Congo; Vasco de Gama double le Cap-de-Bonne-Espérance et aborde aux Indes en 1497-98; en 1500, Cabral débarque au Brésil pendant que Perez Andrante atteignait la Chine par mer et que Mota arrivait au Japon.

C'est l'âge d'or ! La situation économique du pays est à ce moment l'une des plus florissantes

qu'il ait connues; le commerce des épices et des autres produits coloniaux: bois du Brésil, pierres précieuses, etc., procure aux Portugais des fortunes aussi faciles que rapides. En 1580, pourtant, le Portugal subit une nouvelle éclipse; Philippe II, à la suite de la défaite qu'il inflige à don Sébastien à Alcacer-Quivir, en fait une vice-royauté espagnole et lui impose un régime de fer. Et peu à peu, la vaillante petite nation perd une à une ses colonies que lui enlèvent les Hollandais en révolte contre la monarchie espagnole. Et lorsque en 1640, soixante ans après Alcacer-Quivir, les Portugais reconquirent leur indépendance nationale et proclamèrent roi le fils naturel de Jean Ier, connu sous le nom de Jean IV, le Brésil fut la seule colonie qu'ils purent recouvrer.

C'est le 22 avril 1500 que Cabral débarqua au Brésil. Immédiatement le Portugal se vit disputer sa colonie par les Espagnols; le litige fut tranché à la conférence de Badajoz, en 1526; ce fut à propos de ce règlement qui ne mentionnait pas les intérêts que la France pourrait acquérir en Amérique que François Ier aurait dit: "Je voudrais bien voir la clause du testament d'Adam qui départage ainsi ces nouvelles régions du globe".

Par suite de sa conquête par l'Espagne, ce n'est qu'au XVIIe siècle que le Portugal put vraiment s'occuper de sa colonie. Et avant la découverte

des mines, abondantes dans le sud, la Cour de Lisbonne semblait ne porter qu'un intérêt secondaire à celle qui deviendrait sa plus riche possession. Elle ne s'en était occupée jusqu'alors que dans le but d'empêcher ses rivaux de s'en emparer.

L'occupation du pays eut d'abord un caractère militaire et féodal, car, pour y intéresser les Portugais, les rois durent le partager entre les différents seigneurs qui voulaient bien se charger du peuplement de ces fiefs dont la possession leur coûtait si peu. Alors qu'en Amérique espagnole se formaient des "royaumes" solidement tributaires de la métropole et où celle-ci exerçait un pouvoir discrétionnaire, au Brésil, surgirent une foule de "principautés" assez indépendantes les unes des autres et sur lesquelles le gouvernement portugais n'avait que peu d'emprise. Ces principautés se développaient autour de centres municipaux dont la vie sociale et économique devint très vite active et prospère.

La première capitale fut San Salvador de Bahia; mais, vers 1750, la découverte de gisements miniers orienta le gros des colons vers le sud et, en 1763, Rio de Janeiro devenait le siège du gouvernement et le centre de toute l'activité de la colonie. A partir de ce moment, Lisbonne voulut reprendre un peu de l'autorité qu'il avait abandonnée. Il groupa les différentes seigneuries

au sein d'un organisme hiérarchisé qu'il plaça sous l'autorité directe du vice-roi; mais trop occupé en Europe, le Portugal n'était pas assez puissant pour s'opposer d'une façon efficace aux tendances autonomistes de sa puissante colonie.

Mais cette semi-indépendance fut un véritable bienfait pour le Brésil et activa, dans une large mesure, la colonisation et le développement du pays. De leur propre initiative, les colons développèrent les cultures; des bandes organisées, connues sous le nom de "banderantes", partirent de Saint-Paul, qui venait d'être fondé, vers l'intérieur des terres; ils exerçaient une véritable domination, beaucoup plus réelle et effective que celle de la métropole, sur ces régions qu'ils colonisaient suivant des méthodes bien à eux.

Au fur et à mesure que grandissait le pays et qu'augmentait sa richesse, le Portugal revenait à la charge pour s'assurer le bénéfice de l'exploitation de ces territoires; il établit au Brésil un régime qui devint bientôt odieux et où les fonctionnaires de la métropole se crurent des êtres supérieurs, doués, en quelque sorte, d'une mission providentielle. Leur administration donna libre cours à tous les abus, abus d'ailleurs inhérents à tous les régimes où les fonctionnaires sont rois et maîtres, comme ce fut le cas ici au Canada, à la fin du régime français et sous le régime anglais jusqu'à

l'explosion de 1837, et comme cela menace de le redevenir, si les élus du peuple ne mettent un frein à la poussée centralisatrice des bureaucrates.

Les administrateurs de la métropole faisaient peser sur la colonie une véritable autocratie qui dépassait le but économique prévu, en cherchant beaucoup plus à s'enrichir qu'à enrichir le pays dont ils étaient les représentants, se souciant du Portugal comme de leur première concussion. Le Brésil supportait très mal cet état de choses d'autant plus qu'à la fin du XVIIIe siècle, il avait déjà sa vie et son caractère propres; et quoique parlant la même langue que ceux du Portugal, ses habitants n'étaient déjà plus des Portugais. La nation brésilienne prenait naissance.

En 1800, le Brésil avait une population d'un peu plus de 2,000,000 de Blancs et possédait déjà, dans ses grandes lignes, la constitution fédérale qu'il a encore aujourd'hui. Il faut dire que la topographie du pays se prête mal à de grands changements administratifs. Sur la côte, les provinces avaient, à peu de choses près, leurs limites actuelles : seule leur autonomie était peut-être plus étendue, car le président Vargas a considérablement réduit les pouvoirs des gouvernements provinciaux. Faisons remarquer en passant que de tous les pays de l'Amérique du sud, le Brésil est le seul qui ait une constitution de caractère fédéra-

tif : cela s'explique par le régime véritablement féodal que fut le sien aux premiers âges de la colonie et aussi par la diversité de ses aspects économiques et sociaux qui varient beaucoup d'une région à une autre.

Le Brésil est apparemment le seul pays du monde qui ait conquis son indépendance — indépendance réelle s'entend — sans avoir répandu le sang ou sans révolution. Il y eut tout au plus un coup d'Etat qui ne souleva aucune réaction ou réprobation. Depuis longtemps déjà, les Brésiliens considéraient leur pays comme bien plus important que la mère-patrie et ils avaient, en maintes occasions, manifesté le désir de voir les Bragance venir s'établir chez eux, pour faire de leur nation le centre du monde portugais. Le roi avait toujours refusé de se rendre à ce désir parce que, pour lui, le pôle d'attraction du monde civilisé demeurait en Europe et il pensait que son prestige souffrirait de cette émigration.

Mais le roi proposait... et Napoléon disposa !...

L'entrée de l'Empereur au Portugal fit fuir la famille royale à Rio et le prince-régent, qui occupa plus tard le trône sous le nom de Jean VI, réalisa, à son corps défendant, le rêve des Brésiliens, transformant cette colonie, jusqu'alors dédaignée et méprisée, en un immense empire indépendant.

La vie au Brésil changea à vue d'oeil et les

hommes d'Etat portugais qui avaient accompagné la Cour ne tardèrent pas à se "naturaliser" brésiliens, gouvernant le pays en Brésiliens et le dotant de tous les rouages d'un Etat indépendant; ils ouvrirent les portes au commerce international, développèrent son industrie, etc... C'était le Portugal qui était administré de loin par son ancienne colonie. La fierté lusitanique ne pouvait tolérer un tel état de choses; et, fait paradoxal et probablement unique dans l'Histoire, les complots pour l'indépendance se tramaient non dans la colonie, mais dans la métropole, qui ne voulait pas tomber au rang de vassale de ce pays qu'elle avait fondé.

Lorsque, en 1816, mourut la reine-mère, le prince-régent fut proclamé, sous le nom de Jean VI, roi des "Royaumes unis du Portugal, du Brésil et des Algraves". Et le nouveau roi, qu'un décret autorisait à rentrer au Portugal, était tellement attaché au Brésil, qu'il continuait à demeurer à Rio. Il préférait de loin habiter un pays nouveau, régner sur un territoire immense, aux richesses illimitées, une véritable "terre d'avenir" où le commerce, l'industrie, toute la vie en un mot était des plus prospères et qui était devenu le centre intellectuel et matériel de toute l'Amérique du Sud !

Dans son livre sur le Brésil, Zweig souligne l'importance prise par ce pays à la suite de l'ins-

tallation de la famille royale dans la capitale de sa colonie. "C'est la première fois, depuis que les Jésuites ont été chassés du pays sous Pombal, que des Portugais cultivés, des érudits, des savants, se fixent dans la capitale. Faisant preuve de vues très larges, le roi fait en outre venir de France et d'Autriche des peintres et des chercheurs, pour créer des institutions ou les agrandir... Le Brésil royal n'est plus maintenant la "terra de exilio" d'autrefois, depuis qu'il est devenu la "terra de refugio" de son roi, et, en peu d'années, il devient une réplique de la civilisation européenne en même temps que le foyer d'une cour brillante et profondément considérée. Et rien ne souligne mieux la position qu'a prise dans le monde le nouveau pays que le fait de voir l'empereur d'Autriche, devenu, après la chute de Napoléon, l'homme le plus puissant d'Europe, donner en mariage au successeur au trône du Brésil, une soeur de Marie-Louise, sa fille Léopoldine, qui est reçue en grande cérémonie à Rio. S'il avait été donné au roi Joao de suivre ses propres inclinations, il serait resté toute sa vie dans le nouveau pays dont la beauté et la valeur d'avenir sont tout de suite apparues à lui-même comme à tous les siens. Mais la patrie portugaise exige jalousement la présence de son roi, maintenant que Napoléon ne peut plus, de son île déserte de Sainte-Hélène, troubler la

paix. Joao court le danger, s'il n'obéit pas à l'appel qui se fait sans cesse plus pressant, de perdre le trône de ses ancêtres. Il retarde longtemps ses adieux, mais, à la fin, il lui faut se résigner : en 1820, Joao VI rentre à Lisbonne, après avoir nommé à sa place, au Brésil, le successeur au trône, Don Pedro".[1]

Mais le roi était persuadé que le Brésil ne demeurerait pas longtemps une colonie du Portugal; il conseilla même à son fils d'en proclamer l'indépendance, plutôt que de voir un quelconque aventurier tenter la chose et enlever ainsi aux Bragances le trône du nouvel Etat indépendant. Et c'est ce qu'il fit en 1822 sous la poussée du peuple brésilien lui-même, outré de voir les Cortès de Lisbonne tenter de réduire leur autonomie. Il se fit proclamer empereur sous le nom de Pedro Ier. Le Portugal ne reconnut cet état de choses qu'en 1825.

Après l'abdication de Pedro Ier, en 1831, au profit de son fils, à peine âgé de 5 ans, le pays connut une période de troubles qui le secouèrent passablement; aux luttes parlementaires, où les hommes cherchaient surtout la réalisation d'ambitions personnelles au détriment du bien général, vint s'ajouter un mouvement séparatiste dont le

[1] "Le Brésil, terre d'avenir" — par Stefan Swelg B.-D. Simpson — Montréal.

but était de constituer un Etat indépendant avec quelques provinces qui prétendaient que leur situation excentrique leur créait des intérêts que le gouvernement central ne voulait ni ne pouvait reconnaître. Mais ce mouvement, qui n'était basé sur rien de bien solide, allait à l'encontre du caractère essentiel de la nation brésilienne elle-même; et la communauté de langue et de religion qui unissait entre elles les diverses parties de cet immense pays l'emporta et fut assez forte pour réaliser l'union nationale, si divergents que fussent les intérêts économiques.

Malgré les dissentiments d'ordre politique, l'empereur Pedro II sut se montrer assez ferme pour maintenir le pays dans la voie du progrès et faire rayonner l'influence de la culture brésilienne sur tous les autres peuples latins du continent. Et quelques mois avant son abdication, il n'hésita pas, malgré la vive opposition des grands propriétaires terriens, à abolir l'esclavage, dont les Etats-Unis s'étaient débarrassés après la guerre de Sécession.

L'empire fut renversé en 1889. Sa chute instaura une ère d'instabilité politique : les coups d'Etat se succédèrent à intervalles plus ou moins réguliers, faussant complètement le jeu du régime parlementaire. Cette instabilité se perpétua jusqu'à l'arrivée au pouvoir, en 1930, du président Getulio

Vargas. Celui-ci s'y maintint pendant une quinzaine d'années. Sa dictature fut vivement attaquée, mais quoi qu'on puisse en penser, on se doit de reconnaître que ce président fut réellement un grand Brésilien. Il avait évidemment suspendu le fonctionnement normal du régime parlementaire, mais il lutta également avec force contre tous les mouvements subversifs, qu'ils fussent d'extrême gauche ou d'extrême droite; son action contre les Intégralistes a prouvé qu'il n'hésitait pas à frapper un mouvement, quand il jugeait que celui-ci pouvait mettre en danger la sécurité intérieure du pays. Il plaça le Brésil au premier rang des nations américaines et la contribution de ce pays à la guerre fut loin d'être uniquement théorique. Au lieu de se faire le valet de la puissance économique nord-américaine qui s'était créé de solides bastions à l'intérieur du pays, il traita avec elle. Vargas — et ses ennemis politiques se plaisent à le reconnaître — instaura au Brésil une politique saine; sans ce dictateur, le Brésil roulait vers l'anarchie et peut-être le démembrement. Il quitta le pouvoir à la suite d'un coup d'Etat qu'il eût pu réprimer, s'il l'eût voulu. Il préféra se retirer, persuadé d'avoir remis son pays en selle et de lui avoir rendu une stabilité que, même après son départ, il conserverait. Aux élections présidentielles suivantes, le candidat, qu'implicitement il appuyait, fut élu et, à travers le pays, les hommes

qui se revendiquaient de ses principes de gouvernement, obtinrent partout de substantielles majorités. C'est selon ces principes que continue de gouverner le président Douro qui a rétabli le système parlementaire—comme Vargas l'eût fait lui-même — parce que, dans le Brésil nouveau qu'a façonné Vargas, il peut fonctionner sans danger pour la nation.

D'ailleurs, il semble que Vargas ait fait l'éducation politique du Brésilien en lui inculquant un véritable sens de la hiérarchie des valeurs. Il lui a appris à placer les valeurs nationales au-dessus des valeurs politiques, à placer, en un mot, comme nous disons ici, l'intérêt national avant l'intérêt de parti. C'est qu'aujourd'hui, il existe une véritable nation brésilienne, un citoyen brésilien qui, s'il parle le portugais, n'a aucune attache politique avec le Portugal. Sa fierté d'ailleurs se refuserait à accepter une sujétion étrangère, quelle qu'elle fût. Cependant, s'il y a un citoyen brésilien, il n'y a pas de type brésilien à proprement parler. Comme tous les autres pays de l'Amérique latine, le Brésil possède trois types bien distincts : le descendant du Portugais qui ne s'est pas mêlé à l'indigène, le métis et enfin l'indigène; mais entre ces trois types, il y a toute une gamme d'individus qui faisait dire à un explorateur qu'au Brésil, "on pouvait passer insensiblement de l'homme blanc le plus authentique au Noir le plus opaque". C'est

aussi le cas de la plupart des pays de l'Amérique espagnole; cette diversité s'explique, comme nous l'avons déjà souligné, par le fait que le Latin n'a aucune aversion pour les races de couleur.

Stefan Zweig a tracé un très bon portrait du Brésilien : "Toute action violente, brutale ou sadique, est absolument contraire à la nature du Brésilien. Il est bienveillant, pas irritable et le peuple a des traits gentiment enfantins qui sont souvent le propre des gens du sud; partout j'ai eu l'occasion de le vérifier — phénomène si exceptionnel aujourd'hui — l'absence de méfiance envers l'étranger, la personne de race ou de classe différente... Et c'est ainsi que dans tous les tramways, sur tous les bateaux d'excursion, qu'on ait en face de soi un nègre, un blanc ou un métis, c'est la même innocente cordialité. Jamais on ne peut découvrir, entre les douzaines de races, la moindre trace de particularisme hostile, pas plus chez les adultes que chez les enfants. L'enfant noir joue avec l'enfant blanc, celui à la peau brune prend naturellement le nègre par le bras dessus-dessous; aucune restriction, aucun boycot, même privé... Cette délicatesse de l'âme, cette bienveillance sans préjugés et sans méfiance, cette incapacité à être brutal, le Brésilien la paye d'une très forte, peut-être trop forte susceptibilité. Le Brésilien, tout Brésilien n'est pas seulement senti-

mental, il est sensitif et il a un sens de l'honneur particulièrement facile à blesser, et c'est un sens de l'honneur tout à fait spécial. Précisément parce qu'il est lui-même d'une telle politesse et d'une telle modestie, il tient immédiatement la moindre impolitesse, fût-ce la moins intentionnelle, pour une forme de mépris... Pour moi, c'est cette délicatesse de sentiment, cette absence totale de véhémence qui constitue la particularité essentielle du peuple brésilien."[1]

La nation et le peuple brésiliens ont un avenir magnifique devant eux. Le Brésil pourra jouer un rôle important, sinon de premier plan dans l'avenir de notre continent. Ses richesses naturelles semblent inépuisables et ses possibilités sans limites. Sur le plan culturel, il a une littérature, une musique, une peinture qui peuvent se comparer à toute autre. Grâce à ses trésors culturels et matériels, grâce à ses hommes d'affaires, à ses commerçants, grâce à l'esprit conquérant du Brésilien, fils lui-même de constructeurs d'empires, la nation brésilienne aura demain une place prépondérante dans le concert des nations.

---

[1] Stefan Zweig — "Le Brésil, terre d'avenir" — Editions B.-D. Simpson — Montréal.

TROISIÈME PARTIE

LA CONQUÊTE DE L'INDÉPENDANCE

Chapitre Premier

PRÉLIMINAIRES À L'INDÉPENDANCE

Au début du XIXe siècle, l'Espagne est en pleine décadence. Elle ne maintient son prestige en Europe que grâce à son immense empire colonial, le plus vaste encore et le plus riche de l'époque. Mais au lieu de se pencher sur les nouveaux peuples, aujourd'hui adultes, qui sont issus d'elle et qu'elle a imprégnés de sa culture et de sa civilisation, elle fait preuve de la plus courte vue. Si l'Espagne avait eu à sa tête des politiques éclairés, des hommes capables de comprendre les leçons de l'Histoire, et tout particulièrement celle qui se dégageait de la révolution nord-américaine, elle n'eût peut-être pas perdu toutes ses colonies. L'Angleterre, sans doute parce qu'elle l'atteignait directement, sut tirer parti de l'indépendance de ses colonies : le Commonwealth des Nations britanniques maintient toujours au premier plan une petite nation européenne qui, sans lui, ne compterait peut-être pas plus aujourd'hui que l'Espagne. Et si cette Espagne se fut montrée

moins arrogante, moins oppressive, plus humaine dans ses méthodes, peut-être aurait-elle réussi, elle aussi, à ériger un empire qui aurait pu, en Amérique, contrebalancer la puissance anglo-protestante des Etats-Unis et maintenir un équilibre dont on ressent parfois bien durement l'absence, à travers les dix-neuf républiques hispano-américaines. Mais on entre ici dans le domaine de l'histoire purement hypothétique !

L'Espagne a perdu ses colonies en grande partie par sa faute. Et ce n'est pas faute d'avertissements. En 1783, le comte d'Aranda, à ce moment ambassadeur d'Espagne en France, avait pris part à la conclusion du Traité de Paris qui garantissait l'indépendance des Etats-Unis. Esprit libéral, imbu des idées philosophiques françaises du XVIIIe siècle, il était parvenu à se maintenir au pouvoir, à titre de président du Conseil de Castille, de 1765 à 1773, en dépit de l'opposition vive et inlassable du parti absolutiste, en l'occurrence plus royaliste que le roi. Ce n'est qu'avec l'appui de Charles III qu'il avait pu, en effet, réduire les pouvoirs de l'Inquisition et réformer l'administration.

A sa chute et pour s'en débarrasser, le gouvernement l'envoya ambassadeur à la cour de Louis XVI. Il ne tarda pas à pressentir la Révolution et dans la lutte des colonies anglaises contre la

métropole, c'est à peine s'il cachait ses sympathies à l'égard des rebelles. Cette guerre de l'Indépendance des Etats-Unis lui fit bientôt comprendre que les colonies espagnoles ne tarderaient pas à suivre l'exemple des colons du Nord. Car il n'y a rien de plus contagieux que la liberté pour un peuple fier ! Et le comte d'Aranda connaissait la fierté espagnole. Il s'ouvrit de ses craintes à Charles III dans un mémoire où il lui conseilla de prendre les devants pour ne pas être placé dans une situation analogue à celle du souverain anglais. Il proposait de grouper toutes les colonies en trois royaumes, indépendants en fait, et dont les souverains, choisis parmi les Infants, seraient placés sous la suzeraineté toute nominale du roi d'Espagne; ce dernier prendrait le titre d'Empereur des Amériques. Malgré l'avis favorable de Charles III, le gouvernement refusa même de discuter le mémoire du diplomate. La Révolution de 1789 déferla sur le monde, sans que Madrid n'esquisse un seul trait d'assouplissement de sa politique.

En deux siècles, elle avait littéralement épuisé les richesses fabuleuses de son empire qu'elle avait pressuré jusqu'à la limite. Le Mexique et le Pérou, qui avaient connu une prospérité inouïe, étaient vidés de leurs trésors, au profit de la caste dominante. Après la conquête, les Indiens s'étaient,

dans une certaine proportion, mêlés aux Espagnols; quelques-uns avaient même réussi à jouer un rôle éminent; seulement, l'organisation du pays, dans son ensemble, s'était faite sans eux et en dehors d'eux. Le conquérant avait tout accaparé : la noblesse, qui s'était cantonnée dans ses privilèges, avait laissé se creuser entre elle et les classes populaires un fossé que rien ne paraissait pouvoir combler. Les travailleurs des exploitations agricoles et des mines, du Mexique et du Pérou tout particulièrement, étaient traités en véritables esclaves.

On comprend qu'un tel milieu fût tout préparé à recevoir la semence révolutionnaire. De plus, l'Espagne en guerre pressurait sans merci ses colonies. Un haut fonctionnaire mexicain dans les instructions qu'il a laissées à ses successeurs avait fait ces recommandations, combien significatives : "Il ne faudrait pas perdre de vue que ce pays est une colonie qui doit dépendre de sa matrice l'Espagne et qu'il doit fournir quelques services en échange des bienfaits qu'il reçoit pour la protection que lui donne le drapeau royal." Un vrai Rapport Durham avant la lettre ! Ces quelques bienfaits auxquels on fait ici allusion étaient l'impôt et le tribut annuel prélevés à même les sueurs du peuple et, un peu plus tard, la conscription des hommes pour la défense de l'Empire

hispanique. C'était payer bien cher l'honneur de faire partie d'un empire, dont les colonies, ainsi exploitées, maintenaient seules le prestige.

* * *

On peut difficilement fixer les premiers soubresauts révolutionnaires qui devaient amener l'émancipation de l'Amérique espagnole. Déjà, Cortès, avons-nous vu, avait pensé à faire du Mexique un empire indépendant dont il aurait été le chef; au Pérou, un homme de Francisco Pizarre, Carvajal, lui avait proposé de secouer la tutelle espagnole et de brûler les étendards aux armes de Castille sur la grand'place de Lima. Et Gonzalo Pizarre, plus tard, y aurait lui aussi pensé.

Pendant les deux siècles qui suivirent, les Hispano-Américains, en apparence, furent soumis; mais il y eut toujours des tentatives de révolte sporadiques, sans grande importance toutefois, visant, ici ou là, à la conquête de l'indépendance. On note, par exemple, des troubles au Paraguay au début du XVIIIe siècle; en 1721, une enquête menée par Jose de Antequera, Protecteur général des Indiens, avait amené la destitution du gouverneur, Balmaceda, fortement impopulaire. Sa réinstallation par le vice-roi provoqua un mé-

contentement général. Antequera et ses amis se cabrèrent. J. Tramond, dans son étude sur l'Amérique latine, note que l'on parla de rébellion: "Retrouvant les expressions du temps de Juan de Padilla, ces nouveaux *communeros* proclamèrent "qu'un peuple n'abdique jamais" et que "l'autorité de la commune est supérieure à celle du roi". Ils s'opposèrent à la réception des ordres vice-royaux "en assumant une responsabilité collective qui fut une garantie pour les individus"; il fallut envoyer des armées à la fois du Pérou et de Buenos Aires; la captivité et la mort d'Antequera ne terminèrent rien. L'évêque dut s'enfuir pour éviter d'être pris comme chef par ceux qui criaient: "Commune". Ce ne fut qu'en 1735 que l'exécution du dernier meneur des révoltés, Ferdinand de Monpoz, marqua le rétablissement relatif de l'ordre. "Il ne faut pas pleurer une mort si glorieusement acceptée pour la patrie", disait sa veuve, fille de Juan de Mena, l'ami d'Antequera; de fait, l'esprit qui était incarné en eux ne s'éteignit jamais; en 1780, encore, une formidable révolte, dont les détails sont demeurés peu connus, agitait à nouveau ces régions, et il en était de même à peu près partout dans les diverses contrées de l'Amérique: au Vénézuéla, où un métis, dès 1771, s'était fait proclamer roi, les agitations ne discontinuèrent pas; celle de Francisco de

Léon, de 1759 à 1762, fut une véritable guerre civile; au Pérou, en 1730, 4,000 métis se saisissaient de la ville de Cochachamba et arrachaient le droit d'élire leurs alcades et la promesse de réformes financières au cri de "Liberté"; en 1765, encore, d'autres révoltés se rendaient maîtres de Quito et se faisaient concéder des garanties contre les abus de l'alcavala".[1]

Cette série de révoltes et d'autres, dont l'énumération serait trop longue et deviendrait fastidieuse, avaient indiscutablement préparé les esprits et les masses à la révolte générale qui allait se déclencher. La Révolution française, on l'a vu, fut accueillie avec une faveur insigne dans toute l'Amérique espagnole et cette Révolution venait rappeler aux Hispano-Américains qu'il existait au Nord une nation libre qui s'engageait délibérément sur la voie du progrès. De plus, en cette fin du XVIIIe siècle et au commencement du XIXe, l'élite intellectuelle de toute l'Amérique hispanique se rendait en France pour y étudier: nombreux furent les purs Espagnols, venus en Amérique pour y chercher la liberté, qui s'associèrent aux créoles et aux métis dans leurs revendications. De plus, l'Espagne commit deux lourdes fautes.

[1] J. Tramond — L'Amérique Latine — Histoire illustrée des pays et des peuples — Quillet, Paris.

Ce fut d'abord la suppression de la Compagnie de Jésus, que le gouvernement de Madrid voulait que l'on considérât comme un geste libéral. Mais en s'attaquant aux Jésuites il se trouvait à heurter de front le sentiment religieux de la majorité de la population sud-américaine. Le rôle missionnaire de la Société de Jésus avait été capital dans la colonisation de l'Amérique espagnole; cette communauté était, en quelque sorte, parvenue à identifier la religion avec elle-même. La réaction fut très vive : la population, qui aimait et respectait les Jésuites, vit dans le geste du gouvernement espagnol une mesure arbitraire et tyrannique. L'opinion publique ne pouvait non plus admettre que l'Etat s'empare des biens de la Société, d'autant plus que les fonctionnaires royaux les dilapidaient, le plus souvent, au milieu de fêtes et d'orgies de toutes sortes.

La seconde faute de l'Espagne fut de se faire remettre, pour les besoins de la guerre, tous les capitaux pieux administrés par le clergé, c'est-à-dire l'argent que le peuple, le pauvre peuple des villes et des campagnes, avait confié à ses prêtres. Pour le Mexique seulement, note Zabre, cette mesure draina dans les coffres du gouvernement la somme de dix-millions six cent mille piastres, ce qui était énorme pour l'époque. Si le haut clergé sembla approuver les deux mesures — il ne fit

rien du moins pour les désapprouver — il n'en fut pas de même chez le clergé populaire dans lequel les révolutionnaires trouvèrent de solides et sûrs appuis. Il s'y développa un mouvement de résistance sourde, d'abord, puis de révolte ouverte ensuite.

Le premier qui fit, cependant, véritablement figure de révolutionnaire en Amérique espagnole, fut le capitaine Francisco de Miranda. Né en 1756, à Caracas, au Vénézuéla, il commença sa carrière militaire au service de l'Espagne. Mais bientôt fatigué de servir un maître, il parcourut le monde pour enfin se fixer en France où l'attira l'atmosphère révolutionnaire. Il prit même une part active aux événements de 1793 et 1794 et il ne dut la vie qu'à la chute de Robespierre, le 9 Thermidor. Dès son arrivée en Europe, il avait travaillé à grouper tous ceux qui, à cette époque, se faisaient les défenseurs de la liberté de l'Amérique espagnole. Il ne rêvait pas encore, comme d'ailleurs bien d'autres de ses compagnons d'armes, de séparer l'Amérique de l'Espagne, mais tout simplement de la doter d'une monarchie libérale et constitutionnelle. Il parvint à unir les deux clans, d'une part les philosophes et les aristocrates libéraux et de l'autre les masses populaires, menées par le clergé.

Miranda, souligne J. Tramond, faisait imprimer

les "Lettres aux Espagnols" du Jésuite Pablo Viscaydo y Guzman, d'Aréquipa, qui était un manifeste d'indépendance. "La nature, y était-il dit, a, par des mers séparé l'Amérique de l'Espagne et a, par là, émancipé de fait les Américains, qui sont ainsi libres par un droit reçu du Créateur, droit inaliénable par sa nature et qu'on ne peut supprimer sans un délit". Enfin, en 1797, il signe une entente avec le Jésuite chilien Manuel Jose de Salas et le Jésuite péruvien, Jose Pozo y Zucre, qui, avec un autre révolutionnaire catholique fervent, Olavide, venaient de former à Madrid une Junte des députés des provinces et villes d'Amérique.

Les guerres de la Révolution puis de l'Empire empêchèrent Miranda de passer à l'action avant 1806; cette année-là, il tenta deux coups de main, aussi infructueux l'un que l'autre, avec une armée recrutée en grande partie aux Etats-Unis et composée de soldats de toutes les nations. Les deux échecs militaires de Miranda semblèrent prouver définitivement que c'était de l'intérieur que devait partir le seul mouvement capable de libérer l'Amérique. La tentative anglaise contre Buenos Aires, cette même année 1806, prouvait que l'Amérique espagnole entendait se libérer elle-même; les Anglais furent repoussés de la future capitale de l'Argentine grâce à l'action énergique d'un

émigré français, Jacques de Liniers, qui prit la tête des opérations à la suite de la fuite honteuse du vice-roi Sobremonte. Belgrano, l'un des futurs héros de l'indépendance, avait lutté pour repousser les Anglais aux côtés de Liniers; il s'écria au lendemain de la victoire: "L'ancien maître ou personne". Miranda, de son lointain exil, approuva entièrement cette attitude et envoya ses félicitations aux Argentins.

C'est en 1810 que devait éclater l'incendie qui ne s'éteindra que le jour où l'Espagne aura été chassée des trois Amériques!

* * *

Au moment où vont éclater les guerres de l'indépendance, l'Amérique espagnole est divisée en vice-royautés et capitaneries indépendantes les unes des autres, mais toutes reliées à l'Espagne et directement administrées par elles; ce sont: la vice-royauté du Mexique ou de la Nouvelle-Espagne; la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade ou de Santa-Fe (comprenant le territoire actuel de la Colombie avec une partie de l'Equateur); la vice-royauté de Lima (embrassant les territoires du Pérou ainsi qu'une partie des territoires actuels de la Bolivie et de l'Equateur); la vice-royauté de la Plata (couvrant les territoires divisés maintenant entre l'autre partie de la Bolivie, l'Argentine, l'U-

ruguay et le Paraguay). Les capitaneries, au nombre de cinq étaient : la capitanerie du Guatémala (pour l'Amérique centrale) ; celle de Porto-Rico, celle de La Havane, celle de Caracas (pour le Vénézuéla) et la capitanerie du Chili.

Le mouvement qui va libérer les peuples hispano-américains s'est répandu comme une traînée de poudre. Parti on ne sait d'où, il éclate presque simultanément au Mexique, dans l'Amérique centrale, dans le nord, le centre et le sud de l'Amérique du Sud. Au Mexique, c'est l'abbé Hidalgo qui, dans la nuit du 15 au 16 septembre 1810, sonne le tocsin de Dolores, dont il était le curé; au Vénézuéla, dès 1809, une conjuration qui dépose le capitaine général et proclame Ferdinand VII roi d'Espagne, est la réponse que la population fait aux émissaires américains de Joseph Bonaparte; la Colombie emboîte le pas, et l'agitation est extrême en Equateur et en Bolivie; en Argentine, en mai 1810, le conseil municipal de Buenos Aires déclare le vice-roi déchu et une Junte de créoles, élue par le peuple, s'empare du gouvernement; en septembre de la même année, le Chili suit le mouvement et constitue son propre gouvernement.

Chapitre Deuxième

L'INDÉPENDANCE DU MEXIQUE

Le Mexique n'est plus que l'ombre de lui-même; la Nouvelle-Espagne a fini de jouer son rôle directeur de l'Amérique espagnole et de métropole américaine. La dissolution de la Société de Jésus a arrêté son essor culturel et l'animosité contre l'Espagne ne fait que grandir. L'Eglise était intervenue à plusieurs reprises pour soulager la misère des masses; mais elle se heurtait chaque fois à l'intransigeance, sinon l'arrogance de l'administration. En 1799, l'évêque du Michoacan écrivait que dans l'Amérique espagnole, et au Mexique tout particulièrement, l'inégalité des conditions est plus terrible qu'ailleurs parce qu'il n'y a pas d'intermédiaire : "on est riche ou misérable, noble ou infâme de droit et de fait".

Dans le bas clergé, le clergé indigène surtout, se développait un mouvement de résistance qui prenait parfois l'aspect d'une véritable révolte. Et quand on est au courant de cette situation, on comprend mieux que ce soit un prêtre, l'abbé Hi-

dalgo, curé de Dolorès, qui ait soulevé l'étendard de la Révolution au cri de "Vive la Vierge de la Guadeloupe et dehors les Espagnols" et que ce soit un autre prêtre, Morelos, qui fut son disciple et continuateur. Les prêtres étaient en effet les protecteurs naturels du peuple et ses seuls défenseurs effectifs.

C'est d'ailleurs dans les séminaires que furent formés les héros de l'indépendance. Hidalgo et Morelos furent tous deux élèves, puis professeurs au collège de Valladolid; et on peut souligner, en passant, que le Séminaire pontifical et royal de Mexico était un véritable foyer d'insurrection.

On doit s'arrêter, ne fut-ce que quelques instants, à cette troublante et combien sympathique figure de l'abbé Hidalgo, le George Washington du Mexique, que la nation reconnaissante a surnommé le "Padre de la Patria". L'historien Aleman, qui s'intéressa beaucoup à ce personnage transcendant, dit que "don Miguel se distingua dans les études qu'il fit au collège de San Nicolas... où il donna, par la suite, avec éclat des cours de philosophie et de théologie et dont il fut recteur". Il parlait de plus couramment le français, fait assez rare à cette époque, pour un habitant du Michoacan, et il l'enseignait à ses élèves. C'est la connaissance de notre langue, sans doute, qui le pous-

sa à se nourrir des encyclopédistes et de tous les grands esprits libéraux de la fin du XVIIIe siècle. Il était d'ailleurs reconnu lui-même pour un esprit éclairé et large et un grand admirateur des idées de liberté et d'égalité, mises à l'honneur par la Révolution française. Et il forma à son école de nombreux disciples.

Certains Mexicains font un parallèle entre Hidalgo et le curé d'Ars. C'est sans doute excessif (Léon Bloy ne demandait-il pas la canonisation de Christophe Colomb ?) Mais il n'en demeure pas moins que ce prêtre, cet humble curé de campagne, qui n'eût pas manqué d'inspirer Bernanos, ne gardait rien pour lui : généreux à l'excès, il distribuait tout à ses ouailles et l'on n'a pas besoin d'ajouter qu'il était très populaire parmi elles; aussi, est-ce avec enthousiasme qu'elles le suivirent dans cette nuit historique du 15 au 16 septembre. Mais Hidalgo échoua. Pris par les Espagnols, après avoir été excommunié par l'évêque espagnol de Valladolid, il fut fusillé le 30 juillet 1811. Mais rien n'arrêtera plus le mouvement qu'il avait lancé et le 16 septembre deviendra la fête nationale du Mexique.

Morelos ne fut pas plus heureux : sa lutte, longue, héroïque et persévérante, menée avec des moyens de fortune contre des armées merveilleusement équipées et organisées, devait elle aussi se

terminer dans la défaite. Il eut le sort de son ancien compagnon et fut passé par les armes dans la nuit du 22 décembre 1814. Ce n'est qu'en 1821 qu'Iturbe devait réussir là où tant d'autres avaient échoué.

Iturbe était un officier espagnol, ambitieux et sans scrupule, qui s'était signalé dans ses répressions contre les patriotes mexicains. "Iturbe, dit Zabre, tant qu'il fut soldat royaliste, se montra toujours excessivement dur pour les insurgés et souilla sa victoire par des actes de cruauté et par sa cupidité à s'enrichir". Quoiqu'il en soit, comme le souligne Zabre, les événements qui mirent fin à la guerre de l'Indépendance sont une suite de manoeuvres politiques compliquées sur lesquelles on n'a jamais fait complètement la lumière. Plutôt que des faits historiques, on dirait une chronique d'aventures, un mélange de conspirations, de complots, d'intrigues personnelles, d'activités de loges maçonniques et de partis politiques en formation.

Après Morelos, on vit l'échec de Francisco-Xavier Mina, jeune Espagnol épris de liberté, qui, après avoir lutté contre Napoléon pour chasser les envahisseurs étrangers d'Espagne, s'éleva contre l'absolutisme royal. A la suite de nombreuses aventures, on le retrouve au Mexique : "C'est en Amérique, disait-il, qu'il faut conquérir la liberté de l'Espagne... Que l'Amérique se sépare et voici

que s'abîme le colosse du despotisme, car l'Amérique une fois indépendante, le Roi ne sera plus indépendant de la Nation. Le Mexique est le coeur du colosse et c'est de lui que nous devons attendre avec le plus de probabilité la liberté".

Mina échoua à son tour et, comme ses prédécesseurs, fut fusillé. Sans doute, l'action de Mina ne contribua-t-elle pas directement à l'indépendance du Mexique, mais elle montre les sympathies qu'avaient, même en Espagne, les adversaires du despotisme colonial.

Ce furent ensuite les échecs de Moreno, de Guerrero et d'Ascencio, échecs qui prouvèrent que sans une armée fortement organisée et solidement appuyée sur des cadres, la cause de l'indépendance serait pour longtemps compromise, malgré les succès que pouvaient remporter en Amérique du Sud, Bolivar, San Martin, O'Higgins, etc. Il semblait même, à un certain moment, que l'autorité espagnole n'avait jamais été aussi solidement assise. Le vice-roi, Apocada, qui pour sa contribution à la défaite de Mina avait reçu le titre de comte del Venadito, exerçait un pouvoir absolu et arbitraire. Le pays tout entier paraissait pacifié et seuls quelques petits foyers de révolte subsistaient ici et là.

Iturbe reçut la mission d'aller les nettoyer; mais au lieu de combattre les chefs patriotes, tels

Guerrero, Ascencio, Montes de Oca et Guzman, il chercha à s'aboucher avec eux par l'intermédiaire de Guerrero. Ce ne fut pas sans peine, sans résistance de la part de ce dernier, mais, le 15 février 1821, le commandant des armées espagnoles rencontrait le chef de la rébellion à Acatempan.

Les événements, alors, se précipitèrent; le 24 février 1821 était proclamé le plan d'Iguala, véritable réaffirmation de l'indépendance du Mexique, dans les termes suivants : "Union des Européens et des Mexicains dans une parfaite égalité, le maintien du Catholicisme comme seule religion officielle et l'établissement d'une monarchie constitutionnelle avec Ferdinand VII comme roi et empereur du Mexique." Il était cependant stipulé que si Ferdinand ne se présentait pas personnellement pour ceindre la couronne et prêter serment à la Constitution, que devaient voter les Cortès, les infants, ses frères, seraient appelés successivement et, à défaut de ceux-ci, l'archiduc d'Autriche ou quelque autre membre d'une maison régnante élu par le futur Conseil. Les trois principes énoncés dans ce plan reçurent le nom des "Trois Garanties" et les couleurs Vert, Blanc et Rouge furent adoptées comme drapeau mexicain.

Le plan d'Iguala fut désapprouvé par le vice-roi; mais bon nombre de ses lieutenants l'aban-

donnèrent les uns après les autres pour passer au camp des patriotes. En quelques semaines, l'insurrection s'étendait à tout le pays et les rebelles s'emparaient de Monterrey, Durango, Guadalajara, Valladolid (Morelia), Cuernavaca et Queretaro.

Ces événements provoquèrent une révolte de palais. Une junte à Mexico, déposa le vice-roi Apodaca, que l'on considérait comme incapable de maintenir l'ordre, et le remplaça par Francisco Novella, dont le règne toutefois ne durera que quelques semaines. A la fin d'août, en effet, le vice-roi nommé par l'Espagne, don Juan O'Donoju arrivait à Vera-Cruz. Sans perdre de temps, Iturbe marcha à sa rencontre et lui proposa une entrevue; les deux hommes se rencontrèrent à Cordoba.

A la surprise générale, l'envoyé de Ferdinand VII non seulement sanctionna le plan d'Iguala, mais accepta les modifications que proposait Iturbe qui y supprimait les clauses garantissant l'arrivée au trône du roi d'Espagne ou de l'un de ses descendants. Si Ferdinand ne se présentait pas lui-même devant les Cortès mexicaines pour y prêter serment, celles-ci pourraient le remplacer par l'homme qu'elles désignaient, quelle que fût sa naissance. Iturbe préparait en somme sa propre accession au trône du futur empire, car personne

ne se faisait d'illusion sur la possibilité de la venue de Ferdinand VII au Mexique.

Novella ne voulut pas reconnaître O'Donoju qui venait de trahir la cause espagnole en se ralliant à Iturbe. Mais l'armée imposante qui ne tarda pas à investir Mexico fit réfléchir le vice-roi intérimaire qui, finalement, ouvrit les portes de la capitale. Le 27 septembre 1821, soit presque exactement 11 ans après la proclamation de l'indépendance par Hidalgo, Iturbe entrait triomphalement à Mexico, acclamé par une foule délirante de joie qui l'accueillit véritablement comme un roi et empereur. Le règne de l'Espagne sur le Mexique était terminé. Le 18 mai 1822, Iturbe était proclamé empereur sous le nom de Augustin Ier; il devait régner moins d'un an; forcé d'abdiquer et de quitter le pays, il sera fait prisonnier et fusillé, lors d'une tentative de retour. Enfin, le 14 octobre 1824, le Mexique devenait République.

Chapitre Troisième

BOLIVAR

C'est au Vénézuéla que commença la lutte pour l'indépendance de l'Amérique du Sud. Nous avons vu que, depuis longtemps déjà, le mouvement se préparait. Miranda avait tenté deux coups de main qui avaient échoué et le chef rebelle avait dû demeurer en exil.

C'est la junte qui se forma en 1809 pour s'opposer à Joseph Bonaparte qui déclencha véritablement la Révolution. D'abord faite au nom de Ferdinand VII, celle-ci ne tarda pas à prendre une tout autre tournure. Le congrès élu en 1810 proclamait bel et bien l'indépendance du pays et rappelait Miranda qu'il plaça à sa tête. Les provinces avaient endossé le geste de la capitale. Mais l'Espagne n'entendait pas perdre sans combattre cette riche colonie, d'autant plus que l'attitude du Vénézuéla ne devait pas tarder à être suivie par la Colombie.

En 1812, le général Monteverde fut envoyé contre les Vénézuéliens. Un jeune capitaine du

nom de Bolivar, ardent partisan de l'indépendance, convainquit Miranda de prendre la tête de l'expédition contre les Espagnols. Mais on aurait dit qu'un mauvais destin poursuivait Miranda, plus riche d'enthousiasme et de bonne volonté que de valeur militaire. Il fut littéralement écrasé par les Espagnols. On peut dire à sa décharge, cependant, que ce fut avec une armée, diminuée par de nombreuses défections tant d'officiers que de soldats, qu'il engagea les opérations. C'est le 12 juillet qu'il perdait la place de Puerto-Cabello, sur laquelle reposait toute la défense du pays : le 25, il se voyait contraint de signer une capitulation qui replaçait le Vénézuéla au rang de colonie de l'Espagne.

Devant la grandeur du désastre, Bolivar crut à une trahison de la part du vieux chef révolutionnaire : l'embarquement de $22,000 appartenant à des colons anglais lui fit croire que cet argent était le prix de la transaction intervenue entre Miranda et les Espagnols. Il le rejoignait à la Guaira sur le point de s'embarquer : il l'enleva littéralement avec l'aide de onze hommes et le fit enfermer à la citadelle. C'est là que les Espagnols le surprirent; fait prisonnier, il aurait été passé par les armes, n'eût été son grand âge; il fut condamné à la détention perpétuelle. Il devait mourir dans une forteresse de Caracas le 14 juillet 1816. Mais la

disparition de la scène du premier artisan de l'indépendance vénézuélienne ne découragea nullement les patriotes. Monteverde ne devait pas demeurer longtemps à son poste de capitaine général de Caracas. Bolivar allait prendre la relève et conquérir l'indépendance non seulement du Vénézuéla, mais aussi de la Colombie, de l'Equateur et achever celle du Pérou.

La figure de Bolivar domine toutes les guerres de l'Indépendance du nord de l'Amérique du Sud. "C'est entre Napoléon et Washington que se trouve la place de Bolivar, écrit dans un accès d'enthousiasme M. Afranio Peixoto. Plus grand que Napoléon par l'abnégation; par le martyre, plus grand que Washington, tel est Bolivar que les contemporains, ratifiés par la postérité, ont appelé "le libérateur".[1] Cela a été sa seule récompense. Nul autre, des grands de la terre, n'en a eu autant. Et il l'a bien mérité".

Bolivar naquit à Caracas le 24 juillet 1783 de famille noble et aisée. Ce n'était pas à proprement parler un homme du peuple. "Orphelin en bas âge, écrit M. Peixoto, il est élevé par un oncle, le marquis de Palacios, qui lui donne deux institu-

[1] Dans son enthousiasme pour son héros, M. Peixoto ne semble pas hésiter à faire parfois quelques entorses à l'Histoire, au point de se montrer injuste envers San Martin qui se retira de Lima devant Bolivar, après avoir libéré le Pérou. Il ne le mentionne même pas !

teurs : un routinier, Miguel José Sanz, qui l'abandonne bientôt, et un autre, presque providentiel, qui collabore avec la nature, le milieu, le moment, pour faire de son élève, Bolivar : c'est Simon Rodriguez, encyclopédiste, philosophe, "rousseauiste", qui lui insuffle l'amour de la nature et de la liberté. Bolivar, entre ses mains, a été un Emile : peut-être le seul Emile qui ait existé. Orphelin riche, un maître presque continuellement à ses talons, l'élève plus par la vie que par les livres. Mais il a surpassé l'Emile de Rousseau, parce que, après Sophie ou le bonheur, il s'émancipe et devient un homme dont la vie va faire un grand homme."

Si l'on fait la part de l'admiration de M. Peixoto pour son héros, on peut tout de même retenir que Bolivar s'est nourri des encyclopédistes et des philosophes du XVIIIe siècle qui l'ont profondément marqué. Bien que de parents européens, sa naissance en a fait un Américain. Dès sa jeunesse, comme tous les nobles de l'époque coloniale, il se rendit en Espagne pour y étudier et il y fut reçu à la cour. On raconte qu'un jour, en jouant au tennis avec le futur Ferdinand VII, il lui donna accidentellement un coup de raquette. Le jeune prince s'emportant ne put s'empêcher de crier à sa mère en le montrant du doigt : "L'Indien doit être puni". L'historien qui raconte le

fait ajoute : "Cela ne lui donna guère l'envie d'être monarchiste".

Le milieu où il vivait à la cour, lui inspira un profond dégoût pour une monarchie décadente. C'est en Espagne qu'il rencontra sa future épouse, Maria-Teresa Rodriguez y Alaiza. Mais son futur beau-père, considérant que le jeune Bolivar n'avait que dix-huit ans, lui demanda de surseoir à son mariage et de voyager en attendant. Il se rendit en France où l'attirait la grande figure de Bonaparte qu'il considérait comme le héros par excellence, le grand artisan de la liberté, qu'il allait imposer à une Europe décadente. Il se passionnait littéralement pour les faits d'armes du Corse.

Après les deux années que lui avait assignées le père de Maria-Teresa, il revient en Espagne où le mariage eut lieu; et, avec sa jeune femme, il part pour l'Amérique. Son bonheur devait durer neuf mois à peine; sa femme était emportée par les fièvres, malgré tous les efforts qu'il fit pour la sauver. Sa douleur le prostra; il revint en Espagne; puis, pour se distraire, reprit ses voyages. Mais Bonaparte devenu Napoléon lui causa une amère désillusion; "Le jour du couronnement, continue M. Peixoto, invité par l'ambassadeur d'Espagne à assister à la cérémonie de Notre-Dame, un pape couronnant roi un enfant de la République, Bolivar, écoeuré, refuse. "Je m'enfermerai

dans mon appartement pour ignorer un tel crime". Et il fit comme il avait dit. Pourtant, son admiration envers l'ange de la victoire, le génie de la guerre, était si grande qu'il a cherché à l'excuser. "Non, il n'y avait pas de république plus grande que la France, et la France avait toujours été un royaume... Et en outre, Napoléon avait de l'ambition". Ces attitudes montrent à quel point Bolivar avait dans la peau le sentiment républicain. Mais il s'inspirera quand même de Napoléon dont il mettra en pratique, dans sa guerre de libération, la tactique militaire, notamment lorsqu'il fera traverser les Andes à ses troupes, expédition qui demandait tout autant de cran et de courage que le passage des Alpes par Bonaparte, un quart de siècle plus tôt.

Il demeura à Paris quelque temps encore. Un de ses amis, Bompland, lui conseilla alors de retourner en Amérique pour libérer ses compatriotes : "Vous devez terminer vos études, lui dit-il, et retourner au Vénézuéla : l'épée au poing, vous donnerez la liberté à un peuple qui a pour lui un bel avenir". Mais avant de regagner sa patrie, il visite, avec son maître Rodriguez, les principales villes de l'Italie, traversant même les Alpes à pied. Il revient en Amérique par les Etats-Unis pour y étudier les lois et les institutions de la nouvelle République. Son séjour dans cette nation grandissante le fit profondément réfléchir. Il ne fut pas

sans prévoir l'immense essor que devait prendre cette jeune contrée, riche de ressources et d'énergie. C'est aux Etats-Unis, sans doute, que germa en lui l'idée de faire, avec les peuples espagnols du sud, une fédération calquée sur celle dont il avait le modèle sous les yeux. L'Espagne avait divisé en vice-royautés et capitaneries générales ses possessions américaines; autant qu'à les libérer, Bolivar songeait à grouper, en un seul pays, ces populations de même langue, de même religion, aux aspirations morales et matérielles identiques, pour faire, dans le sud, la contre-partie du véritable empire qu'il voyait croître dans le nord et dont il prédit la brillante destinée. Il se rendait compte du "danger d'un grand peuple jeune pour des petits frères turbulents. Moins qu'à un sage tuteur, on devra s'attendre à une domination plus ou moins déclarée". Parce que Bolivar échoua dans sa seconde mission, celle de grouper les peuples qu'il devait affranchir, pendant plus d'un siècle les républiques latines divisées ne seront qu'un jouet pour la puissance du colosse du Nord. Le génie politique de Bolivar avait tout prévu.

Lorsqu'il revint dans son pays, celui-ci était en pleine ébullition. La victoire de l'Espagne contre Miranda loin de le désespérer, lui insuffla un nouveau courage et une nouvelle énergie. Réfugié à Carthagène, il lance un manifeste demandant

l'union de tous les peuples de culture espagnole en leur montrant en même temps que la défaite du Vénézuéla ne prendrait la tournure d'un désastre que si les partisans de la liberté ne parvenaient pas à s'unir.

Le mouvement de révolte contre l'Espagne s'était d'ailleurs propagé. Déjà au Pérou avaient eu lieu trois tentatives de rébellion qui, bien qu'ayant échoué, en disaient long sur le sentiment de la population; en 1805, en effet, Gabriel de Aguilar prenait la tête d'une insurrection à Cuzco; son échec n'empêcha pas Hipolito Unaume de tenter sa chance à Lima en 1809; et l'année suivante, à Tacna, Francisco-Antonio de Zela risquait lui aussi son coup de main qui ne fut pas plus heureux que les deux précédents. En 1809 également, le Haut-Pérou, qui, par reconnaissance pour le Libérateur, devait prendre le nom de Bolivie, s'était proclamé république indépendante; là aussi, la malchance s'était acharnée contre les patriotes, et Murillo, chef du mouvement, avait été passé par les armes. La Colombie, enfin, avait suivi l'exemple du Vénézuéla et rejeté Joseph Bonaparte qu'elle refusa de reconnaître comme roi.

Pour toutes ces populations, la proclamation de Bolivar fut donc un motif d'espoir. Joignant le geste à la parole, le Libérateur se rendit en Nouvelle-Grenade (Colombie) et demanda au Con-

grès, réuni à Tunja, de lui fournir une petite armée pour prendre l'offensive contre le Vénézuéla. Dès les débuts, il rencontra des difficultés, non du côté des Espagnols, mais au sein de ses propres gens; un de ses lieutenants, Santander, tirait de l'arrière et, ce n'est que sous la menace de le fusiller, qu'il parvint à le faire rentrer dans le rang et à éviter une révolte interne. Alors, avec moins d'un millier d'hommes, il pénétra au Vénézuéla et, presque sans coup férir, parvint à s'emparer de Mérida; puis, tout comme Bonaparte, sans laisser à ses adversaires le temps de souffler il leur inflige une série de défaites qui, en un peu plus de deux mois, le conduisent aux portes de Caracas où il entre triomphalement le 6 août.

Mais l'Espagne ne se tenait pas pour battue et, imitant à son tour la rapidité de Bolivar, elle passa à l'offensive. Une nouvelle armée espagnole, grossie de renforts considérables et placée sous le commandement général de don Pablo Morillo, est envoyée contre lui. Malgré quelques succès locaux, Bolivar est forcé d'abandonner tout le terrain conquis et de se réfugier dans les Antilles. Il eut la chance d'intéresser, en Haïti, Petion à sa cause.

Avec l'aide de ce dernier et d'un riche commerçant hollandais, du nom de Brion, il se reconstitue une armée et même une escadre. Il débarque à l'embouchure de l'Orénoque et, en 1817, il ren-

trait vainqueur au Vénézuéla où il était proclamé chef suprême. Mais déjà l'anarchie, qui devait plus tard le désespérer, se manifestait au sein de ses troupes : un de ses meilleurs lieutenants, Piar, tenta de se rebeller contre son autorité. Jugé par un conseil de guerre, le rebelle fut condamné à mort et exécuté, sans hésitation. L'exemple tragique que venait de donner Bolivar fit, pour quelque temps, réfléchir ceux qui auraient été tentés de marcher sur les traces de Piar. Assisté de Paez, révolutionnaire qu'il avait momentanément tenu en disgrâce, il se porta alors à l'attaque et défit Morillo à Colabozo. Cette victoire lui valut d'être choisi comme premier président constitutionnel du Vénézuéla.

Mais pour Bolivar la partie ne serait pas terminée tant qu'il demeurerait un seul soldat espagnol en Amérique. Il faut libérer la Nouvelle-Grenade que les Espagnols ont reconquise; c'est alors qu'il accomplit cette sublime traversée des Andes, qui évoque celle des Alpes, effectuée par Bonaparte, César et Annibal, dans des conditions peut-être moins périlleuses : "Sans chemins, sans provisions, sans munitions, la faim et le froid comme compagnons, ils gravissent, ces héros, les montagnes et les torrents", écrit Peixoto. On aurait dit qu'il entrait dans une période de sa vie où tout devait lui réussir et c'est presque sans op-

position qu'il s'empare de Bogota où il reçoit un accueil délirant; puis, sans tarder, il émet une proclamation pour unir Colombie et Vénézuéla en une seule république, commençant ainsi la réalisation de son rêve d'unification de l'Amérique latine.

Il organisa ensuite immédiatement l'administration civile du pays avant que de penser à s'attaquer de nouveau à Morillo. Bien plus, au lieu de chercher à le rencontrer en une nouvelle bataille, il lui propose de négocier une paix honorable. Morillo était sur le point d'y consentir lorsqu'il fut brusquement rappelé en Espagne. Son successeur, se refusant à tout compromis, se vit attaquer par Bolivar qui le vainquit à Carabobo le 24 juin 1821. Après cette victoire, le Libérateur se rendit à Caracas où il n'était pas allé depuis six ans et où, lui rapportait-on, il se tramait un complot dans le but de le renverser et de séparer le Vénézuéla de la Colombie. Bolivar fut néanmoins accueilli en triomphateur. Mais il ne put s'attarder dans la capitale du Vénézuéla. Déjà San Martin, venant du sud, arrivait à Lima et désirait le rencontrer pendant que son principal lieutenant, le général Sucre, en train de libérer l'Equateur avait besoin de secours à la suite d'engagements malheureux contre les troupes vice-royales.

Antonio-Jose de Sucre avait, à 30 ans à peine, une carrière déjà bien remplie. Né à Cumana, dans le Haut-Pérou en 1793, il avait endossé immédiatement le mouvement d'indépendance lancé par Miranda; après l'échec de ce dernier, il se rallia à Bolivar qui se rendit tout de suite compte de la valeur de ce jeune militaire. Il prit une part active à la campagne de Nouvelle-Grenade et contribua à la prise de Bogota. Pendant que Bolivar retournait au Vénézuéla, Sucre continua à se battre dans l'Equateur où il remporta de signalés succès sur les troupes espagnoles, jusqu'au moment où, mis en mauvaise posture, il en appela à la fois à Bolivar et à San Martin qui venait d'entrer à Lima.

Bolivar allait donc bientôt se trouver en face d'un autre grand patriote sud-américain, le général San Martin, bien plus militaire que politicien, qui, comme nous le verrons, fournira le plus bel exemple d'abnégation de cette guerre, pourtant fertile en héroïsme, en se retirant devant celui que les événements avaient fait son rival. Bolivar[1]

[1] Voici le beau portrait que trace de Bolivar, M. Victor-L. Tapie dans son "Histoire de l'Amérique latine au XIXe siècle" : "Formé par un précepteur nourri de "l'Emile", lecteur lui-même des écrivains français, très grand ad-

allait trouver le champ libre pour tenter la réalisation du magnifique idéal qu'il rêvait, idéal sublime et grandiose, que la petitesse des hommes l'empêchera pourtant de réaliser.

mirateur de la France, Bolivar appartient aussi à notre tradition. Il a certainement surpassé beaucoup d'hommes de son temps et de son pays par un désir de réalisations, un don de vues larges et neuves qui, jointes à la connaissance des hommes et au sens pratique, lui assuraient le caractère d'un véritable homme d'Etat. Ambitieux, il avait la passion du pouvoir personnel, justement dans une société à laquelle l'autorité était indispensable. Mais son ambition n'était pas courte ni mesquine. Il a pu être cruel ou injuste, pourtant c'était une âme. Il méprisa la richesse à la portée de sa main. Il est mort jeune, prématurément usé par la tuberculose, pour n'avoir jamais rien mesuré de ses forces morales et physiques dans son entreprise nationale. Il a souffert pour ses idées jusqu'à en devenir le martyr dans son corps comme dans son esprit. Son nom, généralement connu et souvent prononcé, n'éveille en Europe que des impressions confuses : et peut-être le culte dont il est entouré en Amérique espagnole n'est-il pas toujours soutenu par la juste appréciation de ses mérites. Bolivar demeure pourtant un des héros prestigieux de la Révolution et du romantisme. Il unit l'idée américaine de la liberté, la chaleur du patriotisme à l'expérience d'une longue histoire civilisée qu'il devait à son séjour en France, à l'audace chevaleresque et un peu folle portée dans son sang de caballero. Ce franc-maçon qui mourut consolé par l'Eglise, ne se détacha jamais de la tradition chrétienne : ce rêveur de mondes nouveaux était moins chimérique que ceux qui lui ont reproché ses chimères. En somme, une éblouissante figure devant laquelle on ne s'attarderait que pour s'y attacher avec plus de sympathie".

Chapitre Quatrième

SAN MARTIN

A Buenos Aires, la tentative des émissaires de Joseph Bonaparte avait reçu le même accueil qu'ailleurs. Une junte, constituée au début de mai, rejeta l'usurpateur du trône espagnol. Mais comme ailleurs — et plus vite qu'ailleurs — les partisans de l'indépendance prirent le dessus et demandèrent tout simplement la séparation immédiate d'avec l'Espagne.

Le 25, la Junte exigea le départ du vice-roi; malgré les tentatives de révolte dans quelques autres villes de moindre importance, le nouveau gouvernement contrôlait effectivement le pays à la fin de l'année.

Mais les nouvelles venant du Nord étaient contradictoires; il ressortait néanmoins de tout ce que l'on apprenait que l'Amérique espagnole, dans sa grande majorité, était en effervescence. Le nouveau régime argentin comprenait que s'il voulait survivre, il lui était indispensable d'étendre son autorité à l'extérieur, du côté du Paraguay et de

l'Uruguay, pour empêcher ces deux provinces de prendre fait et cause pour le Pérou qui, à ce moment-là, était demeuré entièrement loyal à l'Espagne. Il chargea donc le général Belgrano de s'occuper du Paraguay dont le gouverneur avait refusé de se joindre au mouvement d'indépendance. Habile tacticien, ce gouverneur, le lieutenant-colonel Bernard de Velasco, ne tenait à se compromettre ni avec le vice-roi du Pérou ni avec les Argentins. Et il manoeuvra si bien qu'il réussit à encercler Belgrano, à le réduire aux abois et à le forcer à signer l'armistice de Tacuari qui lui permettait de se retirer honorablement et sans danger d'un pays hostile et plein d'embûches.

Mais à peine les Argentins étaient-ils partis du Paraguay — exactement quatre jours plus tard — qu'éclatait un soulèvement militaire qui déposait Velasco; la Junte donnait le pouvoir à deux délégués, Caballero et Yegros, qui ne servirent qu'à préparer la voie à Jose-Gaspar Rodriguez Francia; ce dernier s'installa sans heurt et, en 1815, il se faisait nommer dictateur à vie, avec le titre de "El Supremo", puis il isola littéralement le pays du reste du monde : il rompit ses relations diplomatiques avec toutes les puissances étrangères, organisa une armée et bâtit une économie nationale, une sorte d'autarcie avant le mot, qui permit au pays de se replier complètement sur lui-même.

Le Paraguay fut effectivement le premier pays hispano-américain à posséder réellement son indépendance dès 1811; ni l'Espagne ni l'Argentine ne l'inquiétèrent plus. La chose s'explique assez bien de par sa situation même qui le plaçait en dehors de la zone de combat entre l'Espagne et ses sujets révoltés. Si l'Espagne, cependant, avait été victorieuse, il n'y a aucun doute qu'elle eût tenté de rétablir son autorité sur ce pays. Mais une fois vainqueurs, les Argentins étaient trop occupés par leur organisation et leurs luttes intestines pour penser à chercher noise à un pays qui ne leur nuisait en rien.

On a accusé Francia d'avoir exercé une dictature rude et même sanglante sur ses sujets. La chose est possible, mais on doit reconnaître cependant qu'il maintint la paix intérieure et extérieure pendant près de 30 ans et qu'à sa mort, en 1840, le Paraguay était un pays plus prospère qu'il ne l'avait jamais été au temps de la période coloniale : il était doté de routes, d'écoles, d'institutions stables et d'une économie solide; cette nation, peuplée d'Indiens (Guaranis) dans la proportion de plus de 80 pour cent, ne le cédait en rien à cette époque, toutes proportions gardées bien entendu, aux autres pays de l'Amérique du Sud, surtout ceux du nord, qui continuaient à se déchirer les uns les autres.

Si l'Uruguay, malgré la propagande du clergé

qui avait pris fait et cause pour l'indépendance et l'union à l'Argentine dans les Provinces-Unies de la Plata, si l'Uruguay demeurait toujours solidement espagnol, il n'en était pas de même au Chili d'où, dès 1811, un gouvernement provisoire avait chassé les Espagnols. Mais ceux-ci, grossis de renforts envoyés du Pérou par le vice-roi, ne tardèrent pas à rétablir leur autorité et le chef de la rébellion, le général Bernard O'Higgins, fut mis en fuite et forcé de s'exiler à Mendoza, en Argentine.

C'est alors qu'intervint le général San Martin. Le héros de l'indépendance de l'Argentine, José de San Martin, était né à Yapeyu, village créé par les Jésuites au pays des Guaranis. Son père était lieutenant dans l'armée espagnole et administrateur du district. Amené très jeune en Espagne, le jeune Jose fut placé au collège des Nobles et à 12 ans, il était admis comme cadet dans le régiment de Murcie. Après avoir servi en Afrique et s'être battu contre les Français dans le Roussillon, il fit du service dans l'escadre de la Méditerranée qui combattait la flotte anglaise; il prit enfin part à la guerre contre Napoléon et s'y distingua à plusieurs reprises, notamment à Baylen en 1808.

Le coup d'Etat de mai 1810, en Argentine, le décida à partir pour sa patrie et à lui offrir ses services; arrivé à Buenos Aires en mars 1812, il se

vit immédiatement confier l'organisation d'un régiment de grenadiers à cheval; ses premières armes sur la terre argentine il les fit au nord de Rosario, en repoussant, à la tête de 125 grenadiers, un détachement espagnol venu de Montévidéo pour s'approvisionner. L'année suivante, en 1814, chargé de la réorganisation de l'armée de Belgrano il créa, dans ce but, à Técuman, un camp retranché, qui fut appelé La Citadelle.

San Martin se rendait compte que sans une action contre le Pérou, par le Chili, on ne pourrait jamais asseoir solidement la nouvelle nation. Il exprimait son point de vue dans une lettre adressée au directeur des Provinces Argentines, Nicola Rodriguez Pena : "La patrie ne s'ouvrira pas un chemin par le front du nord. Notre guerre ne peut être là qu'une guerre défensive, pour laquelle suffisent les vaillants "gauchos" de Salta avec deux escadrons de braves vétérans. Toute autre tactique équivaut à jeter hommes et argent dans un puits sans fond. Aussi je n'entreprendrai aucune expédition. Je vous ai déjà confié mon secret : une petite armée bien disciplinée, formée à Mendoza, pourra passer au Chili, en finir dans ce pays avec les Goths (les Espagnols), puis, avec l'aide du nouveau gouvernement chilien, atteindre Lima par la mer. Voilà le chemin : il n'y en a pas d'autre. Tant que nous ne serons pas à Lima, la guerre ne sera pas terminée". Au nord

Bolivar et San Martin au sud avaient, en même temps, compris que la seule façon d'assurer la liberté américaine était de réduire Lima, vice-royauté et château-fort espagnol au coeur de l'Amérique hispanique. Aussi, sans plus tarder et sous le prétexte d'une affection de poitrine, il démissionna comme commandant des armées du nord. Le 10 août 1814, il était nommé gouverneur intendant de Cuyo, poste qui lui donnait juridiction sur les provinces de Mendoza, San Juan et San Luis.

La défaite des Chiliens à Rancagua le poussa à activer les préparatifs : "Nous ne pouvons pas, disait-il, laisser à nos frontières un ennemi régnant en maître sur ce pays. La reconquête est une nécessité. Pour la réaliser, il nous faut trois ou quatre mille hommes vigoureux et disciplinés. Nous nous couvrirons de gloire et rendrons la liberté au Chili".

Jusqu'ici cependant, une équivoque demeurait. Bien qu'agissant en pays indépendant, l'Argentine n'avait pas encore formellement déclaré son indépendance. C'est ce que fit le Congrès à Técuman le 9 juillet 1816. Et c'est au cours d'une entrevue entre San Martin et le directeur des Provinces Argentines, le général don Juan Martin de Pueyrredon, que fut décidée la campagne du Chili, qui nécessitait le passage des Andes, entre-

prise aussi périlleuse et difficile que celle qu'avait décidée au nord le Libérateur.

San Martin installa un camp militaire à 4 milles de Mendoza; il ne disposait, au début, que de 600 fantassins et 200 grenadiers. Il recruta le reste, dit l'un de ses biographes, le général Azan, "avec une foi d'apôtre et une autorité de despote... il réunit et instruisit, pendant l'hiver et le printemps de 1816, c'est-à-dire de juillet à janvier, un peu plus de 5,000 hommes, petite armée avec laquelle il allait tenter de libérer d'immenses contrées."

Puis il part à l'assaut des Andes. Mais une fois celles-ci franchies, il lui fallait encore vaincre l'ennemi et couvrir un front qui, de Copiapo à Talca, s'étendait sur plus de 1,000 kilomètres. Après avoir fait prêter le serment de fidélité de son armée à sa patronne, Notre-Dame du Carmen, et procédé à la bénédiction du drapeau, il s'écria, dans un élan oratoire qui rappelle celui de Bonaparte en Egypte : "Soldats, c'est le premier drapeau indépendant bénit en Amérique". "Ce drapeau, explique le général Azan, qu'avaient brodé les dames de Mendoza, était blanc et bleu ciel, avec un écu entouré d'une couronne de lauriers; dans l'écu, le bonnet phrygien au bout d'un bâton, devant la crête des Andes; au-dessus de l'écu, le soleil levant. C'est cet emblème que les soldats de San Martin espéraient couvrir de gloire et sous

les plis duquel ils étaient prêts à donner leur vie pour la cause de la liberté".[1] Ce mélange de religion et d'idées révolutionnaires souligne bien le romantisme de cette lutte pour l'indépendance des pays hispano-américains.

De l'autre côté des Andes, San Martin déploya son armée devant ce vaste front, attaquant à la fois au nord, au sud et au centre. La bataille décisive se livrait à Chacabuco le 12 février 1817 et se terminait par une éclatante victoire des troupes argentino-chiliennes : "En vingt-quatre jours, nous avons traversé la Cordillère des Andes, nous avons mis fin au règne du tyran et donné sa liberté au Chili". Il entrait en triomphateur à Santiago le surlendemain. "Si l'on compare, dit toujours le général Azan, le chiffre des effectifs et leur front de déploiement, il n'y a, dans l'histoire militaire, aucun exemple d'une opération stratégique menée avec plus de précision et de succès".

Le Chili offrit la présidence à San Martin qui se récusa et fit élire O'Higgins, natif du pays et dont, disait San Martin, l'aide lui avait permis d'assurer le triomphe des patriotes. Les Espagnols, pendant ce temps, s'étaient repliés dans le sud du pays où ils comptaient beaucoup sur les sympathies nombreuses qu'ils croyaient posséder dans cette région pour prendre leur revanche. Mais

[1] Général Paul Azan : "L'Argentine".

San Martin ne leur en donna pas le temps et dépêcha contre eux le capitaine Las Heras qui les battit dans deux rencontres successives.

Mais tout danger était loin d'être écarté; immédiatement après ces défaites espagnoles, le vice-roi du Pérou envoyait contre les patriotes une forte armée réorganisée que commandait le général Osorio. Mais sur ces entrefaites, le Chili avait proclamé son indépendance. Il choisit, pour rendre plus solennel cet événement, la date anniversaire de la victoire de Chacabuco, le 12 février 1818. Pour faire sanctionner par le peuple la décision qu'il s'apprêtait à prendre, le gouvernement avait fait installer, dès le mois de novembre précédent, des registres où les citoyens avaient à se prononcer pour ou contre la mesure. Mais cette proclamation toute théorique ne suffisait pas à repousser les Espagnols qui avançaient à marche forcée.

O'Higgins et San Martin concentrèrent leurs forces à Cancha Rayada, près de la ville de Talca. Le 19 mars, comme l'ennemi approchait et qu'apparemment il leur était supérieur en nombre, les deux généraux jugèrent prudent d'occuper de meilleures positions. Mais ils furent surpris par les troupes espagnoles pendant qu'ils exécutaient leur manoeuvre. O'Higgins fut blessé et l'engagement eût tourné en désastre pour l'armée chilienne sans l'intervention de Las Héras.

Mais ce revers, contrairement à ce que croyait le général espagnol, ne découragea pas les patriotes qui effectuèrent un repli stratégique, lequel permit à San Martin de reconstituer son armée et de relever le moral de ses soldats. Puis il attendit l'ennemi à Maipu et, le 5 avril 1818, lui infligeait une défaite écrasante qui coûta la vie à plus de 1,000 soldats espagnols et amena la capture, par les patriotes, de 3,000 prisonniers. Cette victoire achevait la libération du Chili.

San Martin écrivit alors à Pezuela, le vice-roi, une lettre dans laquelle il lui affirmait que c'était en vain que l'Espagne s'acharnerait contre les patriotes et qu'il valait mieux, pour elle, abandonner immédiatement la partie. "Ces aspirations n'ont rien de criminel, disait-il; elles sont conformes au jugement des hommes les plus éclairés de l'Europe. Vouloir arrêter par les armes le torrent de l'opinion américaine équivaut à vouloir mettre la nature en esclavage". Il lui proposait ensuite de se retirer du Pérou si le peuple, consulté dans un référendum, se prononçait pour l'indépendance du pays. Comme on s'y attendait, le vice-roi refusa.

* * *

Il restait à San Martin d'accomplir la seconde partie de son plan, non moins importante que la première : la défaite des Espagnols dans la

vice-royauté même du Pérou, c'est-à-dire au coeur de leur empire sud-américain.

Il se heurta immédiatement à des difficultés de toutes sortes. Sans se récuser directement, O'Higgins lui fit valoir que le Chili était dans l'impossibilité de lui aider effectivement. Mais San Martin insista en lui disant qu'ils étaient tous les deux engagés dans une partie d'honneur et qu'ils ne pouvaient, en aucune façon, reculer ou même hésiter. Il y allait de leur sauvegarde et de la liberté même des peuples qu'ils venaient de libérer. "Il n'y a pas de liberté possible pour les peuples de l'Amérique du sud, si on n'en chasse pas définitivement les Espagnols", disait-il. Selon lui, 6,000 hommes étaient nécessaires à l'entreprise et il fallait — c'était un véritable ultimatum à O'Higgins — que le Chili fournisse son contingent.

Pour le financement de l'entreprise, il s'adressa à Buenos Aires; le gouvernement argentin refusa d'abord les 500,000 piastres que lui demandait San Martin. Devant cette attitude, le général n'hésita pas un instant à jeter sa démission dans la balance. Le gouvernement revint alors sur sa décision. Quant au gouvernement chilien, comprenant qu'il y allait également de son intérêt le plus vital, il promit à San Martin de lui fournir tout ce qu'il exigerait en hommes, vaisseaux et même argent.

Mais la situation se corsait à Buenos Aires; les

rivalités déchaînées, menaçaient de compromettre l'oeuvre de libération qu'était à accomplir San Martin. On fit donc appel à lui pour rétablir l'ordre. Mais le général était un militaire et non un politicien; on le verra encore plus tard lorsque le Libérateur du Nord rencontrera le Libérateur du Sud. Il se refusa donc à accomplir ce qu'on attendait de lui. Il demanda même d'être relevé de son commandement pour aller soigner sa santé assez gravement atteinte. Mais Buenos Aires, tout en lui accordant le congé demandé, le maintint dans son commandement.

Il reprit son poste au début de 1820; à Buenos Aires, la situation ne s'était pas améliorée et le désordre était complet. San Martin hésita alors sur la conduite à tenir, lorsque son Etat-Major lui fit comprendre que, même si les civils se disputaient les places, il était de son devoir de militaire de continuer sa mission qui était d'assurer l'indépendance de l'Amérique. Il se laissa assez facilement convaincre et décida de marcher de l'avant. L'armée de terre comprenait environ 4,100 soldats chiliens et argentins; l'armée de mer se composait de huit vaisseaux de guerre et de seize transports, placés sous les ordres de l'amiral anglais Cochrane. L'effectif de l'escadre était de 1,600 marins dont 1,000 Chiliens et 600 Anglais. Pour réussir une telle expédition il était indispensable, comme le voyait très bien San Martin, de

diviser les forces espagnoles, qui comptaient quelque 20,000 hommes, et aussi de se gagner dès l'entrée au Pérou la sympathie de la population. Partie le 20 août 1818 de Valparaiso, l'expédition arrivait à Pisco, au Pérou, le 7 septembre.

Le général tenta une première diversion en envoyant Arenales contre des avant-gardes espagnoles qu'il vainquit successivement à Nazca et Pasco. C'est alors que le vice-roi tenta de négocier; mais toutes ses propositions furent rejetées, parce qu'il se refusait à admettre l'indépendance. San Martin continuait d'avancer sans rencontrer trop de résistance; il était au contraire accueilli comme un véritable libérateur dans les villages et petites villes qu'il traversait. A Lima, l'émotion grandissait; le vice-roi, jugé incapable de maîtriser la situation, fut déposé et remplacé par le général La Serna que l'on croyait plus souple et plus apte à s'entendre avec San Martin. Et, effectivement, un armistice eut lieu à Punchauca; on tenta une entente basée sur des concessions réciproques : le vice-roi reconnaîtrait l'indépendance du Pérou à condition que celui-ci se donne une constitution monarchique. Mais les pourparlers traînaient et finalement échouaient. Le vice-roi jugea alors plus prudent d'abandonner Lima, où San Martin entra sur ses pas le 9 juillet 1821.

San Martin ne voulut rien imposer aux Péruviens; il leur proposa de décider eux-mêmes de

leur statut. Dans ce but, une Junte, formée des notables des principales municipalités, se réunit à Lima et, après délibérations, émit la proclamation suivante : "La volonté générale du peuple péruvien est en faveur de l'indépendance du Pérou qui veut s'affranchir de la domination espagnole et de toute domination étrangère". L'indépendance fut solennellement proclamée au cours d'une cérémonie qui se déroula le 28 juillet 1821 dans la capitale : "Un cortège se rendit au palais du vice-roi à la grande place, écrit le général Azan; en tête se trouvait l'Université de San Marcos, suivie des corporations religieuses, des chefs militaires, de la municipalité et des notabilités indigènes. Ensuite, le Libérateur, accompagné du gouverneur de la ville, s'avançait avec son Etat-Major. Derrière lui, la garde civique et les hallebardiers de Lima, ainsi que son escorte de hussards habituelle. Enfin le bataillon No 8 des Andes, vainqueur à Chacabuco et Maipu avec les deux drapeaux des Provinces Unies du Rio de la Plata et du Chili; en queue, les canons. San Martin monta sur une estrade et déploya pour la première fois le drapeau national du Pérou qu'il avait imaginé à Pisco; il fut salué par d'immenses acclamations. Lorsque le silence fut rétabli, il s'écria d'une voix forte : "Le Pérou est, dès ce moment, libre et indépendant, par la volonté de ses peuples et par la justice de sa cause que Dieu défend". Il agita

alors le drapeau par trois fois en s'écriant : "Vive la patrie ! Vive la liberté ! Vive l'indépendance !" mots que la foule reprit au milieu des détonations de canons qui saluaient la nouvelle nation. Après avoir été le libérateur du Chili, San Martin était aussi le libérateur du Pérou".

Mais la guerre de l'indépendance n'était pas terminée. Tout en organisant le pays, il songeait à la meilleure façon de s'y prendre pour déloger les Espagnols qui s'étaient réfugiés dans la place forte de Callao, où leur nombre dépassait de beaucoup celui dont il disposait lui-même. Un mois s'était écoulé depuis la proclamation de l'indépendance, lorsqu'il se décida à passer à l'action. En un combat de quelques jours à peine, il s'emparait de la place réputée imprenable et en chassait les Espagnols. Mais ceux-ci demeuraient toujours dans le pays; ils s'étaient en effet réfugiés dans les montagnes d'où un retour offensif de leur part était toujours possible. Il était donc urgent de les déloger des positions qu'ils occupaient encore et de les expulser définitivement d'Amérique. Mais l'entreprise s'avérait impossible dans les conditions où se trouvait le Libérateur. Il lui fallait à tout prix la collaboration de Bolivar qui, dans l'Equateur où il était entré depuis peu, rencontrait de sérieuses difficultés. Le lieutenant de Bolivar, le général Sucre, qui venait d'essuyer un revers, avait précisément, peu de temps aupara-

vant, demandé à San Martin de l'aider. Il était donc évident que la libération complète de l'Amérique ne pourrait se faire que par l'union des patriotes : celui du nord et celui du sud qui livreraient ensuite l'offensive finale contre l'Espagne.

Aussi, dès qu'il put distraire une partie de ses troupes sans gravement compromettre sa propre situation, il dépêcha au secours de Sucre un corps expéditionnaire, formé de Péruviens et d'Argentins. Cette aide contribua sans doute à son succès de Pinchicha, le 25 mai 1822, qui avait ouvert les portes de Quito à Bolivar. Et Bolivar le reconnut en écrivant à San Martin pour l'assurer en outre qu'il était à sa disposition pour l'aider à terminer l'oeuvre commune entreprise, presque en même temps, aux deux extrémités du continent.

San Martin demanda alors une entrevue à Bolivar et les deux chefs se rencontrèrent à Guyaquil les 26 et 27 juillet 1822. Mais si l'entretien fut cordial, il n'échappa à personne qu'il serait difficile d'en arriver à une entente complète sur tous les points. Le fait que Bolivar ne consentait — ou ne pouvait — mettre au service de San Martin qu'un peu plus d'un millier de soldats déçut profondément l'Argentin. Il crut voir dans cette attitude de Bolivar le désir de se mettre de l'avant et de terminer lui-même la pacification du Pérou pour en tirer tout le profit.

Certains historiens penchent effectivement en

faveur de cette thèse; d'autres par contre insistent sur le profond désintéressement de Bolivar et soutiennent que le chef du Nord pouvait difficilement faire plus dans les circonstances. Cependant, San Martin en militaire pénétré de l'importance de l'unité d'action et de commandement, offrit à Bolivar de se placer sous ses ordres, ce qu'évidemment, le Vénézuélien refusa. Mais, quoi qu'il en soit, il est évident qu'il y avait incompatibilité de caractère et même de conception entre les deux hommes. Le général Azan écrit à ce sujet: "Bolivar pouvait difficilement s'entendre avec San Martin, parce qu'il avait sur l'organisation de l'Amérique des idées générales très fermes et entendait les réaliser lui-même, tandis que San Martin avait des vues politiques moins précises et excellait surtout dans l'exécution des opérations militaires. La différence entre les caractères de ces deux grands chefs, l'un génial politique, orgueilleux et pratique, l'autre valeureux militaire, modeste et idéaliste, est soulignée par leurs toasts respectifs à un banquet qui eut lieu le soir de la conférence de Guyaquil. Bolivar s'exprima dans les termes suivants: "Aux deux hommes les plus grands de l'Amérique du Sud, le général San Martin et moi." San Martin répondit simplement: "A la fin rapide de la guerre; à l'organisation des différentes républiques du continent, à la santé du Libérateur de la Colombie!"

On ne peut toutefois s'empêcher d'être surpris de cette façon de s'exprimer de Bolivar dont tant d'historiens ont souligné le profond désintéressement. Néanmoins, il semble bien qu'il ait réellement prononcé ces paroles et plus d'un historien corrobore le fait. Si le sentiment des deux hommes l'un envers l'autre était celui d'une sincère admiration réciproque, il était évident qu'il s'arrêtait là. On soutient que les Colombiens suspectaient San Martin d'aspirer à la monarchie, peut-être parce qu'il avait été sur le point, avant la prise de Lima, de s'entendre avec le vice-roi sur la reconnaissance du principe. Mais on se doit de dire à sa décharge que s'il avait accepté de parlementer avec le représentant de l'Espagne, ce fut dans le seul but d'épargner la vie de ses soldats, d'autant plus qu'il était coupé de toutes communications directes avec le Chili et l'Argentine. On critiquait également la constitution donnée au Pérou et qui respectait tout l'ordre établi, sauf, évidemment, la suzeraineté espagnole, mais acceptait l'ancien système de différenciation sociale : maintien de la noblesse, des privilèges, etc.

Mais ce ne sont pas des présomptions suffisantes pour établir l'ambition d'un homme qui, jusque-là, avait donné tant de preuves du contraire. "On a quelquefois, sur le vu de cet étrange document (la Constitution du Pérou) accusé San Martin d'avoir aspiré à la monarchie; il y a là

une injustice certaine, écrit J. Tramond; militaire dans l'âme, hiérarchique et modeste, il ne songeait pas pour lui à la première place; mais soucieux avant tout de l'ordre et de la sécurité, il ne les concevait que sous l'égide d'un principe de stabilité et de permanence comme ceux qu'il avait vus en Europe; il était certainement monarchiste, comme l'étaient Puyerredon et Rivadavia, qui à la même époque songeaient encore à Charles V ou à un de ses fils; reconnaissant bien l'impossibilité de donner de la solidité et du prestige à la puissance d'une famille ou d'une personnalité américaines, il se rejetait du côté d'une dynastie à faire venir de l'ancien monde, qui eût de plus apporté à l'Etat naissant du crédit et des alliances dont il avait un besoin pressant. Garcia del Rio et Parvissen, qu'il envoya en Europe, avaient pour mission de faire des sondages à ce sujet auprès des principales cours; on leur indiquait, entre autres, un prince de Saxe-Cobourg ou le duc de Sussex".

Mais les démarches de San Martin n'aboutirent pas plus que ne fut mis en application le statut du Pérou. Fut-ce pour le mieux ? Une monarchie en Amérique du Sud eût-elle évité les guerres civiles et les luttes fratricides qui l'ensanglantèrent pendant plusieurs décennies ? Nous examinerons plus loin cet aspect de la question. Quoi qu'il en soit, San Martin s'aperçut bien vite

qu'il était de trop. Bien que Libérateur du Pérou et investi du pouvoir suprême, il se rendait compte que sa présence pourrait être une cause de friction. L'irréductibilité entre Bolivar et lui-même devenait chaque jour plus évidente. Tout comme le général Azan, Tramond souligne lui aussi cette opposition des deux hommes : "San Martin était un tout autre caractère; c'était un officier, le seul, à vrai dire, qui ait surgi dans ces luttes de l'indépendance américaine et son oeuvre comme organisateur d'armée et comme manieur de troupes est incontestablement supérieure à celle de Bolivar, qui ne fut, à tout prendre, qu'un chef de partisans; mais, en vrai militaire, c'était à cela qu'il mettait sa gloire véritable; en politique, il n'avait ni la souplesse, ni la fécondité d'imagination et de ressources de son illustre rival; âme peut-être plus droite, plus pure, plus sévère, il n'en avait ni la richesse de coeur, ni l'étendue d'intelligence; chef d'armée supérieur, il n'avait rien d'un chef d'Etat, et ses qualités mêmes de rigide honnêteté et de candide bonne foi le desservaient dans cette tâche pour laquelle il n'était point fait; de plus, tandis que Bolivar, président de la Colombie en même temps que commandant en chef, pouvait disposer à son gré de toutes les forces du pays, le sien, où San Martin n'était qu'un général subordonné au pouvoir politique, était loin de fournir une base aussi solide à son

action... Tout séparait, opposait ces deux hommes : à Bolivar et à ses amis, qui, encore à cette époque, gardaient toute leur religion à la République à la romaine et leur phraséologie française, les tendances aristocratiques et monarchiques de l'élève du Collège des Nobles ne pouvaient inspirer que du dédain; leurs conceptions sur l'avenir du continent ne se contrariaient pas moins".

San Martin décida donc de s'exiler volontairement à l'âge de 47 ans. Il écrivit à Bolivar : "Mon parti est irrévocablement pris. J'ai convoqué le Congrès du Pérou pour le 20 du mois prochain et, le lendemain de son installation, je m'embarquerai pour le Chili, persuadé que ma présence est le seul obstacle qui vous empêche de venir au Pérou avec l'armée que vous commandez".

On a rarement vu dans l'Histoire un désintéressement aussi magnanime, un sacrifice aussi complet, aussi absolu de l'intérêt personnel à l'intérêt national, un amour aussi grand de la patrie. Le congrès lui décerna une foule de titres honorifiques, et lui vota même une pension annuelle de 20,000 piastres "la même qu'avait eue Washington"; mais avant de partir, il tint à assurer le Pérou de son parfait dévouement et s'offrit à revenir comme simple soldat si on avait besoin de lui. "J'ai assisté, dit-il dans sa proclamation de départ, à la création des Etats du Chili et du Pérou. J'ai en ma possession l'étendard apporté

par Pizarre lorsqu'il vint soumettre les Incas. J'ai cessé d'être un homme public. Ainsi se trouvent largement récompensées les dix années que j'ai passées au milieu de la Révolution et de la guerre. J'ai rempli mes engagements envers les peuples chez qui j'ai combattu; je leur ai donné leur indépendance et je leur laisse choisir la forme de leur gouvernement. La présence d'un soldat heureux, même s'il est désintéressé, a des dangers dans des Etats nouvellement constitués. D'autre part, je suis las d'entendre dire que j'aspire à mettre une couronne sur ma tête. Je serai toujours prêt à me sacrifier pour la liberté du pays, mais comme homme privé seulement..." Puis, après avoir confié le commandement de ses troupes au général Arenales, il s'embarqua pour le Chili : "Le libérateur du Chili passa par ce pays pour regagner sa patrie, écrit le général Azan. Quelles durent être ses réflexions en revoyant les régions où son armée s'était couverte de gloire et en traversant isolément les Andes qu'il avait gravies en sens contraire au milieu de ses braves grenadiers... Pendant ce temps, Bolivar faisait son entrée à Lima, à la tête de son armée, sous des arcs de triomphe dressés en son honneur".

Mais San Martin ne voulut pas davantage demeurer dans son pays où le gouvernement lui maintenait le titre de brigadier-général. Quand on le vit ainsi décidé à partir, dans un mouve-

ment d'enthousiasme, le gouvernement décida que chaque année à l'ouverture du Congrès, on rappellerait les services qu'il avait rendus à la patrie. Cette décision fut en effet exécutée dans les termes suivants : "Le général don Jose de San Martin, d'un renom immortel dans l'histoire américaine, mérite hautement l'estime la plus distinguée du gouvernement, de la République et de l'Amérique".

Il s'embarqua pour l'Europe en 1823; il visita l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande ainsi que plusieurs autres pays continentaux avant de se fixer à Bruxelles, où le gouvernement hollandais l'autorisa à demeurer à condition de ne pas faire de politique. Il revint en Amérique du Sud en 1829; mais il demeura à Montévidéo : les luttes intestines qui se poursuivaient dans son pays lui firent renoncer à s'y rendre; devant la persistance des troubles, il retourna en Belgique où les Belges lui demandèrent de l'aider à conquérir leur indépendance. Mais il respecta la parole donnée au gouvernement de La Haye. Puis il passa en France où il se fixa à Grand-Bourg où d'illustres compatriotes, comme Alberti, Sarmiento et Quesada, vinrent lui rendre visite. Après la révolution de 1848, il songea un moment à passer en Angleterre, mais il se fixa à Boulogne-sur-mer où il mourut en 1850 à l'âge de soixante-douze ans. "Je désire que mon coeur repose à Buenos Aires", a-t-il écrit

dans son testament. Son corps fut transporté en Argentine en 1880 et inhumé dans un magnifique mausolée, préparé à son intention dans la cathédrale. Ses compatriotes en collaboration avec des Français, chez qui il avait passé les 20 dernières années de sa vie, lui élevèrent un monument à Boulogne; ce monument fut inauguré en 1912. Chaque année, l'association France-Argentine vient, le jour de la fête nationale, y déposer des fleurs. Pour San Martin, et depuis pour tous les Latino-Américains, la France fut réellement la seconde patrie et "La Marseillaise" le second hymne national.

* * *

A Lima, le départ de San Martin ne fut pas sans causer une désorganisation dont profitèrent les Espagnols. Les troupes péruviennes, sans commandement, se firent battre partout et bientôt on se vit en présence de trois gouvernements : les Espagnols reprirent la capitale.

Bolivar, qui continuait à copier ses actions sur celles de Bonaparte, attendit, à l'instar de ce dernier à son retour d'Egypte, que l'anarchie fût complète pour intervenir. Il se fit même prier pour montrer qu'effectivement il était indispensable à rétablir l'ordre et débarqua à Callao, attendu comme un sauveur. Il possédait une forte

armée sans compter la division de Sucre qui, à elle seule, comprenait 6,000 hommes. Les Espagnols jugèrent plus prudent d'évacuer Lima où Bolivar entrait en triomphateur le 1er septembre 1823. Dix jours plus tard, il était investi d'un pouvoir dictatorial absolu et sans contrôle. Le peuple péruvien se croyait sauvé. "Mais il n'en était rien, écrit J. Tramond, et nul ne le savait mieux que celui à qui l'on confia, le 10, des pouvoirs illimités en matière militaire, administrative et constituante; en réalité, la vice-royauté du Pérou se décomposait en une série de dictatures locales où comptaient seulement des groupements militaires qui suivaient leurs chefs au gré des circonstances, des intrigues et des trahisons; les changements de camp étaient quotidiens: un marquis de Torretagle, un comte de San Damas, d'autres encore, après avoir figuré dans les ministères républicains, n'hésitaient pas à repasser sous le drapeau royaliste, pour peu que leur amour propre fût blessé, ou qu'on offrît un prix suffisant à leur ambition; les soldats eux-mêmes suivaient l'exemple d'en haut; un bataillon de nègres buenos-ayriens, qui formait la garnison de Callao, entrait en rébellion pour une question de solde arriérée et livrait la place aux Espagnols le 5 février 1824, entraînant encore une fois la chute de Lima (27 février). On ne savait sur qui ni sur quoi compter, et cependant les royaux, maîtres de

l'intérieur et du sud, de Cuzco et d'Arequipa, se renforçaient et se préparaient à reprendre l'offensive en attendant les renforts dont on annonçait encore une fois le départ de Cadix, sous l'escorte de l'"Asia" et de toute une escadre".

C'est ici que Bolivar se montra véritablement organisateur; il prit des mesures extrêmes, mais nécessaires dans les circonstances, emprisonnant fonctionnaires et militaires suspects non seulement de trahison, mais encore de froideur en la cause de l'indépendance. Il réorganisa complètement son armée, avec l'aide de Sucre qui a joué ici un rôle presque aussi grand que celui du Libérateur, et au début de l'hiver (juin 1824) il était prêt à l'action.

Il trouvait en face de lui une armée espagnole désorganisée, un vice-roi sans pouvoir réel qui ne savait plus quel parti prendre et avait même, un moment, abandonné la direction des opérations à l'un de ses lieutenants, le capitaine Canterac, des hommes, en un mot, que ne soutenait plus aucune ardeur ni foi patriotique et qui sentaient eux-mêmes la précarité de leur cause. Et il se porta à l'offensive; le 6 août, il battait les troupes du vice-roi à Junin et rentrait le lendemain dans Lima. Cette défaite, cependant, n'était pas décisive; les troupes vice-royales étaient parvenues à se regrouper, mais refusaient toujours le combat. Bolivar, qui s'efforçait de réorganiser le gou-

vernement, confia à Sucre la mission de terminer les opérations militaires et de mettre le point final à la campagne. Sucre parvint finalement à forcer les Espagnols à accepter la bataille et il leur infligeait à Ayacucho, le 8 décembre 1824, le désastre que l'on considère comme le Waterloo de l'Espagne en Amérique. Le vice-roi La Serna lui-même tombait aux mains de son vainqueur avec 14 généraux, 500 officiers et 3,000 hommes; le nombre de tués dépassait les 2,000. Et pourtant l'armée républicaine n'avait disposé que de 5,000 hommes contre 10,000 aux royalistes. Canterac qui était parvenu à s'enfuir avec des débris d'armée, se rendait à son tour le lendemain. Sucre était créé maréchal d'Ayacucho.

Pendant un an, ce qui restait d'Espagnols sur le continent mena une guerilla sans importance qui ne parvenait même pas à énerver les Républicains. Ils gardaient encore en leur pouvoir quelques forteresses maritimes qui ne tardèrent pas à tomber. Seule Callao résista plus longtemps que les autres, soutenant un siège qui fut véritablement héroïque. Elle se rendit le 22 janvier 1826 après avoir vu périr la moitié au moins de sa population de misère, de faim et de maladie.

La guerre d'Amérique du Sud était finie; au Chili, les patriotes prenaient, à peu près vers la même époque, la place forte de Chiloé. L'Uru-

guay, cependant, de toutes les anciennes colonies espagnoles, était le seul pays qui ne fût pas indépendant à cette époque. La tentative de libération du général Jose Gervasio Artigas avait tourné mal. Il avait en effet pris parti pour les libérateurs et tenté d'établir l'indépendance de l'Uruguay. Mais à la suite de divergences de vues avec la Junte des Provinces-Unies de la Plata, il se sépara d'elle et s'empara de Santa Fe et de Montévidéo où il s'imposa comme chef de l'Etat indépendant de la Banda Oriental. Mais des dissensions ne tardèrent pas à s'élever entre lui et les autres généraux; à la suite de luttes sanglantes, Artigas vaincu se réfugia au Paraguay où Francia le consigna dans un village perdu, à Curugaty, où il finit obscurément ses jours. L'Uruguay devint alors une proie facile pour le Brésil qui, en 1820, l'incorpora à son empire. Mais cinq ans plus tard, un groupe de patriotes se soulevèrent sous les ordres de Juan-Antonio Lavalleja qui proclama l'indépendance du pays avec projet de l'incorporer à l'Argentine. Mais le Brésil, qui ne l'entendait pas de cette oreille, entra en guerre contre Buenos Aires. Après cinq années de luttes et à la suite de la médiation anglaise, l'Uruguay fut séparé et de l'Argentine et du Brésil pour devenir un pays indépendant. Il fut doté d'une constitution en 1830 et, fait à signaler, dès 1835, il avait rétabli des re-

lations diplomatiques avec l'Espagne; il devenait ainsi le premier pays à renouer des liens avec la mère-patrie.

CHAPITRE CINQUIÈME

AMÉRIQUE CENTRALE ET ANTILLES

Il n'y eut pas, à proprement parler, de révolution en Amérique centrale. La séparation d'avec l'Espagne s'est effectuée presque sans effusion de sang. Le mouvement général qui agitait toute l'Amérique espagnole avait eu son contre-coup dans les provinces centrales du continent en 1821. Il y avait eu quelques tentatives de révolte ici et là, notamment au Salvador en 1811 et en 1814, mais sans succès. En 1821, les Etats qui composaient la capitanerie générale du Guatémala proclamaient leur indépendance et acceptaient l'invitation d'Iturbe de se joindre au Mexique. L'Espagne, trop occupée ailleurs, ne put rien faire pour entraver le mouvement.

Mais à la chute d'Iturbe, toutes les provinces de l'ancienne capitanerie, excepté celle de Chiapas, se séparèrent du Mexique et adoptèrent leur propre constitution fédérale et se proclamèrent indépendantes sous le nom des "Provinces Unies de l'Amérique centrale" avec capitale à Guaté-

mala. Cette constitution était basée sur celle des Etats-Unis, et les cinq Etats qui y adhéraient étaient le Guatémala, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua et Costa-Rica.

Mais il s'avéra bien vite que cette union ne serait qu'éphémère; plutôt que de chercher un terrain d'entente durable, chacun des Etats jalousait l'autre et insistait davantage sur les points susceptibles de disloquer la fédération plutôt que sur ceux qui auraient pu la consolider. Les tendances séparatistes l'emportèrent peu à peu. La dislocation s'acheva en 1838 et chacun des pays se constitua en république indépendante, et se donna peu après une constitution distincte.

Cependant, il y eut, depuis, plus d'une tentative de regroupement; l'idée d'une union de ces Etats demeure latente, et chaque fois qu'un danger commun peut les menacer, ils se serrent les coudes. On le vit bien quand, en 1855, un aventurier des Etats-Unis, William Walker, parvint à s'emparer du pouvoir au Nicaragua. Guatémala, Salvador, Costa-Rica et Honduras envoyèrent conjointement des troupes pour l'expulser.

Après San Domingo, qui proclama son indépendance en 1821, il ne restait plus à l'Espagne en Amérique que Cuba et Porto-Rico ainsi que quelques établissements mineurs dans les Antilles.

QUATRIÈME PARTIE

L'ÉMIETTEMENT DE L'AMÉRIQUE HISPANIQUE

CHAPITRE PREMIER

RÉACTIONS EUROPÉENNES ET AMÉRICAINES

L'Europe suivait d'un oeil attentif l'évolution et les révolutions latino-américaines. En 1820, après leur victoire, les libéraux espagnols eux-mêmes, en dépit de tous leurs principes, tentèrent de ramener les anciennes colonies sous l'obédience royale. Les Cortès s'opposèrent irréductiblement à toute reconnaissance de l'indépendance. Devant l'impossibilité d'enrayer le mouvement, on tenta par d'autres moyens d'empêcher l'irréparable. Madrid, reprenant en quelque sorte la formule que le comte d'Aranda avait soumise à Charles III en 1802 et que son entourage avait rejetée avec dédain, parla de la constitution d'un Empire fédéral. Mais les uns après les autres, les peuples américains proclamaient leur indépendance et plaçaient le gouvernement espagnol, incapable de tenter quoi que ce fût, devant le fait accompli. En proie à la guerre civile, à la lutte entre libéraux et réactionnaires, l'Espagne ne pouvait plus rien pour sauver son empire colonial.

La défection d'Iturbe et la victoire d'Ayacucho venaient en effet de condamner tout retour en arrière; qu'elle le voulût ou non, qu'elle le reconnût de bonne grâce ou qu'elle adoptât une attitude boudeuse, l'Espagne avait bel et bien perdu son empire américain.

C'est en vain qu'elle avait lancé des appels à la Sainte-Alliance, qu'elle avait fait valoir la solidarité légitimiste — la révolte de ses sujets d'outre-Atlantique, ne battait-elle pas en brèche le principe essentiel de fidélité au souverain légitime? — les nations européennes ne bougèrent pas. L'Espagne avait agi trop lentement et trop tard. Néanmoins, en 1823, elle ne considérait pas encore la partie comme perdue et son ministre des Affaires étrangères, le comte d'Ofalia, remettait, au nom de son gouvernement, une note aux différentes cours européennes, leur demandant de l'aider à rétablir la puissance espagnole en Amérique, comme l'intervention française à l'instigation de Châteaubriand, avait contribué à renverser les libéraux chez elle, quelques années auparavant. Ni plus ni moins !

Mais il eût fallu pour que cet appel fût entendu qu'il y eût unanimité chez les puissances; or tel n'était pas le cas. Même si l'on peut affirmer que la France réactionnaire de Louis XVIII, appuyée par la Russie, fut l'instigatrice de la note d'Ofalia, cela ne signifiait pas que les autres pays

fussent prêts à s'embarquer dans une aventure extra-européenne de cette envergure. En France même, l'opinion publique paraissait appuyer les nouvelles républiques et une tentative militaire, sans aucun profit pour la nation, aurait été non seulement impopulaire, mais elle eût risqué de causer de sérieux ennuis à la monarchie elle-même. Et certains des ministres de Louis XVIII firent même des représentations au souverain pour lui montrer toute la folie qu'il y aurait à risquer une telle équipée.

Mais il y avait d'abord et surtout l'Angleterre, première puissance maritime du monde, monarchie libérale, qui tint immédiatement à établir ses positions et à faire savoir que, pour elle, il ne pouvait être question d'intervention militaire. Tout au plus serait-elle prête à appuyer la proposition de placer des princes européens en disponibilité à la tête des nouvelles nations, à condition toutefois, que ces nations elles-mêmes en fassent la demande. Londres tenait en effet à l'amitié de l'Amérique latine, vers laquelle elle n'avait jamais cessé de lorgner pour son commerce. N'ayant pas réussi sur le plan politique ou militaire dans cette partie du Nouveau-Monde, elle espérait du moins s'y tailler de solides positions économiques. De plus, tout comme en France, le sentiment populaire favorisait les insurgés; de nombreux Anglais et Irlandais, dont on retrouve les noms dans les

guerres de l'indépendance — O'Higgins au Chili, O'Leary en Colombie, etc. — s'étaient fixés depuis longtemps dans ces pays et lançaient des appels à l'ancienne mère-patrie; nombreux, enfin, étaient les commerçants ou trafiquants britanniques qui vendaient des armes aux soldats américains ou leur accordaient de longs crédits sur les marchandises qu'ils leur fournissaient. Le gouvernement de Londres non seulement se cantonna dans une politique de non-intervention, mais il mit tout en oeuvre pour que les autres pays européens règlent leur conduite sur la sienne; il n'était pas sans se rendre compte qu'une intervention en Amérique du Sud aurait eu pour effet de dresser la jeune république du Nord contre l'Europe.

Washington, en effet, avait toujours soutenu plus ou moins ouvertement la cause des révolutionnaires : ceux-ci avaient constamment trouvé aux Etats-Unis un accueil chaleureux, pour des raisons à la fois d'ordre sentimental et pratique. D'abord la lutte des colonies espagnoles contre la mère-patrie ressemblait trop à celle qu'ils avaient menée quelque quarante ans plus tôt pour qu'elle ne rencontrât pas toute leur sympathie. Mais il y avait plus. Déjà fortement organisés, les Etats-Unis, conscients de leur force grandissante, entrevoyaient le jour où ils prendraient la tête d'une Amérique formée de pays complètement indépendants de l'Europe et sur lesquels ils pourraient

exercer une influence plus ou moins considérable. Ils espéraient enfin s'assurer la possession de quelques territoires, actuellement partie de l'empire hispanique : ils ne voyaient pas encore très bien comment ils le feraient, mais ils étaient persuadés qu'ils auraient la partie beaucoup plus facile avec les nouveaux maîtres de l'Amérique latine qu'avec l'Espagne qui, malgré sa faiblesse, leur en imposait quand même et qui avait derrière elle l'appui de plusieurs nations européennes. L'avenir allait montrer que les Yankis ne se laisseraient pas embarrasser par de vains scrupules lorsqu'il s'agira d'étendre leur territoire aux dépens du Mexique.

En 1802, Washington s'était pour une bouchée de pain assuré la possession de la Louisiane, que lui avait vendue Bonaparte; Madrid qui commençait à se rendre compte des impatiences de la nouvelle République et de ses visées du côté de ses colonies, voulut l'amadouer en lui vendant la Floride que l'acquisition de la Louisiane avait complètement isolée par terre; il lui céda en même temps toutes ses possessions à l'est du Mississipi ainsi que des droits sur l'Orégon. L'Espagne espérait ainsi, grâce à ce qu'elle considérait comme une politique amicale envers les Etats-Unis, sinon leur faire épouser sa cause, du moins les maintenir dans une stricte neutralité. Mais possédant déjà ce sens pratique qui fera leur succès, les Nord-Américains poursuivaient invariablement la

politique qui leur paraissait la plus profitable. Aussi, ne tardèrent-ils pas à voir dans les insurgés américains de futurs alliés éventuels contre l'Europe dans une Amérique libre qui se poserait en exemple à un vieux monde encore attaché aux formules désuètes de l'autoritarisme monarchique.

Dès 1811, il s'était trouvé chez eux d'ardents champions de l'indépendance de l'Amérique espagnole, tels un Henry Clay, futur secrétaire d'Etat, un Poinsett, un Gilchrist, un Lowry qui demandaient que Washington reconnaisse l'indépendance que venaient de proclamer les nouvelles nations, même au risque d'un conflit avec l'Espagne. Clay alla même jusqu'à proclamer : "Le Nouveau-Monde doit devenir le centre d'un système qui sera le point de ralliement de la sagesse humaine contre le despotisme de l'Ancien". Cependant, la guerre avec l'Angleterre, en 1812, détournera les Etats-Unis de l'Amérique latine; l'attitude de certains pays insurgés, qui ne cachaient pas leurs sympathies pour Londres, diminuera considérablement la sympathie qu'ils nourrissaient à son égard : Washington sera à un cheveu d'intervenir au Pérou en faveur de l'Espagne, parce que les Péruviens se réclamaient un peu trop de la Grande-Bretagne. Mais le retour de la paix fit rentrer les choses dans l'ordre et le caractère romantique de la lutte de Bolivar, que d'habiles propagandistes montraient comme le symbole de la lutte des

peuples opprimés contre le tyran tortionnaire, provoqua un mouvement d'opinion qui alla jusqu'à demander une intervention pure et simple. Mais Washington se tint dans une prudente réserve, se contentant, pour satisfaire les interventionnistes, d'envoyer des enquêteurs sur place.

L'Espagne s'inquiéta et demanda aux Etats-Unis de ne pas reconnaître l'indépendance des nouvelles républiques; Washington répondit que si cette indépendance existait en fait, il n'y avait aucune raison pour ne pas la sanctionner officiellement. Et dans le cas des Provinces-Unies de la Plata et du Chili, le rapport des enquêteurs fut formel : il n'y avait plus aucune autorité espagnole qui fût effective à Buenos Aires et à Santiago; aussi, le 8 mars 1822, à la demande du président Monroë, le Congrès reconnut solennellement l'indépendance de la future Argentine et du Chili; puis, en décembre de la même année, celle de la Colombie et, quelques semaines plus tard, du Mexique. Et l'on ne tarda pas à procéder à l'échange d'ambassadeurs.

Madrid se contenta de protestations platoniques et rappela son ministre à Washington; mais le geste des Etats-Unis ne semblait pas avoir intimidé l'Europe où, à la suite de la note d'Ofalia, on parlait ouvertement d'intervention militaire pour le rétablissement de l'autorité espagnole, intervention que l'Angleterre, comme on l'a vu,

empêcha. Malgré cela, cependant, les menées de l'Espagne et l'accueil favorable que ses demandes recevaient en France, en Autriche et en Russie, provoquèrent à travers toute la République nord-américaine un sentiment d'hostilité de plus en plus grand contre toute intervention des puissances européennes dans les affaires américaines. De plus, en 1821, la Russie, basant ses prétentions sur des droits éventuels qu'elle aurait acquis du fait de l'expédition de Tchirikoff en 1741, s'annexa littéralement toute une portion de la côte du Pacifique située entre le détroit de Behring et le 51e degré de latitude; elle interdisait de plus aux étrangers la pêche et la navigation à 100 milles de la côte nord-ouest de l'Amérique.

L'opinion publique s'émut et le vice-président Jefferson s'en fit le porte-parole : "Notre première maxime fondamentale doit être de ne jamais nous laisser entraîner dans les querelles qui troublent l'Europe", disait-il; "la deuxième doit être de ne jamais souffrir que l'Europe se mêle des affaires de ce côté-ci de l'Atlantique. L'Amérique du Nord comme du Sud a des intérêts tout à fait distincts de ceux de l'Europe et qui lui appartiennent en propre. Il faut donc qu'elle ait un système à elle et séparé de celui de l'autre continent. Tandis que ce dernier travaille à devenir le repaire du despotisme, tous nos efforts doivent tendre à faire de notre hémisphère le séjour de la liberté". Cette

proclamation marque bien le sentiment de force et de foi en la liberté de la jeune République et M. Tramond qui la cite ajoute : "Il y avait dans cette opposition des deux hémisphères, celui de la liberté et celui de la tyrannie, un mysticisme et une rhétorique un peu candides, qui ne pouvaient évidemment trouver place dans un texte officiel; elle n'en exprimait pas moins très exactement la confiance orgueilleuse que les Américains avaient dans la justice et l'avenir de leur cause : sous une forme plus diplomatique, ce sont les mêmes idées qui inspirent le message fameux par lequel le président se décida à proclamer, le 2 décembre 1823, la politique qu'il avait résolu d'adopter".

Telle fut donc l'origine de la fameuse doctrine Monroe qui eut pour le continent américain une importance que ne prévoyaient pas ses auteurs et qui fut à l'origine de l'isolationnisme dans lequel jusqu'à la dernière guerre, s'est presque toujours tenu Washington. Préparée et rédigée par le secrétaire d'Etat Adams, elle fut lue par le président Monroe à l'ouverture du Congrès. Son importance nous incite, malgré sa longueur, à la citer en entier :[1]

"Dans ses négociations avec la Russie, mon Administration a jugé l'occasion propice d'établir comme un principe qui concerne les droits et les intérêts des Etats-Unis, que les continents américains, par la position libre et

[1] Extraite du volume de M. Eugène Pepin : "Le panaméricanisme" — Librairie Armand Colin — 1938.

indépendante qu'ils ont assumée et maintenue, ne doivent plus être désormais considérés comme un domaine de colonisation par une puissance européenne.

"On a constaté au début de la dernière session du Congrès, qu'un grand effort était fait — en Espagne et au Portugal — pour améliorer la condition du peuple en ces pays et que ce mouvement était conduit avec une modération extraordinaire; mais il est cependant nécessaire de remarquer que le résultat a été très différent de celui qui était attendu. Les événements qui se produisent en cette partie du globe avec laquelle nous avons tant de liens et d'où dérive notre origine, trouvent toujours en nous des spectateurs attentifs et intéressés. Les citoyens des Etats-Unis nourrissent les sentiments les plus amicaux en faveur de la liberté et du bonheur de leurs amis de l'autre côté de l'Atlantique.

"Aux guerres entreprises par des Puissances européennes pour des affaires les concernant, nous n'avons jamais pris part; et agir autrement ne serait pas compatible avec notre politique. C'est seulement lorsque nos droits sont bousculés ou sérieusement menacés que nous ressentons l'attaque et faisons des préparatifs de défense. Mais les mouvements sur ce continent nous touchent nécessairement de plus près, et pour des raisons facilement compréhensibles pour tout observateur éclairé et impartial. Le système politique des Puissances alliées est essentiellement différent à cet égard de celui d'Amérique et à la défense du nôtre, obtenu grâce au sacrifice de tant de sang et de richesses, mûri par la sagesse des citoyens les plus éclairés et sous lequel nous avons joui d'une félicité sans exemple, la nation américaine toute entière est prête à se porter.

"Nous devons par conséquent à la bonne foi et aux relations amicales existant entre les Etats-Unis et ces Puissances, de déclarer que nous considérerons à l'avenir toute tentative de leur part d'étendre leur système à quelques portions de cet hémisphère comme dangereuse pour notre paix et notre sécurité. En ce qui concerne les colonies ou dépendances actuelles des Puissances européennes, nous ne sommes pas intervenus et n'interviendrons pas. Mais pour ce qui regarde les gouvernements qui ont déclaré et maintenu leur indépendance, pour laquelle nous avons une grande considération, nous ne pourrions considérer toute intervention d'une Puissance

européenne ayant pour but soit de les opprimer, soit de les contrôler de toute manière, autrement que comme la manifestation d'une disposition hostile à l'égard des Etats-Unis. Au cours de la guerre entre ces nouveaux gouvernements et l'Espagne, nous avons déclaré notre neutralité au temps de leur reconnaissance, et à cette politique nous avons donné notre adhésion et continuerons à nous y conformer, s'il ne se produit aucun changement qui, de l'avis des autorités compétentes de ce Gouvernement, puisse entrainer un changement correspondant dans l'attitude des Etats-Unis dans l'intérêt de leur sécurité.

"Notre politique à l'égard de l'Europe, qui a été adoptée au début des guerres qui ont si longtemps agité cette partie du globe, reste néanmoins la même : ne pas intervenir dans les affaires intérieures d'une quelconque de ces Puissances, considérer un gouvernement de fait comme un gouvernement légitime, cultiver des relations amicales avec lui et maintenir ces relations par une politique franche et ferme en acceptant, en toute circonstance, les justes réclamations de toute Puissance. Mais à l'égard des continents américains, les circonstances sont éminemments différentes. Il est impossible que les Puissances alliées étendent leur système politique à toute portion de l'un ou l'autre continent sans mettre en danger notre paix et notre bonheur et personne ne peut croire que nos frères du Sud, s'ils étaient laissés à eux-mêmes, l'accepteraient volontiers. Par suite, il est également impossible pour nous de considérer une intervention quelconque avec indifférence. Si nous comparons les forces et les ressources de l'Espagne avec celles des nouveaux Gouvernements ainsi que les distances qui les séparent, il est douteux qu'elle puisse les vaincre. Les Etats-Unis restent fidèles à leur politique de laisser les parties à elles-mêmes, avec l'espoir que les autres puissances feront de même".

Cette attitude des Etats-Unis clarifiait la situation et, comme le souligne M. Eugène Pépin, la déclaration Monroe fut reçue avec enthousiasme dans toute l'Amérique espagnole : "Les jeunes

Républiques y voient une manifestation de solidarité continentale, une garantie de l'indépendance acquise et une promesse de défense contre un retour éventuel de l'Espagne. Mais elles vont bientôt changer d'avis, et cela dès l'invitation au Congrès de Panama, et surtout plus tard, à la suite d'applications, d'interprétations et d'extensions de cette doctrine, dues à certains hommes d'Etat américains". Du côté européen, cette déclaration causa une incontestable surprise et inquiéta dans une certaine mesure plus d'une chancellerie. "Dix ans plus tôt, écrit M. Firmin Roz, elle eût fait rire toute l'Europe". Mais en 1823, celle-ci fut forcée d'en tenir compte et de la considérer comme l'affirmation de la "fin de la vassalité américaine" à son égard. Sauf le Canada, quelques îles des Antilles et de petites enclaves sans importance en Amérique du Sud, tous les peuples américains sont en 1825 indépendants de l'Europe et les Etats-Unis tiennent à la prévenir que toute tentative de retour de sa part serait considérée comme un acte hostile, susceptible d'entraîner la guerre.

L'Angleterre, comme toujours, fut la première à s'incliner devant le fait accompli, d'autant plus que la doctrine Monroe servait singulièrement ses intérêts. Déjà, d'ailleurs, des agents commerciaux, à titre purement officieux, avaient préparé le terrain et lui avaient suscité des sympathies dans de

nombreux pays, sympathies qui ne tardèrent pas à se concrétiser en traités de commerce dûment signés qui lui assuraient la clause de la nation la plus favorisée, au grand dam de Washington qui avait caressé l'espoir de garder pour lui seul tous les avantages économiques de la nouvelle situation. Ce fut le début d'une concurrence qui n'eut de cesse et dont on trouva des manifestations jusqu'au cours de la dernière guerre dans l'attitude respective de Londres et de Washington à l'égard du gouvernement argentin.

Quant à la France, elle agira plus lentement; en 1826, Charles X, qui avait un consul officiel à Rio de Janeiro depuis quelque temps déjà, reconnut implicitement le gouvernement impérial du Brésil en signant avec lui un traité commercial; mais il faut souligner que la situation de ce pays était nettement différente de celle des républiques espagnoles et que, surtout, il était gouverné par un monarque, ce qui pour les Bourbons valait tout de même mieux qu'une vulgaire république. Néanmoins, le gouvernement de Paris avait entretenu des agents secrets auprès de certains nouveaux gouvernements, dès leur formation, tels Chassériaux en Colombie, Chaumette-Desfossés au Pérou, etc.

Le Vatican, enfin, sut, comme à l'ordinaire, se montrer très habile. Tout comme au Canada français, quelque dix ans plus tard, elle con-

damnera les patriotes dont la cause allait se présenter comme perdue d'avance, l'Eglise avait commencé, en Amérique latine, par recommander aux évêques de demeurer fidèles à Ferdinand VII. Mais devant la faveur que le mouvement insurrectionnel rencontrait partout et l'appui ouvert que lui donnait le petit clergé — au Mexique, rappelons-le, la Révolution fut déclenchée par des prêtres — les évêques devinrent plus conciliants, moins catégoriques dans leurs condamnations à l'égard des patriotes sud-américains. Et dès que des gouvernements furent proclamés, l'Eglise se rapprocha d'eux; en 1820, l'épiscopat dans son ensemble, avait épousé la cause de l'Indépendance. Enfin, le 29 juin 1825, le Saint-Siège en envoyant sa bénédiction en réponse à une lettre que lui avait adressée le Congrès mexicain, se trouvait à reconnaître le nouvel état de choses : un nonce fut envoyé à Mexico qui, à son tour, envoyait un ministre au Vatican. Les avances de Bolivar furent, trois ans plus tard, reçues avec la même faveur et l'on procéda également de ce côté à des échanges de diplomates. L'Eglise alla même au devant des desiderata des nouveaux chefs d'Etat et gouvernements en leur laissant, tout comme à l'Espagne, le privilège d'intervenir dans la nomination des évêques par la désignation des titulaires auxquels le pape donnait son investiture. Finalement, en 1831, Grégoire XVI fit connaître son

intention d'échanger des diplomates avec tous les nouveaux gouvernements américains.

L'Espagne seule tirait de l'arrière, car le Portugal avait, en 1827, reconnu l'indépendance du Brésil; en dépit du fait que, depuis 1824, elle ne pouvait plus compter sur personne, elle persistait dans son attitude négative et obtuse; elle tenta même de concentrer à Cuba d'imposantes forces dans l'éventualité d'un coup de main contre le Mexique. Une première tentative sur les côtes du Yucatan, en 1828, aboutit à un lamentable échec; en 1829, le général Barradas réussit à débarquer à Tampico, mais bientôt encerclé, il fut tout heureux d'accepter une reddition honorable. Ce fut la dernière tentative de l'Espagne pour reconquérir ses colonies.

Devant l'évidence, elle consentit à traiter avec les nouvelles nations sur un pied d'égalité; mais il arriva souvent que la résistance à l'établissement de liens diplomatiques vînt d'Amérique où, chez bon nombre de peuples libérés, s'était développé un sentiment d'animosité et de rancoeur contre la mère-patrie. Le premier pays avec lequel un accord fut conclu fut le Mexique en 1836; puis suivit, en 1840, l'Equateur; en 1845, le Chili et le Vénézuéla; en 1847, la Bolivie; en 1850, Costa-Rica et le Nicaragua; en 1859, l'Argentine; en 1863, le Guatémala; en 1865, le Pérou et le Salvador; en 1870, l'Uruguay; en 1880, le Paraguay;

en 1881, la Colombie et en 1894, le Honduras. L'Espagne devait perdre Cuba en 1898 lors de sa guerre avec les Etats-Unis qui allaient également lui enlever les îles Philippines.

CHAPITRE DEUXIÈME

ÉCHEC AU ROI

Bolivar, nous l'avons vu précédemment, rêvait d'une fédération de toutes les anciennes colonies espagnoles en un puissant Etat doté d'une constitution analogue à celle des Etats-Unis. "Il voulut, écrit M. Tramond, fonder un Etat, une nation américaine respectée, comme l'avait été l'Espagne, comme commençaient à l'être les Etats-Unis; il lui apparut toujours que le premier danger à combattre était la tendance à l'éparpillement, à l'émiettement, à l'anarchie, et la faiblesse qui en était la conséquence, et pour lutter contre elle, il voulut des institutions centralisées, stables, permanentes, appuyées sur des intérêts respectables et durables". Mais il se heurtera à une foule d'empêchements matériels et moraux qui entraveront la réussite de son gigantesque projet.

Pour bien comprendre l'échec de Bolivar, il faut se rappeler l'état de choses qui régnait en Amérique latine au lendemain de l'indépendance. En plus de l'individualisme intrinsèque des La-

tins, des intrigues de chefs locaux, ambitieux du pouvoir et plus anxieux de se servir que de servir la généralité, il faut tenir compte d'une foule de facteurs, impondérables pour la plupart, d'ordre à la fois géographique, historique et même politique.

Alors que les colonies anglaises, échelonnées le long de l'Atlantique, formaient un tout économique et politique qui contribuait à les tenir groupées après leur rupture avec la métropole, l'Amérique espagnole, tout au contraire, couvrait une superficie dont l'immensité était à elle seule un obstacle majeur à la réalisation d'un pays unique. De plus, pendant la période coloniale, les différentes régions n'avaient eu entre elles que des contacts espacés; les gouvernements des vice-royautés ou des capitaneries étaient autonomes et tous les renseignements réciproques qu'ils pouvaient obtenir sur leur développement ou évolution, sur les coutumes de leurs peuples leur venaient par Madrid. Malgré leur allégeance commune, leur langue et leur religion identiques, ces peuples demeuraient de parfaits étrangers les uns pour les autres : ils n'avaient ni traditions ni passé communs, aucun des facteurs en un mot qui pouvaient aider à la constitution d'une nation. Le lien royal étant disparu, plus rien ne parviendrait à les tenir ensemble.

On aurait pu croire que les nouveaux Etats se seraient organisés à l'intérieur des frontières des régions administratives de l'ancien empire colonial; mais là encore, les forces centrifuges l'emportaient sur les forces de cohésion. C'était autour des villes que s'était organisée la vie coloniale : les difficultés de communications à travers des montagnes quasi inaccessibles, l'étendue elle-même de chacune des anciennes colonies, la différence des races indigènes étaient autant de facteurs qui, pour se répéter sur un plan plus réduit, jouaient encore un rôle dissolvant bien plus qu'unificateur. "Quel intérêt supérieur conciliera ou contiendra les forces dissolvantes ? se demande M. Victor-L. Tapié dans son intéressante "Histoire de l'Amérique latine au XIXe siècle". Où donc est le véritable patriotisme ? Celui qui s'attache à la fiction d'un Etat étendu, constitué par la fédération de plusieurs provinces, ou celui qui se crée autour d'une ville et ne dépasse pas les horizons de la province ? Même, pourrait-on dire, où est la véritable patrie ? On invoque l'intérêt d'Etat : pourquoi l'Etat encore artificiel, abstrait, que veulent faire reconnaître certains chefs politiques, aurait-il plus de droits que la province, notion concrète qui parle directement à l'imagination et à la sensibilité de ses habitants ? Les révolutions successives, les constitutions qui se contredisent et se répètent, trahissent cette indécision profonde

des sociétés nationales. L'économie elle-même est trop peu évoluée, trop exclusivement liée à l'agriculture des grands domaines ou à l'activité commerciale de certains grands ports pour susciter déjà des intérêts généraux qui imposent une conduite aux hommes, en dépit de leurs préférences idéologiques. Dès lors, l'individu est appelé à une action déterminante : c'est lui surtout qui donnera son efficacité à une formule constitutionnelle ou qui maintiendra, hors des règles d'une Constitution, la durée d'un certain gouvernement. C'est lui aussi qui surgira parmi les difficultés et entraînera la masse toujours nombreuse des mécontents. Aussi les "caudillos", chefs politiques et militaires, les caciques, chefs de clans locaux, se succèdent-ils quelquefois à une vitesse vertigineuse". Et M. Tapié, dont l'analyse révèle une profonde connaissance de ces hommes et de leur milieu ajoute : "Ces explications sont nécessaires pour que l'esprit d'un observateur européen (et étranger en général) s'engage, sans crainte d'être trop dérouté, dans la complexité de l'histoire sud-américaine pendant la première moitié du XIXe siècle".

* * *

Après la bataille d'Ayacucho, Bolivar était devenu le maître absolu et incontesté de la Grande Colombie (Vénézuéla, Colombie et Equateur ac-

tuels) et du Pérou .Mais de nouvelles difficultés surgirent bientôt devant le Libérateur. Du point de vue ethnique, historique et même géographique, le Haut-Pérou s'incorporait au reste du pays; mais pour des raisons d'ordre administratif, le gouvernement royal avait séparé les provinces de La Paz, Cochachamba et Chuquisca de la vice-royauté de Lima pour les rattacher à celle de Buenos Aires. Fortes du fait qu'en général les nouveaux pays indépendants conservaient approximativement leurs anciennes limites coloniales, les Provinces-Unies de la Plata réclamaient pour elles ces territoires que Lima considérait comme siens, pour les avoir libérés de la domination espagnole.

Pour éviter tout conflit majeur, on décida de consulter la population qui se déclara pour l'indépendance pure et simple. Et en reconnaissance pour Bolivar, le nouveau pays décida de se donner le nom de Bolivie. Selon M. Tramond, Bolivar, qui n'était pas absolument sûr des Etats qui l'avaient élu président ou lui avaient décerné des titres, voulait se ménager un petit pays où nul ne lui disputerait son autorité : "Ce plébiscite dans un pays où n'existait aucune tradition politique, aucune habitude du suffrage, ni, à peu près, aucune population blanche, où la seule organisation, la seule autorité était pour le moment celle des troupes de Sucre, était évidemment un simple acte politique de Bolivar; le Libérateur se donnait

ainsi un Etat à lui, où aucune opposition, aucune susceptibilité, aucun intérêt ne viendrait le gêner, où, comme sur un terrain neuf, il pourrait bâtir à sa guise l'édifice idéal qu'il n'aurait ensuite qu'à étendre au continent tout entier, par l'ascendant de l'exemple ou par d'autres moyens. La constitution de Bolivie, qu'il promulgua quelques mois après, doit être considérée comme l'expression la plus sincère de ses conceptions politiques".[1]

---

[1] Voici, d'après M. Tramond, les grandes lignes de cette constitution :

Il devait y avoir une "République de Bolivie" avec des institutions représentatives, dix citoyens nommant un électeur, et les électeurs désignant les membres des trois assemblées : celle des tribuns, élus pour quatre ans, chargés des finances, de la guerre et de la paix; celle des sénateurs, élus pour huit ans, chargés des affaires de justice et de religion; celle des censeurs, nommés à vie, investis du soin de veiller à la constitution et exerçant un contrôle politique et moral sur l'ensemble de la vie de la nation. Il y aurait aussi un pouvoir judiciaire, élu par le congrès sur présentation des collèges électoraux, mais toute la réalité du pouvoir appartiendrait au Président (Bolivar !), inamovible et irresponsable "car dans tous les systèmes sans hiérarchie il faut plus que dans les autres un point fixe autour duquel tournent les magistrats et les citoyens, les hommes et les choses", ayant le commandement en chef des armées et le droit de nommer à tous les emplois civils et militaires, y compris celui du vice-président qui le remplacerait éventuellement. Le président serait assisté dans ses fonctions par un Conseil d'Etat choisi par lui et des ministres responsables devant les censeurs (disposition assez contradictoire); toutes ces dispositions résultant de "la nécessité d'attribuer à un magistrat républicain plus d'autorité que n'en possède un prince constitutionnel; dans les Républiques,

Cette constitution a fait accuser Bolivar de tendances monarchiques, sinon totalitaires. Il est indéniable, quoi que l'on puisse penser sur ce point, que l'homme qui avait tant fait pour l'émancipation des colonies espagnoles, dont l'endurance, la persévérance et le mépris du danger avaient seuls permis le succès, tenait à asseoir son oeuvre. Vers 1825, année où déjà investi de la présidence de la Grande Colombie on lui avait confié celle du Pérou et de la Bolivie, il semble hors de tout doute que le Libérateur commençait à nourrir de sérieuses craintes pour l'avenir. Il ne se faisait plus aucune illusion sur le sens patriotique de ses lieutenants dont la plupart, Sucre excepté sans doute, cachaient à peine leur ambition de se voir placés à la tête de l'un des pays que seul son prestige moral gardait unis sous l'autorité d'un Etat unique. Malgré ses idées généreuses, son ardent amour de la liberté individuelle et son attachement sincère à la démocratie, il se rendait parfaitement compte que le jeu normal des institutions auxquelles il croyait fermement, ne pouvait fonctionner normalement dans ces pays où les neuf dixièmes de la population croupissaient dans l'ignorance la plus complète. Dans de telles conditions, l'institution d'un régime parlementaire sur

---

en effet, le pouvoir exécutif doit être fort, car tout conspire contre lui; dans les monarchies, tout conspire en faveur du monarque".

le modèle anglais ou même l'application d'une constitution dans le genre de celle des Etats-Unis s'avérait complètement impossible. Mais si Bolivar en tenait pour l'instauration d'un pouvoir fortement centralisé, pour une sorte de république autoritaire, jamais, cependant, il ne s'arrêta à l'idée d'une monarchie héréditaire, dont il jugeait le maintien problématique en Amérique. Cependant, avec le recul que nous possédons aujourd'hui, il semble qu'une monarchie aurait été le seul régime capable d'arrêter l'émiettement du monde hispano-américain, Et seule l'irréductible opposition de Bolivar empêcha non seulement sa concrétisation, mais tout projet dans ce sens.

On a dit qu'il ne désirait pas la monarchie parce qu'il n'avait pas de descendants. Mais la raison est beaucoup plus profonde. Il ne la voulait ni pour lui ni pour un autre parce qu'il l'avait tout simplement en horreur et que, pour lui, monarchie était synonyme de pouvoir arbitraire, de despotisme et tyrannie. Nourri des encyclopédistes, comme on l'a vu, disciple de Rousseau, il ne pouvait même pas concevoir que l'on pût parler de donner un roi aux peuples qu'il venait de libérer. Pour lui c'eût été tout simplement une trahison. Une lettre qu'il écrivait à Paez, l'un de ses lieutenants, le 5 mars 1826, est symptomatique à cet égard : "Je ne suis pas Napoléon et ne veux pas l'être, disait-il; je ne veux pas davantage imiter César, encore

moins Iturbe. De tels exemples me semblent indignes de ma gloire. Le titre de Libérateur est supérieur à tous ceux dont puissent se glorifier les hommes. C'est pourquoi il m'est impossible de l'avilir... Les nations qui entourent la Colombie sont des républiques et la Colombie n'a jamais été un royaume. Un trône causerait autant d'effroi par son élévation que par son éclat. L'égalité serait brisée et les gens de couleur verraient s'évanouir tous leurs droits par l'effet d'une nouvelle aristocratie".

Il nous semble, qu'en cette matière, aveuglé par un idéalisme peut-être trop généreux dans les circonstances, il ait manqué de réalisme politique. D'abord toutes les traditions des peuples qu'il venait de libérer les prédisposaient à un gouvernement monarchique; depuis la conquête, en effet, ils avaient vécu sous ce régime qui, malgré ses nombreux défauts, était parvenu à maintenir l'unité entre les différents peuples; l'organisation elle-même de ces différents peuples était fortement hiérarchisée et centrée autour des grandes propriétés qui étaient, en dehors des villes elles-mêmes, autant de centres de rayonnement intellectuel et économique; à la tête de ces propriétés se trouvait le plus souvent une famille noble qui possédait un indéniable prestige sur les populations qui dépendaient d'elle; enfin le roi, même lointain, représenté dans la colonie par ses vice-

rois, gouverneurs ou capitaines locaux qui entretenaient une cour en miniature, constituait une valeur morale et un principe d'autorité qu'aucune constitution républicaine même parfaite n'aurait pu remplacer. C'est, comme le souligne M. Tapié, "la persistance de la tradition monarchique (qui) explique à la fois les appels adressés à la maison royale d'Espagne pour donner des princes aux nouveaux Etats, et le succès de don Pedro Ier au Brésil. Il fut question à plusieurs reprises et pour différents pays d'offrir une couronne à l'un de ces princes européens qui semblaient incarner une idée monarchique, moins hiératique que l'ancienne, plus favorable aux expériences constitutionnelles et libérales. L'Argentine pensa au prince de Lucques; ailleurs, on parla du duc d'Orléans — le futur Louis-Philippe—, du duc de Leuchtenberg —l'ancien prince Eugène—. Chimères sans lendemain. Pourquoi ? Les raisons sont nombreuses: les gouvernements européens, dynasties et ministres, n'avaient plus assez de foi en eux-mêmes, dans l'institution qu'ils représentaient".

On arguera que ce régime était d'un autre âge et convenait mal à des peuples inspirés des principes de 89, que les populations se débattaient dans la misère et qu'il était inhumain de vouloir perpétuer un tel état de choses. Ce furent sans doute les arguments des adversaires du principe monarchique; mais les dizaines de constitutions

que se donnaient les nouvelles républiques, constitutions abrogées ou déchirées souvent au lendemain de leur promulgation, ont-elles réellement amélioré le sort des populations libérées ? Les idées généreuses qui les inspiraient ont-elles eu une portée effective et pratique ? Poser la question c'est y répondre. Et l'on peut se demander, sans parti pris aucun, si une monarchie nationale n'aurait pas pu, en plus de maintenir l'unité, travailler à l'amélioration du sort des classes malheureuses mieux que ne l'ont fait les chefs républicains bien plus occupés à se maintenir au pouvoir qu'à travailler au bien-être général ?

On a eu l'exemple du Brésil où la monarchie a réellement contribué au maintien de l'unité nationale; sans la dynastie des Bragance, il est probable qu'aujourd'hui à la place d'un seul Etat brésilien, nous aurions plusieurs pays de langue portugaise en Amérique du Sud. La famille impériale a découragé et réprimé tous les mouvements séparatistes qui se sont esquissés dans les décennies qui ont suivi l'indépendance. Est-il osé de soutenir qu'en Amérique espagnole, une monarchie aurait pu jouer le même rôle unificateur ? Nous entrons ici dans le domaine de l'histoire hypothétique; mais c'est un aspect que l'étude de cette période complexe de l'histoire de l'Amérique espagnole nous autorise à envisager.

Chapitre Troisième

L'ÉMIETTEMENT

Malgré les déceptions qu'il rencontrait, Bolivar en tenait toujours pour son projet de fédération des peuples hispaniques, projet qui, d'ailleurs, répondait au sentiment de la plupart des hommes d'Etat du continent et plusieurs même, avant lui, en avaient formulé les principes sous des formes plus ou moins semblables. Miranda rêvait déjà d'une Amérique espagnole, indépendante et libre, organisée en un puissant Etat fédéral capable d'imposer le respect au monde. Les libérateurs de l'Argentine et du Chili avaient caressé un projet identique. L'un d'eux, Rivadavia, dès 1810, insistait à Buenos Aires pour "l'union et l'harmonie entre les citoyens liés par une communauté de race, de langue et de religion". Un peu plus tard, le Chilien Egana disait : "Quand l'Amérique réunie en un Congrès, soit des deux continents, soit seulement du Sud, parlera au reste de la terre, sa voix sera respectée et ses résolutions difficilement contredites". En 1818, O'Higgins se pronon-

ça en faveur d'une Confédération hispano-américaine "pour, dit M. Eugène Pépin, le maintien des libertés politiques et civiles" et "San Martin, dans sa proclamation du 13 novembre, réclame une étroite union entre l'Argentine, le Chili et le Pérou pour réaliser leurs communes aspirations vers la liberté".

Mais c'est Bolivar qui devait tenter de leur donner corps. A peine l'Amérique libérée, il s'occupa, sans relâche, à grouper les peuples de descendance espagnole par la conclusion de véritables alliances culturelle, politique et commerciale entre eux. La veille même de la bataille d'Ayacucho, le Libérateur, en qualité de président de la Grande Colombie, adressa au gouvernement de Buenos Aires, ainsi qu'aux gouvernements du Chili, du Mexique et du Pérou, une invitation à se réunir à Panama, "véritable capitale du monde, au centre du globe, face d'un côté à l'Asie et de l'autre à l'Afrique et à l'Europe". Dans les desseins de Bolivar, il s'agissait, pour asseoir l'indépendance des nouveaux Etats, de constituer une autorité suprême qui prendrait la forme d'une Assemblée de plénipotentiaires, réunie "sous les auspices de la victoire contre l'Espagne". Le rôle de cette Assemblée aurait été de grouper les délégués des nouvelles républiques, qui se seraient réunis à des dates déterminées, pour régler les différends qui auraient surgi entre elles ou, tout simplement,

pour établir une politique uniforme sur des points d'intérêt commun. Elle aurait également servi à les tenir unies dans le cas d'un retour éventuel de l'Espagne contre l'une d'entre elles.

Mais cette Conférence de Panama, si elle devait avant tout servir à fédérer virtuellement les républiques hispaniques, avait également pour but d'affirmer la solidarité continentale de tous les peuples indépendants d'Amérique. Elle devait en somme reprendre, pour leur donner une forme concrète, les principes énoncés dans la fameuse doctrine Monroe : "L'Amérique aux Américains". C'est pourquoi, par l'intermédiaire de son vice-président, Santander, Bolivar fit adresser des invitations aux Etats-Unis et à l'Empire du Brésil en spécifiant que "la conférence de Panama, comme le souligne M. Eugène Pépin, examinera notamment : un projet de pacte d'union et de confédération perpétuelle entre les Etats américains contre l'Espagne ou toute autre puissance qui tenterait de les dominer, des projets de traités de commerce et de convention consulaire et aussi *les moyens de rendre effectives les déclarations du président Monroe dans son message de 1823*".

Mais Bolivar allait se rendre compte, une fois de plus, que l'idéalisme n'est pas suffisant pour l'édification des systèmes politiques si beaux fussent-ils et ses rêves allaient se briser contre la dure réalité. Tout d'abord, les nouvelles républi-

ques espagnoles furent loin de répondre à son attente : les Provinces-Unies du Rio de la Plata et le Chili, tous deux en pleine crise, furent dans l'impossibilité de dépêcher un délégué autorisé; le Brésil, qui avait accepté l'invitation, n'envoya personne pour se faire représenter. Quant aux Etats-Unis, on aurait dit que cette façon de prendre à la lettre la doctrine de leur président les effrayait quelque peu; ils acceptèrent avec beaucoup de réserve l'invitation, mais envoyèrent des représentants qui furent bien plus des observateurs que des délégués véritables.

M. Eugène Pépin rapporte, à propos de cette conférence, un fait significatif de nature à nous intéresser vivement nous, Canadiens français, dont la patrie, à ce moment-là, ployait sous le régime despotique et bureaucratique qui devait aboutir à l'explosion de 1837 : "Il est curieux de noter, écrit-il, que Santander et même Bolivar paraissent avoir songé à placer une confédération sud-américaine éventuelle sous une garantie britannique. Depuis longtemps, l'Angleterre fait en effet du commerce avec les colonies espagnoles; depuis l'émancipation, elle a aidé le Vénézuéla et la Colombie en fournissant des bateaux et aussi de l'argent et elle a conclu, en 1825, son premier traité de commerce en Amérique du Sud avec les Provinces-Unies de la Plata. En janvier 1826, une invitation à assister à la conférence de Panama

est adressée à l'Angleterre qui, "située du fait de sa puissance et de sa politique entre l'Ancien et le Nouveau-Monde, s'intéresse sans doute plus que tout autre au maintien de l'équilibre entre l'un et l'autre". Et le gouvernement britannique accepte d'envoyer à Panama un commissaire spécial qui, toutefois, ne prendra pas part aux délibérations, mais pourra y prêter son concours dans la mesure compatible avec les devoirs de la neutralité".

De toutes façons, la Conférence fut un échec, Seuls y assistaient les Etats-Unis de Colombie, le Pérou, le Mexique et les Etats-Unis d'Amérique Centrale. On y signa un "traité d'union et de confédération perpétuelle, complété par une convention des contingents et un accord sur l'armée et la marine confédérée. Malheureusement, ces textes restent lettre morte, car aucun des signataires n'est en mesure de faire face aux charges financières qu'ils entraînent".[1] On essaya l'année suivante, à Tacubaya, près de Mexico, à reprendre d'autres pourparlers; mais les troubles intérieurs qui agitaient à ce moment le pays forcèrent les délégués à se disperser.

Bolivar n'avait pas personnellement assisté à la Conférence de Panama, surtout parce qu'il ne voulait pas que l'on dise qu'il visait à en faire une chose personnelle; mais on peut discerner dans son

[1] M. Eugène Pépin.

projet, même s'il ne fut pas mis à exécution, la marque d'un sens politique profond. Si réellement gouverner, c'est prévoir, Bolivar, en prenant à la lettre la proclamation du président Monroe et en proposant une union de tous les peuples libres d'Amérique pour la défense continentale, a montré d'indéniables qualités d'homme d'Etat. Son congrès de Panama en fait incontestablement le père du panaméricanisme; et si ce sont les Etats-Unis qui ont réussi, en 1889, à mettre sur pied l'Union panaméricaine, Bolivar n'en demeure pas moins le précurseur, le semeur d'une idée géniale dont la réalisation a pris pour le continent tout entier une importance primordiale. Et aujourd'hui, aucun pays de l'hémisphère occidental, véritablement libre, indépendant et dégagé de toute emprise ou sujétion étrangère, ne peut s'en tenir écarté.

Si, en 1826, le gouvernement de Washington avait eu plus d'audace, s'il avait endossé sans hésitation les idées de Bolivar, le Congrès de Panama aurait pu avoir un tout autre résultat. "Le Congrès des Etats-Unis, écrit encore M. Pépin, se refuse en somme à toute "continentalisation" de la doctrine Monroe, qui sera seulement réalisée par la Conférence de Buenos Aires de 1936; et cette méfiance à l'égard de la réunion de Panama a certainement retardé de plus de soixante ans le mouvement panaméricain".

Bolivar, cependant, ne se laissa pas abattre par son échec. Les pays sur lesquels il possédait quelque influence avaient adhéré à l'entente de Panama; et comme il ne pouvait atteindre la plénitude de son idéal, il s'efforça de sauver le minimum. Mais là encore il se heurta à l'ambition personnelle, à la petite politique mesquine et partisane, aux révolutions de palais, en un mot, à toutes les forces dissolvantes qui demeuraient latentes à travers les pays que l'on désignait, à cette époque, sous le nom de Fédération andine. Il n'y eut jamais, en réalité, de Fédération de ce nom; mais le prestige moral de Bolivar et son ascendant étaient parvenus jusqu'ici à donner à ces pays groupés sous son autorité, une certaine apparence d'union, qui ne devait pas tarder, cependant, à se dissoudre.

Le premier mouvement séparatiste partit du Vénézuéla qui n'avait que difficilement accepté la primauté de Bogota, désignée comme capitale de la Grande Colombie. En 1826, l'année même du Congrès de Panama, une émeute éclatait à Caracas et Paez, ancien lieutenant de Bolivar, était proclamé chef du gouvernement du Vénézuéla qui se trouvait ainsi virtuellement séparé de Bogota. Bolivar se dépêcha d'accourir; son retour parvint à sauver momentanément la situation, mais cette attitude de son propre pays ne fut pas sans laisser une profonde amertume au coeur du Libérateur.

Il se rendait compte de la précarité d'une union dont seul, il pouvait assurer la solidité. "Un pays qui dépend de la vie d'un homme court autant de périls que si tous les jours son existence était jouée à coups de dés", aurait-il déclaré lui-même.

On le vit bien au Pérou où son départ allait précipiter les événements. Avant de quitter Lima, il avait doté le pays d'une constitution analogue à celle qu'il avait octroyée à la Bolivie; mais une constitution n'est qu'un parchemin et rien ne peut la faire respecter quand on ne sent pas derrière elle une autorité puissante ou tout au moins une forte personnalité, dont le prestige peut faire accepter bien des sacrifices. Bolivar avait laissé ses troupes sous le commandement de l'un de ses lieutenants, le maréchal de Santa-Cruz. Mais pour les Péruviens, les troupes colombiennes, même commandées par un des leurs, étaient une force étrangère, dont ils supportaient mal la domination, d'autant plus, il faut bien le reconnaître, qu'elles manquaient complètement de tact dans leur comportement à l'égard de la population. La situation ne tarda pas à devenir intenable et bientôt, le général Jacinto Lara fut contraint de se retirer avec elle pour éviter une émeute. Lui parti, la constitution de Bolivar était déchirée et l'on revenait à celle de 1821.

En Bolivie, Sucre avait tenté de tenir le coup; mal lui en prit : une révolte armée le déposait.

Santa Cruz, rappelé de Lima, était proclamé président de la Bolivie, pendant que le général La Mar devenait président du Pérou. Puis, les Péruviens se portèrent à l'attaque des troupes du général Sucre; mais Sucre était un véritable général, aguerri et expérimenté, qui connaissait à fond la région; et malgré la supériorité des assaillants, il les mettait en déroute à Portete de Tarqui. Il aurait pu, à ce moment, rentrer triomphalement à Lima et exercer de sanglantes représailles; mais Bolivar, de plus en plus déçu, décida, par l'accord de Giron, d'abandonner les Péruviens à leur sort.

D'autant plus qu'en Colombie, les choses se gâtaient de nouveau; pendant que Bolivar était au Vénézuéla, des émeutes, fomentées par Santander, qu'avait rendu furieux la réconciliation du Libérateur avec Paez, éclataient périodiquement à travers le pays. Autour de cet ambitieux, s'étaient groupés des partisans, qui se désignaient sous le nom de "Libéraux" et qualifiaient de "serviles" ceux qui voulaient demeurer fidèles à Bolivar et s'opposaient au démembrement des Etats-Unis de Colombie. Malgré ces troubles, Bolivar s'était toujours refusé à instaurer la dictature qu'un article de la Constitution lui permettait d'imposer en cas de péril grave : il ne voulait pas qu'on l'accusât d'aspirer au pouvoir personnel. Mais l'anarchie de plus en plus prononcée qui s'étendait partout, l'attitude arrogante de la plupart des

chefs militaires qui avaient joué un rôle quelconque dans les guerres de l'indépendance, les complots qui se multipliaient, le décidèrent à agir. Se rendant compte qu'il ne lui restait plus que ce moyen de sauver ce qui restait de son oeuvre politique, il devenait virtuellement dictateur le 27 août 1828.

Mais le ver était dans le fruit. Une révolution éclatait dans la nuit du 26 au 27 septembre suivant, conduite par Santander. Bolivar ne dut la vie qu'à la présence d'esprit de sa maîtresse, Manuela Saens, femme de tête qui joignait, à l'ardeur des sentiments qu'elle éprouvait pour Bolivar, une énergie farouche, tout espagnole. Elle le fit fuir par la fenêtre de sa demeure et le Libérateur parvint à se réfugier sous un pont où il demeura plusieurs heures, avant que ses hommes ne parvinrent à le découvrir en lui annonçant qu'ils demeuraient maîtres de la situation. Mais quelle amertume dut remplir le coeur du grand patriote dans son refuge incommode, en proie à la pire des inquiétudes, sous la menace continuelle d'être surpris et tué par des ennemis qui avaient été ses anciens compagnons d'armes et à la tête desquels il avait libéré une partie du continent! L'homme que depuis dix ans on acclamait partout où il apparaissait, à qui des foules immenses avaient juré fidélité et dévouement, sur la tête de qui on avait voulu placer une couronne royale,

sinon impériale, devait réfléchir profondément sur la précarité des gloires et fastes humaines. Aussi est-il vraisemblable que ce soit lui qui ait écrit le pamphlet désabusé qui parut à Quito l'année suivante et qui contenait cette phrase : "C'est un fait qu'en Amérique, il n'y a ni homme ni nation; les traités ne sont que des papiers, les constitutions que des textes, les élections des combats, la liberté est une anarchie, la vie une torture".[1]

La sanction fut moins dure que ne s'y attendaient les rebelles. Santander lui-même, condamné à mort, vit sa peine commuée en celle de bannissement à perpétuité. Il dut s'exiler. Le gouvernement colombien parvint finalement à rallier Bolivar à l'idée d'une monarchie constitutionnelle et fédérale, effective à sa mort et qui seule, espérait-on, serait susceptible de sauver la Grande Colombie. Pendant sa vie, Bolivar demeurerait président et, après lui, un roi choisi parmi l'un des princes européens en disponibilité viendrait ceindre la couronne colombienne; on s'arrêta au choix du duc d'Orléans; mais la France, qui n'était pas prête à se lancer dans les grandes aventures, et l'Angleterre, qui voyait d'un mauvais oeil le choix d'un prince français, firent échouer le projet.

[1] Robertson : "History of the Latin American Nations", cité par M. V.-L. Tapie dans son "Histoire de l'Amérique latine au XIXe siècle".

Bolivar résolut alors de convoquer une Convention nationale pour doter le pays d'une nouvelle constitution. Mais à la réunion de ce qui sera désigné sous le nom de "Congrès admirable", les forces de dissensions l'avaient emporté. Dans la constitution que prépara le "Congrès admirable" on eut beau offrir aux diverses provinces l'autonomie la plus complète possible, allant même jusqu'à statuer que l'on modifierait la dite constitution dans le sens que demanderait le Vénézuéla, rien n'y fit. Paez avait à Caracas réuni son propre congrès qui proclamait l'indépendance du Vénézuéla et décrété l'expulsion de Bolivar du territoire de la nouvelle république; Paez craignait, en effet, que le retour du Libérateur, dont le prestige était toujours aussi grand, ne rétablit l'ancien état de choses.

On lui offrit malgré tout la présidence de la Colombie. Fatigué, exténué et déjà malade, mais surtout dégoûté de l'ingratitude des hommes, il refusa obstinément le poste; il se rendait compte d'ailleurs que c'était du bout des lèvres qu'on le lui offrait et que l'on serait plutôt heureux s'il se retirait. "Tous mes concitoyens, déclarait-il, jouissent de l'inestimable fortune d'être à l'abri des soupçons. Moi seul, on me soupçonne d'aspirer à la tyrannie. Concitoyens, montrez-vous dignes de représenter un peuple libre en écartant toute idée qui me suppose nécessaire à la République. Si un

homme était indispensable pour soutenir un Etat, un tel Etat serait indigne d'exister et en fait, il cesserait bientôt d'exister. Entendez mes supplications, sauvez la République, sauvez ma gloire qui est celle de la Colombie... Le bien de mon pays me condamne au sacrifice que j'accomplis en quittant pour toujours la terre natale afin que ma présence ne soit pas un obstacle au bonheur de mes concitoyens".

Mais il devait assister au complet démembrement de la Grande Colombie : la sécession de l'Equateur sous la conduite d'un autre général des guerres de l'Indépendance, Florès, avait réduit à néant son rêve d'unification des peuples latino-américains : "Je n'espère plus de salut pour ma patrie, s'écria avant de partir le Libérateur, qui voyait s'écrouler un à un ses idéaux les plus chers; s'il y avait un sacrifice à faire, fût-ce celui de ma vie, de mon bonheur, de mon honneur même, croyez que je n'hésiterais pas à le faire; mais je suis convaincu que ce sacrifice serait inutile". Et M. Tramond ajoute à ces citations : "Il avait renoncé à tout et n'eût demandé qu'à se soumettre, à gagner la France où du moins il eût pu prendre quelque repos; mais l'argent même lui manquait pour le nécessaire; son énorme fortune s'était dissipée au cours de ces années où tous ses intérêts avaient été sacrifiés à son oeuvre; il ne touchait rien des pensions princières que lui

avaient votées dans leur enthousiasme, les républiques créées par son épée et il lui répugnait d'accepter les offres de ses amis; se traînant de ville en ville, il finit par arriver à San Pedro de Santa Martha où une occasion de s'embarquer allait peut-être se présenter; ce fut là qu'il mourut le 17 décembre 1830, dans les bras du docteur français Le Révérend, si dénué de tout, que l'on dut emprunter une chemise pour l'ensevelir". Telle fut la triste et tragique fin du Libérateur de cinq pays.

Un autre des plus grands hommes de ces luttes héroïques et quelque peu surhumaines que furent les guerres de l'indépendance sud-américaine, le général Sucre, disparaissait presque en même temps, assassiné par des adversaires qui craignaient que son prestige ne remplacât celui de Bolivar; il était âgé de 38 ans.

Enfin, le 10 novembre 1831, était reconnue solennellement l'indépendance des nouveaux Etats qui se substituaient à l'ancienne Grande Colombie. "L'Amérique, qui du temps des Espagnols était un empire dont Humboldt avait pu admirer la richesse et la prospérité, n'était plus qu'un ensemble confus et hétérogène où s'agitaient des groupes d'hommes qui n'étaient pas encore des nations," écrit J. Tramond. Mais même achetée à ce prix, cette indépendance avait une vertu sur laquelle allait se fonder un avenir dont nous ne

pouvons pas encore mesurer la grandeur. "Nous ne verrons pas, écrivait le même Bolivar, non plus que les générations qui nous suivront, le triomphe de l'Amérique que nous fondons; je considère l'Amérique comme une chrysalide; il y aura une métamorphose de l'existence physique de ses habitants; il y aura une nouvelle carte de toutes les races qui produira l'homogénéité du peuple".

Verrons-nous cette métamorphose prédite par Bolivar ? Nous pouvons tout de même affirmer qu'actuellement l'Amérique latine bouge. Qu'elle s'affirme comme jamais encore elle ne l'a fait et que face au colosse du Nord se dresse un peuple qui, pacifiquement et sans léser qui que ce soit, veut rendre sa dignité à la Latinité américaine en groupant tous ses membres épars au service d'une même cause. Ce que le peuple argentin veut réaliser sous la direction de son "homme fort", Juan Peron, est une expérience qui vaut la peine d'être suivie. C'est la première fois depuis Bolivar que l'on assiste à une telle tentative de regroupement, à une telle prise de conscience, à un tel renouveau de foi de la part des peuples latins d'Amérique.

Chapitre Quatrième

LE PANAMÉRICANISME ET L'AMÉRIQUE LATINE

Pendant plus d'un siècle, l'Amérique latine s'est épuisée en luttes intestines, en guerres fratricides qui firent d'elle une proie facile pour l'impérialisme nord-américain. Pendant cent ans et plus, toutes les tentatives d'union se sont révélées inutiles, malgré les indéniables efforts d'hommes, dont certains furent grands, qui se désespéraient de cette anarchie confinant la latinité américaine au rôle de subalterne du Yankisme.

En 1845, Washington s'inféodait le Texas, ancien Etat mexicain, devenu indépendant; ce fut ensuite le tour de l'Orégon, puis du Nouveau-Mexique et de la Californie qu'il s'annexa à la suite d'une guerre contre le Mexique, guerre qu'il mena, selon l'expression de Vigny, "comme une partie de chasse", et au cours de laquelle ses troupes atteignirent la capitale.[1] En vingt-cinq ans,

[1] On fait parfois dater de cette époque le terme "gringo" employé, avec sens péjoratif, dans toute l'Amérique latine pour désigner les Nord-Américains. Les soldats yankis portaient une veste verte, en anglais "green coat"; c'est par cette expression que les Mexicains désignaient les occupants. On voit aisément comment, par déformation, "green coat" devint gringo. Du Mexique, le mot se serait répandu dans toute l'Amérique espagnole.

les Etats-Unis avaient réduit de près de moitié la superficie de l'ancienne colonie espagnole.

Ces empiètements inquiétaient les autres peuples latins, qui prenaient conscience du danger que pourrait un jour constituer la puissante république du Nord, dont l'appétit se manifestait de plus en plus vorace : "Dès le milieu du XIXe siècle, écrit M. Louis Guilaine, l'Amérique latine put faire la décevante constatation que, si la doctrine de Monroe protégeait son intégrité contre les ambitions coloniales de l'Europe, cette doctrine ne lui donnait aucune garantie contre les entreprises expansionnistes et impérialistes de la république anglo-saxonne qui l'avait proclamée".[1]

C'est du Pérou que devait venir la première tentative d'union, après celle de Bolivar. Lima convoqua en effet une nouvelle conférence hispano-américaine qui se réunit en décembre 1847; vingt années s'étaient écoulées depuis la Conférence de Panama. Pendant ces quatre lustres, les nations hispano-américaines s'étaient déchirées les unes les autres, accentuant davantage le morcellement de l'ancien empire : la Confédération boliviano-péruvienne, notamment, s'était dissoute en 1840, après une guerre qui l'avait opposée au Chili en 1835-39; ailleurs, à l'intérieur des nouvelles nations, ce n'étaient que luttes, pronuncia-

[1] Louis Guilaine — "L'Amérique latine et l'impérialisme américain" — Librairie Armand Colin — Paris.

mentos, révolutions qui installaient au pouvoir des gouvernements renversés le lendemain. En face du géant qui grandissait au Nord, l'Amérique espagnole semblait vouée à l'impuissance, sinon à la mort lente des pays incapables de trouver un minimum de stabilité.

A cette première conférence de Lima, seuls le Chili, la Colombie, l'Equateur et la Bolivie s'étaient fait représenter. Malgré ce nombre réduit de pays qui y assistaient, la Conférence accomplit un assez bon travail : "En dehors de conventions commerciale, consulaire et de navigation, écrit M. Eugène Pépin, la Conférence de Lima élabore un traité de confédération, où l'on trouve la plupart des principes de droit international américain (condamnation de l'agression, de l'usurpation de territoire, de la concession forcée; obligation de réparer; interdiction d'intervenir; confirmation des limites territoriales au moment de l'indépendance)".[1]

Mais ce travail des délégués demeura purement théorique; ce furent des déclarations de principe, des conventions ou des traités assez semblables à ceux dont, entre les deux dernières guerres, se contentèrent les grandes puissances pour asseoir la paix (Convention de désarmement, Pacte Briand-Kellogg, etc.); il n'était question d'aucun moyen

[1] Eugène Pépin — Le Panaméricanisme — Librairie Armand Colin, Paris.

pratique d'en empêcher la violation. D'ailleurs, les républiques hispano-américaines n'étaient pas prêtes à un véritable mouvement d'union; chacun songeait encore à consolider le pays qu'il dirigeait : le président Roxas d'Argentine était intervenu en Uruguay que voulait annexer le Brésil et avait déclaré la guerre à ce dernier pays; au Mexique, après la guerre contre les Etats-Unis, ce fut l'intervention franco-anglaise pour l'obtention du paiement de quelques dettes, suivie bientôt de la malheureuse aventure de Maximilien et de Charlotte.

Mais le Pérou ne perdait pas courage et il avait convoqué, en 1864, une deuxième conférence à Lima et l'on reprit le travail là où la première l'avait laissé en 1847; elle se termina par la conclusion de traités d'union et d'alliance, un pacte affirmant solennellement la nécessité du maintien de la paix et des conventions postales et de navigation. Mais la guerre entre le Paraguay, l'Argentine et l'Uruguay contre le Brésil d'un côté et le conflit entre le Chili, le Pérou et la Bolivie contre l'Espagne de l'autre, réduisirent à néant les résultats pratiques de la Conférence.

Devant ces échecs répétés de conférences politiques ou commerciales, le Pérou, toujours, décida de tenter quelque chose sur le plan juridique et convoqua une troisième conférence à Lima en 1877. Cette fois, presque tous les pays hispaniques

y assistaient; on y avait également invité le Brésil et les Etats-Unis qui refusèrent tous deux. Washington prétexta la grande différence entre le droit espagnol, inspiré du code napoléonien et sa "common law" d'origine anglaise. Les travaux de la conférence furent soudainement interrompus par une nouvelle guerre : le Pérou décida, en effet, de se ranger aux côtés de la Bolivie dans la lutte que ce pays soutenait contre le Chili. Mais les délégués avaient eu le temps d'approuver un traité de Droit international et un traité d'extradition.

Le centenaire de la naissance de Bolivar fut l'occasion d'une autre réunion, à Caracas cette fois, en 1883. Tout en condamnant les visées impérialistes des Etats-Unis, on les invitait néanmoins à adhérer à une vaste union américaine qui grouperait toutes les nations du continent. L'idée avait fait du chemin depuis l'époque de Bolivar; à Washington elle groupait ses défenseurs jusque dans les cercles présidentiels et, en 1879, le président Garfield lui-même avait parlé de la fondation d'une Société des Nations américaines et de l'adoption d'une politique uniforme à l'égard des problèmes continentaux. Les temps semblaient mûrs pour la formation d'un tel organisme; mais il était évident que les Etats-Unis n'assisteraient à une conférence préliminaire en vue de sa création que s'ils la convoquaient eux-mêmes. On peut en voir la preuve dans leur absence de la Conférence

de Montévidéo, en 1888, où tous les pays latins, le Brésil y compris, avaient envoyé des délégués.

La première conférence panaméricaine proprement dite eut lieu à Washington en 1889. Malgré la méfiance que nourrissaient plusieurs républiques latines à l'endroit des Etats-Unis, une sincère cordialité régna au cours de toutes les séances; les résultats pratiques furent assez maigres. Il y avait, cependant, ceci d'acquis : pour la première fois, des représentants de tous les peuples américains, moins les Canadiens, s'étaient trouvés réunis autour d'un tapis vert et avaient discuté franchement et sans arrière-pensée les principaux problèmes qui les concernaient en tant qu'habitants du même continent.

Est-ce le désir de se concilier les Latins ou la volonté sincère de mettre un terme à l'impérialisme sur la voie duquel son pays s'était engagé, qui poussa le président Cleveland à se montrer des plus réservés à l'égard du monde latino-américain ? Nous n'entreprendrons pas de donner une réponse à cette question; mais on constata que, pendant toute la durée de son quadriennat, Cleveland évita de poser un seul geste qui fût de nature à froisser ses voisins du sud. Et lorsqu'en 1893 éclata une révolte de Cuba contre l'Espagne, il sut freiner l'opinion et résister à ceux qui lui demandaient d'intervenir au nom de la doctrine de Monroe; il se refusa non seulement à envoyer des

armes aux rebelles, mais il s'opposa à ce qu'on les finance.

C'est sous Cleveland que survint le grave différend anglo-étatsunien au sujet du Vénézuéla. Londres et Caracas furent à deux doigts de la guerre à propos d'une délimitation de frontière avec la Guyane anglaise; sans hésiter, Washington, au nom du monroeisme, affirma, dans une note demeurée célèbre, que la distance qui séparait la Guyane de l'Angleterre rendait "contraire à la nature et inopportune l'union entre une terre américaine et un Etat européen". La Grande-Bretagne commença par refuser l'offre de médiation des Etats-Unis, déclarant qu'elle était capable de régler ses affaires elle-même sans le concours de quiconque. Puis, devant la détermination de son ancienne colonie, elle sembla hésiter, puis comme faire marche arrière. C'est que déjà se profilait à l'horizon la menace d'une guerre avec le Transvaal : Londres comprit très vite que les richesses diamantaires de la petite république sud-africaine seraient plus avantageuses que ce qu'il pourrait gagner en Amérique; et même au risque d'une perte de prestige, il accepta l'offre de médiation de Washington. Les Etats-Unis en gagnant leur point acquéraient un renouveau de prestige en Amérique latine.

Cependant, les choses faillirent se gâter lors de la guerre avec l'Espagne. Un républicain avait

remplacé le démocrate Cleveland : le parti réactionnaire et impérialiste s'installait donc à la Maison Blanche. Et avec MacKinley la politique interventionniste reprenait le dessus; elle se manifesta immédiatement envers Cuba, où l'ingérence de Washington aboutit à sa guerre de 1898 avec Madrid. Sa défaite força l'Espagne à céder les Iles Philippines et Porto-Rico aux Etats-Unis et à abandonner toute souveraineté sur Cuba qui devenait une république, théoriquement indépendante, placée, en fait, sous le protectorat de Washington.

L'attitude trouble du gouvernement américain ne fut pas sans créer un certain malaise en Amérique hispanique, qui ne voyait pas sans appréhension la volonté de domination, manifestée par la puissance anglo-saxonne. Il fallut attendre douze ans pour réunir une deuxième conférence, qui se tint encore à Washington, en 1901. Son principal résultat fut la création du Bureau commercial de Washington qui prit bientôt le nom de "Bureau international des républiques américaines". Lorsqu'on parla d'une troisième Conférence, l'Amérique latine manifesta son opposition à Washington comme siège de ses délibérations; et c'est à Buenos Aires que l'on décida de se réunir en 1906.

Mais entre 1901 et 1906 éclata un grave incident entre Washington et Bogota, incident qui

faillit compromettre les résultats acquis. Depuis longtemps, les Etats-Unis demandaient à la Colombie la concession d'une bande de terrain dans l'isthme de Panama, pour la construction d'un canal reliant les deux océans. Un traité avait même été signé; mais devant le refus du Sénat colombien de le sanctionner, Washington manoeuvra de telle sorte qu'il parvint à provoquer un mouvement séparatiste contre Bogota et à arracher à la Colombie la province de Panama, qu'il reconnut immédiatement comme pays indépendant.

L'attitude étatsunienne eut sa répercussion dans toute l'Amérique latine. L'action insidieuse de Washington ne trompa personne et souleva de nombreuses protestations, aux Etats-Unis même. Un historien nord-américain, David Saville Muzzey, s'est montré très sévère pour son pays, qui venait de se rendre coupable d'un véritable acte de piraterie : "L'encouragement à la scission de Panama demeurera une tache ineffaçable sur l'administration de Théodore Roosevelt. Il est prouvé, de la façon la plus indiscutable, que le gouvernement de Washington a participé à la révolte, non seulement par la présence de ses canonnières près de l'isthme, mais par une dépêche à Panama du secrétaire d'Etat Loomis, qui demandait des nouvelles de la révolution quelques heures avant qu'elle n'eût éclaté. Evidemment,

le canal nous était nécessaire; mais il n'en est pas moins vrai que nous avons joué vis-à-vis de la Colombie le rôle du loup de la fable. Comme l'a dit le professeur Coolidge, nous avons eu aussi peu d'égards pour la Colombie, qu'une société de chemin de fer pour les réclamations d'un pionnier indien le long de la voie."

La conférence de Rio se réunira néanmoins en 1906 et les délégués colombiens y assisteront; cette conférence reprit l'étude des principaux points étudiés en 1901 et le Bureau international des Républiques américaines devint en quelque sorte une association "at large" qui ne se limitera plus aux relations commerciales entre les 21 républiques, mais sera un "super-comité", un bureau de coordination qui verra à donner suite aux diverses recommandations des conférences. Le comité en question siégera à Washington et à la Conférence de Buenos Aires, en 1910, il prendra le nom d'"Union des républiques américaines".

La guerre de 1914 rejettera à 1923 la réunion de la cinquième conférence qui se tiendra à Santiago-du-Chili. On peut souligner en passant, qu'alors que la dernière guerre a resserré les liens continentaux entre les diverses républiques américaines, celle de 1914 avait complètement éclipsé le mouvement. Cette Conférence de 1923 fera beaucoup de travail et, pour la première fois, des délégués latino-américains tiendront tête à Washing-

ton et s'attaqueront à sa prétention de vouloir intervenir dans les affaires intérieures des petites républiques sous prétexte d'y "faire respecter leurs ressortissants et défendre leurs intérêts vitaux". Et cette opposition à la "politique traditionnelle" de Washington se précisa davantage à La Havane, en 1928. Entre les conférences de Santiago et de La Havane, les Etats-Unis étaient en effet intervenus plusieurs fois dans les Antilles et en Amérique centrale et, en 1928, leurs troupes occupaient toujours Haïti. Ce qui fit qu'à La Havane, l'intervention fut condamnée par tous les pays latins. Devant cette attitude déterminée, les délégués américains, tout en essayant de revendiquer le droit de protéger leurs nationaux, furent obligés de modifier leur attitude. Déjà Wilson, à qui on doit reconnaître, malgré ses erreurs, une parfaite sincérité avec lui-même, dénonçait ces interventions, allant jusqu'à qualifier cette politique de "peu loyale"; mais le retour des républicains au pouvoir avec Coolidge et Harding, retardera la mise sur pied d'une politique franche et loyale, car ces deux présidents, tout particulièrement, continuaient à prétendre que le "destin manifeste" des Etats-Unis les autorisait à pratiquer leur politique d'intervention, ce qu'ils ne se privèrent pas de faire jusqu'en 1928. Mais, après la Conférence de Santiago, Hoover fut obligé de modifier la politique traditionnelle du parti républicain et de se

montrer plus souple : ce n'est qu'avec l'arrivée des démocrates au pouvoir, en 1932, que la situation se détendit véritablement.

A la Conférence de Santiago, en 1933, le délégué des Etats-Unis, M. Cordell Hull, affirma solennellement que le "gouvernement des Etats-Unis, sous la présidence de Franklin-Delano Roosevelt, était irréductiblement opposé à toute immixtion dans les affaires intérieures des autres pays et était prêt à garantir leur liberté et leur indépendance". C'est le commencement de la politique du "bon voisinage", faisant suite à celle du "bâton"; et comme preuve de sa bonne volonté, Washington évacue Haïti dès l'année suivante; en 1936, enfin, le président Roosevelt lui-même se rendit à Buenos Aires pour inaugurer la huitième Conférence. L'atmosphère se détendait : "Que l'Amérique latine se défende de l'Europe, écrit M. André Siegfried, cela se conçoit, mais ce n'est pas pour se donner un nouveau maître, fût-il choisi dans le cadre américain. Ni Théodore Roosevelt avec son "big stick", ni Coolidge, avec sa "dollar diplomacy" ne semblent s'être rendu compte à quel point l'instinct de l'indépendance est ancré profondément dans l'esprit des Latins d'Amérique. Pour le comprendre, n'eût-il pas suffi qu'ils se regardassent eux-mêmes ? C'est ce qu'a compris enfin le président Franklin Roosevelt, dont le panaméricanisme paraît avoir rejeté tout élément

susceptible de rester suspect aux yeux de ses associés sud-américains. Le résultat des dernières conférences est à cet égard tout à fait significatif et l'on peut, semble-t-il, considérer que sous la forme de ces assises, les peuples d'Amérique, inspirés d'un idéal continental commun, ont trouvé une expression satisfaisante de ce qui les unit entre eux".

A partir de 1936, on verra de plus en plus se définir et se préciser le désir de collaboration continentale; et la solidarité américaine, que boude toujours le Canada, deviendra une réalité. Buenos Aires a préparé la Conférence de Lima de 1938, celle de Panama en 1939 et celle de La Havane qui fut la première Conférence panaméricaine à se réunir pendant une guerre européenne. Les difficultés ne sont sans doute pas complètement aplanies; il y a encore des heurts et il y en aura encore. Au cours des dernières années de la guerre, Washington n'a peut-être pas fait preuve à l'égard de l'Argentine de toute la diplomatie désirée; il a même parfois voulu montrer les dents. Mais il fut obligé de s'incliner devant les faits. Une réalité nouvelle a pris corps : la solidarité latino-américaine, attitude qui n'en est pas une d'hostilité à l'égard de l'anglo-saxonisme, mais qui au contraire, offre, dans la dignité et le respect de son particularisme culturel et de ses intérêts matériels, la plus entière et complète collaboration au grand

frère du Nord. La solidarité continentale ne sera effective que si les Etats-Unis acceptent une collaboration sur ce plan-là et cessent de considérer l'Amérique latine comme une terre de colonialisation économique.

Les organismes de collaboration continentale se sont multipliés; en marge des conférences panaméricaines elles-mêmes, les peuples de notre hémisphère prennent contact entre eux dans des réunions à caractère commercial, économique ou culturel. Ce sont ces organismes qui permettent aux Canadiens de rencontrer les autres peuples américains, en dépit de l'isolement dans lequel les tient leur gouvernement; malgré la politique d'Ottawa qui fait fi des réalités géographiques, les Canadiens peuvent sur le plan économique, social et intellectuel prendre contact avec leurs autres frères américains. En 1944, nous étions présent, à Mexico, au congrès du barreau panaméricain où le juge Robert Taschereau et le sénateur Moreau affirmaient notre existence juridique; nous fûmes également présent en 1946 à Santiago du Chili, où, cette fois, notre gouvernement provincial déléguait M. Antonio Talbot.

Le Canada refusa d'assister à la Conférence panaméricaine de Bogota, en 1948, malgré les in-

vitations répétées qu'on lui fit. Sans doute, l'Union panaméricaine est-elle uniquement formée de républiques et notre pays voit peut-être là un empêchement majeur à son entrée au sein de cet organisme. Nous croyons, cependant, que, du côté de l'Union, les obstacles pourraient être abolies assez facilement, si Ottawa manifestait un désir réel de répondre aux invitations qui lui sont faites. On dirait — ce n'est pas une critique, mais une constatation — on dirait que notre gouvernement hésite à rompre certains liens qui l'empêchent d'être une puissance authentiquement internationale, dans le plein sens juridique du mot. Le fera-t-il, maintenant que l'on vient de trouver une nouvelle formule de collaboration au sein du Commonwealth. Nous n'aimons pas, et avec raison, être traités de coloniaux, surtout par nos voisins du sud; mais le drapeau anglais qui flotte à nos frontières et le titre de gouverneur général, que porte le chef de l'Etat, ne sont-elles pas les deux meilleures et les deux plus irréfutables preuves de l'équivoque de notre statut international?[1] Nous laissons nos lecteurs répondre à ces questions.

[1] Soulignons, cependant, que, tout récemment, notre premier ministre, M. Louis Saint-Laurent, a exprimé son intention de faire disparaître deux autres liens coloniaux : les appels à cette Cour de Justice étrangère qu'est le

Conseil privé d'Angleterre et l'obligation pour notre gouvernement d'en appeler à Londres quand il s'agit de modifier sa constitution. Il restera au Canada à se donner un drapeau et à placer à sa tête un Canadien dont on remplacera le titre de gouverneur général, titre essentiellement colonial, par un autre plus conforme à notre statut. Pour ne pas effaroucher ceux qui ne peuvent entendre parler de République, même si les Républiques peuvent continuer à faire partie du Commonwealth, on pourrait suggérer pour notre chef d'Etat le titre de "Président de la Confédération canadienne" ou tout autre qui n'impliquerait aucune vassalité pour la nation que nous voulons être. Le reste viendra par surcroît !

CHAPITRE CINQUIÈME

L'HEURE DE L'AMÉRIQUE LATINE

Le XXIe siècle sera celui de l'Amérique latine, a écrit Blaise Cendrars. Ce n'est peut-être qu'une formule. Mais il y a quelque chose de changé dans ces pays. Quelque chose de nouveau aussi; l'on sent ces peuples chercher leur voie vers l'accomplissement de leur destin. Et ce destin, ils ne veulent pas qu'il soit une servitude éternelle.

Le XIXe siècle a vu leur indépendance. Sans doute, les républiques latines se sont-elles débattues dans un chaos le plus complet qui a fait d'elles des colonies économiques de pays étrangers; mais il suffira qu'un beau jour se cristallise le patriotisme latent qui n'a cessé d'habiter le coeur de tous ces peuples, pour que l'on assiste à de grands événements. L'on pourrait presque dire que le mouvement est en marche et c'est l'Argentine qui le guide.

Il faut connaître l'histoire de l'Argentine en ces dernières années, pour comprendre la suite d'erreurs diplomatiques commises par Washington

envers Buenos Aires, dont on jugea trop rapidement et surtout trop légèrement l'attitude au cours de la dernière guerre. Pour porter un jugement impartial, il aurait fallu considérer les deux points de vue; et c'est ce que l'on n'a pas voulu faire. L'Argentine est un pays ami du nôtre, un pays avec lequel le Canada a toujours entretenu de cordiales et amicales relations, un pays enfin qui lui ressemble à plus d'un point de vue. On comprend mal la raison qui a fait s'acharner contre lui une certaine propagande poursuivie dans le but de nous le rendre odieux pour plaire à des intérêts que l'on n'osait pas toujours avouer.

Tous ceux qui se sont donné la peine d'étudier la situation intérieure de ce pays, sa position en Amérique et surtout ses relations économiques, auraient pu prévoir l'attitude qui fut la sienne. Dès 1937, un éminent Argentin, M. Joan Esterlrich écrivait : "Les Argentins sont persuadés que leur pays se suffirait à lui-même si, à cause d'une guerre mondiale, ils étaient obligés de couper tout rapport commercial avec l'Europe et l'Amérique du Nord. L'Argentine achète, certes, quelques matières premières et beaucoup de produits manufacturés. Non qu'elle ne puisse fabriquer ces produits-ci ou ne possède ces matières-là. Mais elle préfère, simplement, dans les circonstances actuelles, les importer. Néanmoins, si elle y était

obligée, elle serait capable, par exemple, d'élaborer le fer et de construire des automobiles."

C'est mal connaître l'Argentine que de soutenir qu'elle est demeurée hors du conflit par sympathies fascisto-nazies : ce pays, tout imprégné de civilisation française et dont la capitale Buenos Aires a toujours été considérée comme le Paris du Nouveau-Monde, ne pouvait, en effet, avoir de prédilection pour une nation et une doctrine qui voulaient, avec la France, effacer du monde jusqu'au souvenir lui-même de la Révolution française, cette Révolution à laquelle il a toujours voué une admiration sans bornes. Le président Castillo, en tenant son pays hors du conflit en 1939 ne faisait, tout comme alors les Etats-Unis, que répondre au sentiment général de la nation qui ne voyait aucune raison majeure de prendre parti dans une guerre européenne. "Ce conservateur, écrivait à cette époque M. Marcel Payot en parlant de Castillo, veut maintenir la neutralité de son pays comme le radical Irigoyen l'avait conservée dans la guerre précédente, et toutes les pressions extérieures ne font que renforcer la volonté de la majorité de la nation de sauvegarder l'indépendance politique du pays. Le sentiment populaire est favorable à la cause que défendent les Etats-Unis, mais les Argentins sont à la fois des gens sensibles et fiers".

En d'autres mots, l'Argentine ne veut pas se laisser dicter sa conduite par Washington, ajoutait en substance M. Payot qui continuait: "L'ambition de l'Argentine a toujours été de ne pas s'inféoder aux Etats-Unis, mais de grouper autour d'elle les républiques sud-américaines; elle ne veut point tomber dans la dépendance économique des grands trusts; elle n'a pas besoin de crédits américains. C'est d'ailleurs avec l'Angleterre que son chiffre d'affaires était le plus considérable... Les Argentins se sont toujours appuyés sur Londres pour résister à l'impérialisme économique des Yankis. Mais ils considèrent aussi que leur nation est le prolongement de l'Europe sur le continent américain; ils veulent maintenir leurs relations avec l'Espagne et les autres nations latines, à qui les lient la culture et les affinités religieuses. Ce serait une erreur de voir dans l'attitude des Argentins une sympathie marquée pour les régimes totalitaires; la masse du peuple est foncièrement attachée aux institutions démocratiques et il existe un fort courant sentimental en faveur d'une rupture avec l'axe. De leur côté, les autorités ont sévi chaque fois que des organisations ou des particuliers violaient les règles de l'hospitalité et le gouvernement a dissous des sociétés allemandes et demandé le rappel de l'attaché naval du Reich, accusé d'avoir favorisé l'évasion du Graf Spee. Mais le gouvernement qui

s'appuie sur les vieilles familles catholiques et les milieux industriels, entend sauvegarder sa liberté d'action et refuse de céder à la contrainte. *Les nations fières se cabrent lorsqu'on veut leur imposer un choix; elles entendent déterminer elles-mêmes la politique qui correspond à leurs intérêts permanents*". Les défenseurs de l'"impossible neutralité" pour le Canada en cas d'une troisième guerre pourraient méditer ce point de vue.

Les accusations contre l'Argentine pendant la guerre étaient d'ailleurs de la même nature que celles que l'on a portées au Canada contre les patriotes qui n'étaient pas prêts à laisser ruiner leur pays, à le laisser plonger dans l'anarchie et la désunion pour des intérêts qui, parfois, n'avaient rien à voir avec la cause pour laquelle on se battait.

* * *

A première vue, la Révolution de 1943 nous apparaît comme un coup d'Etat militaire. Le général Farrell qui la dirigeait était entouré de généraux, comme lui, et de colonels; rien, à première vue, ne semblait différencier ce coup de main des nombreux pronunciamentos qui ont illustré l'histoire de tant de peuples sud-américains. Mais les événements ne tardèrent pas à changer de sens; un colonel, du nom de Juan Peron, occupait le poste de vice-président dans ce nouveau gouvernement;

on ne tarda pas à s'apercevoir qu'il jouissait d'une influence considérable et Washington vit en lui un adversaire plus redoutable que tous ceux qu'il avait rencontrés jusqu'ici. Son attitude patriotique qui refusait de se plier au chantage de l'ambassadeur des Etats-Unis, lui valut immédiatement l'accusation de sympathies allemandes. Et la démission de Peron put faire croire aux intérêts américains que le danger était écarté. Mais Peron ne semble pas un homme dont on vient à bout si facilement et lorsque furent annoncées les élections présidentielles, il posa sa candidature.

Il se produisit alors un fait, nouveau non seulement en Argentine mais dans toute l'Amérique latine : Peron déclara sans ambages qu'il allait s'appuyer sur les masses ouvrières et agricoles et ce qui plus est, il passa de la parole à l'action. Ces masses populaires, il s'engagea à leur rendre justice. "L'Argentine aux Argentins", tel fut le slogan de sa campagne; mais sa politique nationale s'appuyait sur des revendications sociales comme on n'en avait jamais entendues en Amérique latine. Il fit une campagne ardente, inlassable, payant de sa personne, se mêlant aux ouvriers, aux fermiers, travaillant avec eux, partageant leur vie. Il avait bruyamment démissionné de l'armée pour bien montrer qu'il voulait n'avoir plus rien de commun avec le parti des colonels et avait fondé le parti des "descaminados", c'est-à-dire des

sans chemises, tout comme les "sans culottes" de la Révolution française. La formule remporta immédiatement un succès éclatant. Il se pencha sur le peuple et sut lui parler; il se posa en champion des exploités contre les natis. Contre les trusts, les monopoles, les grandes entreprises commerciales, il revendiqua les droits de la petite industrie, du petit négoce, en un mot, il prenait la part du petit épicier ou du petit boucher du coin contre les "chain stores". "Il n'y a sur terre, disait-il en substance, que deux partis; non pas la droite et la gauche, mais les exploiteurs et les exploités; mes adversaires, qui se disent démocrates, font le jeu des exploiteurs, en l'occurrence les capitalistes anglais et américains". Et comme pour lui donner raison, l'ex-ambassadeur des Etats-Unis, Sprulle Braden, se prononçait contre lui pour son concurrent Tamborini. Enfin, dernière et insigne maladresse, à quelques jours des élections, Washington publiait son fameux "livre bleu" qui voulait prouver les accointances de Peron avec le nazisme, mais qui, en réalité, ne prouva rien du tout et servit d'argument-massue à Peron : "Tamborini et le capitalisme américain ou Peron et l'Argentine".

Sans ces gaffes, Peron eût sans doute quand même remporté la victoire; mais il apparut à tout que ces interventions maladroites enlevaient à Tamborini ses dernières chances. Washington eût voulu le faire écraser qu'il n'eût agi autrement.

Peron fut élu ! Et tout de suite, la nation s'engagea dans la voie des grandes réalisations sociales et nationales. Sans répandre une seule goutte de sang, Peron est en train d'accomplir la plus grande Révolution peut-être qu'ait connue l'Amérique latine, depuis les guerres de l'indépendance. Elle est même plus profonde, en ce qu'elle s'attaque au problème social auquel l'Indépendance n'avait pas touché.

Des observateurs du monde entier se sont penchés et continuent de se pencher sur les réalisations du péronisme et tous sont d'accord pour voir en lui un phénomène uniquement argentin, aussi éloigné du nazisme ou du fascisme auxquels on a voulu l'apparenter que du communisme auquel on feint de le comparer parfois, depuis que Peron a renoué des relations commerciales avec Moscou. Si on admet comme définition de la démocratie celle qu'en donnait Lincoln : le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, on peut affirmer que le peronisme est peut-être dans le monde le régime de gouvernement qui réalise le mieux cette formule. "Un extraordinaire génie politique émane de cet homme", écrivaient récemment Pierre et Renée Grousset. Et sans s'embarrasser de considérations extérieures, il poursuit une politique nettement, intégralement argentine.

Il a besoin de débouchés pour les produits naturels de son pays, tels les viandes et le blé, mais

aussi pour les produits manufacturés qu'il se propose de fabriquer; car sa révolution sociale s'accompagne d'une révolution industrielle; de cette nation, jadis en majeure partie agricole, il rêve de faire le premier pays industriel de toute l'Amérique latine, le deuxième de ce continent. Il lui faut donc des débouchés, des débouchés partout. Et alors, à la surprise générale, cet homme que l'on suspectait de sympathies nazies rétablit des relations avec la Russie soviétique et conclut avec elle un traité commercial : "La Russie est un grand pays que nous ne pouvons ignorer", dira-t-il. Mais, en même temps, il resserre les liens de la République avec l'ennemi numéro 1 de cette même Russie, l'Espagne de Franco, sans que Staline, cet autre réaliste, n'ait songé à s'en formaliser.

Une fois ses positions intérieures consolidées, il se tourne vers les Etats-Unis, auxquels il tend une main loyale et sincère. Il ne s'est pas tourné vers Moscou pour "embêter" Washington, mais parce que, pour lui, l'Argentine ne peut et ne veut négliger personne et surtout parce qu'elle ne veut se laisser inféoder à aucun des deux blocs, persuadée que l'encouragement exclusif donné à l'un d'eux ne peut qu'exaspérer l'autre et précipiter la guerre. Peron ne veut être à la remorque de personne. Les Etats-Unis, revenus à des sentiments plus réalistes, changent d'ailleurs d'attitude envers

le chef d'Etat argentin. Les relations tendues entre les deux pays redeviennent amicales : les échanges recommencent; mais il est bien entendu que Peron n'abandonnera aucune de ses positions et que, tout comme Washington, il réclamera lui aussi ses zones d'influence.

Envers l'Angleterre, le Président a adopté une attitude identique; attitude dénuée d'hostilité, mais énergique et ferme; l'attitude de l'homme qui sait ce qu'il veut : "En moins d'un an de pouvoir, écrivaient dans un magnifique article, dont l'impartialité laisse néanmoins percer un certain ton admiratif, Pierre et Renée Grousset qui viennent d'enquêter en Argentine même sur l'expérience péronniste, en moins d'un an, Peron met fin à l'esclavage économique deux fois centenaire que subit son pays. En moins d'un an, sans tapage et sans scandale, la Grande Bretagne perd son plus beau Dominion commercial. Il datait de l'arrivée des premiers marchands anglais dans le Rio de la Plata, en 1713. La négociation avec la Grande Bretagne marque un tournant dans l'émancipation sud-américaine. La Grande Bretagne délègue un grand fonctionnaire du Trésor, sir William Eady, à qui le fait d'être né en Argentine devait faciliter les choses. Sir William avait l'impossible tâche de défendre tous les privilèges anglo-saxons —depuis les tarifs préférentiels jusqu'aux chemins de fer,—sans davantage céder de terrain sur les

dettes anglaises de guerre bloquées en livres à Londres. Sir William trouva en face de lui un autre bull-dog, dont c'était en réalité la première apparition aux yeux du grand public, Miguel Miranda, le véritable dictateur financier de l'Argentine, et découvrit à ses dépens que l'ère des grands sentiments était close : "Vous n'avez jamais fait de sentiment quand vous étiez forts, déclara sobrement en substance le négociateur argentin, en préliminaire à tout marchandage. Aujourd'hui, nous nous sentons suffisamment forts pour employer le même procédé."

"Six semaines plus tard, après des rebondissements dramatiques, une rupture complète des négociations, l'avion spécial commandé de Londres pour le lendemain, le Trésor britannique autorisa son représentant à céder sur toute la ligne sous la menace argentine de couper le ravitaillement en viande et en blé, dont la Grande Bretagne est tributaire. Après quoi l'Argentine fixa spontanément un prix royal pour le rachat des chemins de fer et des téléphones qui avaient été l'une des bases de la négociation. L'Argentine venait de rompre les amarres avec le vieux continent et sans retour possible. Pendant ces semaines, toutes les républiques de l'Amérique latine ont eu les yeux fixés sur Buenos Aires. Le départ de Sir William Eady marque le début d'une nouvelle économie. Trois mois plus tard, dix-sept missions commerciales

étrangères se trouvent simultanément réunies en une semaine à Buenos Aires : toutes sont demanderesses.

"Le branle est donné. En l'espace de quelques mois, par la création d'une Junta officielle pour l'exportation, le gouvernement Peron ruine, à son bénéfice, les grosses sociétés exportatrices, dont les commissions de simple intermédiaire représentaient annuellement un bénéfice de plus de 200 pour cent de leur capital. Les bénéfices réalisés serviront en partie à financer les ambitieux projets des senores Figuerola et Miranda, en partie à subventionner l'économie paysanne, en fournissant, par exemple, du maïs à bon marché aux éleveurs de cochons ou des subventions aux meuniers, afin d'enrayer la hausse des prix. Toutes les sociétés de contre-assurance sont nationalisées. Les sociétés d'assurance étrangères sont mises en demeure de se transformer en sociétés nationales. Le gouvernement met la main sur toutes les banques placées sous la coupe de la Banque Centrale. Les chemins de fer anglais, les chemins de fer français sont rachetés. Les compagnies de téléphone anglaises sont expropriées. L'Union industrielle qui contrôle l'industrie argentine est nationalisée. Les élévateurs de grains, les silos vont tomber sous le coup d'un monopole d'Etat. Le prochain coup sera porté aux frigorifiques. Plusieurs fois, Peron prend personnellement la pa-

role : "Il nous faut, dit-il, placer l'économie du pays au service de ses habitants, afin que chacun puisse participer aux richesses nationales en proportion directe de ses capacités et de ses efforts pour le pays". Un autre jour, il frappe sur la table et déclare avec violence: "Cela fait vingt ans que nous payons notre boeuf plus cher qu'en Angleterre; cela n'arrivera plus jamais"... Ce ne sont là cependant que des préliminaires. En six mois, l'Argentine devient le premier pays sans dette extérieure du continent. En sept mois, il devient prêteur. C'est une autre révolution dans l'histoire financière troublée des républiques d'Amérique latine".[1]

En gagnant cette première manche, l'Argentine s'est acquis un prestige immense dans toute l'Amérique latine; les unes après les autres, les républiques soeurs se tournent vers elle. Elles sont accueillies avec d'autant plus de faveur que le gouvernement Peron se cherche maintenant des clients à qui prêter. Il a déjà engagé au Chili d'énormes capitaux pour l'exploitation de minerais de fer et il a conclu avec ce pays une véritable union douanière dans laquelle d'autres pays sont sur le point d'entrer. Il se heurte déjà en Bolivie, où se trouvent les gisements d'étain les plus riches du monde, avec les intérêts étatsuniens. En moins de trois ans de pouvoir, Peron, chef d'un peuple

[1] "Réalités" — Paris — Mars 1947.

de moins de vingt millions, a dressé son pays au rang de concurrent redoutable des Etats-Unis; et le plan quinquennal, actuellement en cours et que d'aucuns considèrent comme une gageure, s'il réussit, augmentera le danger que déjà pressent Washington de se voir évincer de l'Amérique du Sud. S'il échoue, c'est peut-être la fin de Peron. C'est un dangereux quitte ou double qu'a voulu jouer, au profit de l'Argentine, cet homme déroutant.

Si le vieil adage : "en affaires pas de sentiment" joue souvent comme règle générale, il souffre lui aussi des exceptions. On dira que les républiques latines ne gagneront rien à se soustraire à l'emprise économique des Etats-Unis pour passer sous la férule de l'Argentine. Là n'est pas la question. Peron se présente non seulement comme un concurrent des Etats-Unis, mais déjà beaucoup le considèrent comme le champion de la latinité américaine et caressent l'espoir de le voir réaliser le gigantesque projet d'unification de ces peuples, devant lequel ont failli San Martin et Bolivar. Réaliste, celui que l'on appelle l'homme fort de l'Argentine s'attaque d'abord à l'aspect économique du problème. Il se présente aux autres peuples non comme un maître ou même un protecteur, mais à titre de collaborateur, d'ami qui offre à d'autres amis de s'unir pour se retrouver plus forts. Derrière son plan matériel, il faut accepter

de considérer l'aspect idéologique, sinon spirituel du problème à résoudre. Peron n'en veut pas à l'Oncle Sam, il ne cherche pas à le chasser de l'Amérique latine pour le plaisir de la chose; mais il estime que Washington a tort de se considérer comme seul chez lui en Amérique latine et de s'y considérer comme dans un fief où il est le seul maître. Sans l'énoncer, il travaille à la réalisation d'un monroeisme latino-américain : "L'Amérique latine aux Latino-Américains, d'abord !"

Le plan de réformes sociales qu'il s'efforce d'appliquer en Argentine, il voudrait qu'en profitent tous ses frères du continent qui gisent encore dans une misère noire; misère que le capitalisme yanki, loin de s'efforcer de combattre, travaille au contraire à entretenir parce qu'il y trouve son compte et son profit. "La meilleure façon de lutter contre le communisme, disait à Montréal même le sénateur Molinari, ambassadeur extraordinaire de l'Argentine, est de le rencontrer sur le plan social et de réaliser des réformes qui ne soient pas uniquement des mesures dilatoires ou des cataplasmes sur jambe de bois".

Or l'Amérique latine est, avec l'Asie, le terrain le plus fertile à l'expansion du communisme, parce que les classes populaires, en ces deux parties du monde, se trouvent dans un état de misère comme on n'en trouve nulle part ailleurs. Jamais, jusqu'ici, le capitalisme, qu'il soit yanki, anglais,

français ou même canadien — le capitalisme n'a d'âme ni de coeur nulle part —, n'a voulu regarder cette question en face. Dans la plupart des républiques latines, des financiers étrangers se livrent à une exploitation scandaleuse, allant jusqu'à financer les gouvernements qui leur permettent de continuer leur règne ou à fomenter des révolutions — comme en Bolivie il n'y a pas deux ans — contre les dirigeants par trop réfractaires à leurs agissements. Il faut chercher là, surtout, le secret des révolutions chroniques qui secouent les peuples de l'Amérique latine et il est ridicule de prétendre y voir partout l'oeil de Moscou.

Toutes les résolutions anti-communistes, comme celle que l'on a adoptée à la dernière conférence panaméricaine de Bogota, seront sans effet si l'on ne fait rien pour améliorer la situation sociale. Il y a là un terrain tout indiqué pour la propagande de Moscou qui ne fait, en réalité, que commencer; et Moscou, chacun le sait, quand il s'y met, travaille d'une façon systématique et logique. Car il est au courant de la situation et il sait qu'il a devant lui un milieu aussi propice que pouvait l'être la Russie tsariste. Comme en Russie, les masses sont ignares et volontairement tenues dans l'ignorance, malgré des lois d'instruction obligatoire, le plus souvent sans effet; j'en ai vu au Mexique, j'en ai vu à La Havane, de ces populations, croupissant dans des huttes, vivant sur la terre battue,

dans un dénuement dépassant l'entendement et dont le sort ne semble pas avoir été amélioré depuis des siècles. Des populations en Equateur, au Pérou, en Bolivie, au Mexique, ne paraissent pas plus avancées qu'à la lointaine époque des Incas, des Mayas ou des Aztèques. Et ce ne sont pas les seuls gouvernements qui sont responsables d'une telle situation. Bien au contraire; souvent leur bonne volonté s'est heurtée à des considérations économiques qui leur ont été peu à peu imposées par le capitalisme étranger et contre lequel ils ne peuvent rien, à cause de leur faiblesse.

Comment aurait-on voulu que ces petites républiques luttent contre les gros intérêts américains, lorsque le gouvernement des Etats-Unis, jusque tout récemment, se permettait, au nom de son "destin manifeste", d'intervenir dans leurs affaires intérieures, si un cabinet osait prendre des mesures qui l'auraient rendu maître chez lui ? Ne jetons donc pas la pierre aux gouvernements de Mexico, de Caracas, de La Paz ou de toute autre capitale ! Essayons plutôt de voir derrière eux la figure grimaçante du vrai responsable, vautré sur ses sacs d'or.

Mais on peut dire qu'il est essentiel que la situation change si on ne veut pas que l'Amérique entière devienne la proie du communisme. "C'est par l'Amérique latine, que le communisme pren-

dra pied sur le continent américain", écrivait récemment un journaliste montréalais, M. Gérard Filion.[1] On ne peut pas lui donner tort, quand on

[1] Voici quelques passages de l'article écrit sur le sujet par M. Gérard Filion, directeur du "Devoir" de Montréal :

"On n'a pas la moindre idée chez nous des conditions sociales inhumaines dans lesquelles vivent presque tous les peuples d'Amérique latine. Les terres sont entre les mains de quelques milliers de planteurs, individus ou grandes corporations. Les ouvriers agricoles touchent quelques sous de salaire quotidien. L'alimentation, l'habillement, l'habitation, l'éducation, toutes les nécessités premières de la vie sont réduites au strict indispensable. Moins que cela, ce serait la mort, et ce dans des pays où l'agriculture, la forêt, la mer et le sous-sol regorgent de richesses.

"A la misère physique, s'ajoute la détresse morale. L'Eglise souffre de pénurie de prêtres. Sur l'île de Cuba, il y a quelque chose comme un prêtre par cinquante mille catholiques. Les campagnes en sont presque totalement dépourvues, d'abord parce qu'il en manque, ensuite parce que le clergé, recruté dans la classe riche, ne veut pas rester dans les paroisses rurales où les chances d'avancement sont médiocres.

"En désespoir de cause, la Hiérarchie des républiques latines se tourne depuis quelques années vers le Canada français et lui demande des missionnaires. Les prêtres des Missions étrangères de Pont-Viau qui font du ministère à Cuba depuis quatre ou cinq ans connaissent un succès, on serait tenté d'écrire, scandaleux, parce que formés à l'esprit et aux méthodes missionnaires, ils se mêlent au peuple, s'occupent des corps autant que des âmes, visitent les familles, bâtissent des écoles, parlent de coopératives et de libération économique en même temps qu'ils prêchent l'Evangile.

"Une des choses les plus déroutantes qu'on découvre en Amérique latine, c'est que les mots syndicat et communisme sont synonymes. Un ouvrier qui se déclare membre d'un syndicat est automatiquement étiqueté communiste. Il y a deux ans, à La Havane, j'ai vainement tenté d'expliquer à un catholique cubain, fort versé

s'arrête à étudier ce qui se passe dans la plupart des petits pays, actuellement isolés et incapables, seuls, d'organiser sérieusement la résistance aux exigences du capitalisme, quelle que soit son origine.

Il existe dans de nombreuses républiques, un fossé énorme entre la masse de la population et la classe possédante des grands propriétaires et des industriels. Une richesse insolente s'étale le plus souvent à côté d'une pauvreté, sinon une misère croupissante, comme on n'en voit pas au nord du

par ailleurs dans les questions sociales et qui pouvait vous réciter presque par coeur Quadragesimo Anno *et* Rerum Novarum, *qu'il peut et doit exister des syndicats catholiques; pour lui, syndicats et catholiques s'excluaient comme contradictoires. J'en sus plus tard la raison quand j'appris qu'il s'agissait d'un grand propriétaire de plantations, ayant à son emploi plusieurs milliers d'ouvriers agricoles, et qui redoutait, par-dessus tout, le partage des terres, la fondation de syndicats et de coopératives. Dans son idée, les encycliques avaient été écrites pour le Canada, mais non pour Cuba.*

"Dans les villes, c'est le capitalisme de Wall Street qui crée et entretient la misère des masses prolétariennes. La chose est rendue facile par l'absence presque totale d'associations ouvrières et par la connivence des pouvoirs publics. Les capitalistes des Etats-Unis ont financé la plupart des partis politiques sud-américains, leurs luttes électorales, leurs coups d'Etat, depuis cinquante ans. Seule l'Argentine a réussi à se libérer de la tutelle des agents financiers de Wall Street, ce qui explique la tension constante entre Washington et Buenos Aires. C'est pourquoi, le principal allié de Moscou en Amérique latine est Wall Street, parce que l'odieuse exploitation que pratiquent ses financiers est le bouillon de culture qui permet la propagande rapide du microbe soviétique".

Rio Grande. On ne fait rien pour pénétrer le prolétaire ou l'ouvrier agricole de sa dignité d'homme et seuls, jusqu'ici, les propagandistes de Moscou se sont réellement mis à l'oeuvre pour endoctriner ces populations qu'ils commencent à organiser. Il existe, un peu partout, des Confédérations générales des Travailleurs; mais elles sont, le plus souvent, sans force réelle ou le jouet de capitalistes qui y ont infiltré leurs créatures pour en canaliser la puissance qu'elles pourraient obtenir. Le Mexique est peut-être, à part l'Argentine, le seul pays qui ait entrepris une lutte sérieuse et méthodique contre le capitalisme étranger, spécialement contre les gros intérêts anglais et américains : lutte inégale qui n'est pas encore terminée et que la proximité des Etats-Unis rend plus difficile encore. Mais il y a là un effort de la part du gouvernement que l'on se doit de signaler et il est indubitable que Wall-Street a perdu une grande part de son influence dans les cercles gouvernementaux, où pendant si longtemps, depuis la chute de Porfirio Diaz, il faisait la pluie et le beau temps.

* * *

L'Amérique latine mérite plus que de demeurer éternellement une colonie économique de puissants groupes financiers étrangers. Et c'est pourquoi

l'expérience de Peron est suivie avec tant d'intérêt par tout le sud du continent américain, où la communauté de langue, de religion et d'idéal a maintenu un lien, qui, avec les années, se révèle de plus en plus solide. Et quand une Gabriela Mistral se voit décerner le prix Nobel de littérature et qu'un professeur Houssaye reçoit celui de Médecine, c'est, à travers le Chili ou l'Argentine, tout le monde latino-américain qui en ressent une légitime fierté.

"Au milieu de cette désagrégation générale, écrit M. Francisco Contreras, la langue est le principal lien entre les différentes républiques et la littérature a maintenu, dans le continent, une sorte de communion spirituelle spontanée et pour cela profonde. Aux moments du plus grand isolement, les oeuvres des bons écrivains étaient goûtées dans toutes les républiques et ces écrivains maintenaient, par la correspondance ou par le simple échange de livres, l'unité de l'âme continentale. De même qu'il y a une race, il y a une littérature latino-américaine. Car si, dans chaque pays, elle prend certains traits locaux, partout elle présente des aspects généraux communs. Elle se caractérise, en effet, aussi bien dans les pays du Nord que dans ceux du Sud, par sa faculté d'assimilation, par sa richesse imaginative, par une suave mélancolie, née de l'âme aborigène, et par

un certain penchant à l'improvisation, à l'inachevé, dû à la culture élémentaire et à l'esprit créole naturellement nonchalant et parfois rebelle".[1]

Toutefois, soit que l'état colonial fût un empêchement à la création vraiment digne de ce nom, soit pour toute autre raison, on ne peut pas dire qu'il y ait eu une littérature spécifiquement hispano-américaine avant le XIXe siècle. Au cours de l'époque antérieure à la Révolution et pendant cette Révolution, il y eut certes des écrivains de réelle valeur; mais c'étaient encore des écrivains espagnols, profondément imbus de mentalité espagnole. Au cours de cette histoire nous avons mentionné plus d'un des écrivains de l'époque coloniale, comme Garcilasso de la Vega, dit l'Inca, dont les relations sur la conquête du Pérou sont du plus haut intérêt; on peut encore noter le nom d'une religieuse mexicaine, J.-Ines de la Cruz et un jésuite chilien, Lacunza. On peut les comparer à notre Marie de l'Incarnation; mais nous ne sommes pas encore en présence d'une littérature typiquement locale.

Les premières manifestations d'indépendance dans les lettres hispano-américaines coïncident avec l'Indépendance. Dès 1830, des écrivains s'affirment : "Parmi eux, écrit encore M. Contreras,

[1] Francisco Contreras : "L'Esprit de l'Amérique espagnole".

il y en eut de véritablement extraordinaires, tels que les savants éducateurs, Andres Bello (1780-1865), Vénézuélien; Domingo-F. Sarmiento (1811-1888), Argentin; les poètes, Jose-Joaquim Olmedo (1780-1847), Equatorien, et Jose-Maria de Hérédia, Cubain; le critique et polémiste, Juan Montalvo, Equatorien, (1833-1889). Ce sont les classiques hispano-américains".[1] Mais tout comme notre école littéraire de 1860 avait subi la profonde influence du romantisme français, cette première école hispano-américaine était elle aussi marquée de ce même romantisme et elle demeurait dans l'ornière des traditions établies par l'Académie de Madrid.

Les véritables "modernes", les créateurs dignes de ce nom vinrent plus tard. L'un des premiers fut Manuel Gutierrez Najera (1859-1895), poète d'une belle inspiration et qui écrit en une langue élégante et claire. Il exerça une profonde influence dans le renouveau littéraire de l'Amérique espagnole; avec lui et avec une foule d'autres qui appartiennent à tous ces pays presque sans exception, se dessine ce qui sera la littérature continentale. Les liens avec la péninsule se relâchent; c'est encore la même langue — ce sera toujours la même langue riche, chaude, colorée — qui au contact de ce milieu nouveau acquerra ses caractères propres, se transformera peu à peu, non dans son essence même, mais dans sa forme d'expression.

La fin du XIXe siècle assiste à une décadence de la littérature d'Espagne; on sent la décrépitude, le vieux et l'on éprouve partout, à travers la péninsule, le besoin d'un renouveau que réclamera un Blasco Ibanez. Ce renouveau viendra des anciennes colonies; on abandonne de ce côté-ci de l'Atlantique la forme emphatique, j'allais écrire obséquieuse; on assiste à une libération dans le sens le plus noble du mot, à un mouvement véritablement novateur. On ne peut cependant parler d'une littérature spécifiquement argentine, colombienne, mexicaine, cubaine, vénézuélienne ou autre; il n'y en aura peut-être jamais, car les littérateurs hispano-américains réellement universels, ceux qui s'évadent du champ étroitement régional pour entrer de plain-pied sur le plan humain, appartiennent toujours à l'ensemble des nations hispano-américaines, en ce que chacune peut se reconnaître en eux, à des degrés différents. Cela ne veut pas dire qu'on veuille leur enlever leur caractère typiquement "patrial"; mais qu'ils le veuillent ou non, ils seront toujours des Hispano-américains avant d'être simplement des nationaux. C'est à ce signe que l'on reconnaît ceux qui possèdent véritablement du génie.

De Hostos, par exemple, est un Dominicain, en ce qu'il appartient à la république de San Domingo, mais sa littérature, ses oeuvres, son esprit sont avant tout espagnols, ou plus exactement, his-

pano-américains. Et je crois que ce caractère est unique à l'Amérique espagnole. Il n'y a pas d'autre exemple de tant de nations indépendantes parlant la même langue et situées les unes à côté des autres sur le même continent; il y a, en Amérique 18 nations, séparées politiquement les unes des autres, qui ont en commun le même langage et les mêmes traditions. L'on voit ici toute la force du lien culturel qui ne s'embarrasse d'aucune division politique, et de sa solidité, surtout si l'on songe que l'Amérique hispanique est formée d'une foule de peuples qui, à l'origine, étaient de race et de mentalité différentes. C'est donc encore la culture qui demeure la grande force humaine par excellence, celle devant laquelle toutes les autres doivent s'incliner: ces dix-huit nations forment un tout culturel; et l'on remarquera qu'à l'étranger, les Hispano-américains, quelle que soit leur allégeance politique, se recherchent, se retrouvent et forment des colonies tout aussi homogènes que s'ils appartenaient au même drapeau.

Le XXe siècle assiste déjà à l'épanouissement d'une littérature américaine d'expression espagnole qui a déjà pris le pas sur la littérature métropolitaine; elle a rejeté la forme mirobolante encore trop employée en Espagne; elle s'est dégagée des vestiges de la préciosité, qu'a blaguée Cervantes; en 1889, Ruben Dario, reçu par l'élite littéraire de Madrid, lui rendra hommage en la

décrivant comme "la gardienne de la langue et de la tradition espagnoles". "Actuellement, reprend M. Contreras, cette littérature est dans une période de création authentique, féconde qui a produit des oeuvres très caractéristiques, si bien que, lorsque l'étranger arrivera à la découvrir, il découvrira une Amérique espagnole originale, insoupçonnée... Ainsi, les lettres qui ont toujours été un trait d'union entre les peuples hispano-américains, sont actuellement le principal facteur dans l'affirmation de la personnalité continentale. Elles sont, en effet, en train de devenir la conscience et la voix unanime, aujourd'hui que le continent se trouve devant une question vitale pressante... On peut donc prévoir que la littérature arrivera encore à sauver l'intégralité continentale et à réaliser la grande idée de Bolivar : cette union des peuples du Nouveau Monde espagnol qui leur permettra d'accomplir leur destinée dans l'avenir".

On pourrait citer aujourd'hui des centaines de noms d'écrivains hispano-américains dont la célébrité s'étend à tout le monde espagnol. Nous n'entrerons pas dans cette nomenclature qui, pour intéressante et même glorieuse qu'elle soit, ne pourrait quand même pas donner une idée exacte de la richesse que chacun d'eux renferme. Et cette manifestation de la culture s'étend à bien d'autres domaines: dans la peinture par exemple, l'Améri-

que latine a ses grands noms : on connaît surtout au Canada Diego Ribeira et Orosco, peintres mexicains qui se sont taillé une réputation mondiale; mais chaque pays a ses peintres, ses architectes, ses artistes. Les différences ici sont toutefois plus marquées d'une région à l'autre. Le milieu a influencé les arts bien plus qu'il ne l'a fait pour la littérature, même avant l'Indépendance. Il y a une architecture et une peinture propres à chaque pays et ce n'est que dans la musique que l'on retrouve des caractères et des traits communs, comparables à ceux que l'on retrouve dans la littérature.

Et à côté de ce monde espagnol, il y a le monde portugais d'Amérique, localisé au Brésil, qui, lui aussi, s'est affirmé avec une intensité dont on ne se fait pas idée ici. Dans tous les domaines, le Brésil a ses grands hommes. Je regrette de me limiter à ne faire que mention de ce trésor artistique, littéraire et musical, que nous aurions tant de profit à découvrir. Mais je dépasserais le cadre du présent volume. Le monde portugais d'Amérique est tout comme le monde hispanique une réalité, une réalité qui s'affirme chaque jour davantage. Et dans cet essor des peuples de langue espagnole que semble avoir mis en branle l'Argentine de Peron, dans cette lutte engagée pour relever le prestige de la Latinité américaine et lui donner sa part des richesses de ce continent que

d'autres jusqu'ici ont exploitées, il n'y a aucun doute que le Brésil penchera du côté de cette Latinité dont il fait partie, même si sa langue est différente de celle de ses voisins.

Il y a une solidarité latine, solidarité spirituelle qui permettra, dans la paix et la concorde, de faire de grandes choses. L'heure de l'Amérique latine a sonné à l'horloge de l'Histoire !

22 juin 1945 - 26 mai 1948

BIBLIOGRAPHIE

RAPPORT *du IIIe Congrès de l'Union des Latins d'Amérique, 1943.*

RIVET, PAUL : *"Les origines de l'homme américain"* – Editions de l'Arbre – Montréal – 1944.

GARCIA, GREGORIO : *"Origen de los Indios del Nuevo Mundo".*

COUISSIN, PAUL : *"L'Atlantide de Platon et les origines de la civilisation".*

TEJA ZABRE, ALFONSO : *"Historia de Mexico".*

——*"Guia de la Historia de Mexico".*

——*"Histoire du Mexique"* (traduction française).

TRAMOND, J. : *"Amérique latine"* – *"Histoire illustrée des pays et des peuples"*, publiée sous la direction de Edouard Petit – Quillet – Paris.

THOMPSON, J.-ERIC : *"La Civilisacion de los Mayas"* – Mexico.

MIMENZA-CASTILLO, RICARDO : *"El Arte y la Cultura mayas"* – Coleccion de estudios mexicanos – Mexico.

RUEDA, JULIO-JIMENEZ : *"La Historia de la Litteratura mexicana"* – Mexico.

VASCONCELLOS, JOSE : *"Breve Historia de Mexico"* – Ediciones Botas – Mexico.

BORDEAUX, ALBERT : *"Le Mexique et ses mines d'argent"* – Plon – Paris.

CHASE, STUART : *"A Study of two Americas"*.

ALEGRIA, PAULA : *"La Educacion en Mexico antes et despues de la conquista"* – Editorial "Cultura" – Mexico.

VEGA, GARCISSSO DE LA : *"Chroniques péruviennes"*.

PRESCOTT, WILLIAM-H. : *"Historia de la Conquista del Peru"* – Edition espagnole – Ediciones Iman – Buenos Aires.

RINGUET : *"Un monde était leur empire"* – Editions Variétés – Montréal.

LEON, CIEZA DE : *"La croniqua del Peru"* – Ediciones Epasa Alpe – Madrid.

FRÉGAULT, GUY : *"Iberville le Conquérant"* – Editions de l'Arbre – Montréal.

GUNTHER, JOHN : *"L'Amérique Latine"* – traduction française d'Albert Pascal – L'Arbre – Montréal.

ZWEIG, STEFAN : *"Le Brésil, terre d'avenir"* – Editions Simpson – Montréal.

ROZ, FIRMIN : *"Histoire des Etats-Unis"* – Arthème Fayard – Paris.

NARANJA, GARCIA : *"Simon Bolivar"*.

HOFFET, FRÉDÉRIC : *"L'impérialisme protestant"*.

TAPIÉ, VICTOR-L. : *"Histoire de l'Amérique latine au XIXe siècle"*.

AZAN, GÉNÉRAL PAUL : *"L'Argentine, terre promise"*.

PÉPIN, EUGÈNE : *"Le panaméricanisme"* – Armand Colin – Paris.

ROBERTSON : *"History of the Latin-American Nations"*.

GUILAINE, LOUIS : *"L'Amérique latine et l'impérialisme américain"* – Armand Colin – Paris.

CONTRERAS, FRANCISCO : *"L'Esprit de l'Amérique espagnole"*.

OUVRAGES DE DOCUMENTATION

Les ouvrages suivants, bien que n'ayant pas servi à la préparation du présent volume, pourraient figurer dans une bibliothèque de documentation latino-américaine ou pourraient être utiles à ceux qui veulent approfondir leur connaissance de cette partie de notre continent :

PRESCOTT, WILLIAM-H. : *"Historia de la Conquista de Mejico"*.

BABELON, JEAN : *"La vie des Mayas"* – Gallimard – Paris.

BABELON, JEAN : *"La vie de Fernand Cortès"* – Gallimard – Paris.

MAURAULT, MGR OLIVIER : *"Le Mexique de mes souvenirs"* – Editions des Dix – Montréal.

ALLAIRE, MAURICE : *"Le Mexique, pays de contrastes"* – Lumen – Montréal.

VASSE, LIONEL : *"Paysages Aztèques"* – Brentano's – New-York.

* * *

HERRERA, A. DE :*"Historia General de los Hechos de los Castellanos.*

CASAS, BARTOLOMÉ DE LAS : *"Historia de las Indias"*.

TORQUEMADA, J. DE : *"Los Veintium Libros Rituales y Monarquia Indiana"*.

ALAMAN, LUCAS : *"Historia de la Conquista de Mexico"*.

CAVO, ANDRES : *"Los Tres Siglos de Mexico"*.
——*"Mexico y su Evolucion Social"*.

ZAMACOIS, NICETO DE : *"Historia de Mexico, Desde sus Tiempos mas Remotos"*.

——*"Mexico a Traves de los Siglos"* – Editada por Vicente Riva Palacio.

LEON, NICOLAS : *"Compendio de la Historia Mexicana"*.

PEREZ VERDIA, LUIS : *"Compendio de la Historia Mexicana"*.

SIERRA, JUSTO : *"Compendio de Historia de Mexico"* – Obras.

TORO, ALFONSO : *"Historia de Mexico"*.

HUMBOLDT, ALEJANDRO DE : *"Ensayo Politico Sobre la Nueva Espana"*.

CHEVALIER, M. : *"Mexico Antiguo y Moderno"*.

FARNHAM, J. T. : *"Mexico, su Geografia, su Pueblo, sus Instituciones"*.

OROZCO Y BERRA, MANUEL : *"Apuntes para la Historia de la Geografia de Mexico"*.

BANDELIER, A. : *"Organizacion Social y Gobierno de los Antiguos Mexicanos"* – (Peabody Museum, "Twelfth Annual Report", II No 3.)

Biart, L. : *"Los Aztecas, su Historia, sus Custumbres"*. – Boletin Num. 28 de la Oficina de Etnologia Americana.

Clavijero, Francisco Javier : *"Historia de Mexico"*.

Castillo, Bernal Diaz del : *"Verdadera Historia de los Sucesos de la Conquista de la Nueva Espana"*.

Joyce, T. A. : *"Arqueologia Mexicana"*.

Kingsborough, G. H. : *"Mexican Antiquities"*.

Nuttall, Zelia : *"Los Principios Fundamentales de la Civilizacion en el Antiguo y en el Nuevo Mundo."*

De Acosta, J. : *"Historia Natural y Moral de las Indias"*.

Boturini Benaducci, Lorenzo : *"Idea de una Nueva Historia General de la America Septentrional"*.

Brasseur de Bourbourg, E. C. : *"Historia de las Naciones Civilizadas de Mexico y de la America Central"*.

Duran, Diego : *"Historia de las Indias de Nueva Espana"*.

De Sahagun, Fray Bernardino : *"Historia de las Cosas de Nueva Espana"*.

Orozco y Berra, Manuel : *"Historia Antigua de la Conquista de Mexico"*.

GENET, JEAN : *"Histoire des Peuples Shosbone-Aztèques"*.

SPINDEN, H. : *"Ancient Civilizacions of Mexico"*.

* * *

Le Journal et les Lettres de Colomb

COLON, FERNANDO : *"Historia del Almirante"*.

RUGE, SOPHUS : *"La Epoca de los Descubrimientos Geograficos"*. – (Historia Universal, de Oncken. Tomo 19.)

FERNANDEZ DE NAVARRETE, MARTIN : *"Coleccion de Viajes y Descubrimientos que Hicieron los Espanoles desde Fines del Siglo XV"*.

HARRISSE, HENRY : *"Cristobal Colon"*.

VIGNAUD, HENRY : *"Estudios Criticos Sobre la Vida de Colon"*.

PEREYRA, CARLOS : *"La Conquista de las Rutas Oceanicas"*.

ANDRE, MARIUS : *"La Veridica Aventura de Cristobal Colon"*.

CORTES, HERNAN : *"Relaciones y Documentos"*.

DIAZ DEL CASTILLO, BERNAL : *"Historia de la Conquista de Mexico"*.

DE AGUILAR, FRANCISCO : *"Relacion de la Conquista de Mexico"*.

LOPEZ DE GOMARA, FRANCISCO : *"Historia de las Conquistas de Hernan Cortes"*.

PRESCOTT, W. H. : *"The Conquest of Mexico"*.

SUAREZ DE PERALTA, JUAN : *"Noticias Historicas de la Nueva Espana"*.

PEREYRA, CARLOS : *"Hernan Cortes"*.

TEJA ZABRE, ALFONSO : *"Historia y Tragedia de Cuauhtemoc"*.

RIVERA, AGUSTIN : *"Principios Criticos Sobre el Virreinato de la Nueva Espana"*.

MOTOLINIA : *"Historia de los Indios de la Nueva Espana"*.

ALEGRE, F. J. : *"Historia de la Compania de Jesus en Nueva Espana"*.

MENDIETA, G. : *"Historia Eclesiastica Indiana"*.

GONZALEZ OBREGON, LUIS : *"Mexico Viejo"*.

ANTUNEZ Y ACEVEDO : *"Memorias Historicas Sobre la Legislacion y Gobierno del Comercio de los Espanoles"*.

CLAVIJERO, F. J. : *"Historia de la Antigua o Baja California"*.

SOLORZANO PEREIRA, J. DE : *"Politica Indiana"*.

SOSA, FRANCISCO : *"El Episcopado Mexicano"*.

PRIESTLEY, H. I. : *"The Coming of the White Man"*.

MARISCAL, FEDERICO : *"La Patria y la Arquitectura National"*. – (Mexico).

MARISCAL, NICOLAS : *"Monografias Mexicanas de Arte"*.

PIMENTEL, FRANCISCO : *"Historia Critica de la Literatura en Mexico"*.

GONTALEZ PENA, CARLOS : *"Historia de la Literatura Mexicana"*.

REVILLA, M. G. : *"El Arte en Mexico en la Epoca Antigua y Durante el Gobierno Virreinal"*.

ROMERO DE TERREROS, MANUEL : *"Arte Colonial"*.

URBINA, LUIS G. : *"La Vida Literaria de Mexico. Antologia del Centenario"*.

ACEVEDO, JESUS T. : *"Disertaciones de un Arquitecto"*.

TABLADA, JOSÉ JUAN : *"El Arte en Mexico"*.

ZEPEDA, TOMAS : *"La Instruccion Publica en la Nueva Espana"*.

* * *

TORRES QUINTERO, G. : *"Mexico Hacia el fin del Virreinato Espanol"*.

GARCIA, GENARO : *"El Plan de la Independencia de la Nueva Espana, en 1808"*.

GONZALEZ OBREGON, LUIS : *"Los Precursores de la Independencia"*.

TEREZA DE MIER, FRAY SERVANDO : *"Historia de la Revolucion de Nueva Espana"*.

MORA, J. L. : *"Mexico y sus Revoluciones"*.

BUSTAMANTE, CARLOS MARIA DE : *"Cuadro Historico de la Revolucion Mexicana"*.

FUENTES, J. M. : *"Apuntes y Documentos Sobre las Familias Hidalgo y Costilla"*.

ZERECERO, A. : *"Memoria para la Historia de las Revoluciones en Mexico"*.

ARRONIZ, MARCOS : *"Biografia del Iniciador de la Independencia"*.

ZARATE, JULIO : *"Biografia de Morelos"*.

TEJA ZABRE, ALFONSO : *"Morelos, Caudillo de la Indepencia"*.

BULNES, FRANCISCO : *"La Guerra de Indepencia, Hidalgio, Iturbide. Memorias de don Agustin de Iturbide"*.

HELIODORO VALLE, RAFAEL : *"Como era Iturbide"*.
——*"Correspondencia y Diario Militar de Iturbide"*.

CUEVAS, LUIS G. : *"El Porvenir de Mexico"*.

RABAZA, EMILIO : *"La Organizacion Politica de Mexico"*.

SIERRA, JUSTO : *"Juarez, su Obra y su Tiempo"*.

FILISOLA, VICENTE : *"Memorias para la Historia de la Guerra de Tejas"*.

PEREYRA, CARLOS : *"Tejas, la Primera Desmembracion de la Republica Mexicana"*.

TORNEL, J. M. : *"Mexico y los Estados Unidos"*.

ALCARAZ, R. : *"Apuntes para la Historia de la Guerra Entre Mexico y los Estadas Unidos"*.

ROA BARCENA, J. M. : *"Recuerdos de la Invasion Norteamericana"*.

BULNES, F. : *"El Verdadero Juarez y la Verdad Sobre la Intervencion y el Imperio"*.

SALADO ALVAREZ, V. : *"La Intervension y el Imperio"*.

NIOX, G. : *"La Expedicion de Mexico"*.

LUIS BLASIO, JOSE : *"Recuerdos del Emperador Maximiliano"*.

DIAZ, PORFIRIO : *"Memorias"*.

BANCROFT, H. H. : *"Biografia de Porfirio Diaz"*.

HERNANDEZ, F. : *"Un Pueblo, un Siglo y un Hombre"*.

DE FORNARO, CARLO : *"Diaz, Czar de Mexico"*.

BEALS, CARLTON : *"Porfirio Diaz"*.

CREELMAN, JAMES : *"Diaz, Master of Mexico"*.

DIAZ DUFOO, CARLOS : *"Limantour"*.

ESTRADA, ROQUE : *"La Revolucion y Francisco I. Madero"*.

FABELA, ISIDRO : *"Los Estados Unidos Contra la Libertad"*.

FORNARO, CARLO DE : *"Mexico tal cual es"*.

GONZALEZ ROA, FERNANDO : *"El Aspecto Agrario de la Revolucion Mexicana"*.

GRUENING, ERNEST : *"Mexico and its Heritage"*.

INMAN SAMUEL, GUY : *"Church and State in Mexico"*.

LOMBARDO TOLEDANO, VICENTE : *"La Libertad Sindical en Mexico. El Sentido Humanista de la Revolucion Mexicana"*.

MENDIETA Y NUNEZ, LUCIO : *"El Problema Agrario de Mexico"*.

NEARING, SCOTT Y FREEMAN, JR. : *"Dollar Diplomacy"*.

PANI, ALBERTO J. : *"La Politica Hacendaria y la Revolucion"*.

PRIDA, RAMON : *"De la Dictadura a la Anarquia"*.

RABAZA, EMILIO : *"La Evolucion Historica de Mexico"*.

TORO, ALFONSO : *"La Iglesia y el Estado en Mexico"*.

* * *

BAUDIN, LOUIS : *"La vie de Pizarre"* – Gallimard – Paris.

BORDEAUX, ALBERT : *"La Guyanne inconnue"*. – Plon – Paris.

CANTO, JULIO-PEREZ : *"Chile"* – Rand McNally & Co. – Chicago et New-York.

BOLIVAR, SIMON : *"Doctrina Politica"*.

FRISCHAUER, PAUL : *"Getulio Vargas"* – Americe – Editions – Rio de Janeiro.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Préface 7

Avant-propos 11

PREMIÈRE PARTIE

L'AMÉRIQUE PRÉ-COLOMBIENNE

Chapitre premier :
Les premiers Américains 25

Chapitre deuxième :
Les peuples du Mexique et du Guatémala 35

Chapitre troisième :
Les civilisations pré-cortésiennes 53

Chapitre quatrième :
L'Empire des Incas 81

Chapitre cinquième :
La civilisation Inca 93

DEUXIÈME PARTIE

LA CONQUÊTE LATINE

Chapitre premier :
L'Amérique espagnole 143

Pages

Chapitre deuxième :
L'Epopée de Cortes 149

Chapitre troisième :
La conquête du Pérou 179

Chapitre quatrième :
A la conquête du continent 197

Chapitre cinquième :
Les leçons de la conquête 213

Chapitre sixième :
L'Amérique portugaise 223

TROISIÈME PARTIE

LA CONQUÊTE DE L'INDÉPENDANCE

Chapitre premier :
Préliminaires à l'Indépendance 243

Chapitre deuxième :
L'Indépendance du Mexique 255

Chapitre troisième :
Bolivar 263

Chapitre quatrième :
San Martin 277

Chapitre cinquième :
Amérique centrale et Antilles 306

QUATIÈME PARTIE

L'ÉMIETTEMENT DE L'AMÉRIQUE HISPANIQUE

Pages

Chapitre premier :
Réactions européennes et américaines 311

Chapitre deuxième :
Echec au Roi 327

Chapitre troisième :
L'émiettement 339

Chapitre quatrième :
Le panaméricanisme et l'Amérique latine 355

Chapitre cinquième :
L'heure de l'Amérique latine 371

Bibliographie 399

Ouvrages de documentation 403

BIBLIOTHÈQUE SAINT-SULPICE